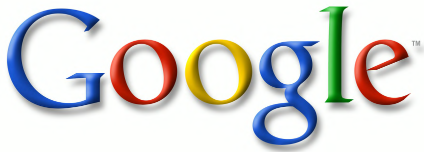



$B 187 362

ÉMILE MONTÉGUT

LIBRES OPINIONS

MORALES ET HISTORIQUES

DU GÉNIE FRANÇAIS — LA RENAISSANCE
ET LA RÉFORMATION — DES CONTROVERSES SUR LE XVIIIe SIÈCLE
DE LA TOUTE-PUISSANCE DE L'INDUSTRIE
DE L'INDIVIDUALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE
DE L'IDÉE DE LA MONARCHIE UNIVERSELLE
DE L'ITALIE ET DU PIÉMONT
COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
LA DÉMOCRATIE ET L'IDÉE DE PATRIE

NOUVELLE ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1888

A LA MÉMOIRE DE MON CHER MAITRE

ADOLPHE BERTEREAU

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE ET CHARGÉ DU COURS D'ANGLAIS
AU LYCÉE DE LIMOGES ENTRE LES ANNÉES 1840-1845

LIBRES OPINIONS

reconnaissance envers le passé ou le présent, n'ayant pas à craindre les reproches d'ingratitude ou de défection, l'auteur a vu se succéder les événements et les idées sans amertume et sans colère; il les a suivis quelquefois avec tristesse, mais toujours avec curiosité. Témoin désintéressé dans les luttes politiques et les combats intellectuels qui se sont livrés sous ses yeux, son grand souci a donc été non de les condamner ou de les approuver, mais de les comprendre et de les expliquer. Il y a tel phénomène social dont une opinion exclusive ne donnera jamais l'explication, et qui pour être compris doit être jugé d'après les opinions qui nous sont le plus antipathiques. En politique et en critique, il ne doit y avoir ni sympathies ni antipathies; le premier devoir est de comprendre, préférer n'est que le second. Libéral par nature et par goût, l'auteur a donc toujours tenu compte des opinions qui n'étaient pas les siennes et a varié ses points de vue selon la nature du spectacle qui s'offrait à sa curiosité. Telle page pourra paraître inspirée par un sentiment démocratique, telle autre inspirée par des opinions absolutistes; mais nous espérons que le lecteur saura reconnaître que ces contradictions ne sont qu'apparentes, et ne sont, pour ainsi dire, que les *déplacements* d'une même pensée. Au fond, un même esprit, l'esprit de liberté, sert de

lien à toutes ces pages, et s'il sortait de leur lecture une autre impression que libérale, ce serait la faute peut-être, mais à coup sûr la punition de l'auteur.

Le lecteur trouvera cependant au fond de ce petit volume une opinion permanente, inébranlable, qui en est comme le principe et la substance. Nous avons un goût très vif pour le XVIe siècle, un goût modéré pour le XVIIIe. Nous sommes persuadés que tous nos malheurs viennent de l'abandon où nous avons laissé au XVIe siècle le principe de liberté. Nos ancêtres ont laissé passer l'heure et le moment, et lorsque nos pères ont voulu réparer les fautes de leurs devanciers, ils n'ont pu accomplir leur tâche qu'à moitié. L'heure propice était passée. Cet heureux équilibre entre le caractère et l'intelligence qui distingue les générations du XVIe siècle était rompu. L'intelligence dut combattre seule, privée de l'appui de la force morale. Au lieu de croyances, nos pères n'eurent pour accomplir leur œuvre que des opinions. De là les tempêtes imprévues qui battent notre pauvre société et nos incessantes variations. De pilotes pour nous guider au milieu des orages nous n'en manquons jamais; mais de boussole nous n'en avons pas, et c'est cette boussole que nous offrait le XVIe siècle et que nous avons repoussée. La conduite de la France au XVIe siècle a été pour

elle un malheur irréparable, et il n'y a plus sans doute à revenir sur nos pas. Ce n'est donc qu'un regret que nous exprimon. Cependant nous livrons ce regret à la réflexion du lecteur. Qui sait? Si la vie des générations est courte, le temps est long et les ressources de l'âme humaine sont infinies et inépuisables.

Paris, 11 juin 1858.

AVANT-PROPOS

DE LA NOUVELLE ÉDITION

Les Essais qui composent ce volume datent en majeure partie de notre jeunesse. En les relisant aujourd'hui sur le seuil de la vieillesse, nous avons eu la joie de constater que, sauf quelques détails restés en route, les idées et les opinions qu'ils contiennent nous ont accompagné toute notre vie, et sont encore nos opinions et nos idées de l'heure présente. Une telle persistance, où l'entêtement et l'esprit de parti ne sont jamais entrés pour rien, nous a induit à croire qu'il se pourrait qu'il y eût dans ces essais un élément durable d'intérêt pour d'autres encore que pour nous, et c'est cette conjecture qui nous a donné la hardiesse de les remettre sous les yeux du public après tant d'années écoulées.

Cette hardiesse est-elle trop présomptueuse?

Nous ne le croyons pas. Nombre de ces idées, en effet, ont parcouru une assez brillante carrière, et il nous est arrivé maintes fois, il nous arrive encore souvent, de les découvrir revêtues d'une éloquence qui ne nous appartient pas ou ennoblies d'une solennité qu'il nous serait fort difficile d'acquérir. Elles courent le monde et nous ne pouvons songer à les rattraper; aussi, après nous être réjouis, comme d'une heureuse fortune pour la vérité, de les retrouver en état si prospère, avons-nous pensé que tout ce que nous pouvions désormais réclamer pour nous à leur égard, était un droit très modeste de priorité. Il nous a suffi pour cela de placer au-dessous de chacun de ces essais la date précise de sa naissance. En prenant ce soin, peut-être épargnerons-nous quelques menues erreurs aux critiques futurs et fournirons-nous quelques faibles lumières aux lecteurs de l'avenir.

La première édition contenait un certain nombre d'essais de nature plus particulièrement littéraire, *Werther*, *Hamlet*, et *les Confidences d'un hypocondriaque*. Le lecteur qui en serait curieux les retrouvera dans nos *Types littéraires et Fantaisies esthétiques*, où nous avons jugé qu'ils seraient mieux à leur place. A ces essais retranchés nous en avons substitué deux autres, d'ordre tout philosophique, qui furent écrits au

lendemain de nos désastres de 1870 et qui eurent à cette époque un assez grand retentissement. L'esprit en est-il trop pessimiste? Nous ne savons. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous désirons du plus profond de notre cœur avoir été faux prophète. Ce qui se passe sous nos yeux, à l'heure même où nous écrivons ces lignes, n'est pas cependant pour démentir ce que nous disons dans le premier de ces essais de l'éternelle opposition des deux formes invariables de la démocratie, et peut-être plus d'un lecteur a-t-il eu dans ces dernières années l'occasion de constater que les mots de liberté, de démocratie et de république ont dans les couches populaires un sens quelque peu différent de celui qu'ils ont dans les classes éclairées. Quant au second de ces essais, qui roule sur les dangers que peut courir de nos jours l'idée de patrie, le succès ou l'insuccès de la tentative que poursuit en ce moment un des groupes les plus actifs de nos hommes politiques pourra dire dans un avenir très prochain si ce mot de patrie possède encore une magie suffisante pour créer dans les multitudes l'enthousiasme spontané, aveugle, irrésistible, qu'il y sut créer à d'autres époques.

Mai 1888.

DU GÉNIE FRANÇAIS

DU GÉNIE FRANÇAIS

Historiens et publicistes, nous sommes tous sujets à d'étranges erreurs, fruit de nos préoccupations personnelles et des influences délétères que nos passions exercent sur notre intelligence. Nous jugeons souvent des choses par mauvaise humeur politique ou sous le coup d'une déception. Nous les voyons souvent, toute la vie, telles qu'elles nous sont apparues un certain jour, à un moment donné et sous un rayon particulier, qui transfigurait ou décolorait leurs traits véritables. Notre jugement exagère alors un détail outre mesure, et prend un point isolé de tel ou tel caractère pour l'ensemble même de ce caractère. Cela est vrai surtout des jugements que nous portons sur les peuples lorsque les révolutions sont venues ruiner nos espérances et mettre notre logique aux abois. Irrités des conséquences que tel ou tel défaut national a produites à une certaine minute, nous n'avons pas de peine à ne voir dans le passé qu'une longue série de conséquences fâcheuses engendrées par des défauts de même nature, comme auparavant nous ne voulions y

voir qu'une longue série de conséquences heureuses que nos espérances étaient chargées de résumer et de couronner. Hélas! la déception politique est semblable à toutes les autres déceptions; elle augmente singulièrement notre clairvoyance sur certains points, et nous rend complètement aveugles sur d'autres. Bien des jugements contradictoires ont été portés sur la France depuis quarante ans et surtout depuis la révolution de février. Formulés *ab irato* sous le coup des événements, ils se sont ressentis de leur origine, et, en dépit des progrès de la science historique, ils expriment souvent bien plus la disposition d'âme, les espérances ou les mécomptes de l'écrivain que le génie même de la nation. Ils ne tiennent compte que d'un certain ordre de faits, ils exagèrent l'importance des détails, et, nés d'un incident qui, si considérable qu'il soit, est destiné avec le temps à perdre sa couleur propre et à se fondre dans l'océan de faits que contient l'histoire générale, ils ont tous quelque chose d'exclusif, de passionné, d'intolérant. Ils partagent les passions des vivants, ils n'ont pas l'impartialité de la contemplation. C'est à ces passions que nous voudrions nous soustraire un moment pour essayer de surprendre le génie de la France dans son essence même, dans ce qu'il a de fondamental, d'indestructible, de permanent, de supérieur à ses vicissitudes changeantes, d'identique à travers ses innombrables métamorphoses.

La France est le pays le plus facile à comprendre en apparence, le plus difficile à comprendre en réalité. Tous les jugements qu'on a portés sur elle peuvent se ranger sous deux chefs principaux : la France est un pays monarchique, la France est un pays révolutionnaire. Peuple révolutionnaire! dit cet historien, qui fait dater la France de 1789, et qui oublie qu'elle

a été la plus monarchique des nations; peuple antireligieux! dit un autre, qui oublie que l'Église a été soutenue, la Papauté temporelle fondée par l'épée de la France, la Réforme arrêtée dans son développement par l'obstination de fidélité de la France aux vieilles institutions ecclésiastiques. — Peuple traditionnel, monarchique, que les querelles malheureuses de soixante années pleines d'orages ont fait faussement juger! se croient alors en droit de répondre certains publicistes. Hélas! cette opinion n'est pas mieux fondée que les autres. La vérité est que la France, pays des contradictions, est à la fois novatrice avec audace et conservatrice avec entêtement, révolutionnaire et traditionnelle, utopiste et routinière. Il n'est pas de pays où les choses meurent plus vite; il n'en est pas où leur souvenir vive plus longtemps. Oui, c'est un peuple révolutionnaire et traditionnel pour qui sait bien voir : révolutionnaire, parce que les métamorphoses y ont été plus nombreuses qu'ailleurs; traditionnel, parce que sous toutes ces métamorphoses brille le même esprit méconnaissable en apparence.

Ces évolutions et transformations des choses ont un double caractère qui les rend tout à fait énigmatiques; elles se présentent d'une manière si imprévue, si brusque, qu'elles surprennent l'intelligence et déconcertent la raison, et en même temps elles ont une apparence si singulière de simplicité et je dirais presque de bonhomie, que, le premier moment de surprise passé, vous vous étonnez de ne pas les avoir prévues et d'avoir pensé qu'elles pouvaient se produire autrement. Un autre fait non moins frappant, c'est la facilité inouïe avec laquelle la France change ses conditions d'exister et de penser; nul effort, nulle tension des caractères, nul lent recueillement de ses forces, nul

calcul préalable des difficultés de l'œuvre à accomplir ou de l'énergie des résistances qu'elle rencontrera. Comme un habile musicien qui sur son instrument parcourt avec le même indifférent enthousiasme toute la gamme des sentiments humains, le génie français passe sans transition d'un ordre d'idées à un autre avec une aisance qui confond le contemplateur, le remplit d'admiration, et en même temps l'alarme et quelquefois même le révolte. On admire la souplesse d'intelligence du peuple chez lequel de telles métamorphoses peuvent s'accomplir, on tremble pour sa conscience, on s'indigne de son facile oubli et de son apparente ingratitude. Chez les autres peuples, le temps est nécessaire pour opérer les révolutions politiques et morales; on les voit poindre, se développer lentement, se greffer sur le passé ou usurper peu à peu sa place; on saisit le point de transition d'un fait ou d'une idée à un autre fait ou à une autre idée. En France, rien de semblable; on passe de Bossuet à Voltaire sans préparation et sans transition marquées; tour à tour chevaleresque, bourgeoise, monarchique, catholique, révolutionnaire, athée, industrielle, la France porte chacun de ces costumes avec une aisance telle qu'on croirait qu'elle n'a jamais porté que celui-là, et joue chacun de ces rôles avec une telle perfection de sincérité, qu'on est tenté de croire que le dernier est réellement le seul qui lui convenait. On dirait l'âme d'un sceptique supérieur, indifférent à toutes choses parce qu'il les comprend toutes également, ou d'un épicurien transcendant aimant le changement par plaisir et la variété par goût des contrastes, ou encore l'âme d'un artiste pour qui les choses sont bonnes et morales selon le parti qu'il en peut tirer et les émotions qu'elles lui procurent. Il n'en est rien cependant, et ce génie français, si propre à décon-

certer ses amis et ses ennemis, s'élève bien au-dessus de telles interprétations.

Ce n'est pas en France que le génie français a été le mieux compris; nous nous moquons très souvent des jugements des étrangers sur notre compte, mais ils en savent sur nous plus long que nous-mêmes. Nous nous accordons des qualités et jusqu'à des défauts qui ne sont pas les nôtres. Ainsi il est généralement tenu pour certain que le peuple français est un peuple pratique et de bon sens, et cela est vrai dans une certaine mesure, mais dans quelle mesure? Nous sommes pratiques, si l'on entend par ces mots une certaine tendance à réaliser en faits nos rêves les plus fuyants ou nos pensées les plus abstraites; nous ne le sommes pas, si l'on entend par être pratiques conformer sa conduite aux faits existants et former ses pensées d'après l'expérience extérieure. Il est également admis que le Français est sceptique et se complaît dans le scepticisme : pure calomnie que nous propageons par esprit de fatuité; il n'est pas de nation où l'individu ait plus à cœur d'avoir une croyance précise, soit plus tourmenté lorsqu'elle lui manque, et fasse de plus sérieux efforts pour s'en forger une et se convaincre de la réalité des fantômes qu'a enfantés son esprit. Il en est de même de la proverbiale légèreté française. Nous ne sommes pas légers, nous sommes téméraires et cyniques : téméraires devant les dangers et les difficultés de la vie; cyniques dans la défaite et devant le spectacle du mal. Au fond, notre prétendue légèreté, sous les deux formes qu'elle revêt, témérité et cynisme, contient la plus haute philosophie, celle de la résignation. Nous sommes donc légers si l'on veut, mais seulement dans les choses auxquelles toute la gravité du monde ne pourrait rien changer. Grâce à notre esprit militaire, à notre esprit

révolutionnaire, nous passons pour un peuple aventureux, et néanmoins il n'y a pas de nation chez qui les habitudes aient autant de puissance. Enfin une opinion très répandue veut que le Français, être sans profondeur, n'ait aucun penchant aux spéculations abstraites, rêveries bonnes seulement pour les habitants des brouillards allemands. Or il n'y a pas de peuple chez qui les idées abstraites aient joué un si grand rôle, dont l'histoire témoigne de tendances philosophiques aussi invincibles, et où les individus soient aussi insouciants des faits et possédés à un aussi haut degré de la rage des abstractions. Ce ne sont là que des détails et des nuances, et nous pourrions les multiplier. Ils nous suffiront pour justifier ce que nous avons avancé, que le Français ne se connaît pas et qu'il se calomnie sans le savoir. Le Français qui tient surtout à se montrer par ses qualités secondaires, et qui s'ignore lui-même, s'étonne des compliments et des injures étranges qui lui sont adressés. — Peuple initiateur, peuple qui s'est chargé de faire pour les autres nations les expériences périlleuses! disent les uns; peuple ennemi des libertés d'autrui, tout prêt à sacrifier des victimes humaines à son Moloch de justice abstraite, sans souci des droits acquis! disent les autres. Emphase allemande, vieille morgue anglaise! répond le Français, qui ne comprend pas comment il a pu mériter cet excès d'honneur ou cette indignité. Et cependant il a tort : le génie de la nation à laquelle il appartient se retrouve bien mieux dans ces interprétations étrangères, qui l'étonnent si fort, que dans les opinions qu'il cherche à accréditer lui-même.

Un fait surtout est capable d'éclairer singulièrement sur les destinées de notre pays : ce sont les espérances qu'inspire la France à tous les partis européens sans distinction. Tous comptent sur son initiative ou sur son

concours désintéressé pour faire triompher leurs illusions ou leurs rêves. L'absolutiste espère toujours que par un miracle notre nation retrouvera la tradition du droit divin; le démocrate attend toujours de la France la parole magique qui soulèvera les peuples et les délivrera de la tyrannie; le libéral anglais voit en nous les meilleurs agents de la propagande pour le *self government*. Quels que soient les mécomptes que la France leur réserve, ils ne renonceront à aucune de leurs espérances, ils s'attacheront obstinément à la pensée que d'elle viendra leur salut; ils compteront sur une de ces surprises, sur un de ces mouvements imprévus dont la France a donné si souvent le spectacle, et, lorsqu'ils sont déçus un instant dans leurs espérances, quels reproches amers, quelles paroles insultantes ils nous adressent! On l'a vu dans les années qui ont suivi 1848. On dirait qu'entre eux et nous il y a un contrat écrit que nous avons déchiré, une promesse jurée que nous avons trahie. Or que signifie cet espoir que tous les partis mettent en nous, sinon que, dans leur pensée, la France est la seule nation capable de dévouement intellectuel, la seule qui soit capable de préférer des idées à des intérêts, et de sacrifier son repos au triomphe de la justice? Mais plus significatif encore et plus propre à faire réfléchir est l'attachement du clergé catholique à la France. Souvent repoussé, toujours surveillé avec méfiance, il ne se rebute jamais et supporte avec indifférence les contraintes qu'on lui impose et les dédains qu'on lui fait subir. C'est là, dis-je, un fait très significatif et qui porte à la méditation. Quelque jugement qu'on prononce sur le catholicisme, il n'en reste pas moins certain que le but qu'il poursuit est un but purement moral, que la cause qu'il cherche à faire triompher est purement idéale, qu'il rêve une

société où tous les intérêts terrestres seraient subordonnés aux intérêts spirituels, qui n'existerait que pour la plus grande gloire de l'Église, où la vie n'aurait d'autre raison d'être que Dieu même. Et pourtant cet idéal du catholicisme est tellement éloigné de notre manière de vivre et de penser, qu'il faut chercher ailleurs que dans la patience proverbiale du clergé catholique la raison de l'attachement tout particulier qu'il a conservé pour cette nation qui a tant fait pour lui, qui a tant fait contre lui, et des espérances qu'il ne cesse d'entretenir. Égarée, mais non perdue, telle est la pensée constante de l'Église romaine sur la France. Un instinct secret l'avertit mystérieusement que cette France, catholique ou non, est vouée par nature au service des causes idéales, et que, même alors qu'elle s'est montrée furieusement athée, révolutionnaire, utopiste, ses excès et ses égarements trahissaient un invincible amour de l'idéal. C'est cet instinct qui a guidé le plus hardi défenseur de l'Eglise romaine qu'ait vu notre siècle, qui lui a montré dans les fureurs de la révolution le triomphe même du catholicisme, et qui lui a fait porter sur la France le jugement le plus étroit et en même temps le plus profond qui ait jamais été porté sur elle.

Nous avons maintenant trouvé le mot qui convient au génie de la France. La nation française est la nation idéaliste par excellence, celle dont les expériences et les révolutions ont eu le but le plus idéal, celle dont toute l'histoire trahit le mieux cette constante et glorieuse préoccupation. Essayons de retrouver, à l'aide de ses annales, les principaux caractères de ce peuple si mobile en apparence, si fidèle à lui-même au fond, extérieurement si sceptique, intérieurement si passionné, qu'on a toujours voulu faire passer pour épris de la réalité, et qui n'a

jamais aimé que l'idéal, sous quelque forme qu'il se présentât, Église, Monarchie ou Révolution.

Je demande pardon d'avance pour la singularité des assertions que je vais émettre, et je me résigne à subir l'accusation de paradoxe. Les Français passent pour le plus irréligieux des peuples; mais leur histoire, lue avec attention, prouve, à chacune de ses pages, qu'ils sont un peuple essentiellement théocratique et théosophique. Ils l'ont été dès l'origine, et aujourd'hui encore, en plein règne de l'athéisme de la loi, il leur reste assez de cet esprit pour donner courage et espoir aux défenseurs de l'antique religion nationale. Je ne crois pas qu'il faille attacher aux instincts celtiques et aux croyances druidiques toute l'importance que certains historiens ont cru devoir récemment leur attribuer; toutefois notre primitive histoire révèle un fait saisissant : c'est le contraste que, sous le rapport de la religion, les Celtes présentent avec les autres Barbares. La religion des Germains n'est pour ainsi dire qu'une expression superstitieuse des profonds instincts de race. C'est un effort obscur et incohérent de l'esprit pour expliquer les forces naturelles, une philosophie rudimentaire. Rien n'y dépasse l'horizon de l'homme et de la nature : aucun pressentiment de ce qui constitue essentiellement la religion, c'est-à-dire la croyance à un monde surnaturel, ne s'y laisse apercevoir. Le culte de Teutatès et de Hertha est une philosophie naturelle à l'état grossier. La religion d'Odin est une divinisation de la vie de combat chère aux Scandinaves. Un principe purement humain, recouvert d'une enveloppe religieuse, domine ces vieux cultes barbares et ces vieilles légendes runiques, qui n'offrent, de quelque côté qu'on les considère, que des symboles de la matière animée, des emblèmes de la force, des apo-

logies de la vaillance et du combat. Sous ce vieux paganisme, on distingue très nettement le germe de ce grand système, conception essentiellement propre à l'esprit germanique, qui, sous diverses formes, s'est développé et précisé de siècle en siècle, et a fini par s'appeler du nom de panthéisme. La religion des Celtes n'est pas, comme celle des Germains ou des Scandinaves, une grossière philosophie naturelle ou un sauvage anthropomorphisme. Cette religion dépasse la nature, laisse l'homme soumis au sentiment auquel le soumet toute vraie religion, celui de la dépendance, et s'appuie sur la croyance à un monde surnaturel. Elle promet à l'homme des destinées ultérieures qui ne seront pas la continuation vulgaire de la vie actuelle, et, par ses dogmes de la métempsycose, de l'éternité et du progrès incessant de l'âme, elle semble à la fois un écho des grandes doctrines de l'Inde et une préparation du spiritualisme chrétien. Ainsi, chez nos ancêtres, le sentiment religieux, au lieu de se présenter à l'état d'instinct obscur, et d'être déterminé, comme chez tous les peuples barbares, par une admiration, une épouvante ou un étonnement de l'âme faisant effort sur elle-même pour s'expliquer le mystère de la nature, se présente à l'état de croyance, appuyé sur tout un corps de doctrines très complètes, très subtiles et très raffinées déjà. Mais ils n'ont pas seulement le sentiment religieux plus épuré, ils ont aussi l'esprit plus sacerdotal, si nous pouvons nous exprimer ainsi, et attachent une plus grande importance aux fonctions religieuses. Une singulière théocratie s'élève au-dessus d'eux. Les druides sont un collège de prêtres, une hiérarchie ecclésiastique, déjà un clergé. Dans cette société primitive, les dépositaires du pouvoir spirituel ont une plus grande importance que partout ailleurs dans le

monde barbare. Ce n'est donc pas à tort qu'on attache aujourd'hui plus de prix qu'autrefois à ces origines celtiques et à cette vieille religion druidique qui nous révèlent bien clairement un fait, à savoir que, si nos ancêtres n'avaient pas un sentiment de la nature aussi vif que celui des Germains, ils avaient bien davantage, en revanche, le sentiment d'un idéal plus dégagé du monde extérieur, plus purement métaphysique et moral.

Lorsque la religion changea, cet instinct théocratique grandit encore en s'épurant. Nulle part les prêtres et les évêques du christianisme n'eurent une prise plus facile sur les populations de l'empire, et lorsque les Barbares se présentèrent en Gaule, c'est plutôt avec le pouvoir sans armes de la parole divine et du sacerdoce qu'ils eurent à se mesurer qu'avec les lieutenants du pouvoir impérial. La lutte était trop inégale, et les Barbares furent vaincus. Ils furent comme surpris et ensorcelés par des paroles magiques, et montrèrent une soumission, une obéissance, un empressement à suivre les avis et les ordres des évêques et des prêtres, qui témoignent à la fois et de la noblesse native de la nature humaine, même barbare, et de l'étendue d'influence du clergé dans la Gaule romaine. Sous cette tutelle religieuse, ils devinrent, dès le premier instant, ce qu'ils devaient être durant tout le moyen âge, les fils aînés de l'Église, les soldats et les lieutenants de Dieu agissant par les armes franques, comme disent les chroniques : *Gesta Dei per Francos*. On ne vit point en France ce qu'on vit dans les autres royaumes barbares, en Angleterre et en Italie par exemple, des rois barbares exerçant un pouvoir indépendant de l'Église, résistant à la puissance ecclésiastique, ou s'obstinant, avec un sauvage orgueil, dans leurs anciennes habitudes de comman-

dement et dans leur rôle de chefs de tribus. Dans les origines de la monarchie française, aussitôt après la mort de Clovis, on sent partout une action indirecte et mystérieuse autrement puissante que la hache et la framée franques, et qui de toutes parts enlace, presse dans un réseau invisible et serré le chaos de barbarie au milieu duquel agonisent les populations. On voit les chefs barbares passer comme des ombres sanglantes, s'agiter, s'égorger, jouer dans tous ses détails leur sanglante pantomime; mais, ce n'est qu'une pantomime : la pièce véritable, sérieuse, se joue ailleurs. La monarchie française se fonde dans leur personne, mais à leur insu et presque sans aucune participation de leur volonté. Ils règnent et ne gouvernent pas; des prêtres habiles, des créatures du clergé dirigent à des titres divers cette royauté débile, et malheur à tout ministre hostile au clergé ou représentant de quelque influence contraire à la sienne! Il est sûr d'être écarté, exilé, mis au secret dans un cloître, calomnié jusque dans la postérité la plus reculée, déclaré traître, ambitieux et ennemi de l'État. La France est fondée avec le concours d'une barbarie nominalement puissante, moralement sans empire, et cette barbarie s'étiole et s'énerve rapidement, comme étouffée sous les embrassements du clergé. Lorsque la première dynastie de cette race conquérante dut céder la place à une famille nouvelle, les talents et l'énergie de ces nouveaux venus ne servirent pas moins bien les vues du clergé que les vices et la faiblesse de leurs prédécesseurs. C'est lui qui leur donna leur raison d'être et détermina la mission qu'ils devaient accomplir : établissement de la puissance temporelle des papes, conversion violente de l'Allemagne, idoles poursuivies et brisées jusque sur les bords de la Vistule et sur les rivages de la mer du Nord. C'est au

profit de l'Église et sous l'inspiration de l'Église que règnent et combattent les rois carlovingiens; c'est à son triomphe et à son exaltation qu'ils travaillent. L'œuvre politique de Charlemagne tombe en ruine dès sa mort, mais sur cette poussière l'Église reste debout. vénérée et terrible, unique puissance, pouvant déjà, à son gré, faire et défaire toutes les autres, comme le prouvèrent les scènes qui accompagnèrent et suivirent la déposition de Louis le Débonnaire et la dissolution de l'empire carlovingien.

L'Église! c'est le grand mot de la France durant tout le moyen âge, désormais leurs destinées sont indissolublement unies. La France et l'Église seront souvent en querelle, jamais en guerre ouverte. On se chicanera sur des points de détail, jamais sur une question importante et capitale; même alors qu'on imposera des entraves à l'Église, ce sera en l'aimant et en la conservant grande, en transportant son esprit sur le trône, comme fit saint Louis. Malgré le soufflet de Philippe le Bel à la papauté, lorsque les souverains français résisteront à Rome, ce sera bien moins en leur nom et par jalousie de leur pouvoir qu'au nom de l'Église de France et par jalousie de ses franchises et de ses libertés. Ces querelles n'entraîneront point, comme en Allemagne, les graves questions des droits respectifs du pouvoir temporel et du pouvoir sacerdotal; elles n'entraîneront point, comme en Angleterre, une hostilité sourde qui, un jour ou l'autre, finira par se traduire chez le peuple en une rupture ouverte, et chez les souverains en des résolutions sanglantes, pareilles au meurtre de Thomas Becket. Les membres de l'Église seront bafoués et raillés par les jongleurs et faiseurs de fabliaux, lorsqu'ils laisseront apercevoir quelques faiblesses humaines en désaccord avec leur caractère sacré et leurs préten-

tions à la sainteté; mais l'Eglise elle-même sera respectée : inoffensives railleries d'ailleurs, dont on a souvent, je le crois, exagéré l'esprit et la portée, bien moins dangereuses pour l'Église que ces interprétations politiques des doctrines chrétiennes qu'Arnaldo de Brescia a prêchées en Italie, que ces sermons mystiques avec lesquels Eckart et Tauler vont enthousiasmer les populations du Rhin, ou que ces prédications évangéliques dans lesquelles un Wicleff attaquera l'organisation ecclésiastique. Au moyen âge, la véritable résistance à l'Église en France vient de l'Église même et garde un caractère tout ecclésiastique. La France est plus orthodoxe que toutes les autres nations, elle est la patrie de l'orthodoxie même. Elle attaque l'Église dans ses abus humains et non dans ses principes; elle lui résiste, non pour un motif impie, politique ou philosophique, mais pour un motif religieux, parce qu'elle ne trouve pas l'Église assez religieuse, assez conforme à l'idéal de perfection qu'elle s'est créé. Si la papauté a besoin de secours temporels, l'épée de la France est à son service, et grâce à elle le suprême pontife est assuré de triompher de ses ennemis; mais, si elle a besoin de réprimandes, elles ne lui manqueront pas. Le champion par excellence de l'orthodoxie, saint Bernard, passera sa vie à demander la réforme des abus et à les réformer lui-même; plus infaillible que la papauté, lorsque l'Église sera divisée par les prétentions des pontifes rivaux, sans embarras ni crainte, le grand docteur fera cesser le scandale qui désole le monde chrétien et désignera d'un geste d'autorité le véritable pontife. Cette prétention de la papauté à l'infaillibilité, les docteurs français la déclareront, si cela devient nécessaire, contraire aux traditions et à l'orthodoxie, et la transporteront du pape au concile, et

de Rome à l'Église universelle. De saint Bernard à Gerson et à Pierre d'Ailly, la France n'a cessé de s'élever contre les abus ecclésiastiques, de demander la réforme de l'Église, et cela non dans une pensée hostile encore une fois, mais par intérêt pour l'Église, car la France du moyen âge, si prompte à s'élever contre l'injustice et le népotisme des prêtres, est d'une ardeur sans égale quand il s'agit de repousser leurs ennemis; elle ne les persécute pas, elle les détruit entièrement. Le rationalisme naissant est écrasé dans son germe avec Abailard; l'audacieuse hérésie des Albigeois est noyée dans le sang et ensevelie sous les ruines d'une civilisation charmante; Jean Gerson et Pierre d'Ailly, de la même main dont ils viennent de signer la déchéance de Balthasar Cossa, signent la condamnation des doctrines de Wicleff et le bûcher de Jean Huss. Tel est l'esprit religieux de la France du moyen âge; dans ses persécutions comme dans ses cris de réforme, elle n'a jamais en vue que l'orthodoxie. Rien ne l'en fait dévier, ni les abus et les scandales contre lesquels elle s'élève, ni les pentes dangereuses de la rêverie monastique et les excès de la vie contemplative, ni ces sollicitations et ces inquiétudes de l'esprit humain qui remue sourdement avant de s'éveiller tout à fait et pour toujours.

C'est cette prétention permanente à l'orthodoxie qui a fait depuis son origine jusqu'à son déclin l'originalité de l'Église française. S'il y a dans la chrétienté une église qui se soit attribué le droit d'infaillibilité, c'est l'Église française. « Nous sommes les meilleurs juges de la vérité religieuse », telle est la parole hardie que semblent répéter de siècle en siècle nos théologiens et nos docteurs depuis saint Bernard jusqu'à Bossuet. Cette prétention a eu de grands ré-

sultats qui remplissent toute notre histoire : elle a donné à la France assez de liberté d'esprit pour empêcher la religion d'y dégénérer jamais en superstition, elle lui en a donné trop peu pour qu'il lui fût possible de rompre avec les vieux enseignements. Elle a empêché la France de tomber dans l'asservissement spirituel ; elle lui a défendu, en même temps, de se délivrer jamais entièrement de la tutelle ecclésiastique. Elle lui a permis de résister à la papauté et de lui faire la leçon; elle a conservé et préservé contre les attaques les plus furieuses ou les mieux fondées, contre la Renaissance, contre la Réforme, contre le rationalisme et la révolution française, le catholicisme et les institutions catholiques. Le plus hardi champion de la papauté a senti, sans l'expliquer, cette prétention qui lui paraît arrogante et illogique. Dans son livre sur l'Église gallicane, il s'étonne de cette tendance à vouloir former une Eglise séparée au sein de la grande unité catholique. « Il n'y a qu'une Église universelle, dont le centre est à Rome, s'écrie-t-il ; ce n'est qu'en France que l'on ait entendu parler d'une Église nationale. Qui a jamais entendu parler d'une Église italienne, d'une Église espagnole, d'une Église polonaise? » Cela est très vrai; mais le raisonnement de M. de Maistre, fondé au point de vue philosophique, est bien léger au point de vue historique. Ce que M. de Maistre reproche à l'Église française est précisément ce qui fait sa gloire. Si l'on n'a jamais entendu parler dans les autres pays d'une Église nationale, c'est qu'il n'y a jamais eu, au sein du catholicisme, d'autre Eglise que l'Église gallicane qui ait eu une vie propre, qui ait existé d'une manière indépendante et libre. Toutes ont plus ou moins dépendu de Rome, ont tiré de la ville éternelle leurs doctrines, leur règle de conduite, leur ligne

politique, leur mot d'ordre; toutes ont subi son influence et ont imité son esprit, imitations ou naïves, ou ardentes, ou fanatiques, ou même scandaleuses, et ayant par conséquent une certaine originalité qu'on ne peut nier, mais imitations véritables. Il n'en a pas été de même de l'Eglise de France. Même aux pires époques et sous les influences les plus violentes elle s'est maintenue indépendante, et s'est réservé le droit de discuter et de rejeter les doctrines qu'on cherchait à lui imposer. Elle s'est toujours attribué une autorité religieuse à côté de l'autorité suprême. En un mot, elle n'a pas été seulement un rameau de l'arbre gigantesque grandi sur les ruines de l'ancien monde, elle a été elle-même un grand arbre, possédant une vie particulière, tirant de la terre natale la sève destinée à alimenter ses rameaux et son riche feuillage, et cet arbre n'a cessé, pendant de longs siècles, de fleurir et de reverdir à chaque génération nouvelle avec une abondance surprenante qui témoignait des fertiles éléments du sol généreux dans lequel il plongeait ses racines. Mais sa dernière floraison a été la plus étonnante de toutes. A la veille du jour où la hache devait le frapper mortellement, montrer à nu ses fibres desséchées par la vieillesse, sa carie intérieure et ses cavernes creusées par le temps, la nature sembla réunir toutes ses forces, fit un suprême effort pour résumer dans ce dernier reverdissement d'automne tout le charme et toute la majesté des saisons expirées. On eut ce miracle si inattendu du XVIIe siècle, cette renaissance inespérée du système catholique un siècle après la Réforme, et, grâce à la France, on put croire un instant que l'antique religion allait comme autrefois gouverner le monde, et que le grand schisme du XVIe siècle allait passer comme un mauvais songe. Le protestantisme battit en retraite hum-

blement et presque en baissant la tête, comme s'il eût craint d'affronter tant de majesté; le rationalisme, qui, sous le nom de système cartésien, venait de naître, fut rapidement absorbé dans les doctrines de l'Église et couvert d'un manteau d'orthodoxie; aucune puissance ennemie ne tint devant elle. Telle fut, résumé fidèle de tout son passé, le dernier grand jour de cette Église française, l'institution qui a laissé chez nous les traces les plus nombreuses et les plus indestructibles vestiges.

Dans aucun pays le clergé n'a été autant mêlé qu'en France aux affaires politiques; dans aucun il n'a plus gouverné. L'Église a été le principe de toutes nos institutions; elle a été ensuite leur inspiratrice et leur conseillère : elle les a teintes de ses couleurs et marquées de son blason. La seule grande institution de notre pays après l'Église est la monarchie, mais elle ne vient qu'en seconde ligne, et on peut dire qu'elle a été formée sur un modèle ecclésiastique, tant son caractère est différent du caractère des autres monarchies. Le dernier grand esprit de l'Allemagne avait remarqué que la monarchie française avait une physionomie théocratique, et que nos rois avaient une certaine allure cléricale. Rien n'est plus juste; quand on parcourt notre histoire, on croit apercevoir, toujours étendue dernière le trône, la main de ces évêques qui fondèrent et bénirent la monarchie française. Nos rois ne remplissent pas des fonctions, ils exercent un sacerdoce politique. Un roi de France ressemble plus à un pontife qu'à un chef d'Etat. Il se rapproche plus d'un pape que d'un roi d'Angleterre ou d'un empereur d'Allemagne. Ceux-là sont bien de purs chefs temporels faits pour marcher à la tête de leurs armées ou pour dicter leurs volontés devant des conseils politiques; l'épée, la couronne, la main de

justice, sont les seuls insignes qui les distinguent. Ils ne veulent d'autre prestige que celui que donnent la possession et l'exercice de la force. Bien différents sont les rois français. Dans leurs qualités comme dans leurs défauts, ils trahissent un caractère formé par l'éducation cléricale. A quelques exceptions près, ils ne se soucient point de batailler et de combattre comme les souverains germaniques. Bons généraux et mauvais soldats, ils frappent par leur intelligence beaucoup plus que par leur héroïsme. Les vaillantes prouesses, les beaux faits d'armes, les exploits chevaleresques ne sont pas leur affaire, et le grand Philippe-Auguste pourra paraître peu brillant à côté d'un Richard au cœur de lion et d'un Frédéric Barberousse. Les rois chevaliers et hommes d'armes, les *héros* ne nous ont d'ailleurs jamais porté bonheur; nous en avons eu deux, le roi Jean et le roi François Ier, et leurs grands coups d'épée ont failli avoir pour résultat de tuer à jamais la France. Rusés, patients, politiques, temporisateurs comme des prêtres, les rois français ont remplacé le prestige que donne la force par le prestige que donne la majesté. Ils sont imposants, et leur plus grand souci est de travailler à l'être ou à le paraître.

Autre contraste : la monarchie française est la seule qui ait eu la prétention d'être une monarchie à la façon biblique. Le roi s'attribue un pouvoir patriarcal, il n'est pas le chef de ses sujets, il en est le père, et il réclame d'eux l'obéissance et la docilité que le père réclame de ses enfants. Les théories de pouvoir paternel, protecteur, qui partout ailleurs n'ont eu qu'un sens utopique, ont toujours eu en France une quasi-réalité. Salente exprime autre chose que les chimères de Fénelon : elle exprime une des tendances les plus marquées de l'esprit français, la tendance à

la tyrannie débonnaire, à l'autorité facile, à la justice indulgente, toutes choses qui répondent à un idéal de gouvernement ecclésiastique, et qui ont été l'idéal du gouvernement de l'Église à toutes les époques, depuis les apôtres jusqu'aux modernes jésuites et à leur république du Paraguay. Partout ailleurs, enfin, les doctrines du droit divin ont été considérées comme des innovations scandaleuses et se sont produites fort tard. Lorsque le chimérique Jacques Ier mit en avant ses prétentions au pouvoir divin, la politique Angleterre recula d'épouvante devant ces théories téméraires; mais, moins de cinquante ans après lui, Bossuet les formulait en France, dans un livre majestueux qui ne blessa personne et qu'aujourd'hui encore, après les déclarations des droits de l'homme et cinq ou six constitutions déchirées, nous lisons sans étonnement et sans colère, tellement ces théories sont conformes à nos instincts secrets, sinon aux idées que nous avouons. Cette doctrine du droit divin, qui consacre l'alliance du pouvoir sacerdotal et du pouvoir politique, qui imprime à la royauté un caractère religieux, est pour ainsi dire une des traditions de l'esprit français, et s'y est toujours maintenue obscurément et d'une manière latente. Nous n'avons pas poussé la superstition jusqu'à faire du roi une émanation de Dieu, mais jamais nous n'avons consenti à voir en lui un pur chef d'État. Nous lui avons toujours attribué un pouvoir mystérieux, un certain don des miracles, et l'infaillibilité que nous avons refusée quelquefois au pouvoir religieux, nous l'avons accordée et nous l'accordons sans trop de peine au pouvoir politique. Telle apparaît la monarchie française, l'unique pouvoir sérieux que la France ait jamais eu en dehors de l'Église. Quoique séparée de l'Église, elle s'est formée à son ombre, elle en porte la mar-

que, elle en parle la langue. Si quelque chose rappelle sous une forme moderne les antiques monarchies orientales, émanations des théocraties, c'est bien la monarchie française.

Cette influence théocratique a été plus forte encore peut-être sur la noblesse française. Notre aristocratie semble n'avoir jamais eu de libre arbitre. Si elle a songé à se rendre indépendante de la royauté, elle n'a jamais songé à se rendre indépendante de l'Église, et c'est en partie à cette raison qu'elle a dû la mauvaise fortune de ne jamais devenir une classe politique. Nos rois, malgré leur titre de fils aînés de l'Église, et quoique serrés de près par le subtil réseau de l'influence ecclésiastique, ont su résister à l'Église et maintenir leur pouvoir séparé du sien; ils ont su vouloir malgré l'Église et contre l'Église; notre noblesse n'a jamais voulu que ce que voulait l'Église. Elle a vécu, agi, combattu sous l'égide sacerdotale; les actes les plus brillants et les taches les plus sanglantes de son histoire, elle les doit à l'inspiration du clergé. Elle a marché d'un élan sans égal aux croisades; elle s'est laissé mener sans répugnance au massacre des Albigeois. Nos nobles, si fiers, si brillants, si prompts à l'oppression, si détestés du peuple et des petits (ce que l'on ne rencontre dans aucun autre pays), n'ont été que les serviteurs et les exécuteurs des hautes œuvres du clergé. Vous rencontrez leur main et leur épée dans toutes les persécutions religieuses. Une fois ils ont eu l'occasion de se débarrasser de cette tutelle; ils l'ont dédaigneusement laissée passer. Lorsque la Réforme éclata, ils pouvaient, en adoptant le protestantisme, cesser d'être ce qu'ils avaient toujours été, de purs soldats, inutiles partout ailleurs que sur des champs de bataille. Ils pouvaient devenir une classe politique. Tout le leur

conseillait, et l'exemple des aristocraties du Nord, et leur propre turbulence, et leurs propres convoitises. Ils négligèrent cette occasion unique, qui ne pouvait plus se présenter; un petit nombre adopta la Réforme, mais le grand nombre, après un moment d'hésitation, resta fidèle à la vieille cause. De même que leurs ancêtres ne s'étaient fait aucun scrupule de massacrer, pour plaire au clergé, leurs propres frères en chevalerie, les compagnons d'armes de Raymond de Toulouse et de Roger de Béziers, ils ne s'en firent alors aucun non plus de massacrer les nobles protestants et d'aller se confondre dans les rangs de la Ligue avec la populace des sacristies et les bourgeois des confréries; car la puissance du clergé sur notre noblesse a été telle qu'elle a pu rompre le lien puissant qui réunit les aristocraties, la solidarité. Les destinées de la noblesse ont donc été enchaînées à l'Église par les nœuds les plus étroits; nobles et prêtres ont partagé la même fortune bonne et mauvaise, comme le font les maîtres et les serviteurs d'une grande maison. Ils ont triomphé ensemble, périclité ensemble, et ont disparu le même jour. La dernière grande campagne du clergé, la guerre de Vendée, a été la dernière campagne de la noblesse française. Cette alliance, ou pour mieux dire cette servitude, a été tellement forte qu'elle dure encore.

Cette influence sacerdotale a eu pour notre noblesse les conséquences les plus funestes, et cependant nous n'oserions prononcer un jugement trop sévère. De même qu'elle a imprimé à la monarchie un caractère quasi pontifical, elle a donné à la noblesse féodale un plus grand désintéressement des réalités politiques et un goût plus vif des choses du pur esprit. Chez les autres peuples, le féodal est un personnage dur, égoïste, anarchique, prompt à ven-

ger ses insultes ou à prendre les armes pour augmenter son bien du bien d'autrui, lent à se mettre en mouvement s'il s'agit d'une affaire d'intérêt général ou d'une entreprise qui ne le touche pas directement, brutal comme un soldat et processif comme un légiste. populaire cependant (et c'est par là qu'il se rachète de ses vices) en ce sens qu'il est aussi grossier que ses vassaux, qu'il les tyrannise avec cette familiarité toujours chère à la populace, et qu'il n'y a entre eux et lui d'autre différence essentielle que celle du commandement à l'obéissance. La noblesse féodale française a exactement ces mêmes défauts, sauf la grossièreté et la familiarité populaires. De très bonne heure elle a eu une éducation différente de celle de la nation, de très bonne heure elle a eu une grande supériorité d'intelligence et de manières, et c'est, je crois, à ses rapports très intimes avec le clergé et à son attachement pour lui qu'elle doit ce caractère. Le clergé lui a insufflé son esprit, qui peut être dangereux parfois, mais qui n'est jamais grossier; il l'a chargée de ses causes, qui peuvent être oppressives, mais qui ne sont jamais vulgaires. De là une certaine allure réellement noble, une véritable élévation d'âme qui charment et attirent au milieu de la rude société qu'elle domine. Cette supériorité réelle de la noblesse sur le reste de la nation s'est maintenue longtemps et lui a permis à plusieurs reprises d'exprimer, aussi complètement qu'il est possible de le faire dans les conditions de la terre, les chimères idéales de chaque époque. Les nobles français ont eu au plus haut degré le génie de l'*impraticable* et le goût des belles choses inutiles; artistes en guerre, en amour, en politique, en mondanités, ils ont réalisé le programme romantique : faire de l'art pour l'art. Jamais un vulgaire but politique ne les préoccupe, jamais ils ne cherchent un

résultat banalement pratique; ils sont héroïques pour le plaisir de l'être, et parce que l'héroïsme est une vertu qui sied bien à un gentilhomme. Point de véritables passions amoureuses et politiques, cela est trop naturel et trop populaire, mais une galanterie raffinée, exquise, et dans l'intrigue une souplesse et une dextérité inexprimables. Ils vivent et se meuvent avec aisance dans le monde des superfluités élégantes, et tel est leur amour pour elles, qu'ils jugent tout exclusivement au point de vue de la grâce; les vertus humaines ne les préoccupent qu'autant qu'elles sont susceptibles d'avoir une tournure élégante, et ce sont les seuls hommes qui aient eu le talent d'élever certains vices à la hauteur de vertus véritables.

Si l'idéal constitue, ainsi que nous l'avons dit, le génie français, notre noblesse représente bien certaines parties de ce génie. Nous lui devons une chose très noble, la chevalerie, une chose charmante, la politesse. Si nos rois brillent plus par la majesté et l'habileté politique que par l'héroïsme militaire, nos nobles féodaux en revanche éclipsent ceux de tous les autres pays par leur bravoure et leur audace. Ils rendent au loin le nom de Franc synonyme de Chrétien et d'Européen; l'éclat qu'ils jettent est tel que les peuples résument en eux toute une moitié du monde et la vie de vingt nations différentes. Normands et Wallons, Languedociens et Provençaux, les chevaliers d'origine française sont les seuls qui répondent à peu près à cet idéal de vie aventureuse, de vaillance, de courage désintéressé ou de sainteté militaire que réveille en nous le nom de Chevalerie. En tenant compte de la distance qui sépare toujours les actes accomplis de l'idée qui leur donna naissance et le type réalisé du type idéal, on peut avancer sans crainte que nos chevaliers se sont appro-

chés, aussi près que le permettent les conditions humaines, de la perfection chevaleresque. Ce sont eux qui ont décidé ce grand mouvement des croisades qui, pendant deux siècles, devait être la chimère idéale des nations, le rêve poursuivi par toutes les grandes âmes, et, mieux que cela, le moyen de satisfaction de tous les instincts élevés de l'humanité. Les autres peuples hésitèrent avant de se lancer à poursuivre cette grande aventure; Anglais, Allemands, Hongrois, Italiens, entrèrent successivement dans le mouvement comme entraînés par l'exemple; mais l'exemple lui-même vint de la France. Là, nulle hésitation, nulle lenteur, nulle prudence, mais un grand élan spontané, unanime, désintéressé. Jamais chevalier du Saint-Graal ne s'est mis à la poursuite du temple mystérieux l'âme plus enivrée d'espérances infinies, l'imagination plus éprise de dangers à vaincre et de princesses captives à délivrer, que nos chevaliers de la première croisade ne marchèrent à la conquête du Saint Sépulcre. Dans un instant unique, ils dépassèrent tous les exploits imaginaires des poèmes chevaleresques, et éclipsèrent les noms des chevaliers fabuleux de la fabuleuse Table ronde ou de la cour apocryphe du Charlemagne légendaire. La piété sincère, la ferveur religieuse de Godefroid de Bouillon font paraître bien froides les sentimentalités dévotieuses des chercheurs du Saint-Graal, et les exploits de Tancrède et de Bohémond sont plus poétiques dans leur réalité que ceux de Lancelot ou de Tristan. Si la chevalerie réveille en votre esprit plutôt des idées d'aventures, de surprises imprévues, de fortunes magiques, que des idées de piété religieuse ou d'héroïsme guerrier, la France du moyen âge vous offrira encore dans les personnes de Robert Guiscard et de Roger, et des ducs de Trébizonde ou d'Athènes, com-

pagnons du comte empereur Baudouin, des types propres à satisfaire les exigences de votre imagination. Sous quelque aspect qu'on envisage la chevalerie, c'est la France qui en a fourni l'expression la plus complète, car c'est sur son sol seulement qu'elle a été autre chose qu'un beau rêve et une brillante chimère.

Il y a mieux : cet idéal lui-même appartient à la France, qui en a fait don à l'Europe entière. Cette France si peu féodale, c'est elle cependant qui a donné la première le modèle le plus achevé des institutions féodales et qui a fait de la chevalerie leur couronnement. C'est par la France que les autres peuples ont connu la chevalerie : nos Normands Français la transportèrent en Angleterre au milieu des rudes Saxons, qui eussent été incapables de la trouver dans leurs instincts farouches, et ils en couvrirent, comme d'une guirlande de myrtes, les sauvages trophées de la conquête. La réalité sombre de leurs exactions et de leurs violences nous apparaît et fut en effet voilée sous les splendeurs de cet héroïsme brillant, inconnu jusqu'alors aux populations conquises. Tout ce que l'Angleterre eut de chevalerie depuis le Plantagenet au cœur de lion jusqu'au Prince Noir, la France peut le revendiquer comme lui appartenant. Elle brilla aussi, cette chevalerie française, au milieu des rochers de la Sicile et sur les bords du golfe de Naples, et l'empire d'Orient la vit passer comme un éblouissant météore, comme un pittoresque tournoi. C'est en France que le code réel de la chevalerie a été écrit. La langue d'oïl était la langue vulgaire de la plupart des chevaliers de l'Europe, et la France fournit encore à la chevalerie européenne tout entière sa langue littéraire. C'est dans la langue d'oc que tous, sans exception, exprimèrent

les soucis de leur âme, leurs préoccupations amoureuses, la partie idéale de leur vie en un mot. La France enfin a donné à la chevalerie sa littérature et les éléments même de cette littérature. Les poèmes chevaleresques sont une des créations de l'esprit français; ils nous appartiennent en entier, et comme conception et comme composition. Nous avons fourni le modèle de cette littérature que l'Europe a imitée à l'envi pendant plusieurs siècles, en sorte que les poètes de tous les pays ont chanté les exploits de héros étrangers et ennemis de leur race. Les deux sources légendaires auxquelles nos poètes nationaux ont puisé sont françaises. La légende de Roland et des pairs de Charlemagne est la poésie d'un passé historique exclusivement français, et la légende du roi Arthur et de la Table ronde n'est-elle pas un ressouvenir de nos origines celtiques? Ainsi cette fleur idéale du moyen âge, la chevalerie, est née et a grandi en France; c'est là qu'elle a répandu ses plus odorants parfums, c'est de là que sur l'aile des tempêtes féodales elle a transporté ses semences dans tous les pays, dans la brumeuse Angleterre, dans la barbare Allemagne, dans la mercantile Italie, jusque dans l'Espagne musulmane et dans le petit Portugal, création d'un chevalier français.

Cette chevalerie mourut rapidement dans tous les pays de l'Europe; mais elle était tellement un produit de notre génie national, qu'elle ne disparut chez nous qu'avec une lenteur étonnante, et qu'on en peut suivre la décrépitude maladive et les infirmités à travers les âges jusqu'au règne de Louis XIV. Elle râle dès la fin du XIIIe siècle, mais elle a de merveilleux retours à la santé, et sa vitalité est tenace. Elle épuise toutes les formes possibles avant de quitter la vie; après avoir été une religion, elle devient une dévotion, puis une

mode, puis un doux regret. Après avoir été l'idéal des vaillants et des nobles, elle devient la chimère des sots et des fous. Enfin, lorsqu'elle est bien morte, et que son nom même est oublié, elle trouve dans sa mort un nouveau principe de vie. Elle prendra une nouvelle forme, et les hommes lui donneront un autre nom, mais ce sera toujours elle qui cachera sa résurrection sous de nouveaux déguisements. Le même élan spontané, le même esprit d'ardeur élevée, le même idéal exalté vont se retrouver par miracle, à la fin du XVIII[e] siècle, chez des fils de bourgeois et de paysans. Que disais-je donc que la chevalerie était l'œuvre de la noblesse française? Nos nobles en ont été les représentants uniques pendant de longs siècles, ils en ont été une des expressions matérielles et de *fait;* mais l'idéal lui-même de la chevalerie, dégagé de toute représentation extérieure, n'appartient à aucune caste : il est profondément populaire, il est sorti de l'âme et des instincts de la nation. Rien ne fait mieux comprendre que certaines scènes de la la Révolution combien la chevalerie est une création instinctive du génie national, et non l'apanage enviable d'une classe privilégiée. Un historien contemporain remarque que sur le déclin de la féodalité, au XIV[e] et au XV[e] siècle, les bourgeois que le hasard ou la fortune élevait à la noblesse se transformaient avec une rapidité singulière; mais plus étonnante encore est la facilité avec laquelle ces conscrits de 92, fils de cabaretiers, ménétriers, marchands de mules, se transformèrent en nobles et en rois. N'y a-t-il pas dans cette facilité de transformation quelque chose qui indique que l'*aptitude* chevaleresque n'est pas chez nous propre exclusivement à une classe, et qu'elle est une des aptitudes de la nation? Nos mœurs et nos préjugés constatent ce don spécial. L'égalité

que nous nous flattons d'avoir fondée n'est pas encore bien passée dans nos mœurs; mais il est un point sur lequel elle est complète : nous ne reconnaissons ni supérieurs ni inférieurs devant une injure, et le droit de demander réparation des offenses est reconnu au plus humble individu. Ce détail de mœurs, auquel peu de personnes peut-être ont donné l'attention qu'il mérite, m'a toujours paru faire le plus grand honneur à notre nation; il témoigne de la présence de l'élément chevaleresque dans l'esprit français, car il indique que nous ne croyons pas aux âmes roturières et incapables de jouir des privilèges de la vaillance et de l'honneur.

La chevalerie, ai-je dit, est un des éléments indestructibles de l'âme française, et à travers mille transformations elle s'est continuée et se continue encore de nos jours. Où ne la retrouverait-on pas? La politesse française, par exemple, que notre noblesse du XVIIe siècle a représentée avec un charme si vrai qu'il nous saisit encore aujourd'hui, à deux cents ans de distance, et nous fait pardonner à cette noblesse tant de défauts trop réels, cette politesse française est comme le dernier écho des âges chevaleresques. Les lois et les devoirs de courtoisie que les trouvères du moyen âge assignaient au chevalier sont encore, à quelques nuances près, les lois et les devoirs de ce qu'on appelle au XVIIe siècle l'honnête homme et le galant homme. La politesse française a un caractère particulier qui la distingue de la politesse des autres pays : c'est la plus impersonnelle, la plus abstraite, la plus métaphysique de toutes; elle ne tient pas à un charme individuel, elle n'est pas inséparable de telle ou telle personne; elle est une chose en soi, une sorte de type idéal extérieur à la société, et sur lequel cette société se conforme. On la contemple comme

une œuvre d'art, on l'étudie comme un système. Elle a été pour nos pères une des occupations les plus importantes de l'existence. Une émulation étrange de courtoisie, de galanterie, de raffinement d'esprit, tel est le spectacle piquant que donne la société du XVIIe siècle. L'esprit français s'est porté un moment vers ces choses légères avec l'ardeur qui le distingue, les a comme usées en les perfectionnant, et les a rapidement élevées à la plus grande beauté qu'elles pussent atteindre. Dans cet idéal (c'en est un véritable) sont entrées bien des choses charmantes. La politesse française n'a pas été autant un dégrossissement laborieux de notre nature qu'une sorte d'ouvrage aimable, un peu artificiel, composé par des âmes éprises de délicatesse, une combinaison, un miel tiré des fleurs les plus rares. L'élément principal de cet amalgame est le vieil esprit chevaleresque, non pas dans ce qu'il a eu de passionné et d'ardent, mais dans ce qui lui restait, à son déclin, de douceur sénile et de noble enfantillage. A cet esprit la Renaissance ajouta ses chimères pastorales et mythologiques, ses mascarades de princesses-bergères et de princes-pasteurs, tout ce qui dans cette politesse enfin est la part de l'imagination. La galanterie fut fournie par l'Espagne; on lui retira tout ce qu'elle avait de trop violent, de trop excessif; on la fit bienséante, et on lui donna pour rôle d'être, non plus l'expression d'un cœur passionné, mais le délassement d'un esprit délicat. L'esprit de conversation vint de l'Italie, dont on raffina les *concetti* et revêtit les lazzis provoquants d'un costume décent. Ainsi s'est formée la politesse française comme une sorte de bouquet arrangé par des mains artistes : c'est la perfection dans l'artificiel, c'est l'idéal de la convention; mais c'est positivement une chose idéale, et qui

méritait de tenir la place qu'elle a tenue dans la vie de nos pères.

Voilà les institutions qui ont reflété la vie de la vieille France jusqu'à une époque très rapprochée de nous, car la jeune France est de date récente, et sur sa physionomie encore indécise on peut surprendre bien des traits de ressemblance avec l'antique portrait national. Je dis que ces institutions reflètent la vie de la France, et ces paroles doivent s'entendre dans un sens non métaphorique, mais strictement littéral. Mieux que les mœurs, elles expriment tous les grands instincts de l'âme française, et même elles les expriment seules. L'Église, la monarchie, la noblesse, tiennent une très grande place dans l'histoire de la France; la vie du peuple en tient une très petite. Il n'y a rien de remarquable dans la manière de vivre de notre peuple en dehors de ces grandes manifestations de notre génie national. L'existence ordinaire ne dépasse pas, chez nous, une honnête moyenne de vulgarité, et ne laisse rien deviner des instincts brillants que nous avons essayé d'analyser. La vie pratique, obscure, de tous les jours, n'est jamais entrée, dirait-on, dans les préoccupations de l'esprit français, et ce dédain ou cette insouciance du terre à terre a empêché l'originalité populaire de se dégager aussi vivement que dans les autres pays. Nous ne savons pas, comme les Anglais, extraire de la réalité grossière et des objets à portée de notre main la poésie qu'ils contiennent; notre vie de famille est terne et n'a pas cette douceur intime qui prête tant de charme à la vie domestique allemande. Les objets familiers n'excitent pas notre intérêt : une cabane reste pour ses hôtes une habitation peu confortable; le travail de chaque jour est une chaîne que la destinée nous condamne à porter. Il serait donc inutile de chercher dans

nos mœurs de la vie ordinaire, comme nous le faisons pour les autres pays, une expression de notre génie. Si jamais mœurs populaires ont été plates et sans couleur, ce sont nos mœurs populaires; mais ce fait est encore une confirmation de la thèse que nous soutenons. Le Français supporte, mais n'aime pas la réalité. Il subit la vie qui lui est faite, sans réagir contre elle pour l'embellir et la parer. Il se laisse emmaillotter par elle dans les liens de la routine, et sépare son imagination des choses qui l'entourent. Il fait deux parts de sa vie, une part pour l'habitude, une part pour ce que j'appellerai l'utopie, faute d'un meilleur mot. Il étouffe et s'étiole dans la vie calme; pour qu'il se retrouve lui-même, il lui faut les émotions inattendues, les brillants spectacles, les fêtes nationales, l'agitation bruyante. Alors il respire là où les autres peuples étoufferaient, et dans cette vie d'un moment, factice, exceptionnelle, fiévreuse, il reconnaît l'image fugitive de la vie qu'il aurait voulu mener. De là l'amour du Français pour les pompes extérieures du pouvoir, pour les parades militaires, pour toutes les charges et voltiges politiques et guerrières, pour les bruyantes émeutes et les répressions non moins bruyantes de ces émeutes. La vie politique et civile n'a peut-être été si faible en France que parce qu'elle présente au premier aspect trop de ressemblance avec la vie ordinaire; elle demande la même lenteur, la même patience, le même courage uniforme et ennuyeux. Ce dédain de la vie vulgaire, cet amour des spectacles et des pompes, nous ont fait juger avec une sévérité méritée, mais qui, je crois, frappe à côté du vice réel. On les a nommés vanité française, gloriole militaire, légèreté, étourderie de caractère, je crois qu'il faudrait les appeler plutôt dépravation du sentiment de l'idéal et impatience fiévreuse de la vie réelle.

Le peuple tient donc dans notre histoire beaucoup moins de place que les institutions; mais il a sa place cependant, une très glorieuse et à tous égards très surprenante. Nous avons dit que la vie vulgaire était maussade en France, et que la vie exceptionnelle, au contraire, y était très brillante; le même contraste se reproduit dans notre histoire politique. Le rôle politique du peuple n'a pas de marche régulière, ou du moins cette marche régulière n'a rien qui pique l'intérêt; ce rôle est intermittent, exceptionnel, mais il enlève d'assaut l'admiration. Ne parlez pas au peuple français d'intérêts mesquins, de petites intrigues, de luttes restreintes dans d'étroites limites; il ne se dérange pas pour si peu. Il reste inerte et muet devant ces querelles, comme s'il n'en était pas l'enjeu même. Le peuple semble ne comprendre que les grands intérêts et les grandes questions; alors, s'il le faut, il se lève avec une spontanéité et une unanimité incomparables. Si la parole du précurseur : *vox populi, vox Dei*, a été réalisée quelque part, c'est en France. Le peuple remplit dans notre histoire une sorte de rôle providentiel, et vient mettre à néant toutes les combinaisons de ses ennemis et toutes les inductions de la sagesse humaine. Ce peuple, qui a toujours eu moins de moyens d'information que tous les autres, moins de curiosité politique, qui n'a jamais eu le courage de défendre ses droits pied à pied, qui n'a jamais ressenti les salutaires terreurs que donnent à toute nation sage les empiètements sans importance immédiate, apparaît, souverain irrésistible, dès que sa cause semble désespérée et sa ruine près de se consommer. Alors il répare en un instant les maux quelquefois séculaires que sa paresse et son indifférence ont laissé grandir outre mesure. Ses apparitions ont un élan, une unanimité, une spontanéité tels qu'elles

peuvent à bon droit s'appeler miraculeuses et idéales. Il en est ainsi de son apparition à la fin des guerres anglaises, lorsqu'il s'incarna et se résuma tout entier dans la personne de Jeanne d'Arc; il en est ainsi de son unanimité à la fin du XVIe siècle, lorsqu'une opinion publique si longtemps partagée que les meilleurs esprits avaient peine à reconnaître de quel côté elle penchait réellement, se prononça nettement, de manière à ne laisser aucune ressource à l'esprit de faction; il en est ainsi de ce frisson électrique qui parcourut toute la France en 1789, de cet élan avec lequel la nation s'engagea dans ses nouvelles destinées et mit fin à un passé longtemps aimé et longtemps détesté. Jamais pareils souffles populaires n'ont passé sur aucun pays et n'ont mieux déconcerté les projets des ambitieux et la vaine sagesse des sages. A chacun de ces mouvements, les politiques et les puissants ont dû courber la tête et ont senti, comme le prophète, passer le souffle de l'esprit.

Voilà, prise en masse, la nation française, telle qu'elle a toujours été : patiente, résignée, supportant la réalité sans l'aimer et même sans songer à lui demander toutes les joies et toutes les consolations qu'elle peut offrir, paresseuse à défendre jour par jour ses droits, indifférente pour toutes les causes moyennes, ignorante de cette maxime, qu'il n'y a pas de petit intérêt, peu curieuse des choses qui ne peuvent pas enflammer son imagination ou exciter son admiration, mais toujours heureuse d'être arrachée pour un moment à sa vie ordinaire, d'assister à un beau spectacle, de participer à un acte plein d'éclat, et se réveillant aux heures de crise suprême avec une énergie, une certitude d'elle-même, une confiance quasi religieuse en ses destinées, qui surpassent les vertus des autres peuples. Ces réveils de l'esprit fran-

çais sont toujours redoutables, et se sont multipliés singulièrement de nos jours, tandis qu'autrefois ils n'éclataient que lorsque le danger ou le mal avait comblé toute mesure. Il ne faut point trop médire de la fréquence de ces mouvements, car ils indiquent que la France est plus en possession d'elle-même qu'elle ne l'était autrefois. La France n'a jamais eu d'éducation politique : son seul talent en cette matière a toujours été de se sauver elle-même et de réparer le mal que sa paresse avait laissé faire. Aujourd'hui elle est moins patiente, et on peut sans paradoxe regarder cette impatience comme une preuve du progrès de l'esprit public. La France, dans ces révolutions périodiques, dont quelques-unes ont été si malheureuses, se montre fidèle à son passé : n'ayant jamais témoigné de son existence politique que dans ses heures de surexcitation, elle continue à être ce qu'elle a toujours été. C'est une manière de faire son éducation, bizarre et dangereuse sans doute, mais tellement conforme à son génie et à son histoire passée, qu'on peut dire sans exagération que ce n'est qu'ainsi que la France prendra entière possession d'elle-même. Plus la fièvre se régularisera, moins elle sera intermittente, et plus cette éducation sera complète. Bien des années s'écouleront encore avant que cette surexcitation anormale se soit régularisée en une agitation incessante et salutaire; mais si ce phénomène peut jamais s'accomplir, jamais vie politique n'aura été plus féconde, plus variée et plus émouvante que ne le sera celle de cette France future. En attendant, je conseille à tous les gouvernements de se méfier de ces réveils de l'esprit français, car ils sont plus fréquents que par le passé, et la force de l'habitude, qui fit la longue sécurité du pouvoir monarchique, s'est beaucoup usée depuis soixante ans.

Ainsi il ne faut chercher le génie de la France ni dans l'originalité de ses mœurs populaires, qui ont été de tout temps un peu effacées, ni dans sa vie politique, qui a toujours été intermittente et fiévreuse, et cependant là encore nous avons pu retrouver quelques traits de ce génie. Mais, si les mœurs du peuple français manquent d'originalité, son esprit est des plus remarquables, et, si son expérience politique a été petite, son activité intellectuelle a été immense. C'est par là qu'il doit être jugé. Le Français peut abdiquer ses droits et se tenir à l'écart des affaires qui touchent à ses intérêts, mais jamais il n'abdiquera, je l'espère, ses droits de citoyen du royaume de l'esprit. L'initiative à laquelle il renonce si facilement dans la vie pratique, il l'exerce avec audace dans les choses de l'intelligence. Toujours on l'a vu passionné pour des théories et des systèmes, raffiner sur les idées qui lui étaient familières, chercher de nouvelles combinaisons intellectuelles, découvrir de nouveaux horizons philosophiques. Les littératures de tous les autres peuples offrent des lacunes; elles jettent un moment d'éclat, et puis s'éteignent pour renaître quelques siècles plus tard, ou même pour ne plus renaître du tout; elles subissent en quelque façon le sort des êtres animés qui ont une existence bornée, et dans cette existence deux ou trois courtes périodes de rayonnement; elles sont le produit de la vie nationale, qui, à un moment donné, rassemble toutes ses forces pour donner une expression complète d'elle-même. La littérature française n'offre aucun de ces caractères; c'est un phénomène particulier dans l'histoire générale des littératures. Elle n'a pas de lacunes, et depuis le XII[e] siècle jusqu'à nos jours il n'y a pas eu chez nous un instant d'interruption dans le mouvement des esprits. Il n'y a pas

non plus, quoi qu'on dise, d'époque qui résume plutôt qu'une autre la vie intellectuelle de notre nation. Toujours variée et toujours changeante dans ses évolutions, notre littérature procède par métamorphoses, par contrastes, et se donne à elle-même un continuel démenti. A la littérature chevaleresque succède la littérature des fabliaux, qui en est la contre-partie. La riche littérature du XVIe siècle, hardie et tumultueuse, ne laisse en rien pressentir la littérature orthodoxe de l'époque de Louis XIV, qui elle-même a eu pour héritière l'hétérodoxe littérature du XVIIIe siècle, avec ses impiétés et sa philanthropie passionnée. Notre littérature, à toutes les époques, a été plutôt un libre produit de l'activité des esprits qu'un produit spontané et fatal des instincts nationaux, et elle a participé ainsi des privilèges de l'intelligence, la liberté, le mouvement, la durée, l'incessant rajeunissement. Elle présente l'image d'une âme en travail sur elle-même, croyante à certaines heures, sceptique à certaines autres, s'épuisant en combinaisons ingénieuses qu'elle brise aussitôt qu'elle en a découvert le côté défectueux, tandis que les autres littératures présentent plutôt l'image de l'alchimie de la nature, qui procède par amalgames, affinités fatales, et qui épuise la matière et le temps pour former une création qui ne durera qu'un jour. Il y a de l'analogie entre le plaisir que font éprouver les œuvres littéraires des autres pays et le plaisir que fait éprouver la vue d'un beau paysage ou la contemplation d'un beau visage humain; mais la littérature française ne traîne après elle aucune enveloppe de chair et de sang, et le plaisir qu'elle procure ne peut être senti que par l'intelligence. C'est la littérature du pur esprit, et sa grande préoccupation a toujours

été la défense des droits de l'intelligence. De là vient qu'elle a été considérée à juste titre comme une des armes principales du progrès moderne.

C'est ici que le génie français prend sa revanche sur les génies des autres nations. Sa littérature a été un outil d'affranchissement spirituel plus puissant peut-être que ne l'aurait été l'initiative politique du citoyen. En restant dans la région des pures idées, elle n'a jamais été tenue à ces compromis auxquels oblige la vie politique. Libre dans le libre empire de l'abstraction, n'ayant aucune concession à faire, aucune réalisation immédiate à obtenir, elle a pu sans obstacle formuler les théories les plus hardies, énoncer les principes les plus absolus, se permettre tous les excès de la logique. Aucune difficulté ne l'a intimidée dans ce domaine des idées sans corps, si différent du domaine compliqué des réalités. Notre littérature passe pour pratique; en réalité, elle est extrêmement abstraite, idéale et utopique. Elle est cependant pratique en ce sens qu'au lieu d'être, comme partout ailleurs, un résultat fatal de la vie accumulée du passé, elle a toujours été un principe des faits à venir; elle est pratique encore en cet autre sens que les sujets favoris sur lesquels elle a aimé à s'exercer sont ceux des constitutions politiques, des principes du gouvernement, de la discipline religieuse, des pouvoirs respectifs des sociétés laïque et ecclésiastique, des droits primitifs et inaliénables de l'homme, du mécanisme des institutions, du mensonge social. Seulement dans ces sujets de polémique elle n'a jamais porté la modération, la mesure et la circonspection qui distinguent l'esprit pratique. Les principes vrais ou faux qu'elle expose ont la rigueur géométrique. Positive par les sujets qu'elle traite, notre littérature est essentiellement idéaliste par la

manière dont elle les traite. Si la réalité ne peut s'accommoder de ses principes absolus, tant pis pour la réalité ! Périssent les colonies plutôt qu'un principe, et le monde plutôt que la justice! On pourrait reprocher sans doute à cet esprit nombre d'erreurs; en somme, le bien l'emporte sur le mal. C'est par cette activité intellectuelle que la France a racheté cet abandon d'elle-même auquel elle s'est trop laissée aller dans la vie politique, c'est par là qu'elle s'est sauvée de la servitude. Sa littérature a tenu ferme et bon dans la citadelle inaccessible de l'esprit où elle s'est logée, et où elle n'a eu à craindre ni compromis ni concessions; elle a arboré d'une main sûre le drapeau des droits de la conscience, elle a élevé au-dessus du temps et de l'espace, au-dessus des tyrannies passagères avec lesquelles elle a refusé de traiter, et des ignorances populaires qu'elle n'a pas voulu reconnaître, les droits éternels du genre humain.

Ce génie abstrait et idéal, qui se refuse avec tant d'obstination aux compromis, qui ne veut point admettre les nécessités des faits existants, aurait été très stérile dans tout autre pays et n'aurait jamais enfanté que des utopies inutiles ou inoffensives; mais il n'en a pas été ainsi, grâce à deux qualités qui lui ont permis de réaliser ses chimères les plus ardentes et qui lui ont servi d'armes redoutables. Ces deux qualités sont l'ironie et la faculté de vulgarisation, que j'appellerai l'esprit prosaïque. Avec ces deux auxiliaires, le génie français a pu triompher de tous les obstacles, se rire de toutes les tyrannies; et ces armes sont bien celles du pur esprit. L'ironie était, comme on sait, l'arme du spiritualiste Socrate; elle a été l'arme des platoniciens de tous les temps; elle est toujours l'arme de toutes les nobles intelligences contre les

insultes du fort et les oppressions des populaces. Rien n'est blessant comme le sourire d'un homme bien élevé, rien n'est terrible comme le rire d'un grand esprit. Et en effet, qu'est-ce, au fond, que l'ironie? Elle naît d'un sentiment profond de ce qu'il y a d'inharmonique, de discordant dans un caractère, dans un état social, dans une institution, d'une comparaison entre ce qui devrait être et ce qui est, entre la vérité et ce qui se donne pour la représentation de la vérité. L'ironie est de sa nature essentiellement idéaliste; elle a le sens des réalités invisibles et ne se laisse pas abuser par les symboles. L'âne vêtu de la peau du lion peut passer aux yeux des populations épouvantées pour le lion lui-même; mais l'ironie s'avance et, par-dessous la dépouille empruntée, montre le pelage du ridicule animal. Aucune fausse représentation des choses idéales, aucun mensonge sacré ne tiennent devant elle. Elle n'a point de préjugés ni de préférences partiales pour telle institution ou pour telle doctrine, car elle sait que toutes ont leur place dans le royaume de l'esprit; mais elle veut trouver une exacte conformité entre la chose représentée et la représentation extérieure. Elle n'est point, comme on l'a tant répété, un dissolvant, une ennemie de l'ordre social et des lois divines et humaines; mais elle est, il est vrai, une ennemie irréconciliable de toutes les fausses lois divines et de tous les droits usurpés. Elle dit à la tyrannie : « Tu n'es point la royauté. » Elle dit à la simonie et à la persécution : « Vous n'êtes point la religion. » Elle dit à la famille fondée sur le droit d'aînesse : « Tu n'es point la famille patriarcale. » Habile à reconnaître les masques, elle les arrache et montre à nu les vrais visages. Tel est l'esprit qui anime tous les grands écrivains français, Rabelais et Montaigne, Pascal et Molière,

Montesquieu et Voltaire, et devant lequel aucun mensonge n'a pu longtemps tenir.

L'ironie est une des qualités les plus caractéristiques du peuple français, qui a été souvent dupe, mais qui ne l'a jamais été à son insu; elle a été la consolation et la vengeance du serf contre l'oppression féodale, la défense du roturier contre l'insolence des privilégiés, l'apologie de la victime contre l'iniquité des juges. Grâce aux ressources qu'elle leur offrait, nos pères ont pu se passer de beaucoup de libertés. Qui pourrait dire la part qui revient dans notre histoire à l'influence de l'ironie, le bien qu'elle a produit, le mal qu'elle a empêché par la crainte salutaire qu'elle a répandue de tout temps? Cette ironie est d'ailleurs un don tellement noble et d'un tact si infaillible, qu'elle n'a jamais chez nous touché à rien de sacré, ni attaqué aucune institution lorsqu'elle était d'accord avec son type idéal. Jamais chez aucun peuple l'Église n'a reçu plus de quolibets; jamais chez aucun peuple elle n'a été autant respectée lorsqu'elle a été conforme à sa mission divine. Les railleries contre les rois n'ont pas empêché le peuple d'avoir la superstition monarchique la plus prononcée; menacée aux XIVe et XVe siècles, la royauté a été respectée malgré toutes ses fautes dès qu'elle a repris puissance et éclat, de Louis XI à la mort de François Ier; méprisée sous les derniers Valois, elle a été adorée au XVIIe siècle; honnie et détruite à la fin du XVIIIe, elle s'est relevée avec Napoléon et a vu la nation entière à ses pieds. Jamais nos pères n'ont songé à contester à notre noblesse ses qualités réelles, le courage et la politesse; au contraire, on l'a tant admirée pour ces qualités, qu'au XVIIIe siècle toute la nation avait fini par modeler ses manières sur les siennes. Nos iniques parlements eux-mêmes, toujours bafoués et méprisés, ont vu la

popularité leur revenir dès qu'ils montraient une velléité d'indépendance et de justice. Si l'ironie a été redoutable chez nous, jamais elle n'a été injuste, et elle n'a attaqué avec fureur les anciennes institutions que lorsque la dernière parcelle de bien qu'elles contenaient en avait été enlevée, et qu'il n'en restait qu'un vain simulacre inutile à conserver plus longtemps.

Le second instrument d'action de cet esprit abstrait a été la faculté de vulgarisation. Le peuple français n'est point un peuple poétique et imaginatif; c'est le peuple de la prose. Au premier abord, il semble qu'il y ait là une contradiction avec son génie, et que le peuple idéaliste par excellence dût être le plus poétique; mais la contradiction n'est qu'apparente. Défiez-vous des peuples poétiques : ils ne sont rien moins que spiritualistes. La poésie est bien plus matérielle qu'on ne croit; elle est bien plus une preuve de la richesse du tempérament que de la grandeur de l'esprit. La poésie est le langage naturel des émotions charnelles élevées, des brillantes périodes sensuelles de la vie, des peuples naïfs aux sens jeunes et ouverts à toutes les impressions extérieures; elle n'est pas le langage des hautes vérités métaphysiques, des périodes intellectuelles de la vie, des peuples assez familiers avec les idées pour se passer de ces fausses représentations appelées images et métaphores. La poésie s'allie très bien avec toutes les choses sensibles, avec les passions, avec la vie mondaine, avec la rêverie, la santé et le bonheur. Si vos croyances sont chez vous à l'état d'instinct, assez mêlées à la chair et au sang pour n'en pouvoir être séparées, vos croyances sont loin d'être intellectuelles; en revanche elles sont poétiques. Si les idées ne se présentent à vous que sous la forme d'images, vous avez un tempérament poétique, mais vous êtes l'esclave de

vos sens. Enfin si la pensée se résout chez vous en rêverie, et s'il vous est plus facile d'imaginer que de *contempler*, votre esprit manquera peut-être d'ampleur, mais vous êtes sacré poète par la nature. Rien de tout cela ne se retrouve et ne peut se retrouver dans le génie français. Ce n'est point la poésie, c'est la prose qui est le langage des idées. Elle seule sait les présenter dépouillées, nues, sans aucun costume emprunté à la fantaisie individuelle ou au plaisir sensuel. Elle les présente comme elles doivent être présentées, comme des êtres purement métaphysiques, étrangers aux passions, inaccessibles aux accidents de la vie charnelle, dont la beauté ne peut être connue par les sens.

Le peuple français, à quelque point de vue qu'on le contemple, est idéaliste, non seulement d'âme, mais de tempérament. Les choses sensibles ne paraissent pas avoir d'empire sur lui, et en tout cas ses œuvres ne les reflètent pas, ou n'en donnent qu'une incomplète impression. Notre sentiment de la nature est faible, et, en dépit de nos modernes coloristes, le génie du pittoresque nous fait défaut. Notre poésie, comme notre peinture, frappe par une certaine beauté intellectuelle, quasi abstraite, presque philosophique, plutôt que par l'éclat de l'imagination. Elle demande à être comprise plutôt qu'à être sentie. Elle crée des types généraux, parle un langage dépouillé et sévère, ne trahit l'influence d'aucun milieu ambiant et n'étonne par aucune singularité. Passions, personnages, sentiments, se meuvent dans un vide abstrait, en dehors de l'espace, en dehors du temps, séparés de la nature; leur langage, à quelques nuances près, ne porte les couleurs d'aucune époque, et convient également aux hommes de tous les temps. Un écrivain subtil et profond, Sainte-

Beuve, remarquait que jusqu'à la fin du XVIIIe siècle il était impossible de découvrir, à la lecture d'un auteur français, la nature de son tempérament. Cette marque abstraite se retrouve dans les caractères individuels : ils n'ont pas de saillie ni de relief, ils ne sont pas accusés, et même ils craignent de s'accuser et refrènent autant qu'ils le peuvent leurs velléités d'indépendance. C'est en France seulement qu'un certain ridicule s'attache au mot d'original. On dirait que la nation entière a été coulée dans un moule unique. Nos passions elles-mêmes, c'est-à-dire ce qu'il y a dans l'homme de plus instinctif et de plus irrésistible, offrent la même physionomie; elles doivent moins au tempérament que dans les autres pays; ce sont des passions raffinées et métaphysiques, des passions de goût, de caprice, de tête, plutôt que des passions d'entraînement. Les vraies passions de la France sont des passions intellectuelles et morales, et c'est un spectacle instructif de voir l'ardeur, la fougue, la frénésie et la fureur que nous déployons alors. Jamais amant jaloux, dans ses noires rêveries et ses désespoirs, n'a commis plus d'actes de folie, n'a laissé briller plus de flamme sincère que le Français, lorsque quelqu'une de ses chimères abstraites a été attaquée. Les guerres civiles de France dépassent en horreur celles de tous les autres peuples. Les haines de partis sont les seules qui, chez nous, soient irréconciliables. Rien ne semble nous coûter, ni le mensonge, ni la trahison, ni l'assassinat, lorsque nous sentons que quelqu'une des idées qui nous sont chères va nous échapper; mais ce n'est que dans les passions intellectuelles que nous portons cet entraînement.

Enfin, chose étrange, le peuple français est le seul qui n'ait pas d'instinct de race. Jamais le sentiment

de son origine n'a eu sur lui aucune influence, et le patriotisme, qui est si vif chez lui, en a toujours été distinct. Gaulois ou Romain, peu lui importe ; le Français est homme avant tout et imagine volontiers qu'il est semblable à tous les hommes et que tous les hommes sont semblables à lui. Il n'a jamais attaché grande importance aux différences nationales, et la pensée de chercher dans les instincts de la race le principe de la grandeur ou de la faiblesse des peuples l'a toujours fait sourire. Il aime mieux croire à des influences empiriques, et invoquer le hasard ou la fatalité des circonstances. Il croit que l'homme est toujours l'homme sous toutes les latitudes, et que les mêmes principes lui sont applicables. De là le caractère général de ses doctrines favorites, dont la source ne se trouve pas dans la tradition historique, mais dans la pure raison, dégagée de toute préoccupation d'érudition ; de là aussi la violence de sa propagande. Le despotisme avec lequel il cherche à imposer ses opinions, et qui a soulevé tant de fois contre lui les haines des autres peuples, n'a pas d'autre raison d'être que cette conviction, que les principes qui conviennent à une fraction de l'humanité conviennent à toute l'humanité, et qu'il n'y a d'autres différences entre les hommes que des différences d'ignorance, de mauvais vouloir, d'égoïsme ou de passions dont le temps et l'épée peuvent faire justice. Longtemps nous avons cru que l'unité de dogme devait être également acceptée par tous : de là les massacres du Midi, la Saint-Barthélemy et les fureurs de la Ligue. Sous Louis XIV, nous avons eu peine à comprendre que tous les peuples refusassent d'accepter le joug de notre monarchie ; de là l'injuste guerre de Hollande, le Palatinat deux fois brûlé. Sous la République et sous l'Empire, étonnés que tout le monde n'acceptât pas avec reconnaissance

nos principes libérateurs, nous avons essayé de briser les résistances qu'on nous opposait. On sait quel résultat a eu cette tentative.

Oui, on a eu raison de dire que le catholicisme était la religion de la France, si l'on consent à ne pas interpréter ce mot dans un sens exclusif. La France est catholique, si l'on donne à ce mot son sens étymologique, universalité ; car elle ne conçoit pas de différences entre les nations, et tous les peuples ne sont pour elle que des agglomérations d'hommes semblables, réservés aux mêmes destinées, sortis d'une même origine. Il n'y a pas pour elle de séparation fondamentale, et les barrières qui divisent le genre humain n'ont pas pour elle plus de réalité que les colorations bleues ou vertes qui, sur une carte géographique, indiquent les frontières respectives des États. La France a épuisé sous toutes ses formes cet idéal catholique. Intérieurement, chez elle-même, par la monarchie, la centralisation, l'autorité en matière religieuse, elle a poursuivi et réalisé son rêve d'unité. Extérieurement elle a cherché à l'imposer aux autres peuples par la conquête. Une Église universelle, un concile universel, une monarchie universelle, une sainte alliance universelle des peuples, une fraternité universelle, une humanité réconciliée, tels sont les mots d'ordre de la France aux différentes époques de son histoire. Cet esprit catholique, longtemps contenu dans des formules étroites, emprisonné dans des institutions monarchiques et ecclésiastiques qui lui donnaient une satisfaction relative, est allé se dégageant de siècle en siècle, corrodant ses liens, perçant les murs de sa prison, jusqu'à ce qu'un jour enfin, débarrassé de toute entrave, il se soit élancé, impatient d'une liberté longtemps désirée, à la conquête du monde. Il s'est présenté alors sans aucun des masques et des dégui-

sements que lui avait imposés le passé, pur esprit sans corps et d'autant plus terrible, insaisissable à des mains humaines, incompréhensible à l'expérience et à la sagesse traditionnelle, insouciant lui-même de toute expérience et ne voulant relever que de la pure raison. La date à laquelle cet esprit fit sa tardive apparition est le XVIIIe siècle, et le nom qu'il prit alors et qu'il a gardé depuis est Révolution française. Les premières paroles de ce génie enfin libre furent semblables aux bégayements qu'il avait articulés pendant tant de siècles. Il ne parla pas de droits antiques méconnus, de coutumes violées, de privilèges confirmés par le temps, de libertés locales, ni même de tradition nationale; il parla de droits imprescriptibles, de charte du genre humain, de privilèges communs à tous les hommes. Il sembla renier son passé et se méconnaître lui-même; mais au fond c'était bien toujours le même esprit catholique, amoureux de l'unité et de l'universalité, absolu, logique, intraitable, l'œil fixé sur des abstractions idéales et se détournant dédaigneusement des réalités imparfaites. Il proclama nettement ses principes abstraits comme supérieurs à toute histoire, antérieurs à la formation de toute société, comme la raison d'être et la fin de l'homme; il déclara que tout le passé avait été un vain songe qui n'était même pas l'image prophétique de la vie véritable à laquelle l'homme était destiné, qu'il ne reconnaissait pas pour base des sociétés les faits violents sur lesquels elles étaient assises, et qu'elles devaient être fondées désormais sur son idéal de justice universelle. Mais, tout en ruinant le passé de la France, la Révolution n'était pas en désaccord avec lui. Quoiqu'elle semble le contredire, elle l'éclaire et le confirme. Rien ne ressemble plus en apparence à une usurpation que ce mouvement impétueux et anar-

chique qui emporta l'ancien régime; rien ne semble plus en contradiction avec cette ancienne société où l'Église et la monarchie tiennent tant de place qu'il n'y en a pas pour d'autres institutions : rien cependant n'est plus conforme au génie national. La Révolution, c'est la prise de possession de ce génie par lui-même; elle marque la date de son émancipation définitive, l'heure à laquelle il a mis fin à ses manifestations incomplètes et partielles. Cette date trop récente éblouit et trouble notre jugement. Si la vieille Église et la vieille monarchie, au lieu d'expirer à la fin du siècle dernier, avaient péri il y a trois siècles par exemple, nous ne serions pas aussi embarrassés que nous le sommes pour expliquer notre histoire. Nous prendrions la monarchie et l'Église françaises pour ce qu'elles furent, de belles expressions de notre génie : nous renouerions sans peine la chaîne de la tradition entre ce passé lointain et un passé plus récent; mais la longévité de ces institutions, dont nous sommes presque contemporains, gêne l'observateur : la liberté du jugement est comme écrasée sous la masse des faits historiques. L'histoire que nous lisons ne parle et ne peut parler que de la monarchie et de l'Église; les livres qui forment notre littérature ont été écrits sous l'influence de la monarchie et de l'Église. De quelque côté que nous tournions nos regards, nous n'apercevons que vestiges et souvenirs de l'ancienne société. Nous sommes d'hier, à proprement parler, et soixante ans à peine nous séparent de cette longue période de la vie nationale, la plus longue qu'ait parcourue aucun peuple, et pendant laquelle le génie français a gardé, sous divers costumes, la même physionomie. Cette physionomie a changé : en conclurons-nous que ce n'est plus le même peuple, et qu'un usurpateur, se décorant d'un titre

faux, est venu prendre la place du maître véritable?

La Révolution est la plus récente manifestation du génie *catholique* de la France, et sera peut-être la dernière, car ce génie est apparu avec elle sous la forme la plus absolue et la plus dégagée de toute entrave matérielle. Il s'est présenté à l'état d'idéal abstrait, n'ayant aucun souci des formes qu'il devrait revêtir, impatient de tout symbole trop étroit, et aussi imparfaitement exprimé par les divers gouvernements qu'il s'est donnés qu'une vérité mathématique par les signes conventionnels qui composent sa formule. Il va donc essayant tous les costumes, brisant tous les moules, et, leur trouvant trop de ressemblance avec ceux qu'il a détruits, ou se sentant gêné par eux dans ses mouvements, il les abandonne tour à tour. Notre moderne histoire se compose de ces essais successifs, de ces fiévreux tâtonnements de la Révolution à la recherche d'un corps, de cette lente élaboration des institutions qui devront être la nouvelle expression du génie français, comme la monarchie et l'Église en ont été l'expression dans le passé. Combien de combinaisons ingénieuses n'a-t-elle pas essayées déjà, combien de tentatives téméraires, audacieuses et violentes! Un long temps encore s'écoulera avant qu'apparaisse cette expression concrète de l'idéal politique le plus abstrait qui ait jamais été conçu.

Mais la Révolution, avant d'être la dernière expression de notre génie national, en a été le principe, l'âme invisible. Avant de s'appeler de ce nom terrible, elle a joué son rôle humblement et d'une manière anonyme. Elle seule explique les contradictions si nombreuses de notre histoire. Elle explique pourquoi l'Église a été tant aimée, et pourquoi en même temps nos rois les plus populaires ont été ceux qui ont résisté à l'Église; pourquoi la féodalité a été tant

haïe, et pourquoi la chevalerie a été toujours chère à l'imagination populaire; pourquoi nos pères ont eu la superstition de la monarchie, et puis le mépris le plus profond de cette même monarchie; pourquoi la Réforme a été si vite adoptée et si vite abandonnée; pourquoi notre littérature offre tant de contrastes et se présente tantôt sous une forme noble et chevaleresque, tantôt sous une forme ironique et bouffonne, parfois sous une forme athée et irrévérencieuse. Tous ces contrastes s'expliquent dès qu'on a compris la nature de cet esprit qui se désillusionne aussi facilement qu'il s'abuse, qui poursuit toutes les apparences, mais n'est satisfait que par ce qui est absolu. Ces phénomènes indiquent la lutte de cet esprit contre son propre corps, la lutte d'un idéal abstrait contre ses propres réalisations. Le génie français ne se reconnaît qu'imparfaitement dans ses propres créations; il s'irrite contre elles après les avoir adorées, comme le sculpteur antique adora sa statue; il les brise ou plutôt s'essaye à les briser, cherche une issue pour s'échapper, favorise tous les mouvements qu'il croit propre à le délivrer, suit un instant tous les guides qui se présentent, et puis revient, après ces échappées et ces aventures, sous la tutelle des institutions qu'il avait voulu fuir. C'est ainsi que le peuple français a été le plus traditionnel et le plus révolutionnaire des peuples. La lutte a duré longtemps, et en vérité elle aurait duré plus encore, si les anciennes institutions n'avaient pas subi le sort de toutes les choses mortelles. Elle s'est terminée lorsque les vieilles routes ont été effondrées et le vieil édifice détruit. L'année 1715 marque la fin de cette lutte. A partir de ce moment, l'esprit français, libre d'entraves, a dû chercher seul ses nouvelles destinées. Retenons bien ce détail im-

portant de notre caractère : le génie français, violent parce qu'il est absolu, est en même temps extrêmement timide, parce qu'il est abstrait. Il a été mécontent de ses institutions les plus populaires dès le premier jour, mais il ne s'en est jamais affranchi par lui-même ; c'est le temps qui s'est chargé de ce soin. On a eu tort de dire que la Révolution avait hérité de l'ancienne monarchie. La Révolution n'a rien trouvé devant elle de réellement vivant. L'ancienne société était morte avec Louis XIV, et la naissance de l'esprit nouveau date du jour même du décès de cette société.

Résumons-nous en quelques mots. La civilisation française est une civilisation purement intellectuelle. Le génie français est la représentation parfaite de l'esprit idéaliste et métaphysique. La préoccupation d'un idéal supérieur à toutes les réalités et à toutes les nécessités et fatalités de la vie pratique remplit son histoire. Les vrais représentants de cette civilisation sont eux-mêmes les représentants des intérêts moraux de l'humanité, les prêtres et les philosophes. C'est sous l'influence spiritualiste du clergé que se sont formées nos institutions, et c'est à lui qu'appartenait le gouvernement de l'ancienne France, qu'il peut revendiquer à juste titre comme sa création. La nouvelle France est l'œuvre de ce clergé laïque qui, à toutes les époques, a prétendu représenter et a représenté en effet l'esprit humain et ses ambitions éternelles. Voilà toute notre histoire : sous une double forme, elle révèle le même génie. Il a ses défauts, ce génie, tout glorieux qu'il soit. Il est violent et peureux, ambitieux et sujet au découragement, despotique sous couleur de philanthropie, entêté malgré l'évidence ; mais son plus grand vice, c'est une tendance fatale à exagérer ses propres qualités. Exagérant son grand sentiment de l'idéal, il a toujours considéré l'idéal

comme étant en dehors de l'homme et devant lui être imposé; jamais il n'a cherché ni à le découvrir ni à le placer dans l'homme. Epris de l'unité, il n'a pas voulu admettre de dissidences, ni reconnaître de différences dans le monde. Aussi la France n'a-t-elle jamais connu l'individu, et sa brillante civilisation a-t-elle été frappée d'une demi-stérilité par cet oubli et ce dédain. La société française, quoique fondée par les influences les plus pures, a eu en conséquence quelque chose d'artificiel; elle a été toujours extérieure à l'homme, distincte de lui, comme l'habitation l'est de l'habitant, au lieu d'être intimement unie à lui, comme la chair l'est au squelette humain et le corps à l'âme. Cette société n'a donc pas encore connu d'une manière durable les biens qui sont l'apanage de l'individu, la liberté politique, la science de la réalité, l'expérience pratique, la religion libre de formes extérieures et ayant son temple dans des cœurs vivants. C'est à l'Angleterre qu'il appartenait de faire cette découverte et de réaliser la civilisation fondée sur l'individu. Les deux nations ont eu ce privilège, et seules elles l'ont eu parmi les peuples modernes, d'arriver à donner une expression complète de leur être intime, et de réaliser en fait les deux tendances contraires qui partagent l'humanité et dont l'union serait la perfection même.

Un dernier scrupule nous arrête. La France n'a jamais, disons-nous, connu l'individu; elle lui a préféré un idéal universel de justice applicable à l'humanité. C'est à la fois sa gloire et son malheur. Elle a proclamé des principes libérateurs de l'humanité, et cependant ce n'est qu'à de rares intervalles qu'elle a pu jouir chez elle-même de la liberté politique. Nous ne voudrions pas que, exagérant notre pensée, on crût pouvoir en tirer cette conclusion attristante, que la

France est à jamais impropre à la liberté politique. Il n'est permis que dans une certaine mesure de chercher dans le passé de la France l'explication de son avenir, car la France, nous l'avons dit, est le pays des métamorphoses extraordinaires. Qui aurait jamais pu penser que le génie français parviendrait à dégager son idéal de justice humaine des institutions si longtemps chéries de l'Église et de la monarchie, à substituer son catholicisme rationaliste à son catholicisme orthodoxe? La métamorphose est si radicale, qu'on a de la peine à découvrir que sous ces deux formes si différentes est cachée la même idée. La France réserve au monde bien d'autres surprises. Je ne sais si, comme le disent quelques-uns, la France est impropre à la liberté; mais ce que je sais bien, c'est qu'elle est encore plus impropre à la servitude. C'est un phénomène remarquable que la grande liberté d'esprit qui a pu coexister en France avec la plus grande soumission politique, et rien n'est pourtant plus explicable. L'obéissance est d'autant plus facile qu'elle ne coûte aucun effort; il n'est dur de se soumettre que lorsqu'on reconnaît la supériorité de celui qui nous soumet. Telle est l'obéissance du Français. Il se soumet à la force, je défie qu'on le fasse croire à la force; il se soumet au préjugé et à la coutume, je défie qu'on les lui fasse trouver raisonnables; il paye ce qu'il ne doit pas, je défie qu'on le persuade de la réalité de sa dette. Cette liberté a existé chez nous de tout temps, et elle est si bien une de nos conditions d'existence, que nos monarques les plus absolus n'ont pas songé un instant à la contester et à la refréner. La liberté d'esprit de nos pères surprend quand on considère les moyens d'oppression que le pouvoir avait à sa disposition. Et cette liberté d'esprit est une demi-liberté

politique. Elle sert d'abord à consoler de bien des choses, ensuite elle pose certaines bornes infranchissables que tout gouvernement doit respecter. Aucun gouvernement ne doit compter ni sur notre crédulité, ni sur notre cécité morale, car, grâce à cette liberté, nos gouvernements vivent comme dans une maison de verre. Nous voyons et nous entendons tout, et nous sommes en quelque sorte les surveillants de ce pouvoir qui se croit notre maître. Cette liberté d'esprit, qui compense déjà l'absence de tant d'autres droits, finira-t-elle par engendrer une liberté politique continue, ininterrompue, qui ne soit plus bornée à de courtes et irrégulières périodes d'émancipation, suivies de longues et régulières périodes d'abdication? C'est le problème que résoudra le temps; mais le résultat définitif de nos longues épreuves n'est pas douteux. Il serait par trop étrange que le peuple qui a conçu la pensée de l'affranchissement de l'humanité entière, qui a proposé à tous les autres peuples l'idéal de justice le plus élevé, ne pût accomplir une tâche beaucoup plus modeste et arriver à jouir chez lui-même d'une liberté suffisante.

Mai 1857.

LA RENAISSANCE

ET

LA RÉFORMATION

LA RENAISSANCE

ET

LA RÉFORMATION

MICHELET ET SON « HISTOIRE DU XVI[e] SIÈCLE »

I

Il n'est pas toujours aisé, même aux esprits les plus dénués de préjugés, de rendre strictement justice à tout le monde, et l'homme qui mérite le mieux nos éloges n'en obtient pas toujours la meilleure part. Il est des intelligences qui ont des facultés embarrassantes, propres à troubler le jugement ou à déconcerter les opinions reçues; trop d'imagination, trop de subtilité, une passion excessive, une audace imprudente dans la pensée, une témérité scabreuse dans le style. Ces esprits à outrance ont très heureusement presque toujours un ou plusieurs côtés faibles qui nous permettent de retenir sur nos lèvres la louange prête à s'échapper, et de répondre aux admirateurs avec un sourire à la fois indulgent et ironique. Oui, pouvons-nous dire, c'est un talent original, passionné, coloré, mais com-

bien tourmenté, bizarre, heurté! Oui, il trouve des choses nouvelles, il est ingénieusement hardi, mais avec quelle rapidité il passe du lyrisme le plus subtil au langage le plus trivial! Il est plein d'élan, mais il n'a pas le style soutenu; il nous amuse, il nous intéresse, il nous émeut, mais il fait tout cela par bonds, par éclairs, par accès. Ah! s'il avait l'art de nous ennuyer d'une manière sereine et uniforme, à la bonne heure! Parlez-nous de tel illustre rhéteur qui, pendant quatre cents pages, va semant d'une main toujours égale ses phrases et ses fleurs, de tel écrivain célèbre qui n'a qu'une note, il est vrai, mais si claire et si sonore, et qui, deux volumes durant, vous la fait résonner sans pitié comme un battant d'acier qui frapperait sans arrêt sur une surface de cuivre! Voilà ce que nous pouvons louer sans réserve!

Michelet a fait en partie cette expérience; ses qualités ne lui ont pas moins nui que ses nombreux défauts. Il n'est pas mis, selon nous, à son véritable rang. Bien des causes ont contribué à accomplir cette demi-injustice. Il a trouvé à ses débuts des gloires établies devant lesquelles il s'est prosterné comme un disciple, qu'il n'a pas songé à détrôner, et qui, fières de recevoir un encens aussi parfumé, lancé par une main aussi délicate, l'auraient volontiers conservé comme thuriféraire officiel. Longtemps il a vécu dans la solitude, se mêlant peu au monde et répandant sa vie intime dans de lyriques soliloques : nouveau malheur qui lui valut la réputation de visionnaire. Le titre assez singulier de hiérophante de l'histoire lui avait été décerné; il s'en contentait trop modestement à notre avis, lorsque, dernière et irréparable infortune, il s'est compromis dans une des plus tristes querelles que les mauvais génies puissent envoyer à un homme. Une querelle

avec un clergé quelconque, dans une époque aussi chancelante que la nôtre, et où tant de prudence est nécessaire, est pleine de périls et doit être évitée à tout prix. Si vous êtes attaqué, le mieux est de filer rapidement, ailes déployées, comme le cygne pacifique, au lieu de défier l'orage et de l'appeler par vos cris, comme un oiseau des tempêtes ; sinon, vous serez sûr d'être isolé ; les politiques vous abandonneront, et votre parti lui-même vous soutiendra de mauvaise grâce. C'est là ce que ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre Michelet. Une fois réveillé de sa quiétude mystique et arraché à ses contemplations solitaires, sa nature nerveuse, impressionnable, imaginative, qui l'avait trop préservé jusque-là du contact du monde, le jeta dans la polémique, où il s'engagea avec une ardeur fiévreuse. Ses témérités eurent le résultat qu'il en pouvait attendre : il ne fut pas soutenu, il se vit même délaissé, et cet abandon ne fit qu'augmenter encore son irascibilité. Il chercha des appuis, et il en trouva dans les partis extrêmes. A sa fougue anticatholique vint donc se joindre bientôt la fougue démocratique, et dès lors il ne trouva plus pour son talent que des juges partiaux et auxquels pesait la louange. Ainsi à toutes les phases de son existence il a rencontré un obstacle : d'abord les réputations établies, puis la solitude, enfin une querelle malheureuse et des passions politiques excessives.

A ces causes principales, qui donnent comme une sorte d'excuse à l'animosité de certains critiques, viennent encore s'ajouter une foule de causes secondaires : l'inégalité de ce talent, la multiplicité rapide des aperçus qui laisse dans l'imagination du lecteur une sorte d'éblouissement, le mélange et le contraste heurté de tous les tons et de tous les styles, depuis le style lyrique le plus élevé jusqu'au langage le plus

vulgaire et quelquefois le plus cynique [1], les sons de la trompette épique remplacés brusquement par les mélodies du cornet à bouquin, les soudaines rencontres d'analogies et d'images qui vous saisissent d'étonnement, la nécessité d'avoir recours à la mémoire pour renouer le fil des événements, à chaque instant brisé et perdu dans un récit haletant, et la nécessité d'avoir souvent recours à la réflexion pour contrôler les pensées de l'auteur. Toute cette macédoine piquante et excentrique de qualités qui deviennent facilement des défauts, et de défauts qui ont souvent tout le charme de qualités véritables, justifie également les opinions les plus contradictoires. On peut admirer, on peut blâmer, mais la nature même de ce talent est plus facile à critiquer qu'à admirer. Pour l'admirer, il faut l'expliquer et le sentir, faculté réservée aux très rares tempéraments qui ont quelque rapport avec le sien. Pour le condamner au contraire, vous n'avez qu'à lire, et si vos nerfs sont plus énergiques que délicats, si votre tempérament est un peu sanguin et grossier, si vous avez plus de goût pour les lieux communs du bon sens ordinaire que pour les raffinements de la pensée, les motifs de sévérité ne vous manqueront point. Puéril, affecté, tourmenté, toutes

1. Les expressions vulgaires et cyniques abondent dans les derniers écrits de l'auteur, qui semble même les rechercher avec une avidité tout à fait inexcusable. Ainsi on lit, en toutes lettres, cette phrase incroyable sur Marie Stuart : « Cette fille publique traînée par des soldats dans les rues d'Edimbourg. » Il parle des *yeux provoquants de catin* de la reine Marguerite, la première femme de Henri IV. Dans un des nombreux portraits qu'il a tracés de Catherine de Médicis, il insiste particulièrement sur le *mufle* traditionnel des Médicis, sur leur forte face intelligente et *bestiale.* Ailleurs, pour expliquer par une raison physique l'horreur que Henri II ressentait pour sa femme, il écrit cette phrase cruelle et insultante : « Il en avait horreur comme d'un ver né du tombeau de l'Italie. »

ces épithètes malveillantes viendront d'elles-mêmes se présenter à votre esprit, et chacune de ces expressions sera méritée. Si vous avez l'intention d'être injuste, sachez qu'il n'est pas d'écrivain avec lequel il soit moins périlleux d'employer la mauvaise foi, car ses défauts sont de ceux qui frappent tous les yeux, et ses qualités sont de celles qui ont besoin d'être dégagées et mises en lumière.

Il est donc très facile au critique malveillant d'employer à l'égard de Michelet les restrictions mentales, de ne le louer qu'avec une réserve proche parente de l'injustice, de tempérer l'éloge par la raillerie. Telle est d'ailleurs la nature embarrassante de ce rare talent, que les malveillants peuvent être injustes à plaisir, tandis que les admirateurs ne peuvent accorder leurs louanges que sous conditions. Un panégyrique sans réserve des écrits de Michelet serait une insulte pire que la plus malicieuse critique, et rendrait un triste témoignage des facultés de celui qui l'aurait conçu. Je n'ai jamais lu encore une page de ses adversaires qui exprimât un jugement véritablement équitable, mais je n'ai jamais lu non plus un éloge de ses admirateurs qui eût une valeur bien sérieuse et qui fût autre chose qu'un compliment banal. Ses amis lui sont presque aussi nuisibles que ses détracteurs. Michelet, disent ces derniers, est avide de louanges et n'épargne aucun moyen pour les obtenir. S'il en est ainsi, il joue de malheur; il n'y a pas de réputation qui doive moins de remerciements à la presse; il n'y a pas d'écrivain que ses panégyristes ou ses adversaires donnent moins envie de connaître. Heureureusement ses livres sont là, ses livres, qui parlent mieux pour ou contre lui qu'amis et ennemis; on les ouvre, on lit, et on sort de cette lecture troublé, ébloui, indigné, ravi.

Indigné et ravi! oui, les deux choses à la fois. Ce mot d'indignation a besoin d'être expliqué, et notre commentaire ne sera pas inutile, car il nous donnera la dernière raison du demi-silence qui depuis dix ans surtout accueille les productions du célèbre historien. Michelet a l'art de mettre en colère un grand nombre de personnes. Il exaspère ses lecteurs, non pas tant par le fond de sa pensée que par mille petits détails, mille nuances insaisissables, et par le ton léger et dégagé avec lequel il s'exprime. Il possède un triste don, privilège funeste des natures très nerveuses, don qui consiste à trouver l'insulte qui va le mieux au cœur d'un homme, d'un parti, d'une caste sociale, et à exprimer cette insulte avec le ton le plus blessant. L'insulte qui nous va le plus au cœur n'est pas celle qui s'attaque à notre nature apparente, mais celle qui s'attaque à notre nature cachée, ou bien celle qui s'empare d'un détail imperceptible, qui le grossit de manière à rendre ridicule l'homme le mieux doué, et à faire que, pour un instant au moins, on ne lui tiendra compte d'aucune de ses qualités. Autre détail à observer : plus l'insulte est inattendue, imprévue, paradoxale, plus elle est blessante. Reprochez, par exemple, à un honnête bourgeois de n'être qu'honnête, ou à un duc et pair de ne pas représenter personnellement son titre, l'un et l'autre se riront de vous ; mais insinuez à votre bourgeois qu'il a raison d'être sévèrement honnête, parce que la qualité de son âme le condamne aux vertus maussades, ou à votre duc et pair qu'un aristocrate doit être un objet de luxe sous peine de ne pas exister et d'être moins que le plus vulgaire roturier, vous êtes sûr de toucher un point sensible, inconnu même à votre victime avant la minute où vous aurez lancé votre injure. Vous lui découvrez une infériorité qu'il ignorait, malice que les hommes ne

pardonnent jamais. Or toutes les publications de Michelet depuis dix ans sont écrites avec cet esprit et de ce ton acerbe et blessant. Son pamphlet *du Prêtre, de la Femme et de la Famille*, la moitié de son livre du *Peuple*, bon nombre de chapitres de son *Histoire de la Révolution* sont faits pour exaspérer les partis contre lesquels ils sont dirigés. L'attaque est d'autant plus désagréable, que, ne portant jamais sur un ensemble de faits ou sur des questions de principe, mais sur des détails de personnes, la réfutation est presque impossible. En outre, grâce à sa vive imagination, Michelet ne s'en tient pas aux faits réels; il invente des faits possibles, tout psychologiques, que l'on ne peut cependant pas affirmer faux, car on sent qu'ils peuvent se produire avec un concours particulier de circonstances. Pour avoir une idée de cette satire psychologique, on n'a qu'à comparer ses chapitres sur la confession, par exemple, au pamphlet de Paul-Louis Courier. Paul-Louis expose brutalement les faits connus et qui peuvent se produire naturellement. Michelet va plus loin : il décrit les émotions probables, les ruses problématiques, les égarements hypothétiques. L'auteur sort du terrain des faits et poursuit ses adversaires jusque sur le domaine mystérieux du possible.

Ses écrits sur le XVIe siècle ont ces mêmes dangereuses qualités. L'historien ne se contente pas de reprocher aux personnages qu'il n'aime pas leurs défauts et leurs crimes connus, il s'attaque à leur nature même et renchérit encore sur leurs vices. Catherine est plus basse et plus intrigante encore que ne la représente la tradition historique. Marie Stuart est bien toujours la dangereuse sirène que nous connaissons, mais elle a cessé d'être touchante; sous ses dons brillants, l'historien nous montre une âme presque abjecte, perfide et menteuse comme le vice, intrigante

comme une aventurière, adonnée à des galanteries où le choix même ne préside pas. La draperie royale a été enlevée, et la nature montrée nue : c'est bien toujours Marie Stuart; cependant il manque un détail qui enlève au portrait sa ressemblance, précisément cette draperie royale qui faisait aussi partie de sa personne, et sans laquelle nous ne pouvons voir la nièce des Guise telle qu'elle fut réellement. Le duc François de Guise est peint sous son aspect le plus sombre et le plus révoltant; tous les côtés violents de cette âme cruelle et ferme sont impitoyablement accusés; nous reconnaissons bien le fourbe superbe qui, au contraire du gai cardinal de Lorraine, savait si bien cacher ses mensonges sous une apparence de colérique franchise et sous des dehors impérieux : où est cependant ce fier homme d'épée qui commandait à Metz et qui gagna Calais à la France? Henri le Balafré est peint relativement avec plus de justice; néanmoins les défauts déplaisants de son héroïque et coupable famille y mettent trop dans l'ombre ses dons aimables et séduisants. Voilà pour les grands acteurs. Avec les acteurs secondaires, Michelet y met encore moins de façons; il les traite avec un mépris familier et des épithètes grotesques dont le pamphlet pourrait seul s'accommoder. Ce ne sont pas seulement ses ennemis qu'il cherche à ridiculiser ou dont il montre avec passion les défauts secrets; les personnages même qu'il respecte le plus n'échappent pas à sa verve maligne. Qui n'a deviné, par exemple, sur le visage du chancelier de L'Hôpital tout un monde de douleurs, la tristesse qu'inspire la vue du mal, l'impuissance de la bonne volonté, la lassitude, conséquence inévitable d'une vie d'épreuves et de chagrins? Cette impression que fait éprouver la vue des portraits de L'Hôpital, Michelet l'a ressentie, seulement il la traduit ainsi :

« Le malheur et l'exil l'avaient fort *aplati*, au dehors seulement, car le cœur était admirable. » C'est se montrer bien rigoureux pour quelques actes d'une trop grande circonspection, et pour une certaine timidité de caractère que n'expliquent que trop d'ailleurs les violences du temps. Dans un autre passage, parlant des ducs d'Épernon et de Joyeuse, qui, à un moment donné, furent les uniques soutiens de la monarchie contre les factions, Michelet s'exprime ainsi : « Nous voilà donc venu à ce point de défendre Épernon, Joyeuse. Dans la faiblesse actuelle du petit roi de Navarre, en attendant qu'il grossisse et soit Henri IV, ces deux *drôles*, contre les Lorrains et le parti espagnol, se trouvent les gardiens de la nationalité. Confessons cet avilissement et cette extrême misère. » Le langage est un peu vif, appliqué à des hommes que Michelet déclare les meilleures épées de leur temps, et qu'il justifie lui-même de certaines infamies que la tradition leur a toujours libéralement prêtées. D'un bout à l'autre de ses quatre volumes, ces boutades de langage, ces caprices de passion, ces outrages de pamphlétaire surabondent ; plaisanteries, bouffonneries, quolibets pleuvent sur tous les partis à la fois : catholiques, monarchistes, tiers-parti, politiques, protestants même ; c'est une Saint-Barthélemy générale de toute la France du XVIe siècle. Si Michelet a eu, comme nous l'avons reconnu, à se plaindre quelquefois de l'injustice des partis et de la critique (et il s'en plaint, surtout dans une note très acerbe contre les doctrinaires), il doit reconnaître qu'en manquant lui-même de justice il a dû provoquer bien des ressentiments.

Pour nous, qui n'avons aucune loi du talion à appliquer, et qui préférons insister sur les mérites d'un écrivain qui nous est sympathique, nous allons bien

vite nous débarrasser des derniers reproches que nous ayons à lui adresser. A la fin de son quatrième volume sur le XVI° siècle, Michelet dit hardiment : « Cette histoire n'est pas impartiale. » Soit, si l'auteur veut dire par là que son histoire est écrite en faveur de l'un des grands partis qui se disputèrent à cette époque le gouvernement du monde. Malheureusement, ce n'est pas la seule partialité qu'on ait à lui reprocher. Michelet n'est pas seulement injuste de parti pris, il l'est encore par légèreté. Il se met maintes fois en contradiction avec lui-même, et lance des accusations qu'il se charge de réfuter cent pages plus loin. Ainsi, dans le portrait très nouveau et très original qu'il a tracé de Charles IX, il fait ressortir la pureté relative des mœurs de ce malheureux roi. « Il n'eut rien, dit-il, des infâmes amours des Valois, des *égouts* de son frère. » Les *égouts* de Henri III, ce mot doit avoir un sens; Michelet pense donc que les commérages du temps n'ont point menti. Dans le volume suivant, l'historien, après avoir analysé avec une finesse psychologique admirable le caractère de Henri III et expliqué très judicieusement ses goûts féminins, le lave complètement des infamies dont on l'accuse. Pourquoi donc alors se presser autant de prononcer ce vilain mot d'*égouts?* D'autres fois la force de la vérité l'emporte malgré lui sur ses passions et l'oblige à se démentir lui-même. Ainsi il n'a pas assez d'expressions méprisantes pour Louis XII, ce roi des bourgeois, cette dupe, ce Cassandre, ce triste mari, cet allié des Borgia, et cependant, lorsque vient le moment de résumer son règne, il est obligé de convenir qu'il fut pour la France « une halte heureuse entre les gaspillages de Charles VIII et les prodigieuses dépenses de François Ier ». Sous l'administration de ce roi, peu brillant, il est vrai, mais sage et prudent, la France

fut prospère, le trésor public toujours bien garni, les dettes de l'État rigoureusement payées, les impôts réduits. La justice fut réformée, les coutumes fixées en lois, et les petits eurent dès lors un recours contre les grands. Pour trouver une administration comparable à celle de Louis XII et de Georges d'Amboise, il faudra passer par bien des années de famine, de banqueroute, de misère, et aller jusqu'à Henri IV et à Sully. N'est-ce donc rien que tout cela, et le roi à qui la France dut et cette prospérité temporaire et ces réformes durables n'a-t-il pas droit à une autre récompense que des épithètes bouffonnes?

Souvent encore, Michelet, ne tenant aucun compte de la difficulté des situations, juge les personnages politiques non d'après ce qu'ils ont fait, mais d'après ce qu'ils auraient dû faire ; il les juge avec le criterium politique du XIXe siècle, et les condamne ou les absout en vertu d'idées philosophiques qu'aucun d'eux ne soupçonnait. Il les mesure d'après l'idéal de 1789, et contemple le XVIe siècle du point de vue de la Révolution française. Sous sa plume, le grand Coligny, dont il parle, du reste, en termes touchants et avec une émotion grave et morale, dont aucune dissonance ne vient cette fois troubler l'accent digne et pieux, deviendrait presque un précurseur de la Révolution ! Quand il doit juger Calvin, le bûcher de Servet et les persécutions contre les libertins l'épouvantent ; dans ce terrible chrétien, il hésite justement à voir un ancêtre des conventionnels, et il se fait un peu prier avant de dire brusquement : « N'importe, ce fut un des nôtres. » Les protestants choisissent pour chef un prince du sang, Condé ; Michelet, au nom de ses idées démocratiques de 1856, s'en indigne : « Foule idiote qui brisait les mortes idoles, adorait les vivantes ! guerre absurde de *la liberté au nom d'un prince du*

sang, au nom d'un roi captif des Guise ! » Cette préoccupation du temps présent dans le récit des choses du passé l'entraîne dans des jugements précipités qu'il est ensuite obligé de reviser lui-même et de casser. Il a beau faire, son érudition historique l'emporte sur ses passions, et l'amène malgré lui à formuler un jugement impartial. A chaque instant il déclare que la France a touché le fond de l'abîme, et cependant il est obligé, quelques pages plus loin, de regretter ce qu'il avait condamné. L'administration de Henri III le rend juste pour l'administration de Charles IX ; les intrigues des Guise et du parti espagnol l'obligent, quoi qu'il en ait, à être indulgent pour Henri III. Après avoir conspué la cour corrompue des derniers Valois, il est contraint de chercher un abri même dans cette cour contre la tyrannie des factions, et, malgré ses préférences démocratiques, de se raccrocher à la monarchie comme à la dernière planche de salut au milieu de la tempête où la France faillit sombrer. La première fois qu'il rencontre Henri IV, il le juge défavorablement, et s'empresse bien vite de déclarer qu'il ne sera jamais son héros ; mais, chemin faisant, le cours des événements l'entraîne à juger moins sévèrement et l'amène à voir, tel qu'il fut, cet homme ferme et fin qui mit un terme à l'anarchie, et fonda la France sur les bases qu'elle devait occuper deux siècles.

Est-ce à dire cependant qu'il faille pousser ce reproche de partialité aussi loin que le font certains critiques, et condamner l'historien parce qu'il a des préférences de partis et d'opinions? Nous avons inventé de nos jours une doctrine d'impartialité historique qui serait immorale si elle pouvait être mise en pratique, mais dont nos dernières révolutions se sont heureusement chargé de nous corriger. Les évé-

nements de février 1848, en faisant détourner notre histoire de sa ligne directe et en changeant sa logique apparente, nous ont amenés insensiblement à reviser nos jugements sur le passé. Les faits les plus lointains, ceux qui semblaient avoir le moins de rapports avec notre vie moderne, ont été soumis à un nouvel interrogatoire. Les chefs de parti, les grands souverains, les grands ministres ont été attaqués et défendus avec un entrain, une vigueur, une passion et quelquefois une injustice tout actuelles. Charles-Quint, Richelieu, Mazarin, Louis XIV, sont devenus nos contemporains; nous les accusons de nos malheurs, nous trouvons en eux la cause première de nos désastres. Si l'esprit politique manque à notre nation, la faute en est à Richelieu. Si nous avons trop de penchant à être gouvernés à tout prix, la faute en est à Louis XIV. De même qu'autrefois, grâce à notre système d'impartialité, nous ne nous sentions avec le passé qu'une solidarité de bienfaits, nous commençons aujourd'hui à ne voir en lui que les germes des maux dont nous souffrons. Nous pensions volontiers que l'histoire avait eu pour mission de nous mettre au monde en accumulant pour nous à travers les siècles une riche moisson de bienfaits et de libertés; aujourd'hui, nous penserions presque qu'elle n'a eu d'autre mission que de grossir pour nous, avec chaque génération nouvelle, les fatales conséquences du péché originel. Nous faisons un peu subir à l'histoire, pour le quart d'heure, le traitement que les Italiens, au xe siècle, firent subir au cadavre du pape Formose, lequel fut exhumé, jugé et condamné pour les crimes et trahisons qu'il avait commis alors que l'étincelle de la vie l'animait. Cette disposition actuelle à la partialité historique n'est pas particulière seulement à Michelet, elle est propre à tous les écrivains de

tous les partis, depuis le parti ultramontain jusqu'au parti ultra-radical.

Nous pouvons donc excuser Michelet du reproche de partialité : il ne fait que suivre en cela le courant qui nous entraîne tous; tout ce qu'on doit lui demander, c'est que ses préférences ne le rendent pas volontairement aveugle, ne l'amènent pas sciemment à cacher la vérité. Or la passion peut bien l'emporter souvent au delà de la vérité, jamais la perfidie froide et préméditée de l'esprit de parti. Sauf certains détails dans le genre de ceux que nous avons relevés, sa partialité n'a d'ailleurs rien qui ne se puisse avouer. Ses conclusions sont celles qu'ont adoptées bien des esprits qui peuvent passer pour modérés et équitables. Il prend hardiment parti pour les réformés et regrette que le protestantisme n'ait pas triomphé au XVIe siècle. C'est une conclusion contestable si l'on veut, mais c'est la conclusion de bien d'autres. Il avoue sa préférence pour la Renaissance sur la Réformation : c'est une préférence qui a été celle de bien des hommes illustres depuis Érasme jusqu'à Voltaire. L'événement contre lequel il a déployé le plus de passion, c'est la Ligue. Il a pris le contre-pied des paradoxes contemporains par lesquels a été réhabilitée cette machine meurtrière et de dangereux exemple, il a flétri comme elle le méritait cette première apparition de la *canaillocratie* sur la scène de l'histoire. C'est un service dont nous lui sommes reconnaissants et dont tous les gens de bien doivent lui savoir gré. Il n'y a qu'un point sur lequel sous ne pouvons être d'accord avec lui dans cette déclaration de guerre à la Ligue : c'est la différence qu'il essaye d'établir entre les *ligueurs* du XVIe siècle et les *sans-culottes* du XVIIIe. Ici les théoriciens qu'il combat reprennent tout leur avantage; oui, les uns sont bien les ancêtres des autres; oui,

les uns et les autres ont été formés à la même école, ont reçu les mêmes leçons, et sont sortis de la même putréfaction. Seulement nous nous empressons de reconnaître que tout l'avantage reste aux ancêtres, qui avaient eu des maîtres bien plus retors et bien mieux exercés.

Ainsi cette partialité tant reprochée à Michelet n'a rien, en définitive, qui puisse effaroucher beaucoup nos consciences. Il n'est pas plus partial que tout autre écrivain qui démolit ingénieusement le système de la vieille monarchie, et qui trouve moyen de se faire applaudir même des partisans de l'ancien régime. Ses conclusions sont parfaitement avouables, ses préférences légitimes. D'où vient donc cette accusation de partialité en vertu de laquelle on le condamne? Nous l'avons déjà dit, des détails malicieux dans lesquels il se complaît et du ton blessant et injurieux avec calcul qu'il affectionne. Ce sont là de très graves défauts, pas assez graves cependant pour qu'on se refuse à voir ce qu'il y a d'originalité et de profondeur chez cet éminent écrivain. C'est pour remplir ce devoir en toute conscience que nous avons si longuement insisté sur ses défauts.

Les dons que Michelet a reçus sont des plus heureux que la nature puisse accorder à un homme, car ce sont les dons qui rendent aimables les labeurs les plus fatigants, attrayantes les plus lourdes tâches, et qui seuls sont capables de transformer une vie de travail en une vie de volupté. Certains écrivains, on le voit trop en les lisant, sentent surtout ce qu'il y a de pénible et d'austère dans la science; lui, au contraire, ressent surtout ce qu'elle peut donner de charme et de bonheur. D'autres font taire volontairement leur cœur, et se refusent le plaisir de comprendre et d'expliquer les faits et les doctrines qui n'ont pas un

rapport direct avec le but qu'ils se sont marqué; lui, au contraire, est avide de pénétrer les secrets et d'extraire la poésie de toute chose. Pour comprendre et saisir, il fait appel à son imagination, une des plus fortes de l'époque actuelle ; pour juger, il fait appel à sa sympathie, qui est singulièrement éveillée et qui, en dépit de ses passions politiques et religieuses, est bien une des plus tolérantes que nous connaissions. La curiosité, l'imagination, la sympathie, voilà ses trois grands moyens d'étude et de travail, les trois clefs magiques avec lesquelles il ouvre les arcanes de l'histoire et nous en montre les trésors. Que d'autres se servent d'instruments plus précis et se vantent de leur talent d'analyse, Michelet fait appel à l'intuition, et l'intuition le sert mieux que l'instrument d'analyse le plus fin et le mieux aiguisé. Quand il décrit un personnage, il s'efforce de pénétrer dans les secrets de cet organisme vivant, de surprendre s'il se peut le jeu caché des passions, les pensées enveloppées de l'âme, en un mot tout le monde mystérieux que recouvrent l'apparence trompeuse des actes extérieurs et le masque dissimulé du visage humain. Il porte dans la science historique des allures de magicien ou de magnétiseur et la seconde vue d'un illuminé. A la suite de cette muse tout instinctive, primesautière et passionnée qui s'appelle l'imagination, il arrive à d'étranges aberrations, mais aussi à des profondeurs que ne lui auraient jamais montrées les microscopes les plus grossissants. Ses aperçus et ses explications des caractères humains sont, pour la plupart, d'une finesse psychologique surprenante; ils étonnent par leur subtilité et en même temps par leur précision.

Si nous voulions définir Michelet et le distinguer nettement de tous les autres écrivains de notre époque,

nous dirions, malgré tout ce que ce mot a de matérialiste, qu'il est par excellence une *organisation*. C'est une nature toute spontanée, toute personnelle, qui ne doit rien aux choses du dehors. L'originalité de la plupart des hommes se forme avec la vie et l'étude. Ni l'expérience ni l'étude ne semblent lui avoir donné une faculté de plus, ni une méthode pour diriger ses facultés. Il n'y a rien d'acquis en lui. L'étude n'a fait qu'assembler une plus grande quantité de matériaux pour fournir à son imagination de nouveaux prétextes de répandre ses couleurs; l'expérience n'a pas modifié, mais développé ses facultés préexistantes. L'imagination était déjà très forte à l'origine; l'étude, qui d'ordinaire lui donne pour contrepoids la circonspection et la timidité, l'a au contraire doublée. La fibre sympathique était très vive : l'expérience, qui d'ordinaire la rend moins sensible, l'a surexcitée au contraire, et lui a donné une susceptibilité inouïe. Il ne rend que ce qu'il sent, et s'il semble faire quelquefois effort sur lui-même, ce n'est que par la difficulté de rendre son impression exacte. Il pense avec sa nature tout entière, avec son âme, avec son imagination, avec ses nerfs; son style devient haletant ou lâché selon que les mouvements du cœur chassent et reçoivent le sang avec rapidité ou lenteur. Il n'est pas de ces écrivains dont la pensée domine tellement la vie, qu'on ne sent en les lisant ni leur tempérament, ni leur bonheur, ni leurs infortunes. Dans la trame de son style et dans les couleurs de sa pensée sont entrées toutes les émotions de la journée, tous les caprices de l'heure présente, les mille rapides impressions fugitives, les mille petites influences de la nature ambiante. On pourrait presque noter page par page, ou plutôt deviner ces influences et ces émotions. Cette page acerbe et violente a été écrite un soir où la mau-

vaise humeur politique l'emportait sur la réflexion; cette page mélancolique témoigne d'une journée grise et nuageuse; cette autre, tout illuminée comme un visage reluisant d'une douce fièvre, a été le résultat de vives impressions musicales. Bref, Michelet est une individualité avant d'être un historien ou un publiciste; on sent en le lisant une nature particulière, avec ses goûts, ses singularités, ses humeurs. C'est là son grand charme, et c'est là aussi sa faiblesse : quand il nous blesse et qu'il nous ravit, il nous blesse et nous ravit *personnellement*, absolument comme le font chaque jour les personnes vivantes que nous rencontrons, et pour lesquelles nous éprouvons, selon les lois des affinités mystérieuses, une sympathie ou une antipathie invincible.

Cette personnalité si accusée facilite singulièrement et entrave néanmoins la tâche de Michelet. Elle rend facile la tâche du narrateur et de l'artiste, presque impossible celle du juge. Michelet est incapable de dominer sa nature et de se placer en dehors de lui-même. Le défaut principal de son talent apparaît surtout lorsqu'il s'engage dans les idées abstraites. Dès qu'une idée cesse de se manifester à lui sous une forme sensible, elle lui échappe, et il s'épuise en efforts inutiles pour la conquérir. En vain il l'appelle dans des phrases pleines d'une émotion quasi mystique, en vain il la poursuit de ses désirs ardents et l'interpelle presque avec des larmes, elle refuse de se laisser saisir. Aussitôt qu'il pose le pied sur le domaine des idées générales, tout devient confusion, désordre et chaos. Quand on vient de lire ses quatre volumes sur le XVIe siècle, on est rempli d'impressions laissées par le spectacle des événements. On a assisté à la représentation en quelque sorte de l'époque, on en revient comme d'un voyage, d'une longue excursion,

plein de souvenirs, d'éblouissements, d'anecdotes curieuses. On a vu les fêtes des Borgia, le martyre de Savonarole, la cour de Fontainebleau, le sombre intérieur de l'Escurial, les voûtes de la chapelle Sixtine et l'atelier d'Albert Dürer, et cependant on n'a aucune idée générale et bien précise du XVIe siècle. La Renaissance et la Réformation nous ont en grande partie montré le spectacle de leurs tumultueux mouvements, mais ne nous ont pas dit leur secret. Qu'est-ce que la Renaissance? Qu'est-ce que la Réformation? En mille passages de son livre, on croit saisir l'explication désirée, une boutade vient à la traverse et nous en éloigne. Ces deux grands faits ne nous apparaissent jamais en eux-mêmes, mais à travers les personnages illustres qui ont rempli cette époque, à travers Michel-Ange, Luther, Albert Dürer, Marguerite de Navarre, Coligny. Leur lumière n'est pas réfléchie dans une glace unie qui puisse en assembler les rayons et nous en renvoyer une image nette et fidèle, mais comme dans un miroir à facettes qui décolore, brise et multiplie les rayons. Nous avons là en un mot les *avatars* et les métempsycoses successives de la Renaissance et de la Réforme, nullement les âmes et les personnalités abstraites de ces deux mouvements. Nous voyons bien, si nous pouvons parler ainsi, les incidents, les aventures, les orages successifs de leur vie; nulle part nous n'embrassons cette vie elle-même et nous ne la contemplons dans son unité et en dehors de ses vicissitudes.

Mais comme ce talent prend sa revanche aussitôt qu'il s'agit de peindre, et comme cette nature impressionnable, qui le rend impropre à lutter avec les idées abstraites, le sert bien lorsqu'il s'agit d'introduire un personnage, d'éclairer un paysage, de rendre le charme moral d'une œuvre d'art! Alors il trouve en

lui des ressources inattendues et une surabondance luxueuse d'images, de comparaisons, d'analogies. Il y en a trop, et il fallait choisir; toutes néanmoins expriment bien sincèrement l'impression reçue, même les bizarres, même les étranges. De même, pour les couleurs qu'il jette avec profusion : elles peuvent être parfois trop *voyantes*, trop éclatantes, elles ne sont jamais fausses. Les dernières ressources du langage ont été mises parfois à contribution pour exprimer telle impression qui, par sa nature, échappe à l'art de l'écrivain. Cette organisation d'artiste semblerait lui interdire les facultés d'observation, mais son imagination l'entraîne plus loin que là où ces facultés pourraient le conduire. Grâce à la rêverie, il trouve accidentellement certains traits de moraliste que les maîtres eux-mêmes ne désavoueraient pas. Quant à ses portraits, on peut dire hardiment que, lorsqu'ils sont parfaits, personne depuis Saint-Simon n'en a peint d'aussi vivement colorés et d'aussi francs. Il y en a de toute sorte dans ses livres : grands portraits en pied, officiels et d'apparat, portraits en buste de la même personne aux différents âges de la vie, esquisses, légers pastels, croquis à la plume, simples profils tracés en deux traits rapides et d'une main hardie, tous d'une ressemblance frappante, car le trait caractéristique de la physionomie a été cherché avec curiosité et saisi avec bonheur.

Je ne sais pourquoi les portraits tracés par la plupart des historiens me semblent presque toujours de convention. Rarement ils me donnent du personnage l'impression que me laisse la lecture des témoignages contemporains. A force de vouloir être majestueux et noblement classiques, de viser au grand art et de vouloir s'en tenir aux grandes lignes, la plupart des historiens oublient de nous donner la phy-

sionomie véritable du personnage qu'ils veulent représenter. Il me semble souvent que le portrait de tel personnage pourrait être celui de tel autre et servir ainsi plusieurs fois. En effet, les traits généraux d'une physionomie ne sont point ceux qui la caractérisent. Ce qui caractérise l'individu extérieurement, c'est une ligne, le plus souvent délicate et fine, une nuance insaisissable, un pli, une ride, et moralement, c'est une combinaison naturelle et unique de vertus et de vices qui ne s'est rencontrée qu'une fois et qui ne se rencontrera plus. Si vous voulez me faire comprendre telle individualité, ne me dites pas qu'elle avait tel vice et telle vertu, faites-moi comprendre à quelle dose ce vice et cette vertu existaient en elle. Faites-moi assister à la formation de ce mélange, montrez-moi comment et sous l'empire de quelle nécessité cette alliance des contraires a pu se produire; dites-moi l'allure particulière de tel personnage, sa démarche, son attitude lourde ou gracieuse, ses gestes, que sais-je, sa manière de saluer. Ne craignez pas d'être trivial; le cure-dents que Coligny mâchait avec une fureur concentrée aux heures de péril m'éclaire plus sur la nature de cet homme que toutes les phrases générales. Ne cédez pas non plus à la crainte trop commune aux esprits scolastiques d'insister sur la personne physique; la mâchoire inférieure de Charles-Quint m'en dit plus sur son ambition que de longues dissertations sur ses plans et ses conquêtes. Enfin ne craignez même pas d'être puéril, et, si vous me parlez de Cromwell, n'oubliez pas sa ceinture de cuir et ses bottes à genouillères; elles font partie de sa physionomie robuste, bourgeoise et militaire.

C'est ainsi que fait Michelet; il excelle à nous peindre ses personnages, à les replacer dans le milieu où ils vécurent, avec tous les détails accessoires qui firent

partie de leur vie, et il sait trouver pour chacun le procédé qui peut le mieux le faire saisir et comprendre. Il varie à l'infini ces procédés, il emploie tour à tour le trait sec et minutieux d'Albert Dürer ou le crayon savant d'un maître italien, et passe d'un portrait étudié à la Van Dyck à une esquisse légère et rapide à la Callot. Voici Maximilien, par exemple : le trait principal de son caractère, c'est d'être chimérique; mais de quelle manière l'était-il et dans quelle mesure? Comment et pourquoi? L'était-il à la manière de son beau-père, le sombre Téméraire, ou l'était-il avec âpreté et gravité, comme le sera tel illustre Espagnol dans le siècle qui va s'ouvrir? Écoutons Michelet : « Le profond Albert Dürer, dans son portrait de Maximilien, l'a buriné pour l'avenir au complet, et l'histoire n'ajoute pas deux mots au portrait du maître. Cette grande figure osseuse, fort militaire, d'un nez monumental, est d'un don Quichotte sans naïveté. Le front est pauvre, comme l'âpre rocher du Tyrol que l'on voit dans le fond; aux corniches des précipices errent les chamois que Max mettait toute sa gloire à atteindre. Il était chasseur avant tout, et secondairement empereur; il eut la jambe du cerf et la cervelle aussi. Toute sa vie fut une course, un *hallali* perpétuel. On le voyait, mystérieux, courir d'un bout de l'Europe à l'autre, gardant d'autant mieux son secret qu'il ne le savait pas lui-même. Du reste, les coudes percés, toujours nécessiteux autant que prodigue, jetant le peu qui lui venait, puis mendiant sans honte au nom de l'Empire. On le vit à la fin, gagnant sa vie comme *condottiere* dans le camp des Anglais, empereur à cent écus par jour. » Voilà un portrait minutieux, détaillé à la manière des maîtres allemands de la Renaissance. Les portraits des deux premiers Guise, au contraire, semblent peints avec le pinceau d'un

Flamand de l'école d'Anvers. « Ce qui alarme en tous les deux, dans François et son frère, le cardinal de Lorraine, c'est la mobilité nerveuse de la face, qu'on ne retrouve à ce degré nulle part. Le cardinal, d'un teint infiniment délicat, transparent, tout à fait grand seigneur, évidemment spirituel, éloquent, d'un joli œil de chat gris pâle, étonne par la pression colérique du coin de la bouche, qu'on démêle sous sa barbe blonde : elle pince, elle grince, elle écrase... François, d'un teint grisâtre, plutôt maigre, d'un poil blond gris, d'une mine réfléchie, mais basse, malgré sa nature fine et sa décision vigoureuse, n'a rien d'un prince : figure d'aventurier, de parvenu, qui voudra parvenir toujours. Plus on le regarde longtemps, plus il a l'air sinistre. Sa sœur, Marie de Guise, l'accusait de tirer tout à lui. Son frère, Aumale, ne recevait rien du roi que François n'en fût triste, ne l'en chicanât. Son visage dit tout cela. » D'autres fois le personnage est caractérisé d'un trait raide et droit. « Le duc d'Albe emportera tout. Il suffit de le voir dans les portraits et dans les documents pour comprendre son ascendant. C'est un génie médiocre, mais fort par la netteté du parti pris, par la simplicité des vues et par la passion. » Pour quiconque connaît le duc d'Albe, ce jugement est admirable ; il n'a dû de rester le modèle des persécuteurs qu'à la précision de sa haine, qui lui tint lieu d'intelligence, à cette effrayante intensité de colère qui lui tint lieu de caractère, et lui donna la faculté rare d'être à toute heure et en toute occasion déterminé à tout.

Artiste lui-même, Michelet sent excellemment les œuvres d'art, et réussit souvent à nous en faire saisir les plus délicates beautés. Un livre, un tableau, une statue, décrits par sa plume, se présentent à nous avec leur physionomie propre, et nous révèlent les rêves

secrets auxquels ils ont dû le jour. L'historien poursuit le sens des œuvres d'art avec une subtilité enfantine souvent, mais ingénieuse et rusée. Ses explications sont trop détaillées ou trop fantasques, mais l'impression qu'il cherche à rendre est généralement forte et profonde. Michelet n'est pas un critique grammairien capable de vous démontrer comment telle œuvre pèche contre les lois techniques du métier, ni un esthéticien soucieux de comparer l'œuvre qu'il analyse aux lois abstraites du beau : non; il nous fait goûter le charme particulier de cette œuvre, il nous fait saisir le sentiment qui inspira l'artiste, le rêve intérieur qui guida sa main. La beauté intime et secrète des œuvres d'art s'évapore pour ainsi dire dans ses pages et court comme un frisson de lumière ou comme une ondulation musicale. Le chapitre sur Michel-Ange, malgré ce qu'il y a d'arbitraire dans le développement logique de son explication, est étincelant de beauté, et le sentiment général en est de la plus grande vérité. Ceux qui liront ce chapitre sans prévention y retrouveront bien des impressions senties confusément; ils ne se feront pas prier pour reconnaître que dans les œuvres de ce grand homme il y a une préoccupation visible de l'idée de justice, et que le sentiment religieux qui les a inspirées ne ressemble pas précisément à celui qui s'exhale avec une délicatesse si exquise des pages du Nouveau Testament. Je n'oserais soutenir que Michelet interprète exactement la *Melancolia* d'Albert Dürer; cependant on est forcé d'accepter quelque chose de cette interprétation, si l'on veut avoir une explication raisonnable du sentiment qui inspira cette œuvre presque imcompréhensible à l'époque où elle parut. J'en dirai autant de ses ingénieuses fantaisies sur la *Diane* de Jean Goujon et sur le tombeau de Valentine Balbiani de Germain Pilon. Le

mystère de cette belle nymphe nue et pourtant parée nous est ingénieusement expliqué. Quant au monument de Pilon, il marque bien une date en effet, le moment de transition affligeant où le grand art se transforme et fait place à l'art simplement gracieux et coquet. Le charme magnétique des tableaux du Vinci est peint en quelques mots pénétrants; mais le triomphe de Michelet en ce genre d'aperçus, c'est l'explication qu'il nous donne du génie de Corrège. « C'était le moment d'une grande révélation pour l'Italie. Aux pures madones florentines que déjà Raphaël anime, l'étincelle pourtant manque encore; mais voici une race nouvelle, avivée de souffrance, qui grandit dans les larmes! Un trait nouveau éclate, délicat et charmant, le sourire maladif de la douleur timide qui sourit pour ne pas pleurer. Qui saisira ce trait? Celui qui l'eut lui-même et qui en meurt; le paysan lombard du village de Correggio, l'artiste famélique qui ne peut nourrir sa famille. Il saisit ce qu'il voit, cette Italie nouvelle, toute jeune, mais souffrante et nerveuse. C'est la petite sainte Catherine du *Mariage mystique*, pauvre petite personne qui ne vivra pas ou restera petite. Plus que maladive est celle-ci; on le voit aux attaches irrégulières des bras, qu'il a strictement copiées. Et, avec tout cela, il y a là une grâce douloureuse, un perçant aiguillon de cœur qui entre à fond, fait *tressaillir de pitié, de tendresse, d'un contagieux frémissement*. Telle était l'Italie à ce moment, amoindrie et pâlie, et Corrège n'eut qu'à copier. Il puise à la source nouvelle, à ce *sourire étrange entre la souffrance et la grâce.* » L'exquise finesse de cet aperçu échappera peut-être à bien des gens prévenus ; mais ceux très nombreux, j'aime à l'espérer, qui ont souvent rêvé devant le *Mariage de sainte Catherine*, retrouveront là leur impression et le *contagieux*

frémissement qu'ils ont sans aucun doute éprouvé.

Ce talent d'artiste et de peintre, ces échappées perpétuelles sur l'art et la littérature composent en grande partie l'originalité de Michelet. C'est assez pour qu'il ait une place très élevée parmi les individualités les plus fines et les plus fortes de ce temps. L'homme de talent est incontestable, ses adversaires l'admettent eux-mêmes; mais ils prennent leur revanche sur l'historien. Quel est donc le mérite de Michelet comme historien? A-t-il innové en histoire, ou bien ses livres ne contiennent-ils autre chose qu'une série infinie d'ombres chinoises vivement découpées et de figurines vivement peintes? Oui, il a innové, à notre sens, et même de la manière la plus originale et la plus heureuse. S'il ne sait pas, comme Guizot, faire l'analyse d'une institution politique et démonter pièce à pièce tous les ressorts compliqués d'un état social donné, s'il n'a pas au même degré de précision qu'Augustin Thierry le sentiment du génie des races, s'il n'a pas cette faculté de généralisation qui permet à l'historien d'embrasser la destinée de tout un peuple d'un point de vue fixe et ferme sans se laisser troubler par les différences transitoires des époques, et de surprendre l'unité cachée de la vie d'une nation, personne en revanche ne sait mieux saisir l'aspect des temps, l'esprit, l'allure, la physionomie de chaque génération successive, la *chimère* des époques, ce ressort secret, profondément caché dans l'âme de chacun de nous et qui nous dirige à notre insu. Vagues tourments d'imagination, regards tournés vers un idéal obscur et mal défini, appétits sensuels pour les belles choses terrestres, espérances et regrets, toutes ces vaines ombres poursuivies avec une agitation si acharnée à travers les batailles, les massacres, les fêtes populaires, Michelet sait les atteindre et les fixer sur sa toile his-

torique avec leurs plus fugitives nuances. Ce n'est pas là un simple mérite d'artiste, comme on pourrait le croire; c'est aussi un mérite de philosophe. Ceux qui aiment à rêver sur la nature humaine ont pu mille fois faire cette remarque, qu'une bonne partie de nos actions sont l'œuvre d'agents obscurs et indéfinissables que la psychologie n'a pas classés et ne classera jamais dans son catalogue des facultés de l'âme, agents qui semblent se confondre avec le principe même de notre vie et être unis aux formes essentielles de notre organisme. Il en est de l'histoire comme de la vie individuelle; la moitié au moins des événements découlent d'autres sources que celles que nous pouvons tous nommer : liberté, religion, droit et devoir, doctrines philosophiques, intérêts matériels. Si nous ne comprenons pas les chimères qui faisaient le tourment des âmes à telle époque, nous ne connaissons pas ces agents mystérieux qui varient avec chaque génération, et qui non seulement engendrent une grande partie des faits historiques, mais encore leur donnent à tous leur forme et leur couleur propres. C'est là vraiment l'innovation historique de Michelet, innovation qu'il doit d'ailleurs en partie à sa nature imaginative, qui lui permet de toucher, avec un tact-de femme, à mille choses délicates qu'une raison plus mâle n'apercevrait jamais. Qui n'a lu son tableau du moyen âge, où le récit participe en quelque sorte du génie visionnaire de cette étrange période? C'est le chapitre des *Guerres religieuses*, consacré à l'Espagne, qui donne surtout une idée nette et précise de cet art de pénétrer ce que nous appelons la *chimère* des époques : sauf quelques injustices dans l'expression, jamais le génie de l'Espagne n'a été pénétré avec une telle finesse et une telle profondeur. Qu'on lise aussi le chapitre consacré à Genève, ce *séminaire héroïque*,

si l'on veut saisir le caractère véritable de cette Rome du calvinisme. Michelet, si souvent hors de la raison lorsqu'il s'agit de juger une idée abstraite, fait preuve au contraire d'un bon sens plein de fermeté lorsqu'il s'agit de juger la valeur relative de tous ces occultes mobiles d'action qui entraînent les peuples à leur insu. Ainsi il ne se laisse pas éblouir par l'éclat menteur de l'Espagne du XVI[e] siècle, et il n'hésite pas à décerner à son génie le nom de romanesque. En regard de cet esprit romanesque, qui passe aux yeux de tous pour poétique, il place hardiment comme représentant de la poésie le protestantisme. Ces aperçus profonds, abondants et rapides, où palpite l'âme de toute une génération, en disent plus long sur le sens des événements que bien des savantes considérations historiques.

Cependant ce talent a ses défauts, défauts très accusés, très sensibles, et qui frappent tellement les yeux, que nous nous dispenserons d'insister. Le plus considérable, c'est le dilettantisme. Michelet semble prendre plaisir à l'histoire comme on prend plaisir à la représentation d'un opéra. Il n'a pas toujours pour les idées et pour les faits le respect sévère et calme que tout penseur doit porter en lui. Il jouit du spectacle des choses, il assiste avec une volupté frémissante à cette représentation du drame passionné de l'histoire; il s'enivre de sa pensée ou plutôt de ses impressions, qu'il double par l'effet de son imagination. Sa nature nerveuse résonne comme un clavier qu'une main invisible a touché; il s'écoute vibrer avec ravissement, et prolonge à plaisir l'émotion qu'il tire de lui-même. Quand on lit certaines de ses pages, il vous semble entendre une musique d'autant plus séduisante que la mélodie n'est pas dans la phrase et dans le style, ni même dans la pensée, mais dans le mouve-

ment imprimé à l'âme de l'écrivain. On écoute enchanté, et la page finie, lorsqu'on retombe dans le terre à terre des faits, on se frotte les yeux comme si l'on sortait d'un rêve, et alors, l'enchantement n'aidant plus, on se demande parfois si c'est bien ainsi qu'on doit approcher des choses qui touchent de si près à la vérité elle-même.

II

L'histoire que racontent les derniers volumes de Michelet est celle du XVIe siècle, la plus belle que contiennent les annales humaines. En bien, en mal, le XVIe siècle reste grand entre tous; rien n'y est mesquin, même la bassesse; rien n'y est futile, même le caprice. Les hommes de cette époque étonnent par leur surabondance de force, par la hardiesse et l'originalité de leurs conceptions, par la fermeté de leurs caractères. Jamais aussi, il faut le dire, siècle ne fut mieux placé pour être facilement grand. La nature humaine s'était pour ainsi dire reposée comme une terre en friche pendant de longues générations. N'ayant pas encore essayé de marcher seul, l'esprit humain avait pour ainsi dire la naïveté de l'ignorance; ayant peu enfanté encore, il ignorait les mièvreries et les petitesses que le besoin de la nouveauté fait inventer aux peuples vieillis. Dans de telles conditions, également loin de la présomption et de la corruption, il devait facilement trouver le grand, et dès ses premières tentatives il le trouva.

Le premier coup d'œil jeté sur la nature est toujours le plus vif, celui qui, dans le moment le plus rapide, embrasse le plus d'objets; la première impression est la plus large, celle qui trouve la forme la plus forte

et la mieux appropriée, sans vaine délicatesse, sans vaine subtilité. C'est le phénomène qui s'est produit au XVIe siècle. Le premier regard jeté par la raison sur la nature et sur le monde fut aussi le plus large et le plus vif. Les hommes d'alors n'eurent pas besoin de faire effort sur eux-mêmes pour inventer : le premier lieu commun venu leur suffisait pour être éloquents et élevés. Rien non plus n'ayant encore été débrouillé, classé, rien n'étant connu en un mot, l'esprit n'était pas surchargé du fardeau des découvertes antérieures, et l'imagination, n'ayant pas dû céder, comme de notre temps, la place à la mémoire (véritable maîtresse de toutes nos facultés, et qui nous défend de rien faire sans elle), pouvait se donner libre carrière dans le vaste domaine des conjectures et des hypothèses. La curiosité n'était pas encore émoussée, et, au lieu de s'attaquer aux petites choses, elle s'attaquait au contraire aux grandes. D'un autre côté, sous l'empire des fortes émotions que faisait naître cette soudaine révélation du monde, sous le chaud rayon des premières lueurs de la civilisation nouvelle, les âmes s'éveillaient et s'ouvraient, aiguillonnées d'une insatiable avidité de vivre et de sentir : de là les débordantes passions, les grandes vertus et les crimes gigantesques de cette époque. Il y avait encore assez de barbarie pour que les caractères n'eussent rien perdu de leur force primitive, il y avait assez de civilisation déjà pour que cette force fût corrigée par une constante préoccupation de noblesse et d'héroïsme moral. La grandeur du XVIe siècle apparaît surtout quand on le compare aux siècles suivants : dès qu'on entre dans le majestueux XVIIe siècle, on sent que la nature humaine s'est rapetissée, on respire moins librement. Les conceptions sont moins profondes et moins larges, les sciences ont déjà subi une classification et sont désormais sépa-

rées de l'homme, l'art s'éteint et l'artifice apparaît; les conventions sociales tiennent plus de place que les passions naturelles, et le règne de l'abstraction envahit le domaine de l'esprit. Adieu aux œuvres naïves, adieu aussi aux caractères ardents! Voici venir les œuvres savantes et les caractères diplomatiques, dont la sécheresse et la froideur sont les vertus principales et estimées.

Mais le XVIe siècle n'est pas grand seulement parce qu'il a produit tant de glorieuses individualités et tant de hautes conceptions; il est grand parce qu'il a lancé les deux mouvements qui maintenant, jusqu'à la fin des temps, dirigeront sous des formes diverses les destinées humaines, et parce qu'on lui doit les deux découvertes les plus importantes que l'homme puisse faire : la découverte du genre humain et la découverte de l'individu. L'une de ces découvertes s'appelle Renaissance, l'autre Réformation. Nous ne pouvons essayer en quelques pages de déterminer la portée de ces deux mouvements; tout ce que nous voudrions faire, c'est de rechercher pourquoi l'un a si malheureusement avorté, l'autre si bien réussi, et ce qu'ils représentent aujourd'hui pour nous, hommes du XIXe siècle.

Quelle est la signification précise du mot Renaissance, et quel est le sens de ce grand mouvement? Rien n'est plus difficile à définir exactement. C'est en apparence un mouvement sans unité, qui a revêtu une variété de formes infinies et qui a compté dans ses rangs des hommes de tous les partis. Sa complexité embarrasse le logicien, qui ne peut la résumer à son gré dans une formule satisfaisante. Légère, aimable, grave, studieuse, passionnée, frivole, novatrice jusqu'au cynisme et conservatrice jusqu'à la persécution, la Renaissance a pris tous les masques et a servi

toutes les causes. Elle a compté dans ses rangs des ministres de l'Église, des laïques lettrés, des hommes d'épée, des magistrats, des aventuriers. Elle a servi la Réforme, et elle l'a abandonnée; elle a été protégée par la vieille Église, et elle l'a bafouée. A proprement parler, il n'y a pas une Renaissance, il y en a vingt. C'est un homme de la Renaissance, ce Rabelais, ce protégé des grands et des cardinaux, qui secoue d'une main si hardie la vieille société; c'est un homme de la Renaissance, ce Montaigne, qui traverse cette même société d'un pas si prudent et comme s'il avait peur d'être écrasé par quelque colonne chancelante. Ce sont des hommes de la Renaissance, ces Estienne, si dévoués à la science; ce sont aussi des hommes de la Renaissance, ces Arétin, ces Panormita, ces Castiglione, bouffons et entremetteurs des princes, ingénieux fabricants de priapées. Le spirituel, le savant, le sceptique Cornélius Agrippa, d'équivoque mémoire, désireux avant tout de faire fortune et d'être en faveur auprès des puissants, peut-il bien être placé dans les mêmes rangs que le bon Bernard Palissy, tout absorbé dans son humble travail, insouciant de la fortune et de la protection des grands? Ulrich de Hutten, l'ennemi des moines et l'ami de Luther, Érasme, plus timide, mais si humain, comptent parmi les promoteurs de ce grand mouvement. Cependant, parmi leurs successeurs, nous allons rencontrer des suppôts de tyrannie et des panégyristes de l'assassinat : par exemple, ce protégé d'Érasme, ce président Viglius, l'instrument docile du cardinal Granvelle, et cet élégant latiniste Muret, qui célébra en phrases cicéroniennes le guet-apens de la Saint-Barthélemy. Je vois la Renaissance brûlée à Genève par Calvin dans la personne de Michel Servet comme suspecte de philosophie; je la vois massacrée à Paris dans la

personne de Ramus comme suspecte de protestantisme. Où donc est réellement le parti de la Renaissance? Et son génie, où le trouverons-nous? Ses œuvres ne sont pas moins nombreuses que ses représentants; quelle est celle qui pourrait exprimer ce génie avec exactitude, les pamphlets de Hutten et les colloques d'Érasme contre les moines, ou les conceptions semi-catholiques, semi-païennes des artistes italiens? La Renaissance sera-t-elle un joyeux enterrement du passé qui s'éteint, célébré par la poésie fantasque et gaie de l'*Orlando* et par la prose du *Don Quichotte?* Si c'est au contraire une préparation de l'avenir, où la chercherons-nous? Dans les utopies bouffonnes du novateur Rabelais, ou dans les graves utopies du conservateur Thomas Morus? Et son idéal de sagesse, où est-il? Chez l'indulgent Montaigne, ou chez son jeune et austère ami, La Boétie? Plus nous multiplierions les noms propres, plus nous rencontrerions de contrastes, de différences, d'anarchie. Jamais armée n'a été plus indisciplinée, moins commandée que cette foule confuse d'hommes de toutes couleurs et de tous partis qui compose ce qu'on peut appeler l'armée de la Renaissance.

Telle est donc la Renaissance, — un phénomène qui échappe si l'on essaye de la dégager du tumultueux tourbillon de la vie qui fut propre au XVIe siècle, si l'on essaye de la saisir en elle-même, en dehors du milieu où elle se produisit. Aussi toutes les explications qui ont été données de ce mouvement sont-elles singulièrement incomplètes : pour les uns, c'est une révolte de l'esprit laïque contre l'esprit ecclésiastique; pour les autres, c'est l'avènement de la raison sur la scène de l'histoire; pour le plus grand nombre, ce n'est rien que l'antiquité retrouvée et la substitution du latin de Cicéron au latin scolastique. Quel-

ques personnes enfin ont de nos jours anathématisé la Renaissance comme un retour au paganisme. Ces explications insuffisantes, la Renaissance les contient toutes et les dépasse encore, car la Renaissance, ce n'est pas une doctrine, c'est un phénomène ; ce n'est pas un parti, c'est une époque tout entière, avec ses contrastes et les accidents de sa vie. Si l'on veut lui donner un sens précis, il est impossible de trouver un mot plus profond et plus heureux que son nom même, *Renaissance*, nouvel enfantement de la nature, nouveau printemps de l'âme. La Renaissance, prise dans son ensemble, c'est donc le point de départ, le recommencement de la vie après une longue période de sommeil. Dès lors s'expliquent tous ses contrastes et tous ses tâtonnements ; chacun va pour son propre compte en avant, un peu à l'aventure, interrogeant tous les faits, se mêlant à tous les partis.

Michelet déplore l'avortement de la Renaissance, et gémit sur la mort des espérances qu'elle avait fait naître. La distance est grande, en effet, entre le commencement du siècle et sa fin, mais il ne pouvait en être autrement. La Renaissance, n'étant pas un système, un enchaînement logique d'opinions, ne put jamais songer à se transformer en parti politique, et se contenta de se mêler au tourbillon de la vie générale. Plus ce tourbillon est fort et rapide, plus la Renaissance est animée et puissante ; mais, à mesure qu'il diminue, elle baisse aussi ; chaque fois qu'un parti est vaincu, une portion d'elle-même est pour ainsi dire mise au tombeau. Lorsque le parti protestant, qui l'avait maintes fois repoussée comme suspecte de paganisme, décline en France, le génie humain, tout à l'heure si hardi et si puissant, va retomber sous un joug traditionnel et étroit, dont il ne se sauvera qu'en acceptant l'appui des demi-

mesures et des compromis prudents. Le bûcher de Michel Servet et celui de Giordano Bruno sont allumés par des mains bien différentes, mais tous deux sont également funestes à cet esprit de tolérance et d'humanité que la Renaissance avait mis au monde. Elle est blessée au siège de Rome, elle reçoit le coup mortel à. la Saint-Barthélemy. Dépassant tous les partis et ayant par conséquent besoin de tous, elle se partage et s'affaiblit aussi par ses alliances. En outre, ainsi que nous l'avons dit, elle fut un *renouveau*, une éruption de l'esprit humain, au moment où une société en train de disparaître n'avait pas encore été remplacée. A mesure que les institutions nouvelles se forment, à mesure que les événements se précisent, l'éruption se calme et le métal en fusion se refroidit; la hardiesse, l'esprit de conjecture, les systèmes arbitraires deviennent plus difficiles, la vie politique et sociale a déjà trouvé des règles extérieures qui la dirigent ou la tyrannisent. Plus on avance dans le siècle, plus on s'éloigne de ce printemps de la Renaissance, de même que chaque pas dans la vie nous éloigne de la jeunesse. C'est la marche fatale de la nature et de la vie humaine, et ce dut être la marche de la Renaissance, ce phénomène vague, multiple, ondoyant, insaisissable comme la nature qu'elle aima tant, comme la vie dont elle fut non pas une des manifestations, mais la manifestation elle-même.

Il y a encore une autre raison qui a paralysé le génie de la Renaissance et l'a empêché de tenir toutes ses promesses. La Renaissance est un mouvement à la fois très large et très restreint : très large parce qu'il n'est pas borné à un ou plusieurs peuples, mais qu'il embrasse tout le monde chrétien; très restreint, si l'on considère les classes auxquelles il s'adressait et

sur lesquelles il eut action. Au contraire de la Réforme, la Renaissance ne fut jamais populaire et ne chercha jamais à s'établir sur un terrain populaire; elle s'adressa exclusivement au petit nombre, c'est-à-dire aux privilégiés de la richesse et de la lumière, aux dignitaires de l'Église, aux laïques éclairés ou ayant le loisir et les moyens de le devenir. L'esprit de la Renaissance, quoique très humain, fut donc toujours très aristocratique, et, quoique très cosmopolite, fut toujours très individuel.. Bien qu'elle eût pour but suprême et lointain le bonheur du genre humain, cette rénovation fut faite à l'origine par des individus et pour des individus, nullement à l'aide des masses et pour les masses. Les classes éclairées de l'Europe en profitèrent seules; de là principalement cette impuissance absolue de la Renaissance à former un parti, que Michelet déplore et que nous déplorons avec lui. Ce ne furent ni les principes, ni le souffle inspirateur, ni l'art et les ouvriers qui manquèrent, ce fut la matière première, autrement dit les masses populaires. Le peuple, qui comprit si vite et si bien les docteurs protestants, vit passer devant lui sans les comprendre, et la plupart du temps ignora même ces grands publicistes, ces artistes, ces philosophes et ces savants. Leurs enseignements étaient pour lui et trop individuels et trop abstraits; il n'y avait là rien de traditionnel et de familier. Aussi dès les premiers jours se tint-il fermement attaché au passé, et se partagea-t-il dans toute l'Europe entre les dépositaires antiques de la tradition, c'est-à-dire le clergé catholique, et les interprètes nouveaux de la tradition, c'est-à-dire les docteurs protestants. La victoire du protestantisme en Allemagne et en Angleterre, sa défaite en France sont des faits contradictoires en apparence seulement; dans l'un et l'autre cas, c'est

le même phénomène qui se produit, le triomphe de la tradition au moyen des classes populaires.

Voilà la grande et véritable cause de la décadence prématurée de la Renaissance. D'autre part, son génie, tout cosmopolite à l'origine et tout européen, dut se scinder à mesure que les années s'écoulèrent. Bien qu'elle se soit insurgée contre la tradition, la Renaissance fut en un certain sens cependant le produit du passé. Elle hérita de cette unité de mœurs et d'esprit que la communauté de religion et d'institutions avait imprimée au moyen âge à toutes les nations de l'Europe; elle fut la république des esprits, comme l'Europe du moyen âge avait été la république chrétienne. Mais, lorsque les derniers liens de cette antique confédération furent brisés, l'idée de patrie dut dominer pour un temps celle de chrétienté, et par conséquent le génie de chaque peuple s'accusa plus vivement, d'une manière plus exclusive et plus égoïste. Au lieu d'un esprit européen, il y eut désormais un esprit italien, un esprit français, un esprit anglais, un esprit allemand; l'ère des évolutions successives et partielles de la pensée humaine remplaça ce grand mouvement du XVIe siècle, si spontané, si universel, et le génie de la Renaissance diminua en se scindant.

L'histoire de la Renaissance peut se résumer d'un seul mot : ses conséquences intellectuelles furent immenses, son action politique fut à peu près nulle. Michelet constate le fait avec raison, et cependant nous devons faire ici une petite réserve. Nous ne pouvons déterminer exactement le rôle que la Renaissance joua dans le combat du XVIe siècle, parce que ce rôle fut tout moral et indirect, parce qu'il n'y a pas de statistique qui puisse nous apprendre le nombre des bons conseils qu'elle donna, des inspirations humaines qu'elle souffla à l'oreille des puis-

sants, parce qu'en un mot elle n'eut pas de moyens matériels de lutte, c'est-à-dire une armée, un budget, une administration régulière, une hiérarchie; mais son influence, pour être latente, n'en fut pas moins sensible : si la Renaissance n'a pas beaucoup agi, elle a sans doute beaucoup empêché. La mêlée sanglante du XVIe siècle aurait été sans elle beaucoup plus horrible et plus longue. Son esprit ayant pénétré partout, quoique irrégulièrement et capricieusement, dans les cours, dans les camps, chez les gens d'Église et les gens de justice, il se forma un petit groupe d'hommes bien faible sans doute pour la résistance, quand on songe au débordement furieux des passions à cette époque, qu'on peut appeler le parti des hommes éclairés. Le combat s'engagea malgré eux et sans eux; mais leur neutralité ne fut pas inutile, et l'humanité de ce petit nombre suffit pour donner de la prudence aux plus ardents et de la circonspection aux plus féroces. Ils eurent aussi un autre avantage : ils furent tous à peu près des hommes choisis et d'élite, des publicistes comme Erasme, des politiques comme L'Hôpital, des magistrats comme Séguier, Harlay et de Thou. Après tout, ce sont eux, au moins en France, qui ont fini par triompher; ce sont les parlementaires, les hommes du tiers parti, les monarchistes de la *Ménippée*, qui l'ont emporté avec Henri IV et l'édit de Nantes. Cette conclusion très modérée, trop modérée peut-être, de la grande lutte du XVIe siècle, n'est pas sans doute du goût de tout le monde; elle n'est pas surtout du goût de Michelet, qui n'a pas assez de dédain pour ce triomphe de l'esprit bourgeois sur l'esprit héroïque. Nous aurions pu avoir mieux, sans doute, mais nous aurions pu avoir pire, et puisque la Renaissance n'a pu nous donner ni la république de La Boétie, ni la monarchie du bon Panta-

gruel, il faut lui savoir gré d'avoir contribué pour sa part à nous donner la monarchie de Henri IV et à nous débarrasser de la république des ligueurs.

Mais la Renaissance eut une signification bien plus élevée que toutes celles que nous lui avons données, un sens prophétique qui dépasse le XVIe siècle, et que nous commençons à apercevoir seulement aujourd'hui. La Renaissance ne se présente plus à nous avec la forme sous laquelle elle se présentait à nos pères, comme la rénovation des lettres et la substitution des bonnes méthodes naturelles aux méthodes artificielles de la scolastique. Elle fut un mouvement *catholique* dans tous les sens. Quoiqu'elle ait servi la Réforme par ses pamphlets, par son érudition, par ses traductions des Écritures, elle ne s'allia jamais étroitement avec le protestantisme, et resta toujours à son égard dans une stricte neutralité; dans la lutte des deux religions, elle ne vit guère dès les premiers jours qu'un moyen de faire triompher un de ses principes, la liberté pour chacun d'adorer Dieu selon sa raison et son inspiration intime. Impartiale et éclairée, elle dépassait la Réforme, et était plus capable qu'elle de comprendre la tradition chrétienne dans son intégrité; de là, malgré ses attaques et ses invectives, sa modération relative en matière d'orthodoxie. Tout en sapant bien plus que la Réforme les bases du christianisme, elle n'avait pas les mêmes haines opiniâtres et aveugles contre l'Église romaine; elle pouvait l'attaquer pour ses abus, la dédaigner même pour sa doctrine : elle la respectait comme institution politique, nécessaire en raison des temps, et comme forme traditionnelle de la religion. Catholique par cet esprit d'impartialité un peu froide, la Renaissance le fut aussi par les nations chez lesquelles elle exerça principalement son empire, la France et l'Italie. Là

son influence fut surtout sensible; là, patronnée par le clergé lui-même, qui cherchait dans ses rangs des apologistes et des défenseurs, elle *infecta*, si l'on peut se servir de cette expression, l'Église de son esprit. Par une sorte de franc-maçonnerie entre tous les esprits cultivés, les classes privilégiées ou éclairées s'arrogèrent le droit de penser d'une manière indépendante, et arrachèrent à l'Église la première charte de la liberté de penser, charte tacite, mais qui a eu des effets réels et durables. N'ayant pas d'action sur les masses, comme la Réformation, elle ne transforma pas le sentiment populaire, mais elle eût action sur les individus, et forma ce qu'on a nommé depuis la société des honnêtes gens. On eut ainsi dès le XVIe siècle l'esprit du XVIIIe, qui n'est, bien considéré, que la continuation de ce mouvement restreint aux individus, et la sanction bruyante de cette charte tacite et silencieusement octroyée. De bonne heure donc, les grandes nations catholiques, la France et l'Italie, tout en restant soumises à la lettre des institutions, s'arrogèrent, grâce à la Renaissance, le droit que réclama plus tard Voltaire, le droit aristocratique de penser autrement que son tailleur ou sa blanchisseuse. Catholique enfin est la Renaissance dans le sens le plus élevé et le plus philosophique du mot, dans le sens d'universel. L'unité matérielle du monde rêvée par Rome, la réconciliation des gentils et des juifs réalisée par le christianisme, sont dépassées par la Renaissance, sinon en fait, au moins en espérance. L'idée de l'unité spirituelle du genre humain, à laquelle n'avait songé ni l'antiquité grecque et romaine dans son horreur des barbares, ni le moyen âge dans sa haine des païens, apparaît pour la première fois au XVIe siècle, confuse et vague encore, il est vrai, plongée dans les limbes de l'érudition, souvent enveloppée de pédan-

tisme. La découverte et la publication des manuscrits de l'antiquité reconstituèrent pour ainsi dire la tradition humaine, et renouèrent la chaîne des temps que la barbarie avait brisée. Grâce aux efforts des savants, il n'y eut plus de lacunes dans l'histoire, et le genre humain put reconnaître son identité. Est-ce là, comme on l'a dit de nos jours, un retour au paganisme? C'est bien plutôt, j'ose le croire, le présage d'une nouvelle évolution de la pensée, et, pour tout dire, une préparation d'un catholicisme plus compréhensif, d'une église moins exclusive que celle du passé; c'est la promesse d'un catholicisme qui n'exista pas dans le passé même pour les meilleurs esprits, mais que nous commençons à pressentir de nos jours, et qui est destiné à renfermer dans sa vaste enceinte les hommes bons et sages de tous les pays et de tous les temps. Dans cette réconciliation de toutes les sagesses se trouve le dernier mot des destinées humaines et l'accomplissement de toutes les prophéties. Or la Renaissance a été la première promotrice de cette Église universelle et vivante qui durera jusqu'à la fin des temps et qui dira le dernier mot de l'histoire; elle ira donc, elle aussi, jusqu'à la fin des temps et durera autant que l'histoire. Ses destinées sont certaines comme celles du genre humain, que pour la première fois elle eut la gloire de découvrir.

L'ambition de la Réforme fut moins éclatante, mais son but fut plus pratique et plus direct, et ses résultats furent immédiats. Elle parla au nom du sentiment chrétien traditionnel, et les masses populaires comprirent son appel retentissant et familier où il n'y avait rien qui fût étranger à leurs instincts, à leur éducation, à leurs habitudes. La Réforme réussit par les moyens qui avaient manqué précisément à la Renaissance. Si elle n'avait compté que sur la force

spirituelle des idées, si elle avait dû s'en tenir à la prédication, à la controverse, si elle n'avait pu employer d'autre glaive que le glaive de la parole, nul doute qu'elle n'eût péri. Elle n'eût été qu'une simple opinion philosophique et religieuse, soumise au caprice des générations successives; elle n'aurait jamais formé une nouvelle civilisation. Elle eût péri, parce qu'elle se fût trouvée désarmée en face d'un pouvoir qui avait à son service tous les moyens matériels de compression. Elle vécut au contraire parce qu'elle put former un parti, qui trouva pour complices des peuples entiers chez lesquels elle eut le le bonheur de remuer de vieilles animosités, de vieilles rancunes traditionnelles, et des intérêts de race endormis, mais non éteints. Elle put trouver des princes pour protéger ses docteurs, des magistrats pour punir ses adversaires du glaive séculier, des rois pour la proclamer, du haut des trônes, religion de l'État. Elle put contracter des emprunts, fondre des canons, solder des cavaliers. Le plus grand homme de la Renaissance n'aurait pu soulever une paille; le dernier docteur protestant put compter sur les intrigues des princes et sur la sédition des peuples. Par ce moyen, la Réforme devint, presque à son apparition, non seulement une doctrine religieuse, mais une puissance politique. L'Église réformée obtint rapidement ce grand avantage que l'Église romaine avait mis des siècles à conquérir, et qu'elle avait conquis par des apparitions historiques extraordinaires, par la conversion d'un Constantin, par l'épée d'un Charlemagne, par les foudres d'un Grégoire VII. Ce fut là le triomphe véritable de la Réforme sur la Renaissance; c'est par là qu'elle put durer d'une vie matérielle; mais c'est par là aussi, si l'on y regarde de près, qu'elle est inférieure à la Renaissance.

Michelet inclinerait volontiers à ne voir dans la Réforme qu'un grand mouvement philosophique sous une forme chrétienne. Il salue en elle l'apparition non seulement des libertés de l'âme, mais des garanties politiques, en un mot, des principes de 89. Nous croyons qu'il y a là une erreur : l'historien juge plutôt ce mouvement par ses conséquences que par son principe. La Réforme ne fut ni un mouvement libéral ni un mouvement philosophique, ce fut un mouvement chrétien. Elle se souciait surtout de Dieu, et sa seule haine politique, celle de la cour de Rome, est encore à demi religieuse. Les protestants demandaient le christianisme de l'Évangile et non pas celui de la cour de Rome : voilà, au fond, à quoi se bornaient primitivement toutes leurs réclamations. Parce qu'elle a engendré ou plutôt rejoint, par une suite d'évolutions singulières, les principes politiques les plus hardis, parce que partout où elle s'est établie, la liberté civile s'est établie avec elle, ce n'est point une raison pour ne pas la voir telle qu'elle fut à l'origine dans la pensée de ses fondateurs et dans les instincts de ses fidèles. Telles sont les singularités de la logique secrète qui régit les destinées humaines, que les doctrines produisent les résultats les plus opposés à la pensée de leurs auteurs. L'histoire offre mille exemples de ce phénomène; Locke était un excellent protestant, il suffit de lire la préface de son fameux livre pour voir qu'il croyait sincèrement travailler à la plus grande gloire de l'Évangile, et pourtant il écrit le traité métaphysique d'où est sorti le XVIIIe siècle tout entier. La Révolution française a débuté par faire appel à la liberté, et s'est attaquée avec violence à la monarchie : son résultat le plus clair jusqu'à ce jour a été de transformer précisément ce principe monarchique et de donner à l'au-

torité plus de moyens d'action qu'elle n'en eut jamais sous l'ancien régime. C'est pour la même raison que les disciples de Luther et de Calvin, lesquels étaient loin d'être tolérants et libéraux comme nous l'entendons aujourd'hui, et qui auraient fait de grand cœur rouer et brûler leurs petits-fils, sont arrivés, sous l'empire des nécessités de cette logique secrète, à établir la liberté et la tolérance. Oui, la Réforme fut un grand mouvement chrétien, et pour s'en convaincre il suffit de jeter les yeux sur ses origines et sur la doctrine particulière d'où elle sortit.

Quelle est cette doctrine? La doctrine de la grâce. Michelet, qui depuis quelques années poursuit l'idée chrétienne de la grâce comme antipathique à l'idée de justice, et qui aime à opposer le christianisme à la Révolution, rencontre cette doctrine sur son passage, et la rejette avec légèreté. « Ce ne fut pas, dit-il, un verset de saint Paul, un vieux texte si souvent reproduit sans action, qui renouvela le monde. » J'en demande pardon à l'éloquent historien, mais c'est précisément ce vieux texte interprété d'une manière nouvelle et profonde qui contient le secret des destinées de la Réforme, et qui explique toute son histoire. Au fond, que signifie ce mot *la foi suffit sans les œuvres*, sinon que les actes matériels comptent moins et doivent moins compter pour le salut de l'homme que la libre impulsion de l'âme et sa véritable nature? Mais qui nous tiendra compte de notre nature cachée, si nous n'avons pas les œuvres apparentes? Ce ne seront point les hommes, ce sera Dieu seul. Qu'est-ce donc que l'idée de la grâce divine, même sous sa forme la plus terrible, celle de la prédestination, si ce n'est un triomphe de la liberté? L'homme soumis directement à l'action de la grâce divine n'a plus à compter sur le secours ou sur les entraves que peuvent lui

apporter les hommes; il n'a plus à espérer ni à redouter d'intermédiaire entre lui et Dieu, il est absolument libre du côté de la terre, et, débarrassé de tous les esclavages mondains, il ne sent plus d'autre esclavage que celui de la volonté divine. Bien loin d'être *anti-libérale*, l'idée de la grâce est dans ses conséquences extrêmement favorable à la liberté, comme dans son principe elle est favorable à toutes les grandeurs de l'âme, à la résignation, à la patience, à l'héroïsme, à la constance, au martyre. Si Luther, comme Michelet le remarque fort bien, eut cette belle joie héroïque qui brille dans ses paroles et dans sa vie, il la devait, croyez-le bien, surtout à son texte chéri : sa forte nature n'eût pas suffi à elle seule à lui donner cette assurance joyeuse. L'idée de la grâce fut le roc inaccessible contre lequel tous les accidents de sa vie vinrent se briser; elle donna à son imagination violente et à son tempérament inquiet la sérénité qu'il n'aurait sans cela jamais connue; elle lui donna enfin une confiance inaltérable dans son œuvre qu'aucun autre homme n'a jamais eue à ce degré. Vous étonnez-vous maintenant que la Réforme ait eu pour conséquences dans tous les pays où elle fut établie la liberté civile et la liberté politique? Ces conséquences étaient toutes contenues dans ce principe de l'action directe de la grâce divine dans l'homme sans le secours d'aucun intermédiaire, et dans la force de volonté et de constance qu'engendre le sentiment incessant de cette action sur nous.

Oui, ce fut bien ce vieux texte qui fit la fortune de la Réforme, car ce fut lui qui brisa le pouvoir du clergé catholique partout où le protestantisme réussit à vaincre. Par lui, le pouvoir religieux passa du prêtre au laïque; par lui, la Réforme fut la seconde étape

historique du christianisme; par lui fut continuée la tradition chrétienne et furent accomplies en partie les promesses de l'Eglise. Qu'est-ce que la Réforme en effet? Est-ce une révolte contre la tradition établie, un retour à l'Eglise primitive, une rupture violente avec un passé récent pour arriver à la conquête d'un passé plus lointain? Luther le pensait lorsqu'il s'imaginait revenir à l'Eglise primitive, et qu'il croyait restaurer et non innover. Au fond, il ne restaurait et n'innovait rien; il continuait sans en avoir conscience et d'instinct la tradition véritable, depuis des siècles arrêtée et immobilisée. Qu'était l'Eglise catholique en effet au temps de Luther, si l'on fait abstraction de son développement extérieur, de sa puissante hiérarchie, de ses collèges de cardinaux, de ses légions monastiques. Il semble qu'elle était bien loin du point de départ du christianisme; mais, au fond, ce grand développement était tout extérieur, et la doctrine chrétienne, avec toutes les espérances qu'elle renferme, en était restée à sa première forme et à sa première étape. Comme au temps des catacombes et des premiers docteurs, l'Église représentait essentiellement le christianisme de la prédication. Quinze cents ans d'enseignement n'avaient pas suffi, paraissait-il, pour faire passer la religion dans les âmes. Le prêtre, comme au temps des apôtres, possédait seul tout le pouvoir divin; l'homme n'avait de relations directes avec Dieu que par un intermédiaire. La parole de Luther mit fin à l'immobilisation de ce premier état du christianisme et rouvrit la tradition. « Sommes-nous donc encore des païens et des gentils non convertis? s'écria-t-il, est-ce pour la première fois que nous entendons la parole divine? Le Christ est-il mort pour nous tous, ou seulement pour les prêtres? Et, s'il est mort pour nous tous, de qui devons-nous es-

pérer notre salut, si ce n'est de lui seul? C'est donc lui qu'il nous faut entendre, c'est de sa parole directe qu'il faut nous abreuver, c'est lui qui est le seul maître de l'Église. » C'est ainsi que Luther fit passer à l'individu les dons divins conservés jusque-là au prêtre. Par là il transporta le christianisme dans la vie commune, au foyer domestique; il le tira du temple et le mêla à tous les actes de l'homme. Les conséquences de cette évolution religieuse étaient faciles à prévoir : si l'homme ne doit plus attendre son salut que du Christ et de lui-même, il doit croire au Christ, et pour cela il faut nécessairement qu'il ait en main le moyen de croire. De là la lecture de la Bible, et par suite la libre interprétation des Écritures et le triomphe de la liberté de l'esprit. Si l'individu ne peut être sauvé que par la croyance et qu'il n'ait pas les moyens de croire, quelle responsabilité ne pèse pas sur les chrétiens qui ne viennent pas au secours de son ignorance! De là les écoles populaires, l'enseignement protestant, le zèle et l'activité des associations laïques dans tous les pays réformés. Ainsi cette doctrine de la grâce qui paraît si tyrannique à Michelet contient non seulement dans son principe la plus complète liberté individuelle, mais devient un stimulant de liberté sociale singulièrement actif dans ses conséquences.

Nous ne pouvons tout dire sur ces deux grands mouvements et sur leur histoire. Résumons en quelques mots les deux points essentiels que nous avons voulu mettre en lumière. Le XVI[e] siècle, qui a engendré ces deux grands mouvements, la Renaissance et la Réforme, contient en germe toute l'histoire moderne et toute l'histoire future. Rien n'a pu arrêter, rien n'arrêtera jamais plus l'impulsion qu'il a donnée. Loué, anathématisé, ce qu'il a fait ne peut

désormais être remis en question sans nous remettre en question nous-mêmes, nous, nos intérêts, nos mœurs, nos idées. Ce sont divertissement frivole et vain dilettantisme de parole que de rechercher si la Réforme est une révolte ou la Renaissance un retour au paganisme. A la distance où nous sommes du XVIe siècle, nous n'apercevons plus aucune de ses imperfections et nous ne ressentons plus aucun de ses maux. Où sont maintenant les guerres de religion et les massacres sanglants? Que nous importent les orgies anabaptistes et les persécutions de Calvin? Nous ne souffrons point de toutes ces misères (nous avons assez des nôtres), mais nous jouissons des bienfaits que la Réforme a conquis pour nous, de la liberté de conscience, de la tolérance et de tous les sentiments élevés et nobles qu'une religion librement interprétée a fait passer en nous. Nous n'avons plus à rougir des orgies de l'Italie, des mascarades pédantesques de l'érudition, des priapées renouvelées de l'antique, des bouffonneries et des platitudes grossières des savants du XVIe siècle; il ne nous reste de la Renaissance qu'une grande idée d'humanité et le pressentiment sublime de la réconciliation des tribus humaines. Le XVIe siècle vit donc épuré en nous, et il y vivra jusqu'à la fin des temps. Berceau éternel de l'avenir, fut-il la tombe du passé? Non; nous l'avons trouvé deux fois d'accord avec la tradition elle-même, d'accord par la Renaissance avec la tradition du genre humain renouée par elle, d'accord par la Réforme avec la tradition chrétienne et les promesses de l'Évangile. Il n'a rien détruit; il a rouvert les sources obstruées et recommencé la vie, une vie qui ne s'éteindra plus!

Février 1857.

DES CONTROVERSES

SUR LE XVIIIe SIÈCLE

DES CONTROVERSES

SUR LE XVIIIE SIÈCLE [1]

Nous entrons lentement, et à notre insu, dans un nouveau XVIe siècle, qui promet, si l'on n'y prend garde, d'être aussi orageux et aussi meurtrier que son aïeul. Les idées répandues depuis trois siècles se sont transformées, comme les dents du dragon de Cadmus, en armées de guerriers ennemis rangés en présence et prêts au combat. Les faits sortent de la poussière du passé, et les morts ressuscitent pour conserver l'œuvre qu'ils ont fondée ou gagner la victoire qu'ils n'ont pu remporter de leur vivant. Personne ne s'avoue vaincu, personne ne peut s'attribuer le triomphe. Nous avons des ligueurs fanatiques qui se croient encore sous le pontificat de Sixte-Quint, et qui rongent leur frein en attendant que la mort de Sa Majesté Henri IV leur permette de prendre une tardive revanche, et des huguenots courroucés tout prêts à

1. Cet essai fut composé à propos de deux publications qui se suivirent à peu de distance l'une de l'autre, *l'Église et les Philosophes au* XVIIIe *siècle* de M. Lanfrey et *Ménage et finances de Voltaire* de M. Nicolardot.

prendre les armes contre Louis XIV. Entre eux s'interposent inutilement des universitaires jansénistes, l'âme encore émue du sort de Port-Royal-des-Champs, et des évêques gallicans qui reviennent de signer la déclaration de Bossuet. Des voltairiens, ivres des acclamations qu'il ont fait éclater au triomphe du vieillard de Ferney, écrivent dans toute la chaleur de l'enthousiame une apologie du grand polémiste. Que pensez-vous de l'affaire de Calas et de l'affaire du chevalier Labarre? Êtes-vous, oui ou non, pour la révocation de l'édit de Nantes? Voilà quelques-unes des conversations pleines d'*actualité* que l'on peut entendre en l'année 1855, dans le Paris du XIXe siècle. Phénomène bizarre! dans un temps où l'on croyait avoir scellé le passé dans sa tombe, il se trouve qu'aucune de ses passions n'est éteinte. On dirait, à contempler l'état intellectuel de la France et du continent européen, une de ces forêts enchantées que décrivent l'Arioste et le Tasse. Aux branches des arbres sont suspendues des armures et des faisceaux d'armes de toutes les nations d'autrefois; les guerriers qui les portèrent ont disparu, les guerriers qui les porteront de nouveau ne sont pas encore venus; mais parfois ces glaives s'agitent d'eux-mêmes, comme impatients d'attendre et pressés de frapper; et le vent de la destruction, qui ne cesse de souffler même alors qu'on croit au beau fixe, secoue ces armures et leur fait rendre, en s'entrechoquant, un cliquetis sinistre. De temps à autre, le public, secoué de sa torpeur et de son lourd sommeil par ce bruit inattendu, se réveille en sursaut, se frotte les yeux, et se demande si l'on est à la veille des guerres civiles ou des guerres de religion, si l'on va recommencer la Saint-Barthélemy, si M. de Robespierre va reprendre le pouvoir, ou si ce sont par hasard les armées de la sainte-alliance que l'on entend dans le

lointain. Dormons en paix, nous ne sommes encore qu'aux jours des mauvais rêves [1].

Parfois, lorsqu'il nous arrive de contempler ces noirs nuages qui s'amoncellent à l'horizon comme des avalanches, et qui préparent la tempête menaçante que l'Europé voit d'année en année grossir sur sa tête, la tristesse s'empare de nous, et nous nous reportons vers ces jours paisibles du dernier gouvernement constitutionnel, où l'on se passionnait pour l'indemnité Pritchard et le droit de visite, où l'on bataillait sur des nuances, où la France apprenait chaque matin que tout aurait été perdu si l'amendement subversif de tel dynastique mécontent avait été adopté, ou si la motion de tel conservateur révolté avait été soutenue. Jamais il n'y eut époque où il fut plus facile et plus agréable de vivre; ce fut une ère charmante de dilettantisme. A-t-on assez commodément déliré à froid sur l'avenir du genre humain? s'est-on assez leurré de doux mensonges? a-t-on fait assez de sentimentalité et de politique platonique? Mais la révolution de février vint brutalement balayer nos subtiles toiles d'araignée philosophiques et briser les frêles images des charmants petits dieux inoffensifs que nous adorions. Alors se produisit le plus curieux et le plus important des phénomènes du temps présent, si curieux et si important qu'il mérite bien qu'on s'y arrête et qu'on le décrive avec détails.

La révolution de février, en renversant l'édifice de 1830, porta un coup mortel aux doctrines du XVIII[e] siècle, qu'elle n'avait cependant pas l'intention d'attaquer. Le régime de juillet 1830 fut une

1. Quelques-uns de ces mauvais rêves se sont réalisés depuis que ces pages furent écrites, et nous n'avons pas besoin de rappeler les noms terribles qu'ils ont portés.

représentation sage, avouable, modérée, de ces doctrines. De doctes esprits et de fins critiques avaient travaillé trente ans à cette œuvre; ils avaient fait pour ainsi dire la toilette du XVIII[e] siècle, l'avaient débarrassé de son bagage de blasphèmes, d'impiété, d'athéisme et d'utopies. On avait beaucoup ébranché, élagué, échenillé, et, au terme de ce travail, le XVIII[e] siècle avait présenté un aspect décent et convenable comme les allées de Versailles et le jardin des Tuileries. On parla peu de Diderot, peu de l'*Encyclopédie*, peu de Rousseau, peu de Voltaire lui-même, beaucoup de Montesquieu, non de l'auteur des *Lettres persanes*, mais de l'auteur de l'*Esprit des lois*, des doctrines anglaises et de leur influence sur la France, des cahiers de 89 et des constituants modérés; puis on présenta ce XVIII[e] siècle à l'admiration du monde sous la forme visible de la révolution de juillet. Certes, si les principes du XVIII[e] siècle étaient acceptables comme principes de gouvernement, c'était bien sous la forme du régime constitutionnel alors établi en France. Aussi, sans remuer, sans faire passer la frontière à un seul soldat, sans distribuer aux sujets des États despotiques des pamphlets de propagande révolutionnaire, ce gouvernement gagnait-il de jour en jour en influence sur l'esprit public de l'Europe. Du fond de la tombe, Voltaire put se frotter les mains de joie, et Rousseau lui-même put en rechignant s'avouer à demi satisfait. La révolution de février arriva et renversa ce régime si soigneusement élaboré. L'Europe, étourdie de ce coup inattendu, se replia sur elle-même et s'écria comme le prophète : Comment est donc tombé ce cèdre magnifique qui semblait appuyé sur les fondements de la terre? Ah! oui, comment? L'Europe ne chercha pas longtemps à pénétrer ce mystère, car les loisirs lui manquaient pour cela. Elle

avait alors ses inquiétudes et cherchait à se débarrasser des dangers créés par la nouvelle révolution, révoltes des nationalités, nouveautés démocratiques, émeutes, réclamations à main armée des droits de l'homme et du citoyen, bizarres exigences des prolétaires. Elle se débarrassa de tous ces dangers en maugréant, grognant et pestant contre la France et les doctrines françaises qui lui avaient donné de tels embarras, et jurant dans son incroyable stupeur qu'on ne l'y prendrait plus. De son côté, la France contempla avec terreur l'abîme ou plutôt les milliers d'abîmes ouverts sous ses pas. Elle fit comme l'Europe, elle fit mieux ou pis encore : elle se désavoua elle-même hautement, désaveu qui a eu et qui aura des conséquences nombreuses. Les hommes les plus considérables de la France vinrent faire publiquement leur confession générale, se frappèrent la poitrine et demandèrent pardon à Dieu de leurs péchés passés. A leur suite, le public se couvrit la tête de cendres et se mit à déplorer ses erreurs anciennes. On poussa les choses à l'extrême, ainsi qu'il est d'habitude en France, et on appela l'autorité avec autant de force qu'on avait naguère appelé la liberté.

Le XVIIIe siècle était donc abandonné; mais, si les doctrines révolutionnaires étaient désavouées, quelles seraient désormais les doctrines qui guideraient les destinées de la France? Le catholicisme, qui, comme doctrine, n'avait eu pendant les vingt années précédentes qu'une faible influence, se redressa naturellement et prit possession du terrain abandonné par la révolution. Il ne pouvait en être autrement. La France, comme tous les pays latins, est condamnée, à ce qu'il semble, à être longtemps ballottée entre le XVIIIe siècle et le catholicisme, ou, pour employer l'expression très énergique de Diderot à propos de

Rousseau, à aller de l'athéisme au baptême des cloches et réciproquement. Quel chaos moral, quelles faussetés et quelles perversités de jugement, quel scepticisme, quelle lassitude, quel dégoût de toute croyance, et finalement quelle impuissance politique, philosophique, religieuse, peuvent produire les violentes oscillations de ces deux doctrines, ennemies absolument irréconciliables! — c'est ce que nous savons trop [1]. Il faut à une nation, pour résister à ces secousses périodiques, la souplesse, l'élasticité, le subtil bon sens de la France. Grâce à ces qualités, notre nation fait encore assez bonne figure dans le monde; mais, chez les autres peuples latins, quelle confusion, quel délire! la tête n'y est plus. Voyez l'Italie moderne, où le culte de la madone et de saint Janvier se mêle aux idées de Dupuis et de Volney, où l'athéisme vit à côté de la superstition! Voyez l'Espagne violemment révolutionnaire et non moins violemment catholique, où les représentants de la nation passent, dans une même séance des cortès, des idées de Rousseau à la doctrine de la religion d'État [2]!

Ainsi remis par la révolution de février en possession de tout ce qu'il avait perdu, le catholicisme s'offrit à nous non seulement comme doctrine religieuse, mais comme principe politique, et malheureusement sous sa forme la moins française, l'ultramontanisme. Ce dernier système, objet de l'antipathie traditionnelle de la France, contre lequel elle avait toujours protesté, contre lequel elle s'était donné des garanties, se présentait donc pour la gouverner. Le public s'émut de nouveau. Alors commença une lutte d'articles de

1. Nous le savons peut-être encore mieux encore à l'heure présente.

2. Ceci était écrit à l'époque du gouvernement *bicéphale* d'O'Donnell et d'Espartero.

journaux et de pamphlets. L'ultramontanisme avait été imprudent : il avait déclaré hardiment la guerre à l'humanité des trois derniers siècles, il avait demandé l'extermination de la Réforme, de la Renaissance et de la Révolution. Il avait soulevé les questions les plus étranges et les plus menaçantes. L'étude de l'antiquité devait-elle, oui ou non, être supprimée? La révocation de l'édit de Nantes avait-elle été une mesure politique légitime? L'esprit du XVIIIe siècle se réveilla et reprit peu à peu faveur. En sept années seulement se sont accomplis ces revirements de l'opinion publique. La situation est aujourd'hui celle-ci : l'ultramontanisme ne veut rien perdre du terrain qu'il a conquis; le XVIIIe siècle veut reconquérir le terrain qu'il a perdu. Nous ne savons quel sera le dénouement de la crise; nous nous bornons, en historien impartial et désintéressé, à constater fidèlement l'état de choses actuel.

D'innombrables écrits — pamphlets, philippiques de toute espèce — sont déjà nés de ce débat, que sont venus ranimer en dernier lieu deux livres de valeur fort inégale, — *Ménage et finances de Voltaire*, de M. Nicolardot, et *l'Église et les Philosophes au dix-huitième siècle*, de M. Lanfrey. L'un brûle tout ce que l'autre adore. Le premier maudit tout ce que le second bénit. M. Nicolardot fait passer le XVIIIe siècle tout entier devant la cour d'assises et démontre que tous les personnages de cette époque ont été voleurs, assassins, faussaires, faux monnayeurs, libertins. Il a renouvelé à l'égard du XVIIIe siècle le procédé de Voltaire envers ses ennemis. Toutes les fois que le célèbre écrivain avait à se plaindre de quelqu'un, il accusait invariablement ce quelqu'un de crimes honteux et contre nature. Les diatribes de M. Nicolardot, à demi fondées, à demi calomnieuses, repo-

sent sur cette vérité incontestable, que la société du XVIIIe siècle était très corrompue. De son côté, M. Lanfrey démontre que le clergé du XVIIIe siècle présenta le plus odieux spectacle, celui de l'intolérance unie à la corruption. M. Lanfrey déclare qu'il n'a pas voulu exposer les défauts du XVIIIe siècle, parce qu'assez d'autres sans lui se chargeront du crime de Cham et profaneront la nudité paternelle. Très bien; mais le monde laïque valait-il beaucoup mieux que le monde ecclésiastique? Les philosophes et les écrivains, quelque mal qu'on puisse en dire, composent en effet la partie la plus éclairée, la plus élevée, la plus morale de la société de cette époque; cependant ils ne sont pas pour cela des modèles de vertu, de grandeur et de noblesse dignes d'être offerts à la vénération de l'humanité. Ils peuvent être jugés d'un mot, ils appellent souvent l'admiration, rarement le respect. Ils ont plus d'esprit que d'âme, et chez eux l'intelligence domine au détriment du caractère. Comparez les écrivains du XVIIIe siècle à leurs prédécesseurs du XVIIe, à Pascal, à Bossuet, à Fénelon, à Bayle lui-même, et dites si l'on ne pourrait pas répéter à leur sujet la parole de Jésus lorsque la Chananéenne a touché ses vêtements : Je sens qu'une vertu est sortie de moi. Ils ont perdu une vertu en effet, le monde les a touchés, et ils participent plus ou moins de la corruption de leur temps. Et maintenant comparez-les à leurs aïeux du XVIe siècle, et dites s'ils ont gagné en foi, en conviction, en résolution, en force de caractère. Décidément le XVIIIe siècle ne veut être jugé ni par des adversaires, ni par des enthousiastes; il veut être jugé avec calme et impartialité, et il attend encore un historien impartial.

Cependant, corrompu ou non, le XVIIIe siècle a existé, c'est là un fait irrévocable et désormais impé-

rissable ; toutes les colères de M. Nicolardot n'y feront rien. Il a accompli sa tâche, bonne ou mauvaise, et a laissé pour l'éternité des vérités et des erreurs qui maintenant, sous mille formes diverses et successives, vivront jusqu'à la fin des temps ; il en faut donc prendre notre parti. Maudire un fait ou le glorifier n'est guère profitable, il vaut mieux chercher à le comprendre. Comme nous sommes fort désintéressé dans la question qu'agitent et M. Nicolardot et M. Lanfrey, nous allons essayer à notre tour de dire comment le XVIIIe siècle a été nécessairement inévitable, et comment il a été à la fois bienfaisant et fatal.

Un des sujets d'étonnement de bon nombre d'honnêtes publicistes est la docilité avec laquelle les rois et les aristocraties de l'Europe acceptèrent les doctrines philosophiques qui devaient amener la plus violente Révolution qu'ait vue le monde. Toutefois cette docilité s'explique dès qu'on sait que la pensée des philosophes était exactement la même que celle des rois. Avant la révolution française, il y en avait eu une autre, ou pour mieux dire le XVIIIe siècle n'est qu'une longue révolution, impitoyable, pleine d'âpreté et de violence. Chez tous les peuples, le pouvoir laïque se montre jaloux jusqu'à l'excès de son autorité, ombrageux et exclusif. Partout le pouvoir sacerdotal est frappé à mort par les rois. On brûle, on spolie, on emprisonne, on exile au nom du despotisme. L'antique pouvoir de l'Église croule, et personne ne s'émeut : au contraire, les peuples applaudissent à cet autre pouvoir usurpateur, qui partout se présente sous la forme de la force armée et de l'arbitraire. De Saint-Pétersbourg à Lisbonne, l'Europe présente un même spectacle. Pierre le Grand installe hardiment son pouvoir au-dessus du pouvoir de l'Église ; Frédéric le Grand contient son clergé et lui impose silence ;

Pombal brûle des moines, Charles III expulse les jésuites, et Choiseul, aidé de l'Espagne, amène le représentant de l'Église à affaiblir l'Église de ses propres mains. Il n'est pas jusqu'à l'Angleterre où la populaire église anglicane ne voie diminuer son importance sous la longue administration des whigs. Sur les ruines du pouvoir sacerdotal, ce n'est point la liberté qui s'établit, c'est le despotisme monarchique, lequel semble devoir être la loi des nations modernes. C'est là le fait dominant, important du XVIII[e] siècle, et il se produit également chez les nations appartenant aux trois formes du christianisme. Ce fait si général n'eut point cependant partout les mêmes conséquences; il devait en avoir et il en eut de funestes chez les nations catholiques.

J'ai toujours pensé que le XVIII[e] siècle n'aurait pas eu la même violence, si la Réforme eût été universellement acceptée au XVI[e] siècle. Des maux innombrables résultèrent de la séparation de l'Europe en deux camps ennemis; mais il en est deux surtout dont nous souffrons encore : le premier, c'est que les sources de la vie morale ne furent pas ou furent incomplètement renouvelées; l'autre, c'est que le pouvoir monarchique gagna en influence tout ce que perdit le pouvoir sacerdotal sans grand profit pour la liberté humaine. C'était au pouvoir monarchique seul en effet qu'il appartenait de mettre un peu d'ordre au milieu de la confusion où les troubles de l'Église avaient jeté l'Europe; seul il pouvait maintenir en paix une province protestante qui, voisine d'une province catholique, brûlait de mettre cette dernière à feu et à sang; seul il était capable de protéger avec quelque efficacité les familles et les propriétés de citoyens toujours prêts à s'exterminer et à se dépouiller mutuellement. Aussi partout fut-il salué comme un libérateur. Il

créa des armées permanentes, les peuples applaudirent ; il confisqua les vieilles libertés nationales, on laissa faire ; il décima les aristocraties turbulentes et factieuses, elles regimbèrent un instant, puis, avec cette servilité que l'impuissance donne très vite à l'homme, elles consentirent à se transformer en noblesses de cour et en aristocraties de plaisir. Comme on était encore très près du moyen âge, les princes catholiques, instruments du clergé romain, et qui se proclamaient tels eux-mêmes, conservèrent à l'autorité sacerdotale son prestige, son influence politique, ses richesses dans l'État ; mais, avant qu'un siècle se fût passé, ils commencèrent à se sentir gênés dans ce partage de l'autorité : à chaque instant, ils étaient harcelés, importunés, contrariés par ce pouvoir qu'ils avaient sauvé, qui n'existait que par eux, qui, en un mot, n'était plus qu'un serviteur et prétendait toujours à être un maître. Alors s'engagea un lutte odieuse, repoussante, entre la force et la ruse. Certes, dans la plupart des querelles qui s'élèvent au XVIIe et au XVIIIe siècle, le faible, c'est le clergé, et l'oppresseur, c'est le pouvoir politique. Le clergé est désarmé relativement à la royauté ; eh bien ! il est néanmoins impossible de prendre la plupart du temps parti pour lui. On n'a pas d'armées permanentes, il est vrai, mais on ruse, on intrigue, on cabale, on importune jusqu'à ce qu'enfin le pouvoir politique exaspéré appelle brutalement quatre hommes et un caporal, et termine ces conflits incessants en posant les scellés sur l'Église.

La force brutale, voilà en effet le pouvoir nouveau qui finit par s'établir au XVIIIe siècle. Je regrette que M. Lanfrey, qui a si habilement raconté les luttes du pouvoir civil contre l'Église, n'ait pas fait ressortir la marche parallèle de ces deux faits : l'élévation gra-

duelle du despotisme, la décroissance graduelle de l'Église. L'un monte à mesure que l'autre descend, et lorsque l'Église est entièrement détruite, le despotisme ne rencontre plus aucun obstacle. La révolution qui se déchaînera à la fin du siècle, et qui déclarera la guerre aux tyrans, ne connaîtra d'autre moyen de gouvernement que le despotisme du Comité de salut public, et ne se reposera que lorsqu'elle se sera couronnée elle-même dans la personne d'un chef d'armée. Il est donc injuste, comme on l'a fait souvent, d'attribuer aux doctrines du XVIIIe siècle les progrès du despotisme. Elles n'y ont pas nui sans doute, mais dans leur lutte contre le pouvoir sacerdotal les philosophes n'ont fait que suivre le mouvement commencé par les rois, sans imaginer qu'en attaquant l'Église ils travaillaient au profit du despotisme.

Cette sécularisation universelle de l'humanité était-elle nécessaire? Oui, car les peuples étaient arrivés à cet état de positivisme et de croyance raisonnée qui rendait désormais impossible le gouvernement du clergé. La foi elle-même avait perdu sa naïveté, les doctrines françaises du XVIIe siècle le prouvent assez. Dans les livres des grands écrivains de cette époque, les doctrines catholiques touchent au rationalisme. Que sont devenus, entre les mains de ces docteurs illustres, le catholicisme du moyen âge, les passions de la Ligue, l'enthousiasme naïf de l'Espagne du XVIe siècle? Les considérations politiques commencent déjà à l'emporter. Avec l'Église gallicane s'introduit dans le catholicisme un commencement de sécularisation; l'Église devient nationale; son chef immédiat n'est plus le pape, c'est le roi. On met en pratique la théorie de la séparation des pouvoirs. Le roi Louis XIV, dévot catholique jusqu'à la persécution inclusivement, prélude sans le savoir au XVIIIe siècle.

Dans un tel état de choses le clergé n'a plus de raisons de garder un pouvoir politique. Le rôle de protection qu'il a rempli au moyen âge est fini depuis longtemps en effet; les peuples ne sont plus timides, faibles et naïfs comme autrefois, ils sentent maintenant leur force, et sont très capables de résister aux barons féodaux, si par hasard il en reste encore. Les gouvernants n'ont plus la grossière violence des maîtres d'autrefois. Certes Condé, Louvois et Louis XIV ne sont pas précisément des types d'humanité, et le bon Turenne peut bien encore ordonner la dévastation du Palatinat; mais leurs violences ne sont plus arbitrairement capricieuses comme celles des gouvernants du moyen âge. La protection du clergé n'étant plus nécessaire, à quoi donc se réduit son rôle? Probablement à la prédication, à l'enseignement du dogme et de la morale chrétienne; mais, s'il s'obstine à conserver un pouvoir politique, il s'exposera à commettre des injustices révoltantes, car il se heurtera contre des intérêts nouveaux qui lui sont étrangers et dont il ne peut avoir qu'une connaissance imparfaite. Je ne veux point dire par là que les principes du clergé ne fussent pas préférables aux principes du despotisme : l'important en politique n'est pas d'avoir les meilleurs principes; l'important, c'est bien plutôt d'avoir les moyens de mieux faire la besogne du jour, de pouvoir mieux gouverner que tel autre à un moment donné. L'Église s'obstina cependant et eut le double malheur de blesser à la fois les peuples et les rois, les rois par ses taquineries et ses exigences, les peuples par ses persécutions.

Si cette sécularisation universelle fut nécessaire, fut-il également nécessaire qu'elle s'accomplit au moyen du despotisme? Hélas! il n'y avait pas d'autre moyen de l'accomplir. Cette sécularisation était exigée

par l'état même du monde, par l'état des esprits, par les intérêts nouveaux qui se faisaient jour de tous côtés et les classes nouvelles qui s'élevaient de toutes parts. Il fallait que le pouvoir politique dominât, et il n'y avait plus en Europe qu'un pouvoir politique debout (l'Angleterre exceptée), la monarchie, que les luttes du XVI[e] siècle avaient démesurément grandie. Cette sécularisation dut donc se faire sous forme despotique. Et ici nous pouvons exprimer de nouveau l'opinion que nous avons émise : c'est que le demi-succès de la Réforme a eu des conséquences désastreuses. Si la Réforme eût été universellement acceptée, cette sécularisation se serait également accomplie, puisqu'elle était inévitable, mais sous forme libérale et républicaine. La féodalité n'aurait pas été aussi rapidement détruite qu'elle le fut, il est vrai, mais en revanche la tradition n'aurait pas été brisée, car c'est un fait éminemment révolutionnaire que cette usurpation de tous les pouvoirs par la monarchie, qui s'est accomplie dans les trois derniers siècles. Les aristocraties auraient conservé leur influence, et, grâce à elles, le moyen âge se serait continué en se transformant, les classes moyennes auraient grandi en importance et auraient fait lentement et sagement leur éducation politique, éducation qui leur a toujours fait défaut. Un abîme ne se serait pas creusé entre les diverses classes de la société, et nous n'aurions jamais connu les castes et le régime des castes. La foi chrétienne, en pénétrant dans les classes inférieures, les eût moralisées et en eût fait un peuple solide, à la fois modeste dans ses prétentions et intraitable sur ses droits. Nous aurions eu en un mot un *peuple*, et non plus ce que nous avons encore, surtout dans les pays latins, une *populace* insolente, tour à tour violente et lâche. Cette sécularisation eût été, je le sais, essentiel-

lement oligarchique ; mais l'oligarchie est et sera toujours préférable au despotisme. Les œuvres de l'oligarchie, pour être moins gigantesques que celles du despotisme, sont plus réellement grandes, ainsi que le prouvent les exemples de Rome républicaine, de Venise et de l'Angleterre.

Après l'établissement universel du despotisme, le fait dominant au XVIIIe siècle, c'est le règne de l'athéisme ; l'un était la conséquence de l'autre. Nous n'entendons pas par athéisme la simple négation d'un Dieu personnel et dont la providence régit le monde ; nous donnons à ce mot une plus grande extension ; nous entendons par athéisme toute doctrine qui repose sur un fondement purement humain, qui prend sa source dans l'homme même et qui n'a que lui en vue. Nous entendons par État athée tout État où la loi politique est la loi suprême et n'est pas une conséquence de la foi nationale. Cet athéisme fut celui que prêcha le XVIIIe siècle. Ses doctrines n'eurent en vue que la terre. Elles grandirent et devaient naturellement grandir chez des peuples où l'édifice ecclésiastique avait toujours été intimement uni aux croyances religieuses, mieux encore, identifié avec elles. L'Église extérieure était la religion, et la religion était l'Église extérieure. Lorsque l'une déclina, l'autre déclina en même temps. A chaque pierre qui tombait de l'édifice ecclésiastique en dissolution, une croyance se détachait de l'âme du peuple. Une fois que le prêtre n'eut plus aucun pouvoir, le peuple n'eut plus de Dieu. C'est là, dans cet athéisme plus encore que dans les violences du pouvoir laïque, que le clergé trouva sa punition. Il avait voulu être tout à la fois la loi et les prophètes ; il avait identifié le christianisme avec son existence, il avait habitué les peuples à ne pas séparer la religion de la personne du prêtre, il s'était posé comme l'intermé-

diaire nécessaire entre Dieu et le fidèle. Lorsqu'il disparut, Dieu disparut également. La réforme de la France dut donc s'accomplir tout au rebours de la réforme du XVIe siècle, par l'athéisme; mais il est encore curieux d'observer combien la révolution du XVIIIe siècle, qui s'attaque si violemment au catholicisme, emploie ses méthodes et ses procédés. Comme lui, elle procède volontiers par formules générales et abstraites, et ne tient aucun compte de la vie et de ses manifestations infinies. Comme lui, elle ignore ou veut ignorer la puissance de l'âme individuelle, et elle aura, au besoin, la prétention d'étouffer les protestations de l'individu, au nom, soit du témoignage universel, soit du salut de l'État. Comme lui, elle voudrait façonner le monde entier sur un moule unique et ne tient aucun compte de ce qui la gêne et la contredit. Comme lui, elle ne voit que le côté extérieur des choses et voudrait tout transformer en institutions. Elle diffère de lui toutefois par son inhabileté absolue à trouver des expédients ingénieux, des moyens termes et des compromis, et aussi par son emportement, son étourderie et son irréflexion. Une telle révolution ne pouvait s'accomplir que chez un peuple qui n'avait point passé par la réforme, et elle ne pouvait s'accomplir autrement. Tel qu'il a été, le XVIIIe siècle était inévitable du jour où le XVIe siècle avait échoué.

Lorsque les temps furent venus où la vieille société dut périr et où la réforme sociale fut nécessaire, l'athéisme se présenta donc comme la seule arme de combat. Ce fait singulier a eu deux conséquences : grâce à cette arme terrible, la révolution française a pu opérer la destruction la plus radicale dont l'histoire fasse mention, et en même temps elle a été privée de tout élément de rénovation morale. Le XVIIIe siècle,

n'ayant pas de croyances, les remplaça comme il put, par des principes légaux et des opinions. Et ici s'élève une question à laquelle M. Lanfrey n'a pas songé. Des principes abstraits, adoptés par l'intelligence, peuvent-ils remplacer des croyances vivantes, qui se mêlent à tous les actes de l'existence et sont le principe même de la vie de l'âme? En d'autres termes, est-il vrai que les croyances religieuses soient aussi absolument nécessaires à l'homme que la lumière l'est à la nature? La question vaut bien la peine d'être examinée. Il y a là dans cette question un des mystères insondables de l'ordre universel : le mystère n'a pu être pénétré et l'analyse philosophique n'a pu l'atteindre, pas plus qu'elle ne peut atteindre l'élément constitutif de la vie; mais il existe bien réellement. Si philosophe que soit un peuple, il y a toujours un moment où la morale purement humaine ne lui suffit pas; les faits parlent assez haut d'eux-mêmes. Il s'ensuit que, faute de cet élément religieux, la révolution est condamnée pour toujours peut-être à n'avoir qu'un développement très restreint. Dès que l'homme sent s'agiter en lui ce tourment de la croyance religieuse, la révolution se voit abandonnée, et le XVIIIe siècle recule. Aussi le catholicisme, contre lequel cette révolution fut dirigée en grande partie, conserve-t-il encore son ancien empire et se dresse-t-il en face du XVIIIe siècle comme un adversaire qui est sûr d'avoir le dernier mot. Les péripéties de cette lutte, de ces actions et réactions successives ont été nombreuses, et il serait impossible de dire quelle en sera l'issue. La France, et à sa suite les nations du Midi, semblent condamnées à flotter longtemps de l'un à l'autre sans parvenir à se fixer et à se décider entre les deux. Et, dans le fait, se décider est presque impossible; accepter franchement et sans restrictions le XVIIIe siècle

serait une décision réellement terrible, et l'esprit se trouble à la seule pensée d'une conduite aussi audacieuse. On a vu ce fait se produire en France sous la révolution, et le monde a frémi d'horreur. Renoncer au XVIIIe siècle est tout aussi difficile que l'accepter, car y renoncr, c'est renoncer pour les nations du Midi à toutes leurs garanties, à toute leur vie politique. Il y a là un nœud gordien qu'on ne peut rompre en le coupant ; il ne peut être dénoué que par la méthode ordinaire, et pour cela il faut une main patiente, qui n'ait pas de mouvements brusques et nerveux, la main du temps.

Ainsi, et pour nous résumer sur les deux points examinés précédemment, on peut dire que le XVIIIe siècle est le bouc émissaire de l'histoire, chargé d'expier les péchés et les erreurs de l'humanité antérieure. Il porte la peine des fautes commises au XVIe et au XVIIe siècle. Il porte la peine des superstitions de nos ancêtres, de leurs préjugés, de leur trop grande timidité. Les révolutions nécessaires à l'existence de la société moderne s'y accomplissent, mais d'une manière désastreuse et au moyen des instruments les plus funestes, le despotisme et l'athéisme. L'homme paye de sa liberté l'indépendance du pouvoir politique, et paye de sa conscience morale la destruction du pouvoir sacerdotal, si bien que le jugement hésite en présence de l'histoire de ce siècle, et qu'on peut se demander s'il n'eût peut-être pas été préférable que cette révolution ne fût pas accomplie. Certes la maladie était grave, mais le remède employé était d'une violence effroyable, et devait être une source de nouvelles maladies dont quelques-unes sont même plus hideuses que toutes celles de l'ancienne société.

Après le despotisme politique et l'athéisme, pro-

duits désastreux des antécédents historiques de l'Europe non moins que de la France, un troisième fait, exclusivement français et résultat des erreurs de la monarchie, remplit tout le xviii[e] siècle : le règne et l'agonie de l'ancien régime.

Qu'est-ce que l'ancien régime? On entend généralement sous ce nom un régime d'erreurs et d'abus, de superstition et d'arbitraire. L'ancien régime fut tel en effet. Quoi donc! n'y avait-il en France ni droit, ni justice, ni légalité, et doit-on ces bienfaits à la révolution française? Le xviii[e] siècle, comme beaucoup l'en ont félicité, a-t-il donc inventé la justice? Non, certes; mais pendant toute la durée de ce qu'on peut appeler l'ancien régime, la France ignora complètement ce qu'étaient la légalité, les garanties politiques, la tolérance, et eut en revanche à supporter ce qui lui a toujours paru odieux à juste titre, l'intolérance, le bigotisme, l'hypocrisie, les caprices arbitraires du pouvoir, l'injustice sociale, les préjugés de caste. Ne vous laissez pas prendre à ce mot d'*ancien régime*, il est trompeur : l'ancien régime est de date très récente, et nous en devons l'invention à Louis XIV. Rien n'est frappant, dans l'histoire du xvii[e] siècle, comme la différence radicale qui sépare les règnes de Henri IV et de Louis XIII du règne de Louis XIV, et même le commencement de ce règne de sa fin. Henri IV, Sully, Richelieu, Mazarin, sont tous des hommes profondément modernes, pénétrés des nécessités de leur temps et des besoins de leur époque, très éclairés surtout relativement au génie propre de la France et au caractère social du peuple français. Aucun d'entre eux ne fut certes un modèle de vertus et d'humanité, car la sécheresse était le fond de leur nature. Henri IV fut souvent égoïste et ingrat, Richelieu sec et froidement cruel, Mazarin

cynique et accessible aux plus vulgaires corruptions; mais cette sécheresse de cœur était amplement rachetée chez eux par l'intelligence et les lumières. Ils n'ont pas de préjugés et de superstitions, ils n'ont pas ces dédains et ces insolences de caste qui furent tant à la mode plus tard, ils sont réellement exempts de fanatisme religieux. Henri IV eut la gloire de fonder la société moderne française; Richelieu celle de la consolider. Qu'était-ce que cette société française? C'était un régime parfaitement humain et tolérant, un régime de conciliation et de compromis. La conduite de la France au XVIe siècle avait été très caractéristique de l'esprit national singulièrement attaché à la tradition et en même temps plein de goût pour les innovations. La France était restée fidèle à l'Eglise catholique; mais loin de repousser la Réforme, comme la logique aurait semblé le lui commander, elle l'avait aidée en plus d'un sens. Les deux religions, ainsi mises en présence, se livrèrent une guerre acharnée qui semblait ne devoir finir que par l'extermination de l'une des deux; mais la nation, malgré ses souffrances, ne désirait la mort d'aucune. La majorité désirait garder sa religion et laisser la sienne à la minorité. Le sentiment qui dominait surtout dans les classes éclairées, c'était la haine du fanatisme religieux, de quelque côté qu'il vînt, et le souvenir amer du rôle que les pouvoirs étrangers avaient joué dans nos guerres intestines. Ce qu'on voulait, c'est qu'il n'y eût plus de Ligue possible, plus d'intrigues de l'étranger, et qu'à l'avenir on se prémunît contre Rome et contre l'odieuse Espagne, qui fut alors, un moment, pour la France, ce que l'Angleterre avait été auparavant, ce qu'elle devait être encore plus tard. La France demandait à rester catholique, mais indépendante et libre; en d'autres termes, elle voulait les conséquences

politiques de la Réforme sans en accepter les principes religieux. Ce fut Henri IV qui se chargea d'établir ce semi-protestantisme, singulièrement en harmonie avec le caractère français, qui a survécu à toutes nos vicissitudes politiques, et qui, un moment éclipsé, reparut lorsque la révolution française eut modéré ses ardeurs athées et ses persécutions. Alors ce fut le catholicisme qui, à son tour, eut besoin d'être toléré, et il eut à subir son Edit de Nantes, qui est connu dans l'histoire sous le nom de Concordat.

Ce régime, si véritablement français, vécut un peu moins d'un siècle, et succomba sous Louis XIV. Peu de règnes ont été plus funestes peut-être à la France que celui du Grand Roi. C'est Louis XIV le premier qui, par ses guerres injustes, a donné à l'Europe cette bizarre croyance dans laquelle beaucoup de gens persistent encore, que la France n'a d'autre but que l'asservissement des peuples. Louis XIV, ainsi que nous l'avons dit, trouva une France moderne fondée par Henri IV, consolidée par Richelieu, composée d'un peuple intelligent, industrieux, docile, zélé partisan de la monarchie; d'un clergé pieux, modéré, plein de science et de lumières; d'une noblesse brave, vaillante et polie, qui avait cessé d'être oppressive et qui après une dernière effervescence factieuse avait accepté définitivement l'autorité royale. Il laissa une France surannée, remplie d'abus de toute sorte, composée d'un peuple las, fatigué, hébété, déjà anarchiste et ennemi de la monarchie; d'un clergé intrigant, intolérant, mondain; d'une noblesse pleine de préjugés de caste, insolente et abâtardie. L'esprit du roi avait tout perverti. Il avait brisé l'ancien système de transaction inauguré par Henri IV. Il avait voulu créer une France sur le modèle de son caractère, au lieu de plier son caractère au génie de la France. Il avait

commis deux fautes capitales. En plaçant le roi au-dessus des lois et des règles les plus simples de la morale, en en faisant une sorte de divinité qui ne se gouverne pas selon les lois des mortels, en ennoblissant l'adultère et en donnant le rang de princes à des enfants fruits d'illégitimes amours, il avait rendu la monarchie immorale comme le dieu indien pour lequel n'existent ni crimes ni vertus, ni bien ni mal. Par l'injuste et inutile révocation de l'Édit de Nantes, il avait brisé la tradition française et anéanti l'œuvre de ses prédécesseurs. Par ses guerres continuelles et sa fureur de conquêtes, il avait répandu cette idée fausse, puérile, anti-chrétienne, qui a fait tant de mal à la France, que la gloire était le but de la vie des nations. Bref, il laissa après lui un amas de préjugés, d'erreurs, d'injustices, qui aurait perdu la France si la France n'avait pas protesté.

C'est l'histoire de ce bizarre régime et en même temps de la protestation de l'esprit français contre sa domination, qui remplit tout le XVIIIe siècle. Les protestations de l'esprit humain sont quelquefois étranges, celles du XVIIIe siècle le furent beaucoup. On protesta d'abord par la licence et le débordement des mœurs. Il a été souvent parlé de la réaction dirigée sous la Régence contre le système de Louis XIV; mais en réalité cette réaction, loin de guérir le mal, ne fit que l'aggraver. Elle ne servit qu'à favoriser l'ancien régime; elle ajouta des insolences nouvelles aux insolences anciennes, des préjugés nouveaux aux préjugés anciens. Une protestation fort différente de celle de la Régence était donc nécessaire : elle s'accomplit. Les hommes qui firent cette protestation n'étaient point des saints et des héros; ils ne vinrent pas, à l'instar de Luther, déchirer la bulle du pape et déclarer en termes passionnés et violents que le règne du mensonge

devait enfin cesser : non, ce furent des hommes de beaucoup d'esprit, et d'un esprit tout mondain, qui vinrent insinuer ironiquement que les choses n'allaient pas très bien et qu'elles pourraient aller mieux, que les gouvernés n'étaient pas absolument obligés de supporter éternellement les folies des gouvernants, que les sujets n'existaient pas pour être les bêtes de somme de quelques mauvais plaisants titrés et mitrés. La protestation se fit d'abord d'une façon assez douce, sous forme d'allusion et d'allégorie, de tragédie et de roman. *Œdipe* et les *Lettres persanes* sont les œuvres qui peut-être caractérisent le mieux cette première période du XVIIIe siècle.

Cependant les années passèrent, et cet *ancien régime*, ainsi créé par les fautes de Louis XIV, trouva sa complète incarnation dans la personne du nouveau roi, libertin et par moments bigot, sceptique et intolérant par boutades, et s'affermit grâce à ce long règne. La France fut de plus en plus mal administrée. La négligence, la paresse, l'injustice et l'arbitraire furent à l'ordre du jour. La royauté française, aux expédients, n'échappa à la banqueroute qu'en dupant ses sujets. Grâce à l'absence d'une surveillance supérieure, les mauvaises mœurs régnèrent avec toute la férocité dont elles sont susceptibles. Le dernier des commis du ministère se trouva investi de la puissance de renvoyer à la Bastille par une lettre de cachet son créancier, son ennemi ou le mari gênant qu'il trompait. Cependant il restait encore, à cette France si tristement gouvernée, la gloire militaire et le prestige des armes; mais ce prestige n'exista pas longtemps, et Fontenoy ne fut qu'une exception brillante. Partout la France est vaincue, et partout le gouvernement abandonne ses défenseurs. Dupleix délaissé revient en France sans pouvoir obtenir une audience

du roi; Montcalm se défend héroïquement dans les bois du Canada sans que le roi daigne lui envoyer des secours, et les champs de bataille de l'Allemagne sont témoins des revers et pour la première fois de la honte de la France. La nation française décline de plus en plus, à la grande joie des gouvernements et des peuples que Louis XIV avait humiliés. Walpole et après lui le premier Pitt se frottent les mains de satisfaction; Frédéric prodigue le sarcasme et l'outrage au souverain qui régit de nom la France et à la courtisane intrigante qui règne à sa place. A mesure que marche cette longue décadence, la protestation de la France devient de plus en plus violente. On peut suivre pour ainsi dire d'année en année, chez les écrivains de cette époque, les progrès du mécontentement public, simple mécontentement d'abord, mais qui devient successivement de la colère, de la fureur, du délire, de la démence, et qui enfin, dans une dernière transformation, se métamorphose en une soif de carnage inextinguible et en un implacable esprit de vengeance. Dès l'année 1750, cette protestation a pris un caractère définitivement tranché, et, chose remarquable, la situation est tellement irritante, qu'elle communique alors aux écrivains ces haines passionnées et ces ardeurs qui ne semblaient pas devoir appartenir et qui n'appartenaient pas, en effet, à leur nature mondaine. Guerre à mort à tout ce qui existe, tel est le cri poussé par Voltaire, répété par les encyclopédistes, et auquel répondent les milliers d'échos de l'opinion publique. Guerre à mort à tout ce qui existe, et en attendant ce qui existe devient de plus en plus détestable. A Mme de Pompadour a succédé Mme Dubarry; la demeure des rois de France devient un lieu de prostitution; et ainsi vont les choses jusqu'à ce qu'enfin elles aboutissent, selon la pittoresque expression du mar-

quis de Mirabeau, à une culbute générale, et que l'ancien régime reçoive son châtiment.

M. Lanfrey a très judicieusement commencé le tableau brillant qu'il a tracé du XVIIIe siècle par la révocation de l'Édit de Nantes. C'est bien à cette date, en effet, que commence ce système misérable qui faillit ruiner la France, et en même temps cette toute-puissante réaction qui alla toujours en grossissant jusqu'à la tempête de 89. Seulement il est regrettable que le jeune écrivain n'ait pas retracé la marche parallèle de ce régime, qui devient de plus en plus détestable, et de cette réaction, qui devient de plus en plus formidable. Le XVIIIe siècle, ainsi compris, se justifie de lui-même. Les faits parlent pour l'historien. Le XVIIIe siècle fut comparable à l'effort désespéré d'un homme qui se noie. La France sentit qu'elle allait sombrer, et cela par la faute de ses gouvernants. Tous les pouvoirs, civil, religieux, judiciaire, lui étaient suspects; elle ne pouvait espérer la justice de ses parlements, l'héroïsme de son roi, la charité de son clergé. Tous lui apparaissaient comme autant d'emblèmes de mensonge et de trahison. Si elle voulait ne pas mourir, il lui fallait donc se sauver elle-même. Dans sa détresse, elle écouta avec ardeur et espoir les voix qui lui parlèrent de régénération et de gloire future. Et voilà pourquoi les philosophes furent si puissants. Abandonnée par la monarchie du droit divin et par le clergé représentant de la parole divine, la France crut pouvoir se passer de Dieu, et on pourrait résumer d'un mot terrible l'opinion qui fut pendant toute la seconde moitié du siècle celle de la majorité des Français. — Eh bien! si Dieu nous abandonne, que le diable vienne alors à notre secours, et qu'il nous sauve, puisque Dieu ne le peut pas ou ne le veut pas. — Voilà pourquoi l'athéisme

eut tant de vogue; il se présentait naturellement comme la contre-partie, la contradiction et l'arme de destruction d'une monarchie et d'un clergé déchus et détestés.

Un mot maintenant sur les deux écrivains qui nous ont offert l'occasion d'exposer les quelques pensées qui précèdent. M. Lanfrey est jeune, ardent, intelligent, doué d'un incontestable talent; mais avant tout félicitons-le d'avoir aussi bien choisi son sujet et son heure. Il a eu la main heureuse, car il est douteux qu'il eût obtenu un tel succès, eût-il employé plus de talent encore qu'il n'en a mis dans son livre, à raconter un autre épisode de l'histoire. Les controverses récentes ont puissamment aidé à son succès. Son livre est aussi très curieux comme signe des tendances de la génération qui surgit. Il y a quelques années à peine, aucun jeune homme n'eût osé l'écrire. Faire une apologie de Voltaire, fi donc! il fallait laisser cela aux vétérans du libéralisme. Passe encore pour Rousseau, personnage intéressant et romanesque; passe encore pour Diderot, brillant faiseur de paradoxes et *fantaisiste* de premier ordre, pour M. de Robespierre, le tyran par vertu civique, pour Babeuf et Anacharsis Clootz! Mais Montesquieu, Locke, Voltaire, d'Alembert, Buffon, Mirabeau, la Constituante, toute la partie à peu près raisonnable du XVIIIe siècle, comme on en faisait bon marché, comme on souffletait bien leur gloire, avec quel entrain on traînait leurs cadavres dans l'égout pour mettre à leur place, celui-ci la statue de Marat et celui-là la statue de Fréron! Quelques années à peine nous séparent de cette époque; comme les jeunes gens sont devenus raisonnables et rangés! Naguère, quand un jeune homme prenait la plume, c'était pour écrire quelque apologie des temps féodaux qui aurait fait ouvrir les yeux à M. de Mont-

losier lui-même, quelque apologie du Comité de Salut public qui aurait étonné le chevalier de Saint-Just, quelque traité fouriériste sur l'organisation du travail ou la solidarité humaine. On s'affublait de costumes étranges; on était catholique démocrate, communiste, socialiste, que sais-je encore? et maintenant que ces incartades sont passées, nous dirons qu'après tout il y avait en elles quelque chose de l'inquiétude du siècle et de ses espérances vers un avenir meilleur. Ce n'est pas M. Lanfrey qui est inquiet et tourmenté; il parle d'un ton tranché, rien ne l'intimide, rien ne l'arrête: il a le calme de la croyance absolue. De la première à la dernière page de son livre, il ne trahit aucune émotion pour ce qui va périr, aucun regret de ce qui s'en va. Ses aspirations non plus ne sont ni très nombreuses ni très élevées. Ce qu'il demande, c'est le présent légèrement modifié. Une concession du pouvoir accomplirait tous ses vœux : que l'État abandonne le patronage impartial qu'il exerce sur les cultes, et M. Lanfrey sera satisfait. Il y a quelques années, on était moins sensé, moins calme et plus exigeant. Et toi aussi, tu pars donc à ton tour, noble inquiétude, dernière vertu d'un temps qui n'en avait plus d'autres!

Le talent que M. Lanfrey a déployé dans ce livre est surtout un talent narratif. Son récit est vif, coloré, spirituel. Son exposé des causes de la révocation de l'Édit de Nantes est ingénieux, bien présenté, et ne manque pas de nouveauté. L'histoire de Pombal et celle de l'abolition de l'ordre de Jésus par Ganganelli se lisent avec cette sorte de curiosité ardente qui tient l'esprit suspendu à la parole imprimée comme l'oreille de l'auditeur à la voix du tribun ou du comédien. Toutes les fois que M. Lanfrey raconte les faits, il s'acquitte parfaitement de sa tâche; mais, lorsqu'il

s'agit des idées, il est moins heureux. Ses jugements sont souvent alors d'une excessive témérité. Ainsi, dès la première page, on rencontre cet axiome : « La civilisation, cette fille du XVIII[e] siècle. » Vraiment, rien n'existait donc avant le XVIII[e] siècle, et les six mille ans qu'a vécus l'humanité n'ont existé que pour annoncer l'arrivée de nos remarquables personnes. Il faudrait cependant s'entendre sur ce mot de civilisation. Pris dans un sens abstrait, il ne signifie rien, car il n'exprime pas une chose existant en soi : il exprime l'idée d'un ensemble de faits positifs, réels, existant à un moment donné du temps, sur un point donné de l'espace. La *civilisation* n'a jamais existé ; il y a eu des civilisations particulières chez différents peuples, et qui n'ont pas attendu pour fleurir l'arrivée du XVIII[e] siècle. Il y a eu une civilisation grecque, très complète et très parfaite en elle-même ; une civilisation romaine, qui n'a jamais été surpassée dans la politique et dans la guerre ; une civilisation catholique européenne, qui a donné à notre continent une unité de sentiments et d'idées que les différences de races n'ont pu vaincre et que les divisions du XVI[e] siècle n'ont pu effacer ; une civilisation protestante, qui a présenté le spectacle de ce que peuvent accomplir l'activité et le travail de l'homme ; une civilisation italienne, qui n'a jamais eu de rivale dans les arts ; une civilisation française, qui a offert le type le plus parfait des vertus mondaines et sociales. Tout cela n'est-il donc rien ? Si par civilisation M. Lanfrey entend le règne de cette tendance athée qui considère la société comme n'ayant qu'un but d'utilité et n'existant qu'en vue de satisfaire aux besoins de l'homme, il a raison : cette manière de comprendre la civilisation appartient au XVIII[e] siècle.

Les jugements de M. Lanfrey, lorsqu'ils ne roulent

plus sur un ensemble considérable de faits, lorsqu'ils portent soit sur des idées pures, soit sur des individus, sont extrêmement controversables, et, sans frapper à faux, frappent souvent à côté de la vérité. Ainsi il professe pour Pascal une admiration qui, pour le dire en passant, est assez surprenante chez un enthousiaste du XVIIIe siècle, et il raille Sainte-Beuve, qui a osé dire qu'une seule chose manquait à Pascal, la grâce. Les railleries de M. Lanfrey ne sont pas heureuses : la grâce, en effet, ou, si M. Lanfrey le préfère, ce que l'universalité des hommes entend par ce mot manque absolument à Pascal. Dans la même page, l'auteur prend à partie M. Cousin, parce que ce dernier a cru devoir attribuer quelque mérite à la prose de Descartes. Ici encore, nous sommes obligé de donner raison à M. Cousin. La période de Descartes n'est ni lourde ni diffuse, comme l'en accuse M. Lanfrey; le style de Descartes est sec, sans éclat, sans bonheur d'expression, mais il est singulièrement net, ferme et clair. Nous croyons qu'il est impossible de trouver un modèle plus achevé de *prose métaphysique* que le *Discours sur la méthode*. Dans les dernières pages de son livre, après avoir adressé à la philosophie allemande le reproche banal d'obscurité que lui adressent tous les badauds, pour lesquels certainement elle ne fut jamais faite, il conseille aux philosophes allemands de se souvenir de Luther, « un vrai génie qui embrasa le monde ! Éloquent, inspiré, héritier du génie mâle, clair et précis de la *race latine*, il ne connaissait ni l'objectif ni le subjectif. » Ce jugement est d'une remarquable nouveauté. Qu'a donc de commun le génie de Luther avec le génie latin? Jusqu'à présent, Luther a été considéré comme la plus pure et la plus naïve incarnation du génie germanique. S'il est un homme chez lequel l'instinct

de race ait été fort, c'est bien Luther, et cet instinct est si puissant, qu'il se confond en lui avec le génie. Par la tête, par le cœur, par les idées, par les vertus et par les vices, Luther est un pur Allemand.

Nous bornerons là nos chicanes, car nous voulons être juste envers M. Lanfrey, d'autant plus juste que, pour exprimer franchement notre pensée, l'esprit de son livre ne nous plaît point. D'un bout à l'autre, il y règne un athéisme modéré qui glace l'esprit : nous avons dit que nous entendions par athéisme toute doctrine qui considère la société comme ayant sa fin en elle-même et n'existant pas en vue d'une fin divine, et, si nous savons lire, nous croyons avoir compris que telle est l'opinion de M. Lanfrey. On rencontre dans le livre des pages brillantes, presque jamais une pensée d'une réelle élévation. Quand l'auteur est éloquent, il l'est d'une manière ingénieuse, jamais naïvement et avec essor. En revanche, il connaît son XVIIIe siècle jusque dans ses infiniment petits; son livre abonde en faits et en anecdotes curieuses, et il y a telles pages, celles sur Bayle, par exemple, qui sont dignes de tout éloge, tant pour l'expression que pour la pensée. Le jeune écrivain a voulu retirer la mémoire de Bayle de l'oubli où elle languit, et il l'a fait très heureusement. Bien des pages ont été écrites sur ce grand critique, mais nous ne croyons pas que personne ait payé à la mémoire de ce savant homme le tribut de reconnaissance qui lui est dû avec autant de délicatesse que le jeune écrivain. Ces trois ou quatre pages sur Bayle brillent précisément par les qualités qui font défaut à M. Lanfrey; une douce sympathie les éclaire, elles sont émues et presque tendres. Puisque M. Lanfrey a si bien compris Bayle, que ne lui emprunte-t-il quelques-unes de ses vertus, la modération par exemple, l'art de comprendre au moyen de

l'intelligence les doctrines que notre cœur repousse, et le calme dans la discussion?

Quant à M. Nicolardot, nous demandons à ne pas lui rendre justice. Être catholique est certainement fort respectable, mais n'est pas une raison suffisante pour écrire sur le XVIIIe siècle des livres qui ressemblent à ces inepties révolutionnaires intitulées *Crimes des papes* ou *Crimes des rois et reines de France*, avec lesquelles on a si longtemps entretenu le fanatisme athée de la populace. Ce livre a été écrit dans l'intention de démontrer une assertion assez ingénieuse : c'est que Voltaire, et à sa suite les philosophes, les écrivains, les grands seigneurs et les souverains de l'Europe, étaient des fripons et des débauchés. Le XVIIIe siècle est, en effet, dans notre opinion, plus corrompu que ses deux devanciers, parce que la corruption y a été plus générale et sans aucun dédommagement moral. Les hommes des deux siècles précédents n'étaient pas toujours d'une perfection angélique ; mais à côté de leurs vices ils avaient des vertus étonnantes, et des existences d'une pureté accomplie s'écoulaient au milieu d'un débordement hideux de passions sanglantes et fangeuses. Le XVIIIe siècle n'offre pas un tel spectacle. Le vice y est plus poli, plus humain que dans les périodes précédentes, mais il est plus général, et il n'est racheté par aucune vertu. Voilà ce que devait dire et ce que ne dit pas M. Nicolardot. Une fois cela établi, on peut opposer facilement un nom du XVIIe siècle, par exemple, à chacun des noms que flétrit M. Nicolardot. Il a trouvé plaisant de parler de *postdamie* à propos de Frédéric ; mais sait-il bien de quoi au XVIIe siècle on accusait le grand Condé, et le prince de Conti, et Monsieur, et Vendôme, et le maréchal de Villars? Le XVIIIe siècle n'a certainement pas contenu un cynique plus scan-

daleux que Bussy-Rabutin, un roué plus impertinent que Lauzun, un prélat plus esprit fort et plus libertin que le cardinal de Retz. M. Nicolardot parle d'escroqueries, de dettes, de lettres de change non payées; n'a-t-il donc jamais lu les mémoires du chevalier de Grammont, et ignore-t-il que les plus grands seigneurs n'avaient point honte de tricher au jeu? Les trois derniers siècles se valent donc en infamies, à prendre les choses à un certain point de vue; seulement le XVIIIe siècle n'a pas, pour racheter ses vices, ce que possèdent le XVIe et le XVIIe siècle, de grands caractères et de grandes vertus.

Voltaire est-il un fripon? M. Nicolardot le prétend, mais ne le prouve point. Nous n'avons trouvé dans ce livre que les vieilles histoires que nous connaissions depuis longtemps, l'anecdote du couteau de chasse racontée par Marmontel par exemple et les démêlés avec le président de Brosses. Nous citons ces deux faits, parce qu'ils peuvent être pris comme mesure exacte des reproches qu'on peut adresser à Voltaire. Toutes les anecdotes ramassées par M. Nicolardot sont, ou, comme l'affaire du couteau de chasse, des bizarreries d'homme d'esprit, ou, comme les démêlés avec le président de Brosses, des petitesses et des vilenies d'hommes nerveux. Quant aux lésineries fréquentes de Voltaire, elles s'expliquent très bien par la fatigue qu'éprouvent les gens même les plus généreux : il arrive un moment où ils sont las de donner et où ils lésinent sur des sommes insignifiantes. Voltaire réclamait quelquefois par voie légale le payement de ses rentes : mais c'était son droit; M. Nicolardot ne le contestera pas, et d'ailleurs, dans la plupart des cas, il n'a recouru aux voies légales qu'après avoir patienté longtemps. Nous cherchons vainement dans tout cela où sont les friponneries de

Voltaire. A bout de ressources, M. Nicolardot reproche à Voltaire de n'avoir jamais rien dépensé pour ses maîtresses. Nous ne comprenons pas ce reproche : il eût été bien plus ingénieux de l'accuser de leur avoir volé des diamants, et cette accusation eût été bien plus en harmonie avec l'idée du livre.

En voilà assez sur ce sujet si vaste et si difficile. Nous n'avons pas la prétention d'épuiser en quelques pages les réflexions que suggère une histoire qui est la nôtre et celle du monde contemporain ; nous avons voulu seulement dire quelle était, à notre avis, la véritable origine du XVIIIe siècle, pourquoi il a été athée et destructeur, et quelle situation anormale il a créée. Ceux qui nous supposeraient l'intention d'avoir voulu préconiser la réforme et nous montrer hostile envers le catholicisme se tromperaient d'une étrange façon. Le rêve d'une France protestante ne peut entrer aujourd'hui que dans l'étroit cerveau d'un sectaire ; la France nous semble donc condamnée à vivre longtemps entre ces deux puissances ennemies, le XVIIIe siècle et le catholicisme. Est-il impossible cependant de sortir de cette impasse, et tout espoir est-il perdu ? Entre le XVIIIe siècle et le catholicisme il n'y a pas de réconciliation possible, et toute idée d'un arbitrage et d'une médiation est vaine et puérile ; mais n'y a-t-il, malgré cela rien à faire ? Devons-nous laisser au temps tout seul le soin de dénouer cette crise fertile en périls et où l'avenir de notre nation peut sombrer avec une facilité dont ne se doute pas notre imprévoyance. Que ces deux grandes puissances continuent leur débat, et nous tous, en suivant d'un œil calme et en spectateurs désintéressés les vicissitudes de cette lutte, disons honnêtement ce que nous avons à dire. A la fin peut-être un nouvel élément inattendu surgira-t-il qui mettra fin à ces disputes.

Et dès à présent, sans prendre parti, sans écrire de pamphlets, de notre coin solitaire, nous pouvons recommander à notre siècle bien des vérités importantes qu'il ne connaît plus et qui serviraient, si elles étaient retrouvées, à hâter l'heure de la paix. Ne pouvons-nous pas, par exemple, rappeler à nos contemporains, qui ne le savent plus, que ce monde merveilleux dans lequel nous vivons n'est pas un assemblage de forces matérielles créées seulement pour les besoins de l'homme, mais qu'il repose sur une idée divine, qu'il est destiné à être le théâtre d'un drame providentiel et divin — que l'homme a été destiné par conséquent à poursuivre un but divin, le triomphe absolu du bien et de la vérité? Ce point de départ une fois adopté, le XVIII[e] siècle tombe en ruine; car, si l'homme a une mission divine, il n'a plus sa fin en lui-même, et la société n'existe plus en vue de l'homme : elle existe en vue de sa mission et pour la gloire du Dieu éternel qui la lui donna dès les premiers jours du monde. L'élément théocratique et divin, fondement nécessaire des sociétés, aujourd'hui méconnu et remplacé par cette idée athée — que l'homme n'a d'autre but que lui-même, et que la société n'a d'autre but que l'homme — reparaît donc, mais sous sa forme pure, non enveloppée dans les symboles d'une église exclusive et restreinte, quelque large et tolérante qu'elle soit. Le jour où cette idée sera devenue une croyance, la lutte entre le XVIII[e] siècle et l'Eglise sera bien près d'être finie. Pour le moment, nous sommes riches et puissants; nous avons des manufactures, des chemins de fer et des capitaux immenses : il ne nous manque qu'une chose qui était abondante autrefois avant les chemins de fer et les manufactures, le sentiment du divin. Réveillez donc ce sentiment, vous tous qui avez une

voix pour parler; réveillez-le honnêtement, impartialement, sans esprit de sectaire. Là est maintenant, j'en ai la ferme conviction, l'unique route à suivre, l'unique méthode à employer, l'unique but à poursuivre, digne d'un esprit élevé, libre de préjugés, religieux enfin, dans le sens naturel du mot. Là est aussi l'unique moyen de sortir de l'impasse dans laquelle le XVIII[e] siècle nous a jetés.

Mai 1855.

DE

LA TOUTE-PUISSANCE

DE L'INDUSTRIE

DE
LA TOUTE-PUISSANCE
DE L'INDUSTRIE

Il est un livre dont je recommanderais volontiers la lecture à toutes les jeunes intelligences de ce temps-ci : c'est le *Wilhelm Meister* de Gœthe. Il contient tout juste la dose d'abstraction qu'on peut supporter à vingt ans, au milieu des ardeurs du sang, à l'époque où l'âme, encore matérielle, n'a qu'indifférence pour le monde moral, et où l'esprit manque de force d'attention. L'amer breuvage y est présenté dans une coupe d'or brillante, non par de sérieux philosophes ou d'austères savants, mais par les personnages les plus gracieux et les plus aimables, par des enfants, par des jeunes femmes, par des moralistes mondains, par des artistes et des comédiens. Tous les compagnons de folie et de plaisir que le jeune homme recherche dans la vie, tous les tuteurs bienveillants et faciles dont il désire les conseils dans ses jours de tristesse ou dans ses moments d'embarras sont les acteurs même du livre, et de leurs lèvres tombent à la fois les préceptes de la sagesse et les

promesses du bonheur. On y cause d'amour et d'art, de religion et de théâtre; tout ce qui embellit et orne la vie y reluit de toutes parts, rien de ce qui ennoblit la vie n'y est oublié. On y marche sur une terre semblable à celle que nous foulons, bien ferme et bien réelle; mais au-dessus brille le soleil de l'idéal, et tout un monde bigarré et fantasque s'agite sous ses rayons. Là, dans ce château, habite un philosophe pratique qui cherche à réaliser les idées du XVIIIe siècle, et au-dessous, dans cette belle prairie, rit et babille le monde du *Décaméron*. Sur les hauts sommets des montagnes, des voyageurs enthousiastes contemplent la majestueuse grandeur de la nature, tandis que sur le flanc du coteau passe une troupe de joyeux comédiens. Au fond des bois retentit le chant lointain des bacchantes, dans la plaine le chant des moissonneurs fatigués et baignés de sueur, et tandis qu'à l'horizon montent comme des nuages colorés les fantômes de la volupté et du plaisir, les chastes étoiles, s'éveillant dans un ciel d'azur, viennent raconter à la terre les éternelles merveilles de l'infini.

Ce livre singulier, où se fait remarquer d'un bout à l'autre un bizarre mélange de sensualité et d'austérité, est précisément, et à cause de cela même, un des livres les mieux faits pour éveiller la conscience de tout jeune homme destiné à être sérieux. Il peut être pour lui un premier guide dans la vie, et l'aider à se reconnaître au milieu du monde dans lequel il a été jeté. Il peut lui enseigner des méthodes pour penser, lui fournir des instruments d'analyse, des boussoles pour trouver son chemin. Il peut lui apprendre aussi à ne pas désespérer et lui donner confiance en l'avenir. Rien de ce qui vaut la peine d'être remarqué dans notre siècle n'est oublié par Gœthe : le mouvement des sciences, l'explication plus profonde des

mystères de la nature, le désir d'un idéal nouveau, la puissance croissante de l'industrie lui apparaissent comme les éléments premiers d'une vie nouvelle, comme la couche première sur laquelle le temps et les passions humaines, la force même des choses et la libre volonté des caractères, en se combinant et en s'amalgamant, fonderont peu à peu une autre civilisation, toute brillante de couleurs inconnues. *Wilhelm Meister* est en cela la véritable contre-partie de *Werther.* Loin de nous les lamentations inutiles, les larmes stériles, le scepticisme impuissant! Ne dis point que la poésie est morte, que l'art est mort, que le sang s'est refroidi dans nos veines, et que la vie s'éteint dans notre univers glacé sous les rayons attiédis d'un soleil à son déclin qui ne l'éclairent plus qu'avec langueur. Rien n'est mort, tout sommeille. Les forces de la nature sont à l'œuvre, et dans les profondeurs de l'âme humaine elles préparent en silence un printemps nouveau. Ayons bon courage, et au lieu de nous lamenter, de consumer notre énergie en plaintes coupables, que chacun de nous, par son intelligence, son amour de la vérité, sa volonté et sa puissance de sympathie, aide à l'éclosion de ce printemps! Alors, quand une fois nous aurons appris à être patients et laborieux, quand nous aurons confiance en nous-mêmes et dans l'âme divine qui soutient l'univers, quand nous serons tout amour et bonne volonté, nous serons à notre tour des magiciens et des artisans de miracles : des roses écloront dans nos mains, des lis jailliront sous nos pas.

Telle était la conviction à laquelle Gœthe avait été conduit par cinquante ans de méditations, d'études et d'observations. Malgré les négations du XVIIIe siècle, malgré les ruines amoncelées autour de lui, il était arrivé à ne pas désespérer et à prédire une moisson

brillante aux champs infertiles du présent. Cependant, si cette conviction suffisait à son âme, elle ne suffisait pas à son intelligence, et il cherchait avec curiosité quelle pourrait être la forme des sociétés futures. Aussi a-t-il épuisé, pour ainsi dire, tous les mélanges de faits et de principes qui peuvent se présenter à l'esprit. Il crée dans son *Wilhelm Meister* des sociétés artificielles par un amalgame ingénieux des idées. Il traite la nature humaine et la société comme la matière, et essaye de faire des combinaisons sociales comme on fait des combinaisons chimiques; mais, chose remarquable, toutes ces combinaisons ont invariablement la même base, et cette base est l'industrie. C'est l'industrie qui tient la première place dans les rêveries sociales et dans les spéculations philosophiques du grand poète; c'est d'elle que naissent dans sa pensée les mœurs futures; c'est elle qui, non contente de façonner la matière, donne sa forme à la société nouvelle. Incroyables sont les efforts d'esprit que fait Gœthe pour unir avec l'industrie tout ce qui fut la vie des hommes d'autrefois — l'héroïsme, l'amour, les arts, la religion. Il y réussit à grand'peine, et même, lorsqu'il y réussit, il est forcé d'amoindrir ces nobles expressions de la nature humaine, pour les ajuster à la taille de l'industrie. C'est là le côté réellement triste du livre; l'utile s'y présente comme l'unique divinité du présent, et l'expression qui arrive involontairement sur les lèvres pour caractériser cette œuvre étrange est celle de *benthamisme transcendantal*. Oui, c'est bien là le benthamisme, non pas dans sa vilaine nudité, mais revêtu d'étoffes éclatantes, le sceptre en main, la couronne en tête, et assis sur un trône d'où il domine une cour brillante. Aux côtés de ce dieu de l'utile se tiennent le vrai et le bon, qui ne sont plus que

ses frères cadets, tandis qu'à la porte du palais le beau frappe comme un mendiant, et reçoit une chétive hospitalité dans les corridors et les cuisines de sa dédaigneuse majesté.

Telles sont les impressions qu'a laissées en nous la lecture répétée de ce livre merveilleux, véritable lampe d'Aladin au moyen de laquelle une intelligence, même ordinaire, si elle est attentive, peut voir clair dans les ténèbres de notre siècle. *Wilhelm Meister* contient, à la fois, un conseil de courage et la constatation d'un fait. Le conseil, c'est de ne pas nous laisser abattre et de marcher d'un cœur joyeux à la conquête de la terre promise; — la constatation du fait, c'est que l'industrie est définitivement la reine du monde. La domination de cette nouvelle puissance n'effraye pas Gœthe : il croit fermement que cette domination sera partagée par les anciennes divinités adorées des hommes; mais, à son insu, ces anciennes divinités tombent au rang des divinités secondaires, et le dieu qui régit l'Olympe moderne, c'est l'utile!

Sans doute, Gœthe exprimait plutôt une espérance qu'une conviction le jour où, visitant je ne sais quelle manufacture de coton, il s'écriait qu'il n'avait jamais vu rien de plus poétique. Cette parole voulait dire évidemment qu'il apercevait dans ces machines l'instrument d'une société nouvelle, et par conséquent de mœurs qui demanderaient leurs poètes. Ces machines étaient sans doute aussi, dans son esprit, un moyen d'ordre et d'harmonie capable de relier les hommes que la croyance politique n'unit plus suffisamment et que la croyance religieuse n'unit plus du tout, d'établir entre eux des relations nouvelles, en un mot d'atteindre ce but suprême des institutions et des religions, des lois et du langage lui-même : rapprocher l'homme de l'homme. Cette force

mécanique et inanimée lui apparaissait comme un nouvel Orphée élevant les tours de cités futures, fondant des aristocraties, établissant des hiérarchies, réglant les devoirs des hommes entre eux. Nous aussi, nous avons partagé longtemps la conviction de ce grand génie; nous avons cru longtemps que l'industrie serait le nouveau facteur qui communiquerait aux arts une vie nouvelle, qu'elle établirait entre les hommes de nouvelles relations, où l'obéissance et le respect, le devoir et la vertu trouveraient encore à s'exercer et nous permettraient d'être comme par le passé, héroïques, chevaleresques et religieux. Maintenant nous sommes moins confiants, et le monde industriel nous apparaît parfois comme un squelette qui ne sera jamais recouvert de chair. Nous ne croyons plus autant à la poésie des chemins de fer; les machines à tisser ne nous paraissent plus propres qu'à produire des étoffes plus ou moins durables, et la télégraphie électrique nous semble simplement destinée à propager un peu plus rapidement la bêtise humaine avec tous les dangers qu'engendre son inépuisable fécondité. L'utile restera l'utile, le monde qu'il a engendré n'est pas beau, et, en dépit de son luxe absurde et insolent, nous ne croyons pas qu'il soit destiné à le devenir jamais.

Le XIXe siècle est l'héritier naturel du XVIIIe; sa tradition ne remonte pas plus haut. Le temps lui-même a perdu son aristocratie, et ses racines ne plongent plus comme autrefois dans les profondeurs des âges : le siècle est un parvenu comme nous tous. Il ne subsite du passé que ce que le XVIIIe siècle a laissé debout, c'est-à-dire peu de chose, et les deux faits qui dominent aujourd'hui sont ceux que le XVIIIe siècle a engendrés, c'est-à-dire la Révolution et l'industrie. La société moderne a la prétention d'être fondée sur

sur les principes de la Révolution, et en apparence cette prétention semble justifiée; mais celui qui a vécu quelque temps au milieu d'elle s'aperçoit bien vite qu'elle est en réalité fondée sur l'industrie. Si son intelligence est trop bornée pour le lui faire comprendre, les besoins et les nécessités de la vie se chargent bientôt de lui démontrer que le monde n'est plus qu'une vaste maison de banque dont la loi et les prophètes se résument dans cet axiome grossier d'un célèbre socialiste : Qu'est-ce que je te dois? Qu'est-ce que tu me dois? — C'est à l'industrie seule que se rapportent nos mœurs, nos habitudes, nos arts et même nos révolutions.

La Révolution française a été surtout, malgré toutes ses promesses, un fait de négation et de démolition. Elle a eu deux buts : renverser l'ancien régime et en établir un nouveau. Elle a su atteindre le premier de ces deux buts; quant au second, il est resté à l'état de désir et d'espoir. Chacun en a vu l'accomplissement dans le système qui lui était propre ou dans le principe qui lui était cher. En réalité, il serait fort difficile de dire quel est l'idéal de la Révolution française. Mais une chose certaine, c'est que si la Révolution n'a point fondé de régime réellement définitif, si cette bizarre personne abstraite, qui semble agir par voie d'expérimentation, comme un être vivant, et faire progressivement son éducation, s'est bornée jusqu'à présent à des essais et à des expériences [1], elle a détruit en revanche si radicalement le passé, que,

1. Ces pages ont été écrites en 1856 sous l'impression créée dans les esprits par l'insuccès de la seconde république. Depuis lors est apparue la troisième république, que les désastres de 1870 ont laissée sans compétition sérieuse et qui plus que probablement sera le régime définitif où notre nation se fixera.

pour employer l'expression célèbre d'un dés hommes politiques qui ont le mieux connu notre époque, elle n'a laissé debout que des individus.

Cela étant, comment ces individus épars, isolés, ne se rattachant plus les uns aux autres par aucun lien hiérarchique, vont-ils se gouverner? A qui auront-ils recours pour être protégés au milieu de cette transformation incessante du monde politique, et sur quoi fonderont-ils leur avenir et celui de leurs familles? A qui, en un mot, auront-ils recours pour n'être pas broyés par les expériences de la Révolution? Deux moyens de salut se présentent : un expédient et un fait.

L'expédient, c'est la puissance de l'État avec tous les formidables instruments dont il dispose — centralisation administrative, force armée, — l'État qui, permanent au milieu de toutes les fluctuations politiques, remplit toujours et exactement les mêmes fonctions mécaniques sous la main d'un roi constitutionnel ou d'un chef militaire, d'un royaliste ou d'un républicain. — Le fait, c'est l'industrie. Née, à vrai dire, de l'analyse scientifique du XVIII[e] siècle, l'industrie semble être arrivée à point nommé dans le monde pour donner une base aux sociétés qui allaient tout à l'heure n'en plus avoir. Les rêveurs et les politiques, les poètes et les philosophes ont passé à côté du fait; ils l'ont constaté sans compter beaucoup sur lui pour réparer les ruines, et ils ont continué à chercher et à rêver; mais les grossières multitudes, qui ne se payent pas de spéculations métaphysiques, ont aperçu immédiatement tout ce qu'il pouvait rendre; elles ont laissé les assemblées délibérantes se disputer sur des syllogismes constitutionnels, et se sont mises à filer du coton, à construire des chemins de fer, à élever des forges, à extraire de la houille. Elles ont trouvé

dans l'industrie un but pour leur activité, une source de richesse : aussi l'ont-elles acceptée avec transport. D'année en année, le fait a grandi, et en moins d'un demi-siècle il a envahi la société tout entière, créé des classes jusqu'alors inconnues, engendré des fortunes qu'on rêvait naguère d'aller chercher dans l'Inde et des misères qu'on n'avait jamais vues que dans les romans picaresques de l'Espagne. L'industrie a imposé des lois à la toute-puissante Révolution française, dont elle a changé la direction et qu'elle a détournée de son point de départ; elle a fait sentir son despotisme à l'État, transformé toutes les idées en intérêts, et dit insolemment à tout ce qui vivait en dehors d'elle : « Le présent et l'avenir sont à moi, malgré tous vos efforts pour partager ma puissance ! » En vérité, les fondateurs de la société moderne, ce ne sont, comme on le dit, ni Rousseau, ni Voltaire, ni Mirabeau; ce sont Richard Arkwright et James Watt, Volta et Lavoisier.

L'industrie ayant tout envahi, il s'agit de savoir si ses usurpations sont légitimes; en d'autres termes, il est utile de rechercher ce qu'elle peut faire de nous par ce qu'elle en a déjà fait. Doit-on continuer à lui abandonner l'empire de la terre, ou doit-on chercher à le lui disputer? Sa puissance doit-elle être partagée? A-t-elle besoin d'un frein et d'un contrôle, et ne serait-il pas juste de lui faire signer une charte, de la forcer à accepter un gouvernement constitutionnel? — Essayons de répondre rapidement à ces diverses questions.

L'âme humaine n'est pas aussi étroite que semblent le supposer les modernes docteurs des intérêts matériels, et il est impossible d'admettre que désormais les sociétés ne doivent plus être régies que par les besoins et les appétits. Il est également impossible de

croire qu'un seul fait ou un seul principe suffise au gouvernement des sociétés. Un peuple qui en serait réduit à ne plus reconnaître qu'un certain ordre d'idées, et chez lequel il ne se passerait plus qu'un certain ordre de faits, mourrait bientôt de langueur et d'hébêtement. Un principe trop prédominant engendre des résultats monstrueux et transforme la vérité elle-même en mensonge à force d'exagérer un seul côté des choses. Le cas est bien plus grave encore lorsque ce n'est plus un principe moral, mais un fait matériel qui est prédominant. Alors le monde est en proie à une démagogie morale, bien plus désastreuse que l'anarchie des rues ou des assemblées. Rien n'est plus estimé à sa juste valeur. Ce qui est absolu est traité comme une chose relative, ce qui est principal devient secondaire. La hiérarchie morale est bouleversée, et il arrive un moment où le fait est tellement multiplié, où son usurpation sur la société est si complète, qu'il est impossible de le détrôner, et que le seul remède contre lui est la mort. Quand les sociétés ont été assez imprudentes pour laisser se perdre l'équilibre moral entre les divers principes qui représentent la vérité, elles en sont durement punies. L'Espagne est morte pour avoir trop cru à la puissance d'un seul principe, qui était cependant le plus important et le plus élevé de tous — à savoir l'autorité souveraine des représentants de l'ordre spirituel. Et qu'est-ce qui a manqué à l'Italie, riche de tant de dons incontestables? Rien, si ce n'est un peu de discipline, c'est-à-dire le moyen de maintenir un équilibre sévère entre toutes les forces de l'esprit. Si ces nations ont été punies pour avoir été ou trop exclusives ou trop étourdies dans leurs rapports avec l'ordre moral, que sera-ce donc si nous commettons la même faute dans nos rapports avec le

monde de la matière, et si nous laissons perdre l'équilibre qui doit régner entre la civilisation matérielle et la civilisation morale!

La décadence romaine présente un exemple éternellement mémorable du châtiment qui attend les peuples envahis et garrottés dans les liens de la civilisation matérielle. L'industrie et le luxe régnaient aussi dans la Rome impériale, et, libres de tout frein, au lieu d'être des instruments de progrès, ils n'étaient que des instruments de ruine. Avec la disparition du patriciat s'était évanoui tout ce qui donne à la richesse sa véritable valeur. Au lieu de rehausser l'homme et de briller autour de lui comme signe d'indépendance et de dignité, elle ne fut plus qu'un instrument de plaisir. Ainsi dégradée, comme elle l'est toujours en passant du rang de servante et d'humble esclave au rang de maîtresse et de dominatrice, la richesse produisit ces vices, escorte naturelle de ce qui est servile et sans noblesse — la lâcheté, le mensonge, l'insolence et la corruption. N'étant plus la servante de la vertu, elle devait être la reine du crime : elle le devint. Délivrée de toute contrainte morale, elle se créa un monde à elle — esclaves affranchis, courtisanes, bohémiens dorés et financiers imbéciles —, le monde de Tacite et de Suétone, les habitués du palais d'Agrippine et de Néron, les convives de Trimalcion. Cependant, au milieu de ces désordres, le vice, enfanté par cette absence de tout contrôle moral sur le monde matériel, conservait encore certaines élégances, certaines grandeurs, derniers et faibles reflets de la tradition aristocratique. Les grâces extérieures disparurent bientôt, et le monde de Martial remplaça celui d'Ovide et de Properce. Alors la société romaine fut infestée de ces cohortes d'aventuriers subalternes que le poète nous présente tour à tour dans les rues de

Rome, sous les portiques, dans les bains, chez les courtisanes. Parasites, bouffons, amants gagés des filles venues d'Espagne ou d'Afrique, captateurs de testaments, s'abattirent sur la société romaine comme les noires légions d'insectes sur les cadavres en putréfaction. Cependant la civilisation matérielle ne s'arrêtait pas un seul moment. L'art de travailler l'ivoire et l'or acquérait chaque jour plus de perfection; chaque jour quelque ingénieuse machine utile aux besoins de l'homme était inventée, et chaque jour aussi ces progrès de l'art matériel enfantaient une corruption nouvelle. Rien ne put sauver Rome de la décadence, ni les souvenirs du passé, ni les avertissements de ses sages, ni l'exemple des grandes vertus, ni les services des grands talents politiques et militaires, et c'est là qu'est le côté le plus attristant de cette affreuse histoire. Elle enseigne l'inutilité sociale de la vertu et du talent dans les époques régies par de mauvais principes. Longtemps Rome eut des républicains capables de verser leur sang pour la vieille cause; elle eut jusqu'à la fin des empereurs grands politiques, depuis l'avare Vespasien jusqu'à l'apostat Julien. Elle ne cessa un seul jour d'avoir des sages. Depuis Germanicus jusqu'à Aétius, que de grands capitaines ne compta-t-elle pas encore! Tous ces talents, toutes ces vertus ne servirent à rien, et la Rome impériale est jusqu'à nos jours le seul exemple d'un état social où tous les dons de l'intelligence et du caractère aient été inutiles. Fasse le ciel que l'Europe moderne ne soit pas le second!

Mais, dira-t-on, quel rapport y a-t-il entre nous et la Rome impériale? Avons-nous donc ces vices gigantesques, et compte-t-on parmi nous ces personnages de Tacite et de Suétone, de Pétrone et de Martial? Non, sans doute, et cependant, candide lecteur,

sonde ton époque, recueille tes souvenirs, ouvre les yeux et les oreilles, lis et regarde, et puis dis-moi si tu n'as pas connu et Narcisse, et Pallas, et Trimalcion, et bien d'autres! Ose, si tu es honnête, dire que tu ne les as pas connus!

Mais, dira-t-on encore, nous avons, pour contrebalancer cette civilisation matérielle, des principes moraux! — Oui, certainement, seulement ces principes sont dans chacun de nous essentiellement individuels, et, ne servant en rien à nous rattacher les uns aux autres, ils ne peuvent contre-balancer le pouvoir des intérêts matériels, qui sont au contraire un terrain commun à la société tout entière. Il n'y a pas aujourd'hui un seul principe général, reconnu, accepté sans discussion, *cru* en un mot, qui puisse faire équilibre à ce fait général. Le monde moral est réellement à l'état atomistique. Nous sommes environ quinze millions de Français mâles et majeurs qui représentons environ quinze millions de principes. Nous ne comptons ni les femmes ni les enfants, qui ont bien aussi les leurs, ainsi que l'expérience a pu l'apprendre à chacun. Nous sommes catholiques ultramontains ou gallicans, catholiques révolutionnaires, luthériens, calvinistes, israélites, chrétiens libres et n'appartenant à aucune église, rationalistes modérés croyant à la possibilité d'un compromis avec la foi, et rationalistes entêtés repoussant tout compromis, déistes, voltairiens, athées, panthéistes, positivistes, légitimistes de toutes nuances, constitutionnels, impérialistes, républicains et socialistes de toutes les dénominations. Ajoutez, pour compléter ce pandémonium intellectuel, que la même confusion qui règne dans la société règne au dedans de chacun de nous. Non seulement il serait fort difficile de trouver deux contemporains dont les prin-

cipes pussent s'accorder ensemble, mais il serait fort difficile aussi de rencontrer un individu qui soit en paix avec ses opinions et soit parvenu à se mettre d'accord avec lui-même. Ce n'est point un pareil désordre moral qui peut lutter avec avantage contre un fait aussi puissant que l'industrie. J'aime à croire que tous ces principes, tourbillonnant dans le vide comme les atomes de Démocrite, finiront par s'accrocher et par enfanter je ne sais quel principe général que tout le monde pourra adopter, et qui servira de lien moral entre les hommes. Pour le quart d'heure, bornons-nous à constater que l'industrie est un fait universel, propre à la société tout entière, tandis que nos principes moraux sont essentiellement individuels et ne peuvent établir par conséquent l'équilibre que nous demandons.

L'industrie, comme tous les faits, aurait donc besoin d'être gouvernée, et c'est le contraire qui a lieu; c'est le phénomène qui régit l'homme. Cependant, en l'absence d'un principe moral universellement accepté, il semble que l'intelligence humaine aurait pu trouver des moyens de contrôler, de gouverner, d'organiser en un mot cette puissance nouvelle, et de lui assigner ses justes limites. Rien de semblable n'est arrivé. Les représentants de la force morale, les clergés des diverses religions, les hommes d'État, les philosophes, ont vu un phénomène nouveau naître et grandir, et ils ne s'en sont point inquiétés : ils ont continué à gouverner selon les vieilles règles de la politique et à penser selon les vieilles méthodes. Machiavel et Richelieu ont continué à faire autorité dans les affaires de l'État. Pourtant les avertissements n'ont pas manqué. Dès le XVIII[e] siècle, l'intelligence pénétrante de David Hume prévoyait les révolutions immenses que l'industrie allait provoquer dans le

monde. « Il est absurde, disait-il, de supposer que toute la science politique se trouve dans Aristote ou Machiavel, car il peut arriver tel phénomène qui bouleverse les relations des citoyens entre eux et finisse par changer la nature même de l'État. Ainsi on ne sait pas encore quels résultats le commerce peut amener. Dans de telles circonstances, la science politique est obligée de se transformer et de trouver de nouveaux moyens de gouvernement. » Le plus mémorable de ces avertissements est celui qui fut donné sous la Restauration, à l'époque où l'industrie tendait à devenir ce qu'elle est devenue depuis, la seule loi de la société, par Henri Saint-Simon. Le critique Hoffmann fit un spirituel article à propos de ce ministère que l'excentrique rêveur voulait composer de chimistes, de mécaniciens et de physiologistes, mais l'article de Hoffmann avait le défaut de tout ce qui est simplement spirituel, celui de voir le côté éphémère des choses sans en voir le côté durable. Le monde politique et par suite la société tout entière pensèrent comme le critique, et les folies de l'école qui sortit de Saint-Simon semblèrent donner raison à ces dédains. Certes Saint-Simon lui-même n'avait pas l'esprit parfaitement assis, mais quel malheur qu'il ne se soit pas trouvé un homme sage pour comprendre ce fou! Si ses idées étaient erronées comme moyens de réforme sociale, elles étaient au moins un symptôme, un avertissement et pouvaient être acceptées comme telles. Une des erreurs qui ont fait commettre le plus de bévues en politique, c'est de supposer qu'un fou se trompe nécessairement, et que la sagesse se trouve naturellement chez le sage. Il y a longtemps que le livre saint a déclaré que l'esprit soufflait où il voulait, et qu'il choisissait pour organe qui lui plaisait.

Tout a donc contribué à favoriser les empiétements

de l'industrie : la nécessité d'un but nouveau pour l'activité humaine, la destruction radicale du passé par la Révolution française, l'absence d'un principe moral généralement accepté et faisant loi, l'incurie, l'insouciance ou la routine des hommes politiques. Grâce à toutes ces causes réunies, l'industrie a grandi à la manière des bananiers de l'Inde, et pris possession de tout le terrain qu'on lui abandonnait. Maintenant cette domination omnipotente est-elle un mal? Je connais l'objection qu'on peut m'adresser. Vous déplorez que l'industrie, qui n'est qu'un fait, soit la base de la société actuelle; mais l'ancienne société n'avait-elle pas son origine dans un fait bien autrement brutal que l'industrie ? N'était-elle pas sortie de la conquête, et toutes ses gloires, tous ses arts doivent-ils nous faire oublier cette origine injuste? Oui, l'ancienne société avait son origine dans la conquête, mais ce fait brutal fut combattu et vaincu autant qu'il pouvait l'être par les principes moraux qui régnaient alors dans le monde. Au-dessus de lui, le christianisme établit sa domination et restreignit les droits des vainqueurs. Il se chargea de surveiller les conséquences de la conquête et d'empêcher qu'elle ne dégénérât en tyrannie. De cette conquête même sortit une aristocratie qui étendit sur les populations une protection barbare et grossière, mais préférable à l'absence de toute protection. Des obligations réciproques enchaînèrent le seigneur au vassal; l'obéissance donna au vassal certains droits, et le pouvoir imposa au seigneur certains devoirs. L'un et l'autre furent unis par les liens de la religion. Au-dessus d'eux, la royauté exerçait sa surveillance, souvent combattue ou éludée, mais toujours active. Le moyen âge ne fut certainement pas un âge d'or; malgré ses mœurs brutales, ses violences, son ignorance, ses superstitions,

il n'en présente pas moins une image imparfaite sans doute, mais vraie et ressemblante, de ce que doit être une société. Aucun des éléments qui sont nécessaires à l'existence d'une société n'y manquait, et de siècle en siècle cette société se transforma et devint plus parfaite, jusqu'à ce qu'enfin elle subit la loi imposée à tout ce qui est de la terre. Nous avons le droit de nous vanter de notre humanité, de notre justice, de nos inventions, mais nous pouvons reconnaître sans honte que nous ne vivons pas dans un état social aussi complet que celui dans lequel vivaient nos pères, que nous ne sommes pas reliés les uns aux autres par des liens aussi forts, que si nous avons moins de violence nous avons plus d'égoïsme, et que la prétendue fusion des classes a bien pu produire le rapprochement des espèces, mais qu'en revanche elle a créé l'isolement des individus. Nous parlons beaucoup trop de notre civilisation et de notre progrès social. Ce sont les détails qui sont plus parfaits qu'autrefois : quant à la société, elle manque d'*ensemble*. Ainsi nous avons une police mieux faite qu'autrefois, l'administration fonctionne avec plus de régularité, la justice est rendue avec plus d'impartialité; mais les relations de l'homme avec l'homme, qui sont la grande affaire des sociétés, sont-elles meilleures? Elles ne sont ni meilleures ni pires, car elles n'existent pas.

L'industrie est-elle capable de créer ces relations? Il faut l'espérer, puisqu'elle est après tout l'unique chose vivante et qui semble n'être pas frappée de stérilité. Jusqu'à présent elle n'y a pas réussi. Elle a élevé des manufactures et des usines, mais elle n'en a pas rapproché les habitants; au contraire, elle n'a fait que les séparer davantage et semer entre eux la discorde et la haine. C'est là un phénomène effrayant et qu'on

ne doit pas se lasser de faire apercevoir. Le travail de l'industrie rassemble dans un même lieu des multitudes innombrables sous le commandement supérieur d'un chef. Ces multitudes sont à la fois libres et dépendantes, c'est-à-dire placées dans la situation la plus fausse où l'homme puisse tomber. Elles ont un maître et n'en ont pas. Aucun lien moral n'unit en réalité le chef de la manufacture à ses ouvriers. Il n'exerce et n'a le droit d'exercer sur eux aucune surveillance. Il ne leur demande d'autre obéissance qu'une obéissance mécanique. Maîtres et serviteurs se voient rarement, ne se fréquentent guère, ne se rencontrent pas aux mêmes lieux, et, bien que réunis dans un même espace, vivent à peu près isolés. Ont-ils le même Dieu? croient-ils aux mêmes principes? De cette question jamais les uns ni les autres ne se sont souciés. Le seul rapport qu'ils aient entre eux est celui de l'argent. Tous les samedis, le payement du salaire établit entre eux un rapprochement momentané, et encore la plupart du temps la caisse du maître remplace-t-elle sa personne. Ainsi séparés, ils vivent dans le mépris et dans la haine. Supposez un instant que l'industrie moderne eût existé dans ce moyen âge trop vanté et trop calomnié, les rapports du maître et de l'ouvrier eussent été fort différents. Il y aurait eu un chapelain de la manufacture comme il y avait un chapelain du château. Maîtres et serviteurs se seraient agenouillés au pied des mêmes autels, auraient écouté les paroles, également applicables aux uns et aux autres, des ministres de Dieu, auraient eu les mêmes croyances. Sous cette influence morale, une hiérarchie du travail (cette chose si désirable) se fût organisée, des droits et des devoirs mutuels seraient nés. En retour de l'obéissance et du travail de son serviteur, le maître aurait étendu sur lui sa protection. Si l'industrie

doit réellement établir des relations nouvelles entre les hommes, ce n'est encore que par cette méthode qu'elle y parviendra; mais l'emploi de cette méthode exige une croyance, et voilà que nous retombons dans cette éternelle et embarrassante question : Où trouver un principe moral qui puisse être le *credo* du plus grand nombre?

Cependant un grand pas serait fait, si les manufacturiers, ces rois de la société moderne, voulaient bien être moins modestes et prendre plus d'orgueil, s'ils voulaient bien ne pas se persuader qu'ils ne sont que des entrepreneurs d'affaires, et se représenter exactement le rôle historique qu'ils remplissent dans le monde. Les grands industriels sont des personnages beaucoup plus importants qu'ils ne le croient : ils sont les barons féodaux de notre époque. Nous cherchions tout à l'heure un principe moral capable de diriger, de gouverner, de moraliser l'industrie, et nous ne le trouvions pas : il en est un pourtant, c'est le travail, auquel nous sommes tous tenus de nous soumettre. Comme tous les devoirs possibles, le travail doit entraîner certains droits, s'accomplir dans certaines conditions, et par son accomplissement créer une responsabilité nouvelle et de nouveaux moyens d'action. L'idée du travail est en ce moment la seule qui puisse réunir les hommes, et, chose singulière, cette idée n'est jamais sortie des domaines de l'abstraction, elle n'a pas encore pris dans les faits la place qui lui est due. On n'a vu dans le travail qu'un moyen et non pas un principe, une manière de faire fortune et non pas l'accomplissement d'un devoir. Le travail, ce fait essentiellement social, n'a été qu'une affaire d'égoïsme et d'ambition, tandis qu'il est au contraire un principe de dévouement et de bienfaisance. Lorsqu'on acceptera le travail comme un principe et

comme un but, et qu'on ne verra plus dans l'industrie qu'un moyen de réaliser ce principe et d'atteindre ce but, alors les choses changeront de face. L'industrie prendra une âme; elle perdra son aspect dur, égoïste, impitoyable, et, soumise à l'action d'une idée morale et humaine, elle deviendra morale et humaine. Les industriels cesseront de se regarder comme des entrepreneurs, et deviendront ce qu'ils sont déjà sans le vouloir et sans le savoir, les représentants de leur époque. Cette puissance anonyme, sans responsabilité, de l'industrie actuelle disparaîtra. Jusque-là, l'industrie, il faut y compter, sera parfaitement incapable d'établir des mœurs nouvelles, et se bornera à créer ce qui est propre aux machines, des étoffes, du fer travaillé, des matières premières préparées; mais les droits et les devoirs qu'elle doit engendrer ne naîtront que lorsque l'idée du travail sera devenue un fait, et plus qu'un fait, une croyance, un *credo*, une foi.

L'industrie, avons-nous dit, aurait besoin d'être moralisée et limitée : moralisée, nous venons de voir comment elle pourrait l'être; elle le serait, si ses représentants avaient la conviction qu'ils représentent une idée morale, celle du travail, et non plus seulement des intérêts matériels. Tant que cette conviction n'existera pas, l'industrie sera brutale, sinon dangereuse. La raison, en effet, répugne à penser que ce phénomène n'existe que pour la satisfaction des intérêts privés. De là les réclamations, les colères, les luttes à main armée dont nous avons été témoins. Cette peste qui a parcouru le monde il y a quelques années et qui la parcourt encore sourdement, qui a fait explosion en 1848 et qu'on affecte d'oublier aujourd'hui, cette peste morale qu'on nommait le *socialisme* n'avait pas d'autres causes que celles que nous

venons d'indiquer. L'industrie était apparue aux yeux des multitudes comme un fait qui servait un petit nombre de privilégiés au détriment du plus grand nombre, comme un fait qui n'avait d'autre raison d'être que l'acquisition de la richesse pour quelques-uns. Faisons donc, pendant qu'il en est temps, tous nos efforts pour empêcher d'aussi funestes événements de se renouveler.

Limiter la puissance de l'industrie est une tâche à la fois plus et moins difficile que de la moraliser. Les événements se sont chargés déjà de démontrer le danger qu'il y avait à laisser prendre à un seul fait une trop grande extension. Il y a quelques années à peine, on pouvait croire que l'industrie était la loi unique des sociétés, et qu'il n'y avait place à côté d'elle pour aucun autre fait; mais la vie a des manifestations multiples, elle ne se laisse pas étouffer ainsi. Les instincts de l'homme sont divers, ils demandent tous leurs satisfactions, et la société ne peut vivre en vertu d'un seul principe. On avait déclaré au nom de l'industrie que la paix devait désormais être éternelle, et on avait oublié que la guerre est aussi nécessaire que la paix au maintien de la société. Parce que le principe du *free trade* était proclamé de toutes parts, on commençait à perdre l'idée de nationalité et de patrie, on oubliait que l'idée de patrie est pour le moins aussi importante que le commerce. Une sorte de cosmopolitisme vague, né de cette préoccupation exclusive des intérêts matériels, absorbait à peu près toutes les âmes. La pensée que nous pouvions avoir à défendre quelque chose de plus sacré que des balles de coton et des tissus de soie n'entrait dans l'esprit que d'un petit nombre. Cependant la guerre est venue, et la première question que tout le monde s'est posée a

été celle-ci : l'industrie permettra-t-elle que nous fassions la guerre? Puis les craintes serviles sont venues demander à leur tour s'il valait la peine de sacrifier les intérêts et les profits du commerce pour préserver la Turquie et arrêter l'ambition russe. Toutes les tentatives de conciliation ont été faites précisément en vue de favoriser ces intérêts; la guerre n'en a pas moins éclaté. Certes cette lutte était légitime et nécessaire, ne fût-ce que pour permettre aux machines anglaises et françaises de travailler dans l'avenir sous d'autres propriétaires qu'un fabricant moscovite assisté de contremaîtres cosaques. Et pourtant supposez que la situation des trente dernières années eût continué quelque temps encore, que la crainte, la pusillanimité, l'amour du repos et des jouissances matérielles, que toutes ces passions sans courage que la guerre a effarouchées eussent pris encore plus de force : que serait-il arrivé? Il est très permis de supposer que l'Europe eût fléchi le genou et demandé grâce pour ses richesses. La guerre est venue très à propos pour faire cesser cette situation, qui, continuée plus longtemps, fût devenue désastreuse, pour montrer que les sociétés vivent d'autre chose que d'intérêts matériels, que la richesse n'est qu'une des forces de la civilisation, et n'est pas la plus importante. La guerre aura pour résultat de restreindre la puissance que l'industrie avait usurpée, de limiter la place qu'elle occupait dans la société et de lui assigner de plus justes bornes. Dieu et le tsar en soient loués! Le puissant empereur de toutes les Russies ne se doute peut-être pas de l'œuvre qu'il accomplit. Il a bien raison de se déclarer le représentant de la Providence[1].

1. Est-il besoin de faire observer que ces pages furent écrites avant la fin de la guerre de Crimée.

Toutefois la puissance de l'industrie ne doit pas seulement être limitée, elle doit encore être partagée. Les idées morales doivent reconquérir tout le terrain qu'elles ont perdu depuis trente ans. Cette honteuse idolâtrie de la matière devra se modérer et se transformer en une juste estime. Si l'on me demande quelles idées morales peuvent encore entrer en partage de domination avec l'industrie, je répondrai que, dans l'état où nous sommes plongés, le dévouement à telle ou telle idée nous semblera toujours un grand bienfait, que l'important est d'en aimer une et d'en avoir une pour drapeau, et que le choix entre elles est d'un intérêt secondaire. Oui, nous en sommes arrivés à ce point que le dévouement à n'importe quelle idée morale serait un inestimable bienfait.

Il serait bien temps que l'homme eût d'autres préoccupations que des préoccupations matérielles. Nous avons atteint la limite extrême que cette fièvre des intérêts ne peut dépasser sans danger pour la vie morale. Rien n'est encore perdu, rien n'est irréparable ; mais un accès de plus, et la santé de nos âmes sera fort compromise. Les choses de l'esprit, objet pour les dernières générations d'un culte tout mondain qui les avait dégradées en les faisant servir à la satisfaction de l'ambition et surtout de la vanité, ont durement été punies de cette idolâtrie de nos devanciers. Avilies, méprisées, conspuées, il n'est aucune grossière jouissance qu'on ne leur préfère et aucun misérable intérêt qu'on ne fasse passer avant elles. Elles ne sont plus capables d'inspirer le moindre dévouement. Personne ne consentirait à rester pauvre pour elles, à sacrifier pour elles la fortune, le bonheur, la vie même, comme le faisaient jadis joyeusement tant d'hommes, dont tous n'étaient point illustres et dont beaucoup sont restés obscurs et ignorés. Je ne doute

pas que, s'il y avait parmi nous une grande âme, elle ne consentît encore, malgré son temps, à fouler aux pieds tous les intérêts mondains; mais ce qui est malheureusement trop probable, elle ne trouverait plus parmi nous comme autrefois de défenseurs prêts à prendre sa cause en main et de disciples prêts à partager sa mauvaise fortune. Nous manquons de grands hommes, cela est vrai, et peut-être cela est-il un bonheur : au moins nous n'avons pas l'occasion de montrer jusqu'à quel point nous sommes devenus tièdes et sceptiques. Si nous avions des grands hommes, peut-être seraient-ils non seulement combattus, mais, ce qui est plus terrible, abandonnés; nous les laisserions se morfondre dans l'isolement. Les forces d'énergie qui seraient en eux ne trouveraient pas leur emploi, et ils sortiraient de ce monde sans avoir trouvé l'occasion de laisser trace de leur passage sur la terre. Autrefois ces âmes dévouées qui étaient capables de mourir, s'il le fallait, pour une grande idée ou pour ce qui la représentait, se nommaient légion; la noblesse de nature n'était pas une exception, elle était le partage de milliers d'hommes. On dit cependant que, grâce au progrès des lumières et de la richesse, le niveau de la moralité s'est élevé; j'en doute. Nous sommes mieux nourris, mieux vêtus, c'est possible, et partant nous avons une plus *respectable* apparence; mais l'âme s'est-elle fortifiée?

Si nous passons des grandes choses aux petites, et des grandes maladies morales aux détails de mœurs, nous verrons que ces prétendus progrès eux-mêmes sont loin d'être des bienfaits. L'industrie a créé des étoffes à très bon marché, cela est certain; elle a permis ainsi à tous les hommes de porter à peu près les mêmes habits, et de présenter également la même plate, uniforme et ennuyeuse surface. En revanche,

la vanité a pris des proportions colossales. Les économistes ont grand tort, dans leurs appréciations de notre état social, de ne pas tenir compte des différents résultats moraux qu'engendrent telles ou telles inventions matérielles. Ainsi pourquoi la vanité, par exemple, ne figure-t-elle jamais comme ombre au tableau qu'ils nous présentent de la société actuelle? L'industrie, nous disent-ils, répand le bien-être dans toutes les classes de la population; oui, mais, si par suite elle répand aussi la vanité, qu'arrivera-t-il? Le bienfait ne sera qu'apparent; par conséquent, à prendre les choses au mieux, les avantages compenseront les désavantages, et la société restera, comme devant, dans le plus parfait *statu quo*. Il n'est pas possible toutefois de s'arrêter à ce demi-optimisme. Un vice général a chez une nation des conséquences qui influent sur son bien-être d'une manière bien plus puissante que les inventions de l'industrie et les raisonnements des économistes. On ne remarque pas l'action qu'exercent sur l'homme deux faits moraux très considérables : d'abord l'instinct d'imitation, et puis la logique singulière qui nous conduit à notre insu de l'apparence à la réalité. Si je suis vêtu comme mon semblable, pourquoi ne vivrais-je pas comme lui? Pauvre, l'industrie parvient à me donner à bon marché certains objets qui jadis n'étaient accessibles qu'au riche : vêtements, meubles, objets de luxe même. Elle me donne l'apparence de l'aisance : fatal présent! que ne m'en donnait-elle aussi bien la réalité? Ces facilités qu'elle m'offre éveillent en moi des goûts que je n'avais pas, elles développent ces deux vices honteux — l'envie et la vanité. Mais l'envie est pour le cœur un triste aliment. Pour se contenter d'envier, il faut vivre dans une condition bien basse, bien désespérée. La vanité a plus de ressources :

elle sait tout transformer; elle apprend à celui qui vit d'un modeste salaire à se donner l'apparence de l'aisance, à celui qui vit dans l'aisance à se donner l'apparence du luxe, et, n'épargnant pas même le riche, elle le pousse à s'entourer de la magnificence des rois. Ainsi, parcourant tous les degrés de l'échelle sociale, elle crée de merveilleux trompe-l'œil, bâtit des fortunes sur des hypothèses, établit la vie sur des illusions, enfante des existences chimériques. Quelle est la fortune réelle de tel personnage qui éclabousse Paris de ses équipages? On la suppose; on ne la connaît pas. Quelle est la condition réelle de ce jeune homme élégant, et comment fait-il face à ses dépenses? Et — problème plus intéressant — comment cet honnête boutiquier, dont les recettes peuvent être exactement évaluées, trouve-t-il le moyen de mener même le modeste train de vie qu'il mène? C'est un mystère, mais le diable le connaît certainement.

Ainsi ce prétendu bien-être n'est qu'un leurre et un mirage. La misère pèse dans notre société sur des classes beaucoup moins nombreuses qu'autrefois; mais en revanche la gêne s'est étendue à toutes les classes. La société moderne tout entière vit au jour le jour, et dans une condition singulièrement précaire; elle ne se soutient qu'à force d'inventions de tout genre, de crédits, de subtilités; elle amortit ses comptes, mais elle ne les éteint jamais. La vie est plus difficile dans cette société que dans aucune autre, car, en vertu de préjugés nouveaux et plus odieux que ne le furent les anciennes superstitions, la pauvreté y est généralement regardée comme une condition honteuse. Chacun s'efforce donc d'être riche ou de le paraître; le crédit, la confiance, l'honneur même sont à ce prix. On voit alors comment les expédients les moins

avouables sont nécessaires, comment le mensonge social et le charlatanisme ont pu prendre l'extension qu'ils ont aujourd'hui. Ces délits s'implantent sur un sol moral labouré par la vanité ; le dédain de la médiocrité et la soif des jouissance deviennent sa moisson naturelle. Le châtiment inévitable arrive ; on voudrait détruire ces abus, et on ne le peut plus : ils sont devenus une des conditions d'existence de la société.

Voilà donc quelques-uns des résultats que nous devons à l'idolâtrie de la matière travaillée. Partout la vanité, et par suite partout la gêne, un goût égal des jouissances chez tous les individus, et par suite la nécessité des expédients propres à satisfaire ces goûts.

La grande innovation de l'industrie sous le rapport de l'art, c'est le luxe moderne, qui arrache des cris d'admiration à tous les badauds, et qui est bien une des inventions les plus pitoyables qu'on puisse imaginer. Ce luxe ne sert pas à rehausser l'homme et à lui faire un cadre en rapport avec sa condition, il a perdu tout caractère noble. Nos demeures modernes n'ont aucune grande apparence. Toute leur richesse consiste dans leur ameublement et leur décoration intérieure. L'homme y vit enfoui au milieu d'un entassement de draperies, de rideaux, de tapis et de lustres, sous lesquels il disparaît. L'or reluit sur toutes les murailles, et les étoffes précieuses servent aux plus vulgaires usages. Il y a là une profusion de richesses, une prodigalité insolente qui enlèvent à notre luxe toute beauté. Ces meubles ont je ne sais quel cachet impur, ces dorures sentent la promiscuité, ces draperies rappellent le théâtre, toutes ces richesses bien réelles miroitent comme du clinquant. On se demande involontairement quel est l'hôte de tel logis qui semble ne convenir qu'à une courtisane ou à quel-

que sensuel nabab de l'Orient, et l'on est souvent fort surpris d'apprendre que cet hôte est un honnête bourgeois, d'une vie honorable et même assez simple, qui a eu la singulière idée de se former un intérieur qu'on pourrait prendre pour le foyer d'un théâtre ou les appartements d'une fille entretenue. Ce luxe d'un goût équivoque et d'un raffinement *grossier* est cependant tout ce que l'industrie a produit de plus remarquable sous le rapport artistique. On a dit bien souvent que l'industrie tuait l'art, il serait plus juste de dire qu'elle l'avilit. De plus en plus elle le réduit à la décoration et à l'ornementation. Les meubles, les bronzes, les statuettes, les étoffes, voilà nos arts plastiques, notre sculpture et notre peinture. S'il est vrai que les arts reflètent exactement la vie de la société, nous pouvons prendre de nous-mêmes une assez triste opinion. Avoir pour Raphaëls des décorateurs de corniches, pour Michel-Anges des dessinateurs sur étoffes, et pour régulateurs suprêmes du goût des tapissiers, quelle destinée! Il est juste de dire aussi que l'industrie a fait faire aux arts de nouveaux progrès, qui consistent à remplacer le génie de l'homme par l'action d'une force physique : le daguerréotype nous dispense d'avoir des Titiens, la photographie d'avoir des Marc-Antoines. Les partisans effrénés du progrès moderne se pâment d'admiration devant les œuvres de ce peintre merveilleux, le soleil. Plus de réserve siérait mieux. Ces inventions nous inspirent un enthousiasme très modéré, comme tout ce qui est mécanique et n'a rien de moral et d'humain.

Voilà quelques-uns des vices que l'industrie non réglée a produits dans le présent; quel avenir nous réserve-t-elle? Hélas! à observer certains signes, cet avenir est peut-être plus triste que le passé. Les générations qui nous ont précédés avaient encore

quelques-unes des qualités qui font pardonner bien des erreurs et des vices; mais les générations qui grandissent chaque jour et celles même qui entrent à peine dans la vie nous promettent de racheter amplement la mollesse et la lâcheté de leurs pères, qui n'ont pas eu le courage d'être hardiment dépourvus de tout sentiment moral et de toute sollicitude pour des intérêts qui ne sont pas ceux de la matière. Ces enfants font frémir. Ne cherchez en eux rien de jeune, aucune de ces illusions élevées, aucune de ces insouciances charmantes qui caractérisent la jeunesse. L'âge de la chevalerie, qui était passé depuis longtemps, ressuscitait en quelque sorte chaque année avec l'éclosion des générations qui entraient dans la vie ; mais aujourd'hui les réalités prosaïques ont remplacé pour le jeune homme toutes les illusions dont il se nourrissait autrefois. Ardents, rapaces, impitoyables comme des usuriers bronzés par le métier, sans tendresse comme de vieux soldats qui ont vu trop de douleurs et de massacres pour être aisément émus, ils mettent dans la poursuite de la richesse la même âpreté qu'ils mettaient jadis dans la poursuite du plaisir. Ils n'ont pas de passions, pas d'amour; leur cœur est vide, et leur sang même est froid. Tremblez lorsque vous serrez leur main, car ils sont redoutables comme s'ils avaient beaucoup vécu. Il semble que leurs pères leur aient légué avec leur sang toutes les expériences, toutes les désillusions, tous les scepticismes accumulés de cinq ou six générations. Ils n'ont foi qu'en une seule chose, l'argent; ils n'ont d'autre dieu que la richesse et ne reconnaissent pas d'autre puissance. Souples, adroits, rusés, ils déploient, afin de faire fortune, de faire leur chemin, une activité, une énergie, une assiduité, comme jamais moine n'en mit à repousser les pièges du démon et à déraciner

de son cœur les instincts du vieil homme. Rien ne les trouble, rien ne les détourne de leur but; ce qu'ils ne comprennent pas, ils l'abandonnent : la curiosité ne figure pas au long catalogue de leurs défauts. Ils voient passer sans s'émouvoir les révolutions et les événements politiques : cela ne les regarde pas. Ils n'ont pas les vices de leurs qualités, et ils n'ont pas les qualités de leurs vices. Ils savent s'abstenir, et ils n'aiment pas l'abstinence ; ils sont actifs, et ils n'aiment pas le travail; dissolus, et ils n'ont pas le sens du plaisir. Tel est le portrait malheureusement très fidèle, nullement exagéré, des générations qui s'élèvent. Elles nous promettent une société faite à leur image et dans laquelle elles seules pourront vivre, une société dure, impitoyable, égoïste, où il n'y aura plus vestige de dévouement et où pourra se réaliser à la lettre l'axiome de Thomas Hobbes, que la guerre est l'état de nature et que l'homme est naturellement l'ennemi de l'homme. Ces nouvelles générations qui comptent sans doute, malgré tout, bien des nobles cœurs — il faut l'espérer pour le salut du monde — sont le dernier et le plus remarquable produit de l'industrie. L'industrie fait la société à son image, elle fabrique des âmes cruelles comme ses machines et des cœurs secs comme ses produits.

Nous n'avons pas l'intention d'en médire, mais c'est précisément parce que nous savons le rôle important que l'industrie est appelée à jouer dans la société moderne que nous voudrions la voir soumise à une influence morale. Le sort des classes moyennes est en grande partie attaché à ses destinées. Si l'industrie, revenant de ses erreurs, entre dans des voies meilleures, le triomphe des classes moyennes est assuré ; si elle fait fausse route, les classes moyennes, et par

conséquent la société tout entière, sombreront et périront, car l'industrie n'est un grand fait que parce qu'elle est un des moyens de réalisation de l'une des idées principales de la Révolution française. Quels sont les vrais principes de la Révolution? Est-ce la devise : liberté, égalité, fraternité? Non, cette formule trop métaphysique implique plutôt des désirs et des tendances lointaines. Cette formule renferme les vœux de la Révolution plutôt que ses principes. Si l'on dégage l'œuvre de la Révolution de ses désirs chimériques, de ses rêves, de ses réminiscences antiques, de ses théories matérialistes, on trouve qu'elle se réduit à deux points principaux : la substitution de l'idée de travail à l'idée de privilège, et la substitution de l'idée de fonction à l'idée de naissance. Les titres nobiliaires n'entraîneront plus le commandement et ne donneront plus à l'homme de droits sur l'homme. Le privilège ne donnera plus à l'homme de droits sur le sol ou la richesse générale. Le commandement ne sera plus qu'une fonction comme l'obéissance, et la richesse ne sera plus que le résultat du travail. Une hiérarchie nouvelle — dans laquelle, du premier au dernier degré de l'échelle, chacun n'exercera plus que des fonctions qui lui seront déléguées, au nom de l'universalité des citoyens, par la personne abstraite de l'Etat — étendra son réseau sur toute la société. Tel était le plan idéal de la Révolution française et le véritable sens de ses réformes. Qui ne voit que la réalisation de ce plan demande des vertus hors ligne, un travail acharné sans espoir de grande récompense, puisque dans cette nouvelle hiérarchie le travail ne confère qu'un grade personnel et non pas un titre, — un grand dévouement à la société, une singulière modestie, car des fonctions qui n'entraînent aucun rang supérieur ne

sont pas faites pour tenter. Pour réaliser ce plan d'une société fondée sur l'idée de travail et l'idée de fonction, deux facteurs se présentaient : l'administration et l'industrie. Soumise au contrôle immédiat de l'État, l'administration est restée plus ou moins fidèle au programme de la Révolution; mais l'industrie, qui échappe à ce contrôle, s'est bien vite écartée de sa mission : l'idée morale de travail n'a pas été son principe et son but, elle n'a eu en vue que la spéculation et la richesse, la jouissance et le luxe.

Que les classes moyennes y songent cependant : l'idéal de la société qu'elles ont fondée, beaucoup plus moral en principe que celui de la vieille société, leur impose bien plus de vertus et une bien plus grande responsabilité. En vérité, cet idéal exige tant de dévouement que, s'il était réalisé, la fortune devrait être considérée comme un dépôt dont chacun serait responsable, et comme un budget particulier dont chacun devrait compte à la société tout entière. Cette manière d'envisager la question n'est sans doute pas favorable au désir effréné de richesse qui nous tourmente, mais elle est conforme aux principes de la Révolution, et, si on ne l'admet pas, il est impossible de se recommander de ces principes. Nous devons tous nous considérer comme des fonctionnaires sur lesquels la société entière a des droits, soit que nous relevions de l'État, ou que nous exercions une profession libre. Le travail, et non la richesse, est donc notre but principal, et ce que la société attend de nous tous, ce sont des services rendus et non pas des désirs personnels satisfaits. L'industrie n'est qu'un des moyens de réaliser cet idéal social, et elle ne peut être autre chose sans être un instrument d'anarchie. Elle doit donc être plus modeste qu'elle ne l'est et se faire servante au lieu de se croire reine. Quant à de-

venir le but suprême de l'homme sur la terre, jamais : le but de l'humanité n'est pas la richesse, mais la réalisation temporelle des idées morales que nous portons en nous, car le royaume de l'idéal et de la religion doit être de ce monde et doit s'y fonder dans la suite des siècles, ou sinon l'histoire est une fable qui n'a pas de sens, et j'accorderai alors bien volontiers que le luxe et la richesse sont le but de la société. Toutefois, jusqu'à ce que cette proposition soit prouvée, nous persistons à demander que la puissance de l'industrie soit limitée, qu'elle soit considérée comme un moyen et non comme un but, que ses représentants prennent la conviction qu'ils sont les représentants d'une idée morale et non d'un fait matériel, et que l'esprit public exerce sur cette puissance un contrôle assez énergique pour l'empêcher de prendre une expansion fatale. Les classes moyennes, dont elle est un des moyens d'action, ne sauveront la société moderne qu'à ces conditions, car l'humanité ne veut pas mourir et ne consentirait pas, en faveur de l'industrie et de ses machines, à tomber dans la décrépitude et l'esclavage moral. L'esprit qui mène le monde n'a point de ces lâchetés et sait refouler dans leurs limites les faits qui prennent une expansion trop monstrueuse ou qui acquièrent une influence trop fatale.

Mars 1855.

DE

L'INDIVIDUALITÉ

DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

DE

L'INDIVIDUALITÉ

DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

Jamais l'individualité n'a été aussi faible qu'aujourd'hui, et jamais elle n'a été entourée de plus de périls. Les uns la redoutent comme une puissance envahissante, intraitable et contraire à la démocratie; les autres la condamnent en la rendant responsable des excès de la licence. La société s'en effarouche comme de l'imprévu et du hasard; le peuple innombrable de la bureaucratie moderne, habitué à la monotone régularité de ses mécanismes, rit d'elle comme d'une puissance excentrique, aventureuse, incompatible avec le gouvernement des hommes. Qu'est-ce cependant que cette puissance tant redoutée et qu'on refoule autant qu'on le peut? C'est la civilisation même. L'individu n'est pas une des puissances sociales, il est l'unique. Puisqu'il est incriminé de toutes parts, puisqu'on semble préférer à son action libre l'action d'agents mécaniques, et qu'on cherche à lui faire une mauvaise renommée, je suis tenté de décrire pour ainsi dire sa constitution morale et de retracer quelques-unes des péripéties de son histoire.

I

Ce qu'on nomme individualité est le signe le plus élevé de la civilisation; c'est le véritable triomphe de l'homme sur la fatalité, car trois choses, essentiellement contraires à la fatalité, la constituent : le caractère, point de résistance où viennent se briser les accidents extérieurs; la liberté, mouvement volontaire de l'esprit et arme d'action; l'originalité, qui différencie une âme d'une autre âme, la sépare pour ainsi dire du genre auquel elle appartient et la marque d'un signe reconnaissable. Quand ces trois attributs, caractère, indépendance, originalité, apparaissent chez un homme, une individualité est constituée. L'homme cesse alors d'être un phénomène obscur, né d'une loi générale, se rattachant dans tous ses actes à une loi générale; il est un être qui porte en lui-même sa loi, ou qui, pour mieux dire, la gouverne, en la faisant personnelle d'impersonnelle qu'elle était, et morale de matérielle. Lorsque l'homme s'élève à la dignité d'individu, il atteint le dernier terme de sa destinée terrestre et sociale. Enfin c'est par l'individualité que l'homme cesse d'être un animal et d'appartenir à un genre, à une tribu d'animaux; après cela, il ne lui reste plus qu'à être une âme.

L'individu est le commencement et la fin, la cause et le but de la civilisation : c'est là une vérité qu'il ne faut pas se lasser de proclamer bien haut, car nous courons risque de l'oublier, et sous prétexte d'égalité, de bonheur des masses, nous faisons verser la société dans une ornière de barbarie, à la grande joie des despotes et aux applaudissements de ces foules, troupeau muet auquel n'a été encore donné ni la parole,

ni l'indépendance, ni aucun des attributs de l'individu.

L'individu est le commencement et la cause de la civilisation; cette assertion n'a pas besoin d'être prouvée, car toute l'histoire est là pour la confirmer. Le mot admirable de Machiavel, « que les héros et les fondateurs des républiques et des empires sont, après les dieux, ceux qui ont le plus de droit à l'adoration des hommes », n'est pas encore assez large et ne fait pas assez d'honneur à l'individualité humaine. Ce ne sont pas seulement les systèmes politiques, les républiques et les empires qui sont l'œuvre des individus, ce sont toutes les inventions, et même toutes les vertus. Il faut bien s'entendre lorsqu'on nous parle d'une nature morale toujours identique à elle-même et commune à toute la race humaine. Cette nature morale existe, en effet, mais elle n'est qu'une matière première. L'homme non encore civilisé n'a pas de vertus, mais seulement des instincts, et ces instincts portent des noms sinistres : amour de soi, lâcheté, terreur, superstition, férocité, bestialité. Par quel miracle ces instincts farouches se transforment-ils en vertus? Par le miracle de l'individu. Il paraît, et la nature ne se reconnaît plus elle-même; de ses savantes mains d'artiste, l'individu pétrit ce limon rebelle, lui donne une belle forme et des proportions harmonieuses. Alors tout change de nom; cette férocité s'appelle courage, dédain du danger, honneur militaire; cet amour de soi s'appelle force de caractère, résistance, souci de la dignité personnelle; cette superstition qui faisait courber toutes les têtes de frayeur, cette terreur des forces inconnues devient religion, confiance aux lois invisibles; cette lâcheté elle-même se transforme et devient obéissance et prudence. Toutes les vertus sont donc des apanages de l'individu, et

cela n'est pas vrai seulement des grands hommes qui les ont primitivement inventées pour ainsi dire, cela est vrai de tout homme, quel qu'il soit. Plus la personnalité est forte, plus les vertus sont grandes, et la seule différence qui sépare les hommes, c'est la proportion dans laquelle le limon des instincts primitifs se trouve en eux. Les vertus ne sont donc pas, comme les instincts, des forces générales communes à tout le genre humain; elles sont des attributs distincts, nés de la liberté, privilège et récompense de l'individu.

L'homme, en s'élevant à la dignité d'individu, rompt avec la fatalité des instincts, et il brise en même temps une autre fatalité, l'uniformité de la nature. C'est l'individu qui apporte dans le monde la variété et la beauté. Observez la nature; elle va se répétant toujours elle-même avec une majesté monotone qui semble nous enseigner le néant de l'effort humain, le dédain de la liberté. Tout au contraire dans le monde moral est différent et marqué du sceau de la variété. L'individualité consistant dans un travail libre de l'homme sur lui-même, dans un effort pour pétrir la terre primitive des instincts, infinies sont les modifications que revêt cette substance première, selon le degré de l'effort, la direction de la volonté, la résistance ou la mollesse de la matière, l'excellence de l'ouvrier. — Incomplètes, ébauchées, bizarres, harmonieuses, mais toujours diverses, ne se répétant jamais, sont les formes qui remplissent le monde moral. Elles n'appartiennent ni à un genre ni à une espèce; chacune d'elles est unique. Le mélange d'instinct et de vertu, de sagesse et de passion qui constitue telle individualité ne se retrouvera jamais plus. Il n'y a pas de moule qui conserve les formes de l'individualité, et chaque individu est une œuvre d'art particulière, une statue créée par elle-même et qui emporte avec elle les outils, la

matière, le moule au moyen desquels elle s'était formée. De là la poésie du monde moral et le charme magique de l'histoire. Que raconte l'histoire, en vérité, sinon les annales de quelques milliers d'individualités? De nos jours, on a essayé de bouleverser les lois de l'histoire : on a prétendu, par une fausse application des principes démocratiques, faire l'histoire des peuples et non celle des individus; mais il est remarquable que cette tentative n'a jamais pu se réaliser, et que l'historien est obligé, malgré lui, de nous présenter, non des masses indistinctes, non ces êtres de raison qui s'appellent peuples, foules, nations, mais des acteurs déterminés, distincts, frappés du chaud rayon de la vie, des individus, en un mot, dont les images restent dans notre souvenir plutôt par ce qu'elles ont de différent que par ce qu'elles ont de semblable. L'histoire n'est composée que de personnages, et le genre humain n'y apparaît que comme le fond du tableau, comme la matière première sur laquelle l'individu grave son nom.

Si l'individu est toute l'histoire, il est par conséquent toute la civilisation, et en effet il l'est en un double sens, comme cause et comme résultat. Cette variété infinie que présente le monde de l'histoire indique dans chaque individu la présence d'une force particulière, entièrement personnelle, qu'aucun autre homme n'a possédée et qui, par conséquent, doit déterminer toute une série d'actions dont elle est la cause et qui sans elle n'existeraient pas. Avec chaque individualité nouvelle, les affaires humaines prennent une nouvelle direction. C'est un nouveau plan politique, une nouvelle méthode, une nouvelle manière de penser, que sais-je? quelquefois même une résurrection de vieilles méthodes et de vieux faits depuis longtemps oubliés. Et en même temps il se passe un

phénomène contradictoire qui vient compléter ou élargir à l'infini l'œuvre des individualités. De même que les individus créent la civilisation, la civilisation à son tour crée les individus. Ces forces, une fois échappées à la volonté personnelle et passées à l'état de faits, d'institutions, de doctrines, prennent à leur tour pour ainsi dire une individualité et deviennent des sources d'inspiration, des stimulants d'activité. Alors cette conquête de la personnalité, qui demandait primitivement un si grand effort, devient relativement facile. Le bon Hérodote raconte que, dans un combat, un fils de Crésus, muet dès sa naissance, voyant le glaive d'un soldat près de s'abattre sur son père, recouvra subitement la parole sous le coup de cette violente émotion. C'est l'effet que produit sur nous tous à certaines heures de la vie, dans tel moment propice, le spectacle de la société humaine et de la civilisation. L'émotion subite, le sentiment spontané, ressentis à la vue de ce spectacle, nous délient la langue, nous forcent à parler ou à agir, ou mieux encore à rentrer en nous-mêmes pour y trouver un nouvel homme que nous n'avions jamais cherché. La formation de l'individualité est donc singulièrement facilitée par la société humaine et le spectacle varié qu'elle présente.

Le but de la civilisation est dès lors trouvé : il consiste à créer le plus grand nombre d'individualités possible, à conférer au plus grand nombre cet inestimable bienfait de la personnalité, à amoindrir le plus possible la tribu animale du genre humain. C'est le but de la démocratie, j'imagine, ou elle n'en a aucun. Nos modernes docteurs qui voient le progrès dans la destruction de l'individualité, nos modernes philanthropes qui voient l'avenir de l'humanité sous la forme d'un paternel absolutisme et qui, sous prétexte de

protéger les masses, réduisent autant qu'ils le peuvent l'individu à l'inaction, tournent le dos volontairement ou involontairement à la tradition de l'humanité, et nous ramènent directement à la première étape des sociétés, à l'époque où l'individu était obligé d'inventer des moyens de forcer l'obéissance. Lorsque aujourd'hui nous nous prononçons contre la liberté, nous avouons indirectement deux choses également tristes et qu'il faut oser dire tout haut : que le grand nombre, c'est-à-dire les masses, est incapable de civilisation, et que le petit nombre, c'est-à-dire les individus, est capable seulement d'oppression, de tyrannie, ou, comme on disait il y a quelques années, d'exploitation.

Je connais l'objection vulgaire : « La société qui accorde trop à l'individu contient un germe d'aristocratie et, par conséquent, est directement opposée à la démocratie. En outre, l'individu est une sorte d'exception anormale qui, pour se développer, doit naturellement écraser toutes choses autour d'elle. » Rien n'est plus faux. Pour être une individualité, s'agit-il donc d'être un grand conquérant, un grand politique, ou un grand poète? S'agit-il de s'appeler Alexandre, Richelieu ou Shakspeare? Non, certes. L'individualité humaine existe partout où nous sentons la marque d'une âme originale et indépendante. Le potier qui imprime son cachet à un vase d'argile, le laboureur dont le champ révèle par son aspect différent de l'aspect des champs voisins les soins d'un travail libre, sont des individualités au même titre, sinon au même degré, que le conquérant ou le poète. Est-ce que le paysan écossais, est-ce que le paysan de la Nouvelle-Angleterre, avec leur culture biblique, leur grave esprit de liberté, leur ardeur opiniâtre au travail, leur proverbiale sagesse pratique, ne sont pas des indivi-

dualités? A quel titre reconnaîtrez-vous la personnalité, si vous ne la reconnaissez pas là? Nous n'avons donc pas besoin, pour être des individus, d'être des oppresseurs, des tyrans ou des orgueilleux : nous n'avons pas besoin d'accomplir des actions extraordinaires et de nous manifester au monde avec grand fracas : nous n'avons besoin que d'avoir une âme, et le plus léger signe la fera reconnaître.

Qu'y a-t-il là d'antidémocratique? J'ai cité l'exemple de l'Écosse et de la Nouvelle-Angleterre, parce que c'est un des plus frappants et des plus propres à éclairer sur la vraie direction de la société. Dans ces deux contrées, les masses n'existent pour ainsi dire pas, ce sont des nations d'individus; il n'y a pas là de troupeau humain, il y a des hommes. Il est honteux de voir combien, lorsque nous parlons de démocratie, nous sommes barbares dans nos raisonnements. Nous ne dépassons pas, dans nos idées sur l'égalité, l'intelligence des révoltés du moyen âge ou des populaces envieuses et souffrantes. « Quand Adam bêchait et quand Ève filait, qui donc était gentilhomme? » demandaient les pauvres paysans insurgés du temps de Richard II. C'est la manière dont encore aujourd'hui nous revendiquons l'égalité. « Mais, s'écrie à son tour un philosophe moderne, où seront les gentilshommes quand tous les hommes seront gentilshommes? » Voilà la vraie manière de comprendre l'égalité. La race progressive par excellence, la race anglo-saxonne, ne s'y est jamais trompée, et dans ses diverses évolutions intellectuelles, politiques, religieuses, elle n'a jamais dévié de cette route. Sous différentes formes, — aristocratie féodale, décentralisation administrative, morcellement politique, régime constitutionnel, parlements, protestantisme, philosophie, — elle a poursuivi le triomphe de l'individualité, elle a incliné et incline

lentement vers cette république idéale où tous sont égaux parce que tous sont défendus contre les envahissements despotiques par les barrières de la dignité personnelle, où l'obéissance s'accorde, mais n'est jamais conquise par la force, où les liens qui rattachent les hommes entre eux sont une chaîne de devoirs réciproques, où le verbe impersonnel *il faut*, expression d'une nécessité fatale et signe d'infériorité morale chez ceux auxquels il s'adresse, est remplacé par le verbe personnel *je dois*, expression d'une volonté libre et signe d'une conscience en possession d'elle-même.

Voilà donc la civilisation tout entière, à la fois dans son passé et dans son avenir. Créée par l'individu, elle doit à son tour créer l'individu. Si elle facilite cette expansion de la vie, si elle prête son aide à ce développement de l'âme humaine, elle est fidèle à sa mission; sinon elle rétrograde. Nous avons là par conséquent un critérium infaillible pour juger de l'excellence relative des institutions et des systèmes politiques. Les meilleurs sont naturellement ceux qui sont les plus aptes à former le plus grand nombre d'individus et ceux qui accordent à l'individu sa juste part dans le gouvernement de la société. Lorsqu'une machine impersonnelle, irresponsable, se charge seule du gouvernement des hommes, la civilisation, au lieu d'être un bienfait, devient un fléau, et l'âme humaine court de très grands dangers. Dans son état primitif, elle n'était que sauvage; la voilà maintenant qui se déprave, car, lorsqu'elle est opprimée par des mécanismes politiques nés d'une combinaison artificielle, toutes les subtilités de la corruption lui deviennent familières. L'activité morale cessant, tout ce que l'âme humaine avait conçu se retourne contre elle. Tout horizon lui étant fermé, elle s'atta-

che avec une frénésie désespérée aux moyens d'action qu'elle s'était créés, aux outils qu'elle s'était forgés; l'or, l'argent, la matière travaillée, autrefois moyens, deviennent un but. Mais bientôt il se passe un phénomène plus effrayant : c'est que lorsqu'une société a été soumise trop longtemps à ce système, il devient presque impossible de l'en affranchir et de rendre à l'individu son droit d'initiative. « Je suis toujours étonné, disait un démocrate à une époque de réaction politique, de voir que les conservateurs et les modérés omettent dans leurs discussions le seul argument qu'ils puissent légitimement invoquer, c'est que l'humanité est très corruptible. La moindre occasion lui est bonne pour se dépraver. Donnez-moi dix années de carnage, et vous verrez reparaître l'anthropophagie. » Rien n'est plus vrai. L'homme a un penchant irrésistible qui le porte vers la corruption, mais qui redouble lorsque son activité morale est par trop gênée. Ainsi une liberté politique restreinte est rachetée par la licence des mœurs; l'inaction spirituelle entraîne la paralysie du sens moral, la perte du sentiment de la responsabilité. Au bout d'un certain temps de ce régime anormal et contraire à la santé de l'esprit, la nature humaine s'est dégradée. Alors les moindres circonstances indiquent, de manière à ne pas s'y méprendre, que, bon gré mal gré, ces barrières et ces limites imposées à l'individu doivent être maintenues. Le despotisme devient presque une nécessité et la compression un devoir.

Telle est la leçon que présente en particulier l'histoire de la France. Nulle part tant d'efforts n'ont été faits pour établir la liberté. Soumis à de longues et successives compressions, jamais cependant l'individu n'a eu chez nous le temps d'apprendre la pratique de la liberté; jamais n'a pu s'accomplir en lui le lent

développement de la dignité personnelle. Harcelé, irrité, opprimé pendant des siècles, dès qu'il a eu un instant de répit, il n'a songé qu'à opprimer à son tour. Ses passions se sont montrées ce qu'elles devaient être, violentes, aveugles, irrésistibles. Alors on s'aperçoit que cette civilisation dont on se vantait tant n'était qu'un manteau; on s'aperçoit que la vraie civilisation, au lieu de consister dans un vain étalage de pompes extérieures et d'institutions mécaniques fabriquées par une main ingénieuse, doit sortir vivante du cœur de l'homme et doit être avant tout intérieure et morale; mais il est trop tard pour changer tout cela : c'était l'œuvre du temps, et ce sera encore l'œuvre du temps, car ni les intérêts, ni les passions, ni les craintes, ne peuvent attendre. On appelle comme un sauveur le système qui fut la cause de tout le mal, on invoque contre les individus le système qui s'est opposé au développement de l'individualité, c'est-à-dire de la vertu humaine, et sa réapparition est saluée avec joie, car, mis en regard des misères et des passions sauvages qu'on a dû supporter, on est obligé d'avouer que son action est morale, bienfaisante, humaine. C'est ainsi que pour un œil mal exercé l'oppression semble porter avec elle son remède; mais un œil clairvoyant s'aperçoit bien vite que cette répression, bienfaisante en apparence, n'est qu'une aggravation nouvelle du mal ancien. Et ainsi les sociétés tournent dans un cercle vicieux d'où elles peuvent ne sortir jamais.

II

Comment l'œuvre de la civilisation peut-elle s'interrompre? Comment les hommes arrivent-ils à perdre leurs droits d'individu, à être moins qu'un chiffre, une abstraction, à s'absorber dans un être de raison qui s'appelle État? C'est là un fait historique très important, et qui mérite attention.

Il y a un moment dans la vie des peuples qui est plein de dangers et d'écueils. Lorsque la civilisation s'est développée sans interruption pendant un long espace de temps, elle a produit son œuvre naturelle, qui est, ainsi que nous l'avons dit, de créer des individus. L'individualité, qui d'abord était une exception, à tel point qu'elle constituait un privilège, devient à un moment donné le partage de milliers d'hommes; mais ces individualités à peine formées sont singulièrement incomplètes et grossières. Pleines de passions anarchiques, leurs mouvements sont très redoutables et éveillent les inquiétudes des puissants. Leur ignorance ne permet pas de songer à les appeler au gouvernement général de la société, et pourtant elles sont si nombreuses, qu'il est inutile aussi de vouloir les réduire. Le gouvernement, dans de telles conditions, devient très difficile. Un moyen de salut ou, pour mieux dire, un expédient se présente : pourquoi ne tournerait-on pas la difficulté en changeant les conditions de gouvernement? Jusque-là, c'était l'homme qui gouvernait; pourquoi pas maintenant une machine, une force anonyme? Alors apparaît le système artificiel, subtil, savant, que l'on nomme monarchie administrative. Une fois enveloppée dans ce réseau, l'individualité humaine s'endort dans une sécurité égoïste.

Le nombre des mobiles d'activité de l'homme se trouve singulièrement diminué : ils se réduisent à la recherche des choses nécessaires à la vie physique; tout ce qui se rapporte à la vie morale devient l'affaire d'un être de raison, nommé l'État.

Cette crise historique est le plus grand péril que rencontre la civilisation, car le remède employé est pire que le mal qu'il cherche à guérir. Ce qui advient de l'individualité humaine, lorsqu'elle est ainsi arrêtée dans son premier développement, c'est ce que par deux fois l'histoire nous a enseigné. La première fois, l'âme humaine, toute païenne et matérielle, a cédé sans murmurer et sans prolonger une lutte inutile. La seconde fois, chrétienne et morale, elle a violemment résisté et a engagé un combat qui n'est pas près de finir.

Lorsqu'à la fin de l'ancien monde, toute l'Italie d'abord, et bientôt à sa suite les innombrables provinces de la république, demandèrent à entrer dans la cité romaine, il y eut, si on peut parler ainsi, comme une invasion violente des individualités, mille fois plus dangereuse que les invasions de Teutons et de Cimbres qu'avaient repoussées les soldats de Marius. L'ancien gouvernement devenant impossible, il fut nécessaire d'en trouver un nouveau, et il sortit tout entier de la tête intelligente de César. La monarchie administrative et la force militaire remplacèrent le pouvoir du patriciat. Tous furent citoyens romains, à la condition que tous fussent soumis; tous furent égaux, et personne ne fut libre : les intérêts moraux de l'humanité entière se concentrèrent dans une seule personne, celle de l'empereur, et ces intérêts, à force d'être universels et généraux, prirent un tel caractère d'abstraction vague, d'entité métaphysique, qu'ils finirent par devenir des fantômes insaisissables à l'intelli-

gence humaine. Tant qu'il resta aux Césars quelques vestiges de l'ancien monde à détruire, tant qu'ils eurent sous la main quelques restes de patriciat à ruiner, quelque ombre de sénat à humilier, leur tâche fut facile; mais lorsqu'il n'exista plus rien qu'un univers et un empereur, alors le vertige commença. Posséder un pouvoir gigantesque qui vous échappe par sa grandeur même, donner des ordres qui se perdent avant d'être obéis, comme la voix se perd dans l'espace lorsque la distance en dépasse la portée, n'être rien à force d'être tout, quelle pitié! Être sujet d'un empire où l'on n'est quelqu'un que par son corps, par l'impôt qu'on paye, par les exactions qu'on subit, quelle dérision! Alors un immense ennui s'empara du monde romain; la vie n'eut plus aucun prix. Çà et là apparaissent encore quelques grands personnages qui ne servent à rien, qui meurent inutiles à eux-mêmes et au monde. Pendant ce temps, la machine de l'État continuait à fonctionner aveuglément, brisant tout ce qu'elle rencontrait devant elle, engendrant les conséquences les plus néfastes sous prétexte de régularité et de protection égale de tous les citoyens. C'est ainsi qu'il est remarquable que, au moment où l'esclavage allait disparaître du monde, un édit de Dioclétien, promulgué pour la facilité du cens et du recouvrement de l'impôt, établit le servage et attacha l'homme à la glèbe. Voilà les conséquences qui sortirent du gouvernement qu'avait rendu nécessaire cette explosion mal réglée de l'individualité humaine, encore grossière et imparfaite.

On a considéré l'invasion des Barbares comme un point d'arrêt dans la civilisation, et le moyen âge comme une nuit amenée par la destruction de l'empire. Nous croyons, au contraire, que, sans les Barbares, c'en était fait de l'humanité. L'âme humaine

allait s'affaissant et se perdant d'heure en heure, et il est douteux que le christianisme, réduit à ses propres forces, eût pu la régénérer. La preuve en est dans Byzance, siège du christianisme le plus éclairé, et bientôt livrée aux radotages séniles, aux révolutions stériles, à l'imbroglio de crimes et d'intrigues qui composent son histoire. Sans les Barbares, le monde entier allait devenir une gigantesque Byzance. Les Barbares sauvèrent l'âme humaine, et c'est à l'ombre du moyen âge que l'individualité, détruite par le monde romain, put grandir et se développer encore une fois.

Au sortir du moyen âge, le phénomène qui s'était déjà produit à la fin de l'ancien monde apparut de nouveau. La vie, longtemps contenue, et qui silencieusement avait réuni et combiné ses forces, éclata avec une spontanéité admirable. Jamais pareille éclosion ne s'était vue. De l'ombre du monastère, du pied de la tour féodale, des sales boutiques de rues obscures, des fossés des grands chemins, surgissent par milliers des individus qui tous portent un nom, et qui ne font plus partie de cette foule anonyme, sans droits ni devoirs, facile à gouverner, facile à subjuguer. Seulement ils sont encore, cela est visible, dans la phase première de l'individualité. Ardents, anarchiques, irritables, ils ne sont qu'un premier essai de moralité, d'indépendance, de dignité. Le monde tremble et s'effraye de lui-même. Alors apparaît un homme singulier, être hybride et résumé extraordinaire des temps qui vont finir et des temps qui vont arriver, superstitieux comme un homme du moyen âge, froid comme un diplomate moderne, charnellement passionné et en même temps assidu et laborieux, plus sagace que sage : l'empereur Charles-Quint. Cet homme néfaste a été la pierre d'achoppement où est venu se blesser et où a failli se briser le monde moderne. Il tenta, heu-

reusement sans réussir tout à fait, ce qui avait déjà trop réussi autrefois : le gouvernement au moyen des armées permanentes et d'une machine administrative. Des fonctionnaires et des soldats devaient être, dans sa pensée, sous l'autorité absolue de l'empereur, les chefs de la société européenne. Tout semblait justifier un tel système, les nécessités du temps, les révoltes incessantes, les complications politiques, et surtout cette abondance extraordinaire d'individualités remuantes qui troublaient la paix de l'Europe. L'empereur, en mettant ordre à cette anarchie, n'était-il pas un bienfaiteur public? Quelle gloire si à cette cohue d'ambitieux et d'oppresseurs succédait un gouvernement unique dans toute l'Europe, paternel et régulier! Tout ce qui portait un caractère d'individualité devait donc disparaître pour faire place à la future unité. Il massacre les protestants allemands, brise les cortès de Castille, foule aux pieds même l'indépendance de ce clergé catholique dont il se prétendait le champion : c'est lui, en effet, qui le premier, par ses armées, ses lieutenants et ses diplomates, a fait céder, dans l'Europe catholique, la puissance ecclésiastique à la puissance civile. Ses plans de gouvernement échouèrent dans la moitié de l'Europe, mais on peut encore juger de l'arbre par ses fruits. Bien qu'il ait échoué, son règne a produit deux résultats qui ont compliqué l'histoire de tout le continent européen. Le premier, c'est que, pour lui résister, tous les peuples ont eu besoin d'avoir recours contre lui au système qu'il employait contre eux : contre ses armées régulières, ils durent avoir recours à des armées régulières; à son absolutisme, ils durent opposer l'absolutisme. En second lieu, ce système, inconnu depuis plus de mille ans, est entré pour la seconde fois dans le domaine des idées et des faits; il n'est pas mort

avec Charles-Quint, il s'est établi comme tradition, et il a été le moyen de gouvernement favori des deux puissantes maisons qui, depuis lui, ont régi l'Europe : la maison d'Autriche et la maison de Bourbon.

Cette invasion de l'individualité humaine, à laquelle Charles-Quint et les princes de sa famille crurent, par conviction et par intérêt, devoir opposer ces chimères de monarchie universelle et de gouvernement renouvelé du monde romain, était-elle donc si redoutable? A-t-on seulement évité l'anarchie qu'on voulait comprimer? L'histoire répond à cette question en nous montrant deux cents ans de guerres ininterrompues. Les peuples n'ont rien gagné à être opprimés, pas même la sécurité matérielle. Quelle anarchie, fût-elle longue d'un demi-siècle, aurait égalé les horreurs de la guerre des Pays-Bas et le sanglant imbroglio de la guerre de Trente ans? Quel anabaptiste ou quel sacramentaire aurait pu égaler en crimes le *senor soldado*, qui pendant plus de cent ans fut la terreur de l'Europe? Si nous n'avons rien gagné, en revanche nous avons beaucoup perdu. Ce système, qui a plus ou moins pesé sur toute l'Europe, a partout infecté les sources de la vie; aucune nation n'a pu se développer librement et montrer ce dont elle est capable. L'Espagne s'est épuisée pour imposer cette compression, l'Italie en est morte, l'Allemagne en a été contrariée et gênée au point de ne plus être que le séjour d'une race et de ne pouvoir devenir une nation; quant à la France, son histoire des trois derniers siècles montre assez qu'elle n'a rien évité.

Mais non seulement la tentative de Charles-Quint et de ses imitateurs a été inutile en ce sens qu'elle n'a rien empêché, elle a encore été malfaisante en ce sens qu'elle a interrompu le cours de la tradition. C'est là ce que démontre avec une irrésistible évidence toute

l'histoire d'Angleterre. Cette éclosion des individualités, qui eut lieu au XVIe siècle, ne fut pas un fait révolutionnaire; elle était la conséquence naturelle du moyen âge. Les nobles institutions du moyen âge, quelque imparfaites qu'elles fussent, étaient extrêmement favorables au développement de la liberté, et le XVIe siècle, avec son protestantisme et ses revendications de libertés parlementaires, n'était qu'un développement plus large de ces institutions. L'esprit humain ne demandait pas à sortir du moyen âge; à proprement parler, il demandait à le continuer. Sans l'intervention de Charles-Quint et les moyens de résistance qu'il inventa ou rendit nécessaires, le moyen âge aurait continué en se métamorphosant et en se fondant par degrés dans le monde moderne. C'est donc le système de la monarchie absolue, ce prétendu défenseur de la tradition, qui a été usurpateur, révolutionnaire et antichrétien, révolutionnaire parce qu'il a rompu la tradition historique, usurpateur parce qu'il a pris la place des anciennes institutions sous prétexte de les défendre, antichrétien parce qu'il fut un retour au système du gouvernement païen. Le continent échappa tout entier au moyen âge, cela est vrai, mais pour se courber sous un joug nouveau. L'Angleterre, au contraire, protégée par sa situation insulaire contre le système continental, n'est pas sortie brusquement du moyen âge; bien plus, elle n'a pas souffert que ses institutions fussent altérées un instant chez elle. Elle a consenti à rester arriérée, et n'a pas voulu payer de sa liberté la belle science politique et administrative qui faisait l'orgueil du continent. En même temps qu'elle conservait ses anciennes institutions, elle en acceptait les conséquences naturelles. Ses révolutions, objet de scandale pour l'Europe asservie, au lieu d'être inspirées par un esprit de nouveauté, l'étaient à bien

prendre par un esprit de conservation. Strafford, Charles Ier, Jacques II étaient, eux aussi, à les entendre, de fidèles gardiens de la tradition, et en même temps des novateurs bienfaisants qui rougissaient de voir leur peuple si longtemps privé du gouvernement régulier du continent. Le peuple anglais ne voulut pas croire à leur amour de la tradition et repoussa leurs prétendus bienfaits. Les institutions du moyen âge depuis trois cents ans n'ont donc pas été renversées en Angleterre, on pourrait dire que le moyen âge y existe encore tout entier, et pourtant qui le reconnaîtrait? La semence qu'il contenait s'est développée, et d'elle-même elle a produit sa moisson naturelle, libertés constitutionnelles, légalité, indépendance personnelle, esprit de famille, activité individuelle, moralité populaire. Cette explosion de la liberté humaine, qui eut lieu au XVIe siècle, était donc un fait traditionnel, et la résistance qu'elle rencontra fut le seul fait révolutionnaire. Il a été très bien dit par une bouche éloquente que ce n'était pas la liberté, mais la tyrannie qui était nouvelle en Europe [1].

Le monde antique s'était laissé garrotter dans les liens du système impérial en applaudissant ses tyrans; mais dans les temps modernes il n'en a pas été ainsi, et l'âme humaine n'a cessé de protester contre cette action mécanique sous laquelle on prétendait la faire ployer. Elle s'est soumise, mais toujours en faisant ses conditions et en se réservant de revendiquer un jour ses droits. C'est là surtout le singulier spectacle que présente la France des trois derniers siècles. Soumise, par les nécessités de son histoire, de sa situation continentale et même de ses passions, à cette centralisation excessive et à cette absorption de l'in-

1. Le comte de Montalembert.

dividu dans l'État, elle n'a cependant jamais considéré ce gouvernement que comme passager. Ce n'est que pour un temps et comme moyen de transition qu'elle renonce à la liberté; mais ce pacte tacite se renouvelle incessamment, et toujours avec la même facilité et la même obéissance, car aussitôt qu'il est brisé, l'inexpérience de la liberté se révélant, il est nécessaire de le rétablir. La Révolution française, avec ses espérances ardentes et ses amères déceptions, avec son enthousiasme et sa terreur, ses brûlants appels à la liberté et ses méthodes despotiques de gouvernement, exprime bien les difficultés de cette situation fatale. Que de fois la France s'est écriée : Le moment est arrivé, le pacte est rompu! Autant de fois elle a prononcé cette parole, autant de fois elle est revenue se placer sous l'égide de l'autorité, honteuse d'elle-même et consentant à n'être rien pour un temps encore. Son éducation est longue et laborieuse, en vérité, et il ne saurait en être autrement, car le seul apprentissage de la liberté, c'est la possession de la liberté elle-même. Aussitôt par conséquent que disparaît en France ce gouvernement qui dispense de responsabilité, d'activité morale, de caractère, l'individu, appelé à la liberté, se montre tel qu'il est, plein de maladresse, d'égoïsme et d'ignorance. Ni son gouvernement, qui n'a jamais requis de lui que le silence, ni sa religion, qui n'a jamais requis que son obéissance, n'ont pu lui donner la conscience et la science qu'il n'a pas. Mais n'importe, la France a protesté toujours, même en se soumettant, protesté malgré ses habitudes et ses instincts monarchiques; elle a déclaré d'avance qu'elle se considérait comme faite pour d'autres destinées. Combien de temps durera cette situation violente, c'est ce qu'il est difficile de savoir; mais il serait sage à tout gouvernement de

prévoir qu'elle devra cesser un jour, et, pour son salut et sa durée même, de travailler à adoucir les crises futures en élargissant de plus en plus la sphère où peut s'exercer l'initiative individuelle, et en faisant tous ses efforts pour augmenter les rangs du peuple et diminuer les rangs de la populace. Le peuple! la populace! voilà, en effet, les deux termes extrêmes qui indiquent le mieux les différences des deux systèmes : partout où l'individualité est souveraine, il existe un peuple; là où ses droits sont contestés, il n'existe trop souvent qu'une populace.

III

L'expérience a démontré la vanité des tentatives qui ont été faites pour s'opposer au développement de l'individualité; il n'y a pas à désespérer du résultat de la lutte. Nous portons la peine de l'histoire, voilà tout : nous sommes ce qu'elle nous a faits, et il dépend toujours de nous d'en modifier et d'en changer le cours; mais cela ne veut pas dire qu'il faille fermer les yeux sur les dangers présents, qui deviennent plus graves à mesure que le temps marche.

Le grand danger de la société moderne a été signalé, il y a déjà trente ans, en deux mots admirables par l'homme politique le plus sagace de notre époque, Royer-Collard : « Grâce à la centralisation, toutes les affaires qui ne sont pas nos affaires personnelles sont les affaires de l'État. » Ainsi la Révolution, en émancipant les individus, a du même coup exagéré les obstacles imposés à l'individualité. Comment cela a-t-il pu se faire? La Révolution a été surtout négative; elle crut que, pour rendre l'homme libre, il suffisait d'abattre les institutions qui le gênaient. Protestation

en faveur de l'individu, elle a donc ignoré entièrement ce qui constituait l'individualité, c'est-à-dire l'effort libre et intime de l'âme sur elle-même. Elle a pris son point de départ en dehors de l'homme, et ne s'est attaquée qu'à la société extérieure, effet et non cause du mal, au lieu de s'adresser à l'individu, pour lequel et par lequel existe toute société. Les institutions furent abolies, mais l'âme ne fut pas changée. Aucune réforme morale n'avait transformé l'individu et ne l'avait préparé pour des destinées nouvelles. Libre des obstacles extérieurs, il se trouva donc tel que l'avaient fait ces obstacles; il abolissait l'ancien régime, et il portait en lui l'ancien régime; il abolissait la monarchie, et il gardait l'éducation que lui avait faite la monarchie. C'est la première fois peut-être dans l'histoire qu'on ait vu les ennemis d'un état social ne différer en rien de ses défenseurs : âme, caractère, habitudes, opinions même, les uns les autres avaient tout en commun. Ainsi l'individu demeura tel que l'ancienne société l'avait créé, et au moment même où il se débarrassait de ses liens matériels, il restait enchaîné par les liens moraux de l'éducation et de l'habitude. Il y eut destruction et non régénération.

Ce qui fait que l'homme est un *individu*, une *personne*, c'est qu'il possède une force par laquelle il agit extérieurement, un principe moral d'où découlent ses actes visibles. Rien de cela n'existait chez l'homme de la Révolution. Pour tout principe moral, il avait des opinions; pour toute force intérieure, certains mobiles d'action, tels que l'esprit militaire, l'honneur du drapeau, l'amour de la patrie, tous sentiments qui étaient le fruit d'une civilisation particulière, ou qui étaient de nature passagère. Mais de sentiment permanent, qui pût servir de base à la vie et de règle

durable, également applicable à tous les moments et dans toutes les situations de l'existence, il n'en avait aucun. Des opinions philosophiques, de la bravoure et de l'enthousiasme ne remplacent pas une conviction morale et sont incapables de diriger la vie pratique. Si la société civile avait pu ressembler à une académie ou à un camp, le Français aurait eu tout ce qu'il fallait pour y briller; malheureusement il n'en était pas ainsi, et, à peine émancipé, il retomba en tutelle.

Privé des anciennes institutions, il n'avait donc pas en lui le principe générateur d'où pouvaient en découler de nouvelles. L'individu était libre, il est vrai, mais à la condition d'être isolé. Il se sentit faible et incapable de se protéger lui-même; cependant un remède se présentait : la force de l'éducation et de l'habitude le repoussa vers le système dont il s'était émancipé. Il réinventa pour ainsi dire l'autorité, se plaça sous son abri, et la chargea de tous les devoirs dont il ne pouvait s'acquitter lui-même, en lui imposant une condition importante cependant : c'est qu'elle ne rétablirait jamais les institutions qu'il avait détruites. Cette restauration d'un ancien système prit le nom nouveau de Centralisation, lien artificiel qui permet aux individus de vivre en même temps réunis et isolés, et qui, par son action générale, dispense chacun de sa participation aux affaires publiques. Ce mécanisme politique est si bien le seul lien qui chez nous rattache les hommes les uns aux autres, qu'aussitôt qu'il disparaît, la France présente l'aspect d'une fourmilière écrasée par le pied d'un passant.

Dès lors, ainsi qu'on l'a très bien dit, toutes les affaires qui n'ont pas été nos affaires particulières ont été les affaires de l'État. La vie privée en France a

toujours été séparée de la vie publique, mais cette séparation est devenue de nos jours plus large qu'elle ne l'avait jamais été. L'individu n'a eu, pour ainsi dire, plus rien à faire; nul motif d'action générale, nulle occupation dont quelque ingénieux mécanisme ne pût se charger aussi bien que lui. L'État pense pour l'individu, délibère et avise pour lui. C'est bien là, si l'on veut, une espèce de liberté, mais c'est une liberté qui consiste dans une diminution et non dans une augmentation de responsabilité.

Nous pouvons nous dire libres, si nous entendons par liberté le droit de ne disposer de notre temps qu'à notre profit; mais c'est une liberté stérile, et sous son influence l'individualité s'affaiblit à vue d'œil. D'où peuvent venir à l'individu soumis à un pareil régime la sagesse, l'expérience, le caractère, l'esprit de résistance, l'intelligence des intérêts qui lui sont communs avec tous ses semblables? Pour constater cette diminution de l'individualité, on n'a qu'à prêter l'oreille aux mille conversations que l'on entend chaque jour; on pourra se convaincre ainsi à peu de frais que beaucoup de nos contemporains sont devenus incapables de comprendre une question d'intérêt général. Droits et devoirs, principes politiques sont plus éloignés d'eux que la révolution de la Chine ou la religion du Grand-Lama; ils en parlent avec une certaine curiosité banale comme d'une chose lointaine et étrangère sur laquelle ils demanderaient des renseignements, ou avec une indifférence froide qui indique que tout cela est, pour eux, du domaine de l'inconnu. L'éducation politique de l'individu est certainement moins avancée aujourd'hui qu'au XVIIIe siècle, et il n'y a pas à s'en étonner, car la séparation entre les affaires publiques et les affaires privées était moins grande alors qu'aujourd'hui, et, bien loin d'avoir été

détruit, le système contre lequel l'individu avait protesté a été reproduit sous une nouvelle forme, plus ingénieuse, mais moins propre encore à développer le sentiment de la vie publique.

Ce n'est pas seulement dans les relations de l'individu avec l'état politique que cette diminution de la personnalité peut se remarquer. Cette habitude de séparer les affaires générales des affaires privées a produit à la longue, dans la vie intellectuelle, un résultat des plus bizarres, qui mériterait d'être décrit par la plume d'un satirique. Nous avons porté dans le monde de l'intelligence je ne sais quelle fausse application du principe de la division du travail. Les économistes et les philosophes se sont lamentés sur certaines conséquences, déplorables en effet, de ce principe; ils ont gémi à bon droit sur le sort du malheureux ouvrier qui passait toute sa vie à fabriquer une tête d'épingle. Gardons un peu de cette compassion pour nous-mêmes; nous aussi nous commençons à ne fabriquer que des têtes d'épingle. Nous écartons si bien de notre personne tout ce qui ne nous touche pas directement, que non seulement nous n'existons plus que pour notre profession, mais que nous retranchons de notre profession toutes les branches qui ne peuvent pas nous rapporter un profit immédiat. Nous ne voyons rien en dehors de notre métier, et dans cela même nous ne voyons qu'un point unique. De là la rage des *spécialités*, qui est devenue un des fléaux de notre époque, et qui finira par affaiblir l'intelligence humaine mieux que ne pourrait le faire l'abus des narcotiques les plus mortels. Nous avons bouleversé les lois de l'esprit; on tenait jusqu'à présent que la partie devait avoir nécessairement des rapports avec le tout; nous avons découvert le contraire. Aussi est-il dangereux de consulter les hommes de notre

temps sur autre chose que leur profession. Vous êtes étonné de leur sagacité sur des points de détail; enlevez-les à leur métier, ils révèlent une nullité désespérante. Les professions libérales elles-mêmes ne servent plus à donner comme autrefois à l'homme une idée générale de la vie. Sous l'influence de ce despotisme croissant de la spécialité, les intérêts particuliers peuvent aller en se multipliant, je le veux bien ; mais ce qui est certain, c'est que l'individualité diminue.

Tout faible qu'il est cependant, l'individu n'en est pas moins fort redoutable à notre époque, car s'il n'a pas de qualités bien saillantes, il a au moins un vice bien tranché. S'il n'a pas la science de la liberté, il a le goût de l'anarchie. Moins sa vie est unie à la vie générale, plus il est formidable à son voisin. Ne cherchant en tout que son intérêt privé, il ignore le scrupule; habitué à être comprimé, il ignore la contrainte volontaire. Comme il ne connaît d'autres obstacles que des obstacles extérieurs, il marche jusqu'à ce qu'il soit arrêté. Il doit ce caractère anarchique aux leçons que lui ont données à la fois l'ancien régime et la Révolution. Cet esprit anarchique, envahissant, ce mépris des droits d'autrui, cette révolte contre toute contrainte, se rencontrent du haut en bas de l'échelle sociale, dans tous les faits de la vie, et se révèlent tout aussi bien par les simples relations d'affaires que par les émeutes ou les bouleversements politiques. Aussi la société redoute-t-elle avec quelque raison l'individu. Elle n'a pas perdu le souvenir des frayeurs que lui ont causées sa licence et ses saturnales. On peut l'opprimer sans crainte, elle ne réclamera pas. Cet abandon de l'individu par la société est un des faits les plus curieux de l'époque et les plus propres à éclairer sur l'avenir

vers lequel nous marchons à grands pas. C'est un fait tout nouveau. Jusqu'à présent, la société avait pris parti pour ou contre l'individu, mais jamais elle n'était restée spectatrice indifférente devant ses luttes ou ses dangers. Outre cette conséquence terrible de l'indifférence, nos frayeurs en ont eu une autre encore plus grave, la haine de la vérité et de l'originalité. Nous demandons à nos semblables de nous gêner le moins possible, et par conséquent d'être le moins sincères possible, de n'avoir une opinion contraire à la nôtre que sur des sujets inoffensifs. Nous craignons que la pensée d'autrui ne se révèle au grand jour, de peur qu'elle ne nous soit une honte et une injure, et de son côté l'individu dissimule sa conviction, sachant bien qu'elle ne lui rapporterait qu'infortunes. Celui qui oserait dire franchement ce qu'il pense à tous ceux qu'il rencontre passerait pour un diffamateur universel. Un seul mot peut résumer l'ensemble des relations sociales à notre époque : jusqu'à présent l'homme s'était défié de l'homme, aujourd'hui l'homme a peur de l'homme.

Écarté des affaires humaines par les méthodes modernes de gouvernement, redouté par la société, diminué et affaibli par la préoccupation exclusive de ses intérêts privés, vous croyez peut-être que l'individu trouvera un point d'appui dans les partis politiques? Ils ont des intérêts généraux à faire prévaloir, et le fait même de leur existence prouve que les hommes sont partagés d'opinions sur les questions morales; ils feront donc appel à l'initiative individuelle et la défendront de tout leur pouvoir?... Il n'en est rien. Parmi tous les partis qui divisent la France, un seul a fait quelques efforts en faveur de la liberté individuelle; tous les autres sans exception comptent peu sur elle, ou essayent de se passer de son concours. A l'une des

extrémités de l'échelle politique se trouve un parti qui prétend gouverner par le plus petit nombre, prétention condamnée en France, et qui impose le gouvernement comme un *credo*. Faire acte de foi en l'acceptant, telle est l'unique initiative qu'il réclame de l'individu. Il nie ainsi les transformations politiques, œuvre de la liberté, et regarde la société comme une institution fixe, au lieu de voir son vrai caractère, qui est la fluidité et le mouvement. L'autre extrémité de l'échelle politique est occupée par un parti nombreux, et qui, il y a quelques années à peine, a troublé le monde. Ce parti se divise en deux camps, également ennemis en sens contraire de la liberté. L'un prétend se passer absolument de l'individu : pour guérir le mal dont nous souffrons, il demande à l'élargir encore. Les mécanismes politiques qui gênent notre vie publique respectent au moins notre vie privée; mais le parti dont nous parlons, loin de voir là un bien, y voit un mal, et il étend aux relations matérielles l'oppression que les hommes n'ont jusqu'à présent ressentie que dans la vie morale. L'autre fraction de ce parti se déclare en principe favorable à la liberté; mais, égarée par une fausse idée d'égalité, elle écrase l'individu sous le poids des multitudes. Elle ne reconnaît pas de différences; elle ne pèse que la matière humaine, elle ne tient compte que de la quantité. Pour elle, tout homme est un individu; elle ne veut pas ou ne sait pas reconnaître que l'individualité n'est pas un fait spontané, mais une œuvre d'éducation, d'élaboration lente et successive, et que la liberté s'acquiert au même titre que s'acquièrent toutes les choses de ce monde : la richesse, la renommée, le crédit moral. Elle veut faire trop d'honneur à la nature humaine, et cet honnête désir l'entraîne souvent en fait à prendre pour la nature humaine ce qui n'en est

que la matière première. Certes mieux vaut encore se fier à des mécanismes fabriqués au moins par une main savante qu'aux grossiers instincts des multitudes; mieux valent toutes les immobilités du pire des *statu quo* que les orages de l'aveugle hasard.

Cependant, malgré tant d'obstacles, la force de la liberté est tellement puissante qu'il n'y a point à douter de son triomphe définitif, et néanmoins il se présente encore ici une objection. Je ne doute point de la force d'impulsion de l'individu en France : il en a donné trop d'exemples mémorables. Ce dont on peut douter, c'est de sa force de patience et de modération. L'esprit d'inertie et de résistance est, de toutes les qualités qui constituent l'individualité, la plus difficile à acquérir; celles qui relèvent de la passion s'apprennent assez d'elles-mêmes. Or, il y a dans notre caractère national une tendance qui demande à être sérieusement surveillée. Je ne sais pourquoi l'esprit français a été qualifié d'esprit pratique; il doit sans doute cette réputation à sa souplesse et à son élasticité, qui le font rebondir sur lui-même et le rejettent hors des abîmes où il est tombé. Le caractère français est à la fois routinier et utopiste; la force de l'habitude et la force des chimères le tirent également en sens contraire. Le peuple français n'habite jamais le présent pour ainsi dire, et il ignore par conséquent l'étoffe dont la liberté est faite. Il se rejette vers le passé sans l'aimer, souvent même sans le connaître; il s'élance vers l'avenir sans le redouter, et surtout sans le préparer. Son ennemi, c'est le présent, dont il ne tient aucun compte, qu'il hait presque toujours, et pour lequel il n'a jamais assez de quolibets amers, de plaisanteries et d'outrages. Nous sommes doués d'une sorte de génie fatal pour découvrir les vulgarités, les mesquineries, les bassesses du présent, et pour opposer les résultats

que nous avons obtenus aux résultats que nous avions désirés. Bien des gouvernements qui n'étaient coupables de rien, sinon d'exister, ont fait cette grave et dure expérience. Cette disposition d'esprit domine toute notre histoire, et a donné lieu à des contradictions qui ont à bon droit étonné les autres nations. C'est ainsi que nous passons tantôt pour un peuple révolutionnaire, tantôt pour un peuple monarchique, et les deux opinions sont également vraies, également motivées. Cependant le présent seul est le vrai terrain de la liberté; si le passé entre pour beaucoup dans la formation de l'individu, si l'avenir est le but vers lequel il doit tendre, c'est dans le présent seul qu'il vit, respire et travaille. Le passé ne reviendra plus, et l'avenir arrivera toujours trop vite, si nous ne l'avons préparé. Savoir utiliser le présent à préparer l'avenir, c'est là ce qu'il nous faut apprendre.

L'éducation de l'individu est donc à faire presque tout entière. Nous avons signalé bien des obstacles, qui sont tous le fruit d'une fatale tradition historique. Et le remède, direz-vous, le moyen d'arriver à cette éducation individuelle, à cette réforme intérieure? Le remède! Si je le tenais dans la main, je n'imiterais point l'égoïste Fontenelle, et je le montrerais immédiatement. Si j'écoutais cet instinct français que j'ai signalé, je me retournerais volontiers vers le passé, et je dirais qu'il sera éternellement regrettable que les choses n'aient pas suivi un autre cours il y a trois siècles. Regrets inutiles et désormais parfaitement stériles! Mais sans aller si loin, n'est-ce pas un remède déjà que d'arriver à connaître sa vraie situation, à réfléchir sur la cause de ses malheurs, à confesser ses imperfections! Si nous avons une fois ce courage, un grand point sera désormais gagné, car nous aurons rompu avec des habitudes fatales. Connaître sa vraie

situation, c'est l'avoir réformée à moitié. Il y a une pensée profonde d'un rêveur allemand par laquelle nous aimerions à conclure : « Nous sommes bien près de nous réveiller lorsque nous rêvons que nous rêvons. » Efforçons-nous donc de tout notre pouvoir d'arriver à cet heureux rêve, indice et précurseur du réveil.

Octobre 1856.

DE L'IDÉE

DE

MONARCHIE UNIVERSELLE

DE L'IDÉE

DE

MONARCHIE UNIVERSELLE[1]

Un des ridicules les plus amusants et les plus curieux de notre époque, c'est une certaine fatuité propre à nos contemporains qui consiste à leur faire penser que les lois qui ont régi jusqu'à présent l'humanité ont changé subitement depuis leur naissance, et qu'ils n'ont plus à redouter ce qui troubla la vie de leurs pères. Cette aveugle fatuité est tellement enracinée, que l'expérience elle-même ne peut les en corriger. — La veille de 1848, de fortes têtes politiques vous auraient affirmé que l'Europe n'avait pas à craindre de nouvelles révolutions, et le lendemain tous les peuples étaient soulevés, toutes les armées étaient sur pied, et deux années remplies d'émeutes, de sièges, de combats et de ruines suffirent à peine pour épuiser cet accès de fiévreuse agitation. Lorsque la question d'Orient eût éclaté, il était clair pour tout esprit à peu près sensé que la guerre en sortirait infailliblement; cette désastreuse conséquence ressortait nécessairement de l'en-

1. Essai écrit à l'époque de la guerre de Crimée.

semble des faits, de la situation de la Turquie, des tendances avouées du gouvernement russe, du caractère bien connu du tzar. Cependant l'Europe entière a refusé de croire à la guerre! — Quoi! la guerre dans une époque de chemins de fer et de trois pour cent! la guerre lorsque nous avons tant de moellons à tailler et tant de quintaux de coton à tisser! la guerre lorsque nos intérêts veulent absolument que la paix continue! — Ainsi raisonnait un chacun, prenant ses désirs pour des réalités et ses intérêts pour des lois invariables. Néanmoins la guerre a éclaté, une guerre confuse et difficile, engagée en faveur d'un empire qui ne se soutient qu'à force d'artifices contre un empire plein de ressources, dans des pays de races diverses, toutes ou à peu près tièdes pour leurs maîtres et sympathiques à l'agresseur ou sans mauvais vouloir envers lui. Elle a éclaté, cette guerre à laquelle personne ne voulait croire et que tout le monde repoussait; en dépit de la prépondérance des intérêts matériels, elle a passé au travers des mailles subtiles des protocoles diplomatiques; elle a éclaté pour nous apprendre que définitivement nous sommes gouvernés par les mêmes lois que nos pères, et que nous devons nous résigner à vivre et à mourir en vertu des mêmes lois qui les ont fait vivre et mourir. La cause de cette guerre est également un mobile qu'on n'aurait pas cru de notre temps, — l'esprit d'envahissement, — mais qui existe et qui existera jusqu'à ce que l'Europe ait retrouvé son unité perdue, ou pour mieux dire jusqu'à ce qu'elle ait trouvé son unité nouvelle. C'est là un fait du plus haut intérêt et qui mérite bien quelques développements.

I

Qu'est-ce que cet esprit d'envahissement? — C'est l'aspiration à la domination universelle. — Ce désir, qui semble le rêve d'un fou, a été pourtant le mobile déterminant de tous les actes de quelques-uns des souverains les plus remarquables et les plus dissemblables du monde moderne, le mobile du sagace Charles-Quint comme du fanatique Philippe II, du magnifique Louis XIV comme du barbare Pierre Ier. Que cet esprit soit bon ou mauvais en lui-même, il faut donc avouer que, puisqu'il a exercé une si forte influence sur les desseins et les actes de tant de grands personnages, il est autre chose encore qu'un esprit de convoitise ou qu'un rêve insensé. Pour trouver son origine, il faut remonter au xvie siècle [1], au moment de la grande scission qui a divisé l'Europe en deux camps et rendu nécessaire l'existence d'un équilibre européen. A partir de cette époque, la passion de l'unité est devenue la passion dominante de tous les hommes zélés pour l'autorité. Le catholicisme, en se brisant contre la Réforme, a enfanté une sorte de catholicisme politique qui a été la monarchie absolue, catholicisme qui jusqu'à présent n'a jamais trouvé son pape, mais qui l'a toujours obstinément cherché. Génération après génération, toute une série de grands hommes,



1. L'idée de monarchie universelle telle que nous l'entendons ici ne remonte pas au delà du xvie siècle, et consiste bien moins dans le projet d'une conquête matérielle que dans un projet d'assimilation morale et d'anéantissement de toutes les dissidences au profit d'une certaine unité politique ou religieuse : c'est là la monarchie universelle qui a troublé le monde depuis Charles-Quint.

Charles-Quint, Philippe II, Ferdinand II, Louis XIV, se passent de main en main comme les coureurs de Lucrèce, cette idée désastreuse. Pour savoir de quel système sort cette idée, il suffit de nommer les personnages qui ont voulu l'appliquer et les pays où ils ont régné, pensé, gouverné, commandé des armées, — la France, l'Espagne, l'Autriche. C'est le catholicisme qui en est l'inspirateur, le défenseur et l'interprète, et il est remarquable qu'aucun des grands princes protestants n'a jamais été possédé de ces désirs de domination; vous ne les retrouverez ni chez Elisabeth, ni chez Gustave-Adolphe, ni chez Cromwell, ni chez les deux Guillaume d'Orange. Le plan de république européenne de notre semi-protestant Henri IV indique assez qu'il n'était converti que pour la forme, et qu'en embrassant le catholicisme, il n'avait pas embrassé ce qui en fait la vie et ce qui en est l'âme; car partout où vous trouverez un homme convaincu que la monarchie universelle est une impiété, que les nations ont le droit de se gouverner indépendamment les unes des autres, que les pays chrétiens doivent former une confédération, mais n'ont pas besoin d'être soumis à l'unité politique et d'être absorbés par un seul membre tout-puissant, vous avez trouvé un protestant. L'esprit du protestantisme est essentiellement opposé à cet esprit d'envahissement décoré chez nous des noms magnifiques d'unité et de monarchie européenne.

Et que l'on ne pense point que cette idée ait été tout simplement propre à quelques souverains ambitieux et orgueilleux, enivrés de leur puissance et saisis du vertige que donne l'autorité. L'existence d'un ordre célèbre, la Société de Jésus, et l'histoire d'un fait immense, la Révolution française, sont là pour prouver que ce désir de la domination universelle n'a pas

saisi seulement les rois. Il s'est trouvé un groupe d'hommes obscurs, humbles, pieux, se succédant de génération en génération, n'ayant pour défense que les armes dangereuses et mortelles que donnent l'humilité et la patience, qui ont conçu le même projet que Charles-Quint et Louis XIV, et qui de siècle en siècle en ont essayé l'exécution. Ils ont été partout chassés, persécutés, poursuivis, condamnés : rien n'a pu les dompter. Ils présentent, quelque chose qu'on puisse penser d'eux, l'exemplaire le plus mémorable du dévouement à un idéal invisible et de la croyance à un absolu qui n'a pas de récompenses matérielles à donner à ses serviteurs et à ses fidèles. C'est là, dans cet esprit de désintéressement moral, plutôt que dans de misérables intrigues aussitôt découvertes que nouées, plutôt que dans des attentats aussitôt punis qu'exécutés, qu'il faut chercher le secret de la force de cette société célèbre. La passion de l'unité lui a tenu lieu de tout et l'a soutenue contre tous; elle lui a tenu lieu de richesses, de pouvoir, et même quelquefois de vertu et d'honneur; elle l'a soutenue contre le péril, la persécution, la calomnie et même quelquefois contre la vertu et la vérité. Ces Charles-Quint obscurs et ces anonymes Philippe II ont eu exactement les mêmes passions que les rois dont ils étaient les conseillers, moins la soif d'élévation politique et de domination ostensiblement exercée; leur vie était dirigée par les mêmes principes et tendait au même but.

D'un autre côté, le peuple sous la Révolution française a été pris de la même ambition. Il a cherché, lui aussi, à sa manière, la monarchie universelle et l'unité du monde, pour d'autres motifs sans doute que les souverains des XVI[e] et XVII[e] siècles, mais avec autant d'ardeur, de violence et d'ambition. L'opinion de certains révolutionnaires modernes qui ont voulu voir

dans les jacobins d'excellents catholiques et dans les septembriseurs des missionnaires de la foi, tout odieuse qu'elle soit, n'est pas, au point de vue politique, entièrement dépourvue de justesse. Il est certain que les idées qui sont au fond du système catholique, l'idée d'autorité et l'idée d'unité, se retrouvent, perverties et faussées sans doute, mais bien entières et très absolues, dans le système des conventionnels. La Révolution française, qui n'eut d'abord d'autre ambition que celle de propager ses principes, en vint bientôt, lorsqu'elle eût été attaquée et combattue, à vouloir les imposer par la force à l'Europe entière. Le drapeau tricolore, qui devait faire le tour du monde, le fit en effet, non comme emblème de la fraternité moderne des peuples, mais comme étendard triomphant et signe de domination politique; et comme s'il eût voulu clairement montrer que cette idée de domination universelle par le peuple était au fond identique à l'idée de domination universelle par les rois, le destin suscita un homme qui, réunissant en lui les deux ambitions, celle du peuple dont il était issu et qui l'avait sacré, celle des rois dont il avait relevé la couronne et dont il héritait, poussa ce rêve plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, plus loin que Charles-Quint et que Louis XIV.

Nous savons maintenant d'où cette idée de monarchie universelle est sortie. C'est une idée essentiellement romaine et catholique, que les peuples protestants ont toujours repoussée avec autant de violence que les peuples catholiques en mettaient à vouloir l'imposer. L'histoire moderne tout entière n'est que le récit de la longue lutte engagée entre ces deux tendances. Les guerres religieuses du XVI[e] siècle, la guerre des Pays-Bas et la guerre de Trente ans, les deux révolutions d'Angleterre, les luttes de la

Révolution et de l'Empire elles-mêmes, n'eurent pas d'autre cause et ne contiennent pas d'autre enseignement.

II

Cette idée de monarchie universelle, sous quelque belle apparence qu'elle se présente, a deux grands défauts cependant : c'est une impiété, et c'est en outre un non-sens politique. A quel propos prétend-on imposer aux peuples une même domination? Sur quel droit peut-on s'appuyer pour démontrer que toutes les nations doivent se courber devant un même pouvoir, qui non seulement n'est pas de leur choix, mais qui n'est pas de leur race et de leur croyance? Selon la religion chrétienne, il y a un maître pour tous les hommes, et il n'y en a qu'un : Dieu. C'est parce qu'elles reconnaissent toutes le même Dieu que les nations chrétiennes ne sont point étrangères les unes aux autres : c'est parce qu'elles reconnaissent toutes le même Dieu qu'elles ont formé au moyen âge, et qu'elles peuvent former encore, une même grande confédération. C'est là, dans cette idée d'une confédération universelle des peuples, et non pas dans l'idée de la monarchie universelle, qu'est contenue la solution de cette grande question de l'unité du monde. Toutes les différences de gouvernement, de culte, de civilisation peuvent être acceptées sans que pour cela l'unité morale soit en danger. Que sont, en effet, toutes ces différences, sinon de purs accidents de forme, résultats ici du développement original, et nous dirions volontiers de l'allure qu'a prise la civilisation dans tel ou tel pays, là d'une influence naturelle des objets physiques sur l'homme, ailleurs du tempéra-

ment de telle ou telle race, plus loin de souvenirs et de traditions contre lesquels est venue se briser la toute-puissance du temps? Pures choses de hasard, purs accidents que la mer de la vie a apportés avec son flux chez tel ou tel peuple, et qu'elle a oublié de remporter dans son reflux! Et cependant ce sont tous ces accidents extérieurs, ce sont toutes ces différences de forme qui donnent à la vie de tel ou tel peuple sa beauté et son charme, qui arrêtent l'œil du contemplateur, qui enflamment l'imagination du poète, qui enfantent les diverses littératures et les diverses écoles d'art; c'est grâce à elles que ce monde vaut la peine d'être habité et que l'existence a tout son prix.

Au fond, d'ailleurs, en quoi ces différences détruisent-elles l'unité? L'unité est-elle une chose spirituelle, morale, ou bien est-elle une chose tangible qui se pèse et se mesure? Est-elle une des conditions nécessaires de la vie de l'humanité, ou bien n'est-elle que le produit d'un système et le résultat d'une volonté énergique? Si la première de ces deux hypothèses est la vraie, qu'est-ce donc que l'idée de la monarchie universelle, sinon une impiété religieuse et un non-sens politique? Pour que l'unité existe dans l'humanité, il n'est pas nécessaire que tous les hommes soient liés par les mêmes chaînes matérielles, qu'ils soient emprisonnés dans les mêmes formes extérieures; il suffit qu'ils s'accordent sur les quelques choses essentielles et sur les quelques faits éternels qui sont les bases immuables de l'ordre du monde, des sociétés et de la vie individuelle. C'est là l'unité qui peut et qui doit régner dans l'avenir, et qui s'exprimera par une confédération des peuples; mais l'unité par la monarchie universelle, qu'est-ce autre chose que le triomphe des formes extérieures, que l'hypocrisie de l'apparence, que la tyrannie et la contrainte des âmes, que le règne

artificiel d'un système ou d'une force mécanique substitué, sur toute la surface du monde civilisé, au libre développement de la vie et à l'expression spontanée des forces intimes de l'être. Je ne m'étonne pas que partout où cette idée a passé, elle ait empoisonné les sources de la vie, énervé les caractères, et qu'à un certain moment, les peuples qui y ont été soumis en soient arrivés à ne plus savoir reconnaître la vertu, la religion, le devoir dans leur essence, et qu'ils aient pris pour ces saintes choses les dévotieuses images plus ou moins imparfaites qu'on leur avait représentées comme étant ces choses elles-mêmes.

Là où ce système n'a point passé, là où il a été repoussé, la vie a grandi et s'est multipliée dans des proportions extraordinaires. La Hollande et l'Angleterre ont montré qu'il n'était pas besoin d'ambitions démesurées et de visions asiatiques pour arriver à la grandeur. Ces pays ont prouvé que pour s'enrichir il suffisait du travail du citoyen, et que pour arriver à la vie morale il suffisait d'une vie pratique patiente. Ils ont été récompensés de leur modération et de leur confiance en eux-mêmes par la possession de tous les biens terrestres désirables, et par une manière de vivre saine, pratique, grâce à laquelle ils ont échappé aux folies qui nous tourmentent et nous minent. C'est là que s'est formée la vie moderne, c'est là que, depuis la mort de Louis XIV, ont habité la fortune et les bons génies de l'humanité, c'est là qu'a été formulée et déterminée la règle morale des peuples et des temps nouveaux. Ainsi partout où cette idée de la domination universelle a pris racine, l'orgueil et la superstition se sont unis pour dessécher et tarir toutes les sources non seulement de la vie morale, mais même du bonheur terrestre et de la prospérité matérielle; et si la France, malgré tant de se-

cousses et de malheurs, a échappé au sort commun des peuples qui ont été possédés de cette diabolique ambition, c'est beaucoup, je le crois, pour avoir hésité entre les deux tendances qui ont divisé le monde depuis trois cents ans. Ses hésitations ont engendré tous ses malheurs, mais elles ont été en même temps son moyen de salut. Si elle ne doit pas se convertir définitivement, puisse-t-elle hésiter longtemps!

III

Ce système de la monarchie universelle, qui a été tenté si souvent, n'a jamais pu réussir à s'établir même un seul jour, et nous ne pouvons savoir en conséquence les résultats qu'il eût produits. Cependant nous pouvons logiquement imaginer les suites qu'aurait eues le succès de chacune de ces tentatives; elles eussent été presque toujours absurdes. Si Charles-Quint eût réussi complètement, nous aurions eu une contrefaçon de l'Europe du moyen âge : un pape et un empereur; mais dans cette résurrection impossible, le pape aurait été nécessairement inférieur à l'empereur. Le ministère de la parole divine eût été dominé par le ministère de la force temporelle. Ces deux puissances, qui s'étaient à peu près balancées au moyen âge, auraient été nécessairement inégales, et peut-être aurions-nous eu en Europe le système inauguré en Russie par Pierre le Grand, la prise de possession violente et arbitraire de l'administration spirituelle par l'administration laïque. Si l'Espagne, à son tour, avait triomphé sous Philippe II, nous aurions eu le règne de la théocratie; le pouvoir d'une caste ecclésiastique aurait dominé même la royauté; l'Europe eût été gouvernée par un concile permanent qui aurait

étendu aux choses politiques l'infaillibilité qu'il se serait attribuée dans les choses spirituelles. Mais un tel système, qui eût dépassé le moyen âge, comment aurait-il pu prendre racine au XVIe siècle? Pour établir ce système, il aurait fallu vaincre non seulement la Réforme, mais encore la Renaissance. En Allemagne et en Espagne, on tenta donc non seulement des choses insensées, mais encore (les choses insensées réussissent parfois) des choses impossibles. Si la France à son tour, ayant Louis XIV à sa tête, avait réussi à établir sa domination sur l'Europe, que serait-il arrivé? N'ayons point de faux patriotisme et voyons les choses telles qu'elles sont. Nous aurions eu le règne de la superstition monarchique, une sorte de religion semi-espagnole, semi-française de l'autorité, le triomphe des formes et des convenances sociales et le despotisme de la vanité. Telles sont quelques-unes des conséquences que n'aurait pas manqué de produire le succès de chacune de ces tentatives.

Mais ces tentatives étaient condamnées d'avance. Un juste châtiment n'a jamais manqué d'atteindre ces accès d'orgueil. La prostration morale, ou une démence furieuse, s'est emparée des pays où régna cette idée et des peuples qui ont voulu l'imposer. Ils y ont perdu les vertus qui leur avaient inspiré ces furieux désirs, et ils n'en ont pas regagné d'autres. Comme j'exposais un jour à un des artistes les plus distingués de ce temps-ci, le mieux informé peut-être de toutes les choses de l'histoire et de la philosophie [1], les désastres auxquels la passion de la monarchie universelle avait poussé les peuples qui avaient été sa proie, il me répondit avec un optimisme qui n'est pas toujours dans sa nature : « Il ne faut pas se plaindre de

1. M. Paul Chenavard.

ces tentatives. En soulevant toutes les passions d'un peuple, en surexcitant outre mesure toutes ses forces morales, en enivrant son esprit d'espérances impossibles, ces désirs ont forcé le génie national de ce peuple à donner de lui-même une expression plus complète et plus énergique que celle que nous aurions eue sans cela. » Peut-être; mais, même en admettant ce raisonnement, on peut dire que ce désir de domination a imprimé encore sa tyrannie sur le génie de ces peuples, et en a souvent perverti l'expression. Regardez les Espagnols : de peuple plus virilement, plus énergiquement doué, il n'en exista jamais. Regardez ses héros et ses grands hommes, Fernand Cortez, Philippe II, le duc d'Albe, Alexandre Farnèse, Ignace de Loyola, et dites si votre conscience n'est pas effrayée de porter un jugement sur leur compte, et si l'admiration qu'ils vous inspirent ne vous cause pas un frisson d'épouvante. Deux siècles et demi nous séparent d'eux, et déjà nous les comprenons moins que les hommes de temps bien plus reculés. Les héros de la Grèce fabuleuse, les sauvages enfants de la Rome primitive, les barbares des forêts germaniques, sont plus explicables pour l'homme moderne que les habitants de l'empire le plus puissant et le plus civilisé du XVI[e] siècle. Il est nécessaire d'un effort d'esprit remarquable pour saisir les mobiles qui firent agir tous ces personnages terribles, et pour reconnaître le genre de grandeur qui les caractérise. Leur rendre justice exige un autre effort; l'impartialité coûte à leur égard. Il faut oublier toutes les règles éternelles de morale auxquelles ont cru les hommes, et consentir à des explications que l'intelligence peut comprendre, mais que la conscience refuse d'accepter. Leur histoire est une histoire exceptionnelle, anormale, monstrueuse; leurs vertus, leur génie, leur héroïsme, qui sont très

réels et de la trempe la plus solide, sont frappés de stérilité, et n'ont en eux aucun principe fécondant. Ils ne peuvent servir de modèles aux hommes, ils ne peuvent leur être proposés comme exemplaires de sagesse, de vertu et de courage. Ces héros, s'ils étaient imités, ne pourraient produire que des bandits ; ces saints (quelques-uns le sont bien réellement) ne pourraient produire que des monstres. Un esprit satanique a perverti ces vertus étonnantes et engendré ces anomalies et ces énigmes historiques si difficiles à déchiffrer au bout de deux cents ans. Et la littérature de ce grand peuple, est-elle assez abondante, assez riche, assez passionnée ! Et cependant qu'est-ce qu'on en accepte et qu'est-ce qu'on en veut accepter? Toutes ces œuvres singulièrement naïves et fortes, expression franche, sincère, ardente, de la foi et de la vie du peuple espagnol, sont, comme l'héroïsme de ses grands hommes et les vertus de ses saints, privées d'un principe fécondant. Ce sont des œuvres espagnoles et non humaines, catholiques (dans le sens contraire d'*universel*, toutefois) et non chrétiennes. Un seul livre surnage dans toute cette littérature, le *Don Quichotte*, le seul livre *universel*, *humain*, que l'Espagne ait produit. — Et cela est bien heureux, me disait un jour tristement un Espagnol, car si nous n'avions pas ce livre, l'Espagne n'aurait aucune voix pour s'exprimer devant l'Europe, elle n'aurait aucun témoignage de son génie et de son ancienne grandeur.

Si après l'Espagne nous considérons la France du XVIIe siècle, nous verrons bien, en effet, que le génie français s'éleva à cette époque à son plus haut point de perfection; mais nous doutons que l'ambition de Louis XIV ait eu aucune influence sur le développement de ce génie. N'a-t-elle pas été punie d'ailleurs, cette ambition? Il est remarquable que le pays dans

lequel la monarchie a été presque une religion politique soit devenu le pays régicide par excellence. Ce peuple ami de la royauté est devenu le peuple sans-culotte et jacobin que nous avons connu. Ainsi l'ambition de la royauté a tué la royauté elle-même, et les adulations dont nos pères l'enivrèrent, se changèrent, avant même la mort du grand roi, en murmures, qui à leur tour ne tardèrent pas à se transformer en menaces, en insultes et en défis. Je suis de ceux qui considèrent le XVIII[e] siècle comme n'étant autre chose qu'une réaction fatale contre les superstitions sur lesquelles Louis XIV voulut trop appuyer son pouvoir. Malgré tous les revers du grand roi, l'Europe laissa la France intacte; et comme si la Providence eût voulu séparer la cause du peuple français de celle de son souverain, la France conserva les conquêtes de Louis XIV, mais se chargea de fournir des vengeurs à l'Europe : les encyclopédistes furent les hommes qui vengèrent les dangers que la monarchie française avait fait courir à l'équilibre des États et les terreurs qu'elle avait inspirées au continent.

IV

Cependant cette pensée d'orgueil, toujours fatale aux peuples et toujours suivie d'un prompt châtiment, n'a pas disparu du monde. Deux nations colossales, faibles encore, mais faibles seulement parce qu'elles n'ont pas eu le temps d'assembler et de concentrer leurs forces énormes, se sentent prises à leur tour de ce vertige de domination : l'Amérique et la Russie. De ces deux ambitions, une seule est jusqu'à présent redoutable, celle de la Russie. Jamais ambition démesurée ne s'est encore révélée sous des formes aussi

dangereuses et aussi habiles. Tous les peuples qui ont aspiré à la domination universelle ont étalé leurs désirs en plein soleil, ils ont proclamé à haute voix leurs tendances. L'Allemand brutal et sincère a marché vers son but avoué à visage découvert; l'Espagnol, ivre d'orgueil et de pensées de destruction, a loyalement déclaré à la terre entière une guerre sans trêve ni merci; le Français, vaillant, susceptible et toujours satisfait de lui-même, a ri au nez des peuples dont il méditait la conquête, et déclaré plaisamment qu'il ne ferait d'eux tous qu'une bouchée. Le premier peuple qui n'ait pas avoué son but est le peuple russe. Humble, discret, modeste, spirituel et poli, comment le redouterait-on? Cet homme qui causera avec vous pendant des mois entiers, d'une manière si charmante, de futilités qui sembleraient ne pouvoir fournir l'étoffe d'une conversation de dix minutes, et qui pendant des mois entiers aussi n'abordera jamais une question sérieuse, quel péril peut-il vous faire courir? Cette surface tout unie, toute brillante et gracieuse, vrai miroir aux alouettes, faite pour séduire des femmes et des dandies, quelle âme peut-elle recouvrir, sinon une âme uniquemeut occupée de pensées de plaisir et de vanités mondaines! Regardez la physionomie du Russe : vous n'y découvrirez pas un trait qui dénote les tourments de l'ambition, de l'orgueil et du mépris; aucune passion violente n'y a laissé ses traces. Ces physionomies sont celles d'honnêtes bourgeois lorsqu'elles sont respectables, celles de spirituels vauriens lorsqu'elles ne le sont pas. Le Russe n'est ni gênant, ni gêné; pour ne point vous choquer, il renoncera aisément à ses habitudes; il se fera tour à tour Français, Anglais, Allemand, avec une étonnante facilité d'assimilation. Il consentira à vous traiter de grand peuple, à accepter vos leçons, vos goûts; il renoncera

à tous ses préjugés russes, vous demandant seulement grâce pour son empereur, c'est-à-dire pour la seule chose qui, au fond, fasse la vie et soit l'âme de la Russie. Sauf cette unique et importante exception, il ne vous importunera nullement de son patriotisme. Et voilà précisément où réside la force du caractère national russe; le peuple russe est le plus circonspect et peut-être le moins sot des peuples. C'est là ce qui peut lui permettre d'en être facilement et avec le moins de danger le plus agressif.

Le plus difficile aussi à abattre et à dompter! car ce peuple ne donne aucune prise à ses adversaires; il sacrifiera tout à son but, mais en renonçant même aux moyens qui pourraient l'y mener le plus sûrement, si ces moyens, quoique avantageux dans le présent, peuvent être périlleux dans l'avenir, s'il y a la moindre chance qu'ils puissent un jour se retourner contre lui. Il n'apporte avec lui aucun de ces mobiles d'amour-propre qui rendent les peuples si dangereux à une heure donnée, mais qui sont autant de moyens de revanche pour leurs adversaires leur moment de triomphe passé; il n'a ni point d'honneur espagnol, ni vanité française, ni entêtement germanique, ni respectabilité anglaise. Peu importe aux Russes d'avoir raison ou tort, pourvu qu'ils l'emportent; ils reculeront s'il le faut, en dépit du point d'honneur militaire; ils accepteront les quolibets et se laisseront volontiers traiter de Cosaques, pourvu qu'ils avancent d'un pouce de terrain. Nulle fausse honte, pas de respect humain, nul bruyant amour de la gloire. Voilà leur force; ils sont en ce sens le plus moderne des peuples; ils le sont même plus que les Anglais. Quelle est la manière moderne de comprendre la vie? Arriver à son but, et y arriver en sacrifiant toutes les idoles auxquelles les peuples avaient élevé un culte,

— la gloire, le courage militaire, l'enivrement du succès; y arriver modestement, à pied, en habit noir et de tous les jours; triompher, en un mot, sans le vain appareil des triomphateurs, sans les ovations, les fanfares et le cortège. La méthode qui a rendu l'Angleterre si puissante et si grande, c'est, comme on le sait, cet héroïsme obscur, ce dévouement à un but, quelque restreint et modeste qu'il soit, ce sacrifice de l'amour-propre et de l'éclat. Faire tout simplement ce qu'on a à faire, quand on peut, comme on peut, avec les outils qu'on a sous la main, tel a été le moyen de succès de tous ses hommes d'État, de tous ses capitaines et de ses plus humbles enfants eux-mêmes. Lutter contre un sol rebelle ou affronter des glaces, défricher des forêts ou creuser des *railways*, se battre indifféremment, selon que l'occasion ou la nécessité l'exige, contre un alligator ou un Indien, pendre un rajah rebelle ou abattre la puissance de Napoléon, peu importe le but à atteindre et le genre d'entreprise à mener à fin : il s'agit de les atteindre tous également bien et de les mener toutes également à bonne fin. C'est dans la connaissance de cette vérité, — que toutes les vertus sont égales et en fin de compte rendent tous les buts de la vie égaux, quelque différents qu'ils soient en apparence, — c'est dans cet héroïsme obscur et modeste que l'Angleterre a trouvé sa force et sa grandeur. Mais il est une dernière idole à laquelle l'Angleterre ne renoncera jamais. Un Anglais peut consentir à bien des choses; il peut consentir à mourir bravement en laissant un nom ignoré; il peut consentir à se laisser railler pendant des années entières, s'il est persuadé de l'importance du projet qu'il a conçu; il peut consentir à tous les sacrifices d'amour-propre : jamais il ne consentira à abdiquer sa dignité. L'Anglais est

capable de cruautés, capable d'exactions; mais, en dépit de son Bentham, il n'a jamais bien su la valeur exacte d'un vice, l'utilité qu'il contient et le parti qu'on en peut tirer. Or, le peuple russe semble, au contraire, posséder à fond cette science tout à fait nouvelle, et sur laquelle jamais peuple n'a réfléchi d'une manière suivie et persistante. Qu'on tire de ce fait la conclusion générale qu'on voudra.

Ce n'est point par là seulement que le peuple russe est profondément moderne. Il a une autre force très appréciée de notre temps, il a l'art des formes et des apparences, il sait présenter des surfaces. Le Russe peut avoir tous les vices, il n'a aucun défaut. Les défauts de l'esprit allemand, de l'esprit anglais, de l'esprit français, chacun les connaît; mais quel est le défaut de l'esprit russe? Les hommes nous blessent bien moins par leurs vices que par leurs défauts, cela est très vrai; mais, en revanche, ils sont bien plus dangereux par leurs vices, car quiconque a le malheur d'avoir un défaut trop visible est déjà à demi vaincu.

Redoutable par son caractère, le peuple russe trouve encore dans l'état de l'Europe des armes dangereuses. Pour résister efficacement à la Russie, il ne faudrait pas seulement résister à ses armées, il faudrait aussi résister à son esprit et à ses idées, et, j'ai regret de le dire, je trouve cet esprit et ces idées répandus à doses diverses dans toutes les contrées de l'Europe. De fausses doctrines, des désirs immoraux, des libertés non réfrénées par la contrainte morale, l'envie démocratique, la passion de l'égalité, le dédain de tout ce qui n'est pas avantage terrestre immédiat, ont conduit l'Europe à un état où ce rêve de monarchie universelle est bien plus dangereux qu'au temps de Charles-Quint et de Philippe II, — époque où toutes

les forces aristocratiques du continent, princes temporels, docteurs protestants, capitaines hérétiques, écrivains de la Renaissance, luttaient ligués ensemble contre une doctrine contraire à leurs principes et contre une servitude que leur nature refusait d'accepter. Aujourd'hui, grâce au progrès moderne, il n'y a plus d'aristocrates de naissance, et il y en a moins encore de cette catégorie bien plus noble et bien plus puissante qui jusqu'à présent a, sous un nom ou sous un autre, gouverné le monde : il n'y a plus d'aristocrates d'intelligence, de caractère et de vertu. Rien n'est fatal comme une fausse idée de l'égalité. Si cette idée, la plus enracinée dans le cœur de l'homme, sortant des justes limites dans lesquelles elle doit être renfermée, arrive à devenir une passion et prend un développement démesuré, elle étouffe l'idée de liberté, et avec l'idée de liberté disparaît le contrepoids qui sert à tenir la balance politique en équilibre. Alors le plateau dans lequel pèse l'idée d'autorité l'emporte outre mesure, la tyrannie devient nécessaire, et c'est ainsi qu'une démocratie trop absolue fraye les voies au despotisme. Ce système s'établit sans obstacle, car la résistance est impossible là où les individus ne sont plus rien et où le principe aristocratique a disparu. Alors il ne reste plus en présence que deux puissances, les masses populaires et le souverain. Un accord tacite s'établit entre ces deux puissances, car les masses populaires ne sont jamais fortes et ont toujours besoin d'un protecteur, et le souverain ne peut jouir de la plénitude de son pouvoir qu'autant que lui seul est élevé au-dessus de la masse de ses sujets et n'a pas à craindre de rivaux d'influence. Cet état est presque celui de l'Europe moderne. Quel beau moment pour rêver la monarchie universelle! Il n'y a plus maintenant de Calvin pour fonder des républiques et de

Guillaume le Taciturne pour les maintenir. L'homme qui viendra au nom de l'égalité soulever les populations, qui — en échange d'une liberté utile seulement au petit nombre d'hommes destinés à faire pour le genre humain exactement les mêmes choses que le despote, mais à les faire plus noblement — étendra sur les sombres et muettes masses humaines la protection qui les assurera contre leurs propres excès et promettra de donner à tous une part égale dans une gamelle commune, — celui-là, si l'on n'y prend garde, réussira infailliblement. L'égalité par la force, sinon autrement, la fraternité par le knout, sinon autrement! Et maintenant ouvrez M. de Haxthausen et les rares voyageurs qui ont su voir et pénétrer le génie de la Russie, et dites si cette idée de l'égalité par le tsar et du nivellement par la souveraine puissance ne s'y rencontre point. La Russie ne me paraît si dangereuse que parce que ses tendances politiques se trouvent juste au niveau des dispositions morales de l'Europe.

Enfin, troisième et suprême danger, la Russie est la main des peuples slaves. C'est elle qui en est la force et le moyen d'action. Toutes les qualités du génie latin, qui se traduisent sous des formes excessives et violentes en Espagne, passionnées et sensuelles en Italie, ont trouvé en France leur forme modérée et pratique. Toutes les qualités du génie germanique ont trouvé leur expression modérée et pratique en Angleterre. Il en est ainsi de la Russie à l'égard des peuples slaves; elle représente leur génie et leurs mœurs sous une forme étrange, mais modérée et pratique aussi : facilité de vivre, soif de bonheur, douceur de caractère, gouvernement patriarcal, vif sentiment de la fraternité humaine, tous les instincts des Slaves sont également ceux des Russes. La Russie représente en

outre une pensée de vengeance. Il n'y a pas eu de peuples aussi malheureux que les peuples de l'Europe orientale, à quelque race qu'ils appartiennent. La Bohême, deux fois écrasée par l'Allemagne, a vu changer sa population, disparaître sa noblesse et abolir sa religion; la Hongrie meurt tout entière à Mohacz en quelques heures, et passe sous la domination de l'Autriche pour échapper à celle du musulman; la Pologne se voit trois fois déchirée toute vivante et rayée du rang des nations. Les peuples chrétiens de l'empire grec passent sous le joug des Turcs. La Russie, subjuguée par les Tartares, voit ses boyards réduits à l'état de serfs et ses femmes nobles à la condition de servantes. A chaque instant, sur toute cette vaste région, qui est le théâtre naturel de la lutte entre l'Europe et l'Asie, lorsque l'Asie envahit l'Europe, passent les armées ennemies. Lorsque le Turc s'est retiré, l'Allemand arrive. Soumis ainsi à des oppressions et à des exactions sans nombre, les peuples orientaux n'ont pu jouir des bienfaits de la civilisation moderne. Ils ont été arrêtés dans leur développement normal, et forcés de croupir dans le moyen âge. Les nobles institutions du moyen âge, excellentes pour un temps, sont devenues chez eux semblables à un marais stagnant, plein d'exhalaisons impures. Leur vie en a été empoisonnée. Pour eux, il n'y a pas eu de monarchie moderne, pas de Henri IV, pas de Louis XIV; pour eux, il n'y a pas eu de Renaissance et de culture intellectuelle générale, pas de Réformation; ils n'ont eu que les échos de ces grands mouvements. Ils n'ont pas eu d'industrie, et par conséquent aucune des transformations sociales que l'industrie a amenées dans le monde; ils n'ont pas eu de classes moyennes, et leur société, composée de nobles et de serfs, est restée scindée en deux par un abime

énorme. Ils se sont arrêtés sur le seuil du monde moderne, d'où ils ont été exclus par la fatalité des circonstances, par la violence de la guerre, par la tyrannie des gouvernements. Dans un de ses rêves, le poète anonyme de la Pologne met en scène le *vengeur* des opprimés de l'ancien monde, et le décrit comme le fils d'un pirate grec de l'Archipel et d'une vierge barbare des bords de la Baltique. A son tour, voilà que le vengeur de ce monde oriental se lève, issu, lui aussi, d'un Grec et d'une barbare, et unissant en lui l'astuce du Byzantin à la sauvagerie du Cosaque. Oh! comme elle est vraie, cette loi de l'histoire et de la morale que nous appelons de noms divers, selon le système que nous avons adopté, réversibilité, châtiment, expiation! Les injustices accumulées finissent par devenir un germe de mort pour les oppresseurs et pour les innocents à la fois. La violence subie trouve sa récompense, et un jour des débris amoncelés par les tyrannies barbares des Tartares et des Turcs, par la tyrannie savante des gouvernements civilisés, par l'indifférence des peuples puissants et heureux, sort un empire redoutable, armé de pied en cap, qui vient troubler dans ses joies et dans ses plaisirs, dans ses affaires et sa poursuite de la richesse et du luxe, l'Europe heureuse et tranquille, et pousse un cri que tout le monde a pu entendre : « A ton tour, Turquie, tu payeras l'impôt de la capitation, et tu achèteras le droit de vivre! A ton tour, Allemagne, tu subiras le sort de la Pologne! A ton tour, Europe, tu recevras d'étrangers et d'ennemis la tyrannie que tu n'as pas voulu accepter de tes princes nationaux, et l'Orient t'imposera le système que tes propres despotes n'ont pu faire triompher! »

V

Je m'arrête à regret. Cette question de la monarchie universelle demanderait, pour être examinée dans tous ses détails, un de ces énormes traités politiques dont le XVI[e] siècle se montra si prodigue dans ses controverses; mais si la pensée de la domination est de toutes les époques, en revanche les *in-folio* ne sont guère de notre temps. J'ai voulu tout simplement faire l'historique de cette idée, en montrer tous les dangers, non seulement pour les peuples qu'elle menace, mais pour les peuples qui l'adoptent et essayent de la faire triompher. J'ai voulu montrer la Russie reprenant à son tour cette idée fatale, et la reprenant dans les conditions les plus redoutables pour l'Europe. Dès la nouvelle apparition de cette chimère qui a fait couler tant de sang et qui a exténué tant de peuples, l'Europe s'est émue, et les nations se sont serrées l'une contre l'autre par un même sentiment de péril et un même mouvement de crainte. La Russie sera certainement repoussée, elle rentrera pour un temps dans ses steppes. Prudente et patiente comme elle l'est, elle reculera sans honte et consentira à reculer pour attendre en sûreté le moment de s'élancer de nouveau sur sa proie; mais que la Russie recule et consente à reculer, là n'est pas la question : il faut des garanties pour l'avenir, ainsi que disent les orateurs du parlement anglais; oui, des garanties non seulement matérielles, mais morales.

Les précautions morales que l'on peut prendre contre la Russie sont nombreuses; nous en signalerons quelques-unes seulement, en laissant au lecteur le soin de suppléer à ce que nous ne dirons pas. Ce n'est pas la Russie qui a inventé la première cet esprit d'enva-

hissement à outrance qui la caractérise, ni ce rêve de monarchie universelle qu'elle a repris à son tour, ni cette utopie de l'unité par le pouvoir politique qu'elle célèbre et préconise. Tout cela est parti d'ailleurs et de bien des points divers. Tous les peuples ont été coupables tour à tour de ces chimères impies qui ont engendré des réalités sanglantes, et est-il bien sûr que l'Europe en soit guérie? Il ne manque pas de gens d'une orthodoxie trop ardente qui sont tout prêts à regretter l'insuccès de Philippe II, ou de gens d'un patriotisme trop opiniâtre qui sont tout disposés à regretter l'insuccès de Louis XIV. On pourrait trouver des prôneurs d'autorité à tout prix faisant profession de croire, en leur âme et conscience, à l'infaillibilité des gouvernements et des mécanismes politiques; les plus intelligents sont encore ceux qui croient à l'infaillibilité de la force, contre laquelle en effet il n'y a pas à résister. A leur tour, les philosophes cosmopolites vous affirmeront que le but de l'humanité est d'arriver à n'avoir qu'un seul costume pour tous les peuples, qu'une seule langue pour exprimer partout les mêmes vérités et les mêmes sottises; puis les révolutionnaires déclareront que le monde ne sera sauvé que lorsqu'il aura passé tout entier sous les fourches caudines de leurs principes. Nous ne sommes donc pas si loin de croire, nous aussi, à la monarchie universelle. Si nous voulons résister efficacement à la Russie, ne croyons point aux mêmes principes qu'elle, car qu'importeraient les succès de la guerre, si son esprit devait triompher, et ses défaites matérielles, si la victoire morale devait en fin de compte lui rester?

Il faut donc résister à la Russie par les armes; mais, chose plus importante, il faut lui résister par les principes sur lesquels les sociétés se sont toujours appuyées jusqu'à une date très récente (la fin du dernier siècle,

si l'on veut), et que les despotes les plus absolus ont toujours implicitement reconnus, et n'ont jamais osé trop ouvertement violer. L'esprit russe, c'est la haine de l'individu et son absorption dans l'État au profit du pouvoir despotique. Ce système politique, qui est pour nous une impiété, est nécessaire aujourd'hui à l'établissement de la monarchie universelle. La Russie n'a pas dédaigné de faire parfois appel aux passions démocratiques, et, en y faisant appel, elle agit conformément à ses principes. Là où l'individu n'a aucune part au gouvernement et où son influence est nulle, le despotisme seul sera possible; car, ainsi que nous l'avons dit, les masses populaires ne lui résisteront pas, et même elles l'appelleront de tous leurs vœux. N'ayant plus auprès d'elles aucune protection locale, elles se retourneront naturellement vers le pouvoir central et feront entendre le cri des paysans russes : « Ah! si Dieu n'était pas si haut et l'empereur si loin! » Qu'un tel système puisse être appliqué dans des pays où l'aristocratie n'a jamais existé, ou bien dans des pays où l'influence aristocratique a été funeste et où l'individu a mal usé de son pouvoir, c'est là un fait malheureusement incontestable; mais ce fait ne prouve rien, grâce à Dieu, contre un principe qui est absolument nécessaire aux nations, soit qu'on veuille une société sensée et pratique, bien gouvernée et moralement conduite, soit qu'on rêve une société idéale et abstraitement ordonnée.

Le pouvoir de l'individu a toujours existé dans les sociétés humaines : on l'a quelquefois contesté, quelquefois combattu; jamais on ne l'a nié avant notre époque. Il est vrai de dire en revanche que l'individu réclamait sa part de légitime influence avec un acharnement et un courage qui devaient lasser les plus terribles despotes. Il s'avançait humblement, timidement;

il réclamait, pétitionnait, suppliait, s'agenouillait, et lorsque tous ces moyens respectueux étaient épuisés en vain, lorsqu'il ne lui restait plus de ressources, il prenait bravement son parti et se redressait de toute sa hauteur. L'histoire du moyen âge et celle du XVI[e] siècle, époque où l'influence individuelle a été souvent combattue, sont pleines de ces revendications, humbles d'abord, hautaines et courageuses ensuite, des droits de la conscience humaine. Au XVII[e] siècle, sous le monarque le plus fier qui se soit assis sur un trône, cette influence n'a jamais été contestée, et on peut dire qu'à cette époque chacun des hommes dont le nom est resté célèbre a obtenu la part de respect et de pouvoir qui lui était due. Ce n'est qu'à notre époque que l'individu a perdu ses droits. Que l'Europe moderne retourne aux principes qui ont toujours fait sa force, c'est pour elle le plus sûr moyen d'échapper à l'influence russe, car une civilisation ne vaut la peine d'être sauvée que lorsqu'elle diffère sur tous les points importants de la civilisation ennemie qui cherche à l'anéantir. Et ce qui compose précisément la civilisation traditionnelle de l'Europe, c'est que l'équilibre n'a jamais été rompu entre cette action *continue*, permanente de l'autorité établie, et l'action exceptionnelle, temporaire, *discontinue* de la liberté humaine et de l'influence individuelle.

Je résumerai en deux lignes la pensée de cette esquisse. L'ambition de la monarchie universelle a toujours causé la mort des peuples, et elle ne l'a causée que parce qu'elle s'est brisée contre des obstacles impossibles à franchir; mais si l'on suppose que les dispositions morales des peuples menacés soient exactement les mêmes que celles du peuple qui menace, cette ambition, qui jusqu'à présent n'a été qu'une chimère, pourrait devenir réalisable. Or, cette ambition

est représentée maintenant par la Russie ; si nous voulons la vaincre, non seulement matériellement, mais en principe et en esprit, de manière qu'il n'en reste plus trace, purifions-nous, dépouillons-nous de tout ce qui peut lui donner prise et action, non seulement sur nos corps, mais sur nos âmes.

Juillet 1854.

DE L'HOMME ÉCLAIRÉ

DE L'HOMME ÉCLAIRÉ

Si la France n'est pas en état de belle et parfaite santé, ce n'est point faute de médecins et de systèmes. Énumérer les panacées universelles qui ont été proposées serait déjà une rude tâche; nous avons une multitude de grands principes dont l'usage exclusif nous a été conseillé : le *grand* principe d'autorité, le *grand* principe de liberté, sans compter le *grand* principe d'anarchie, et le *grand* principe de communauté. Nous en avons essayé bon nombre, et nous n'avons guère eu à nous louer de leur efficacité. Peut-être la raison de ces nombreux insuccès se trouverait-elle précisément dans l'emploi exclusif de chacun de ces remèdes, qui, pris à part et à trop forte dose, ne manquent jamais d'engendrer une maladie nouvelle, au lieu de guérir l'ancienne. On pourrait dire que nous payons une foule de taxes morales, beaucoup plus lourdes que les taxes matérielles; nous payons en servitude la protection qu'on nous offre contre l'anarchie et en anarchie les vengeances que nous tirons de la servitude; mais ni la servitude ni l'anarchie, ne disparaissent pour cela, aucune des deux n'est punie, et c'est nous-mêmes qui recevons les coups que nous destinions à ces êtres abstraits et métaphysiques.

Ce n'est pas non plus faute de docilité si le peuple français n'arrive pas à être heureux. On chercherait vainement une agglomération d'hommes plus confiante et plus crédule que les trente-six millions d'êtres humains qui foulent le sol français. Leur inculquer un principe sur lequel ils s'appuient pendant des siècles serait peut-être difficile, mais les amener à croire à un quasi-principe qui puisse leur servir de mot d'ordre pendant quelques années est extrêmement aisé. Que de bonnes railleries, depuis cinquante ans, ce peuple n'a-t-il pas dirigées contre le droit divin des rois, les prétentions de l'Église à l'infaillibilité, le système de pondération constitutionnelle, la république et le gouvernement par contrat social, l'aristocratie héréditaire et la démocratie, le marquis de Carabas et le républicain rouge! Le peuple français, si mobile, si versatile, mais qui avait toujours été si sensé et si pratique, si prompt à se railler de l'enthousiasme banal, est depuis cinquante ans le peuple qui participe le plus de la nature des foules. Vous croiriez, en lisant son histoire contemporaine, lire la fameuse scène du *Jules César* de Shakspeare, où le peuple applaudit tour à tour le meurtrier de César et l'apologiste de César. Son cri est aujourd'hui : plus de gouvernement monarchique! — un autre jour : plus de gouvernement populaire! Les mots autorité, tradition, liberté se succèdent dans sa bouche avec une étonnante rapidité. Ainsi la France marche de réaction en réaction et se dirige sous des drapeaux et des emblèmes sans cesse renouvelés vers des destinées aussi incertaines que ses idées.

Mais ce ne sont pas seulement les foules qui changent de doctrines et de croyances, ce sont aussi les hommes qu'on pourrait croire les plus convaincus des idées qu'ils ont prêchées toute leur vie; ce sont des

historiens qui arrivent, à un certain moment, à douter des résultats de leur science historique, des philosophes qui doutent des résultats de leurs méditations, des politiques qui doutent des principes dont ils ont été les défenseurs intraitables, exclusifs et violents. Rien n'est curieux comme les polémiques rétrospectives qui ont lieu depuis quelques années parmi le public instruit de notre époque. Des faits vieux de trois cents ans sont exhumés de la poussière historique où ils dormaient ensevelis; on les interroge à nouveau, on refait leur procès, on les absout ou on les condamne. La Réforme, la Renaissance, Richelieu, Louis XIV, provoquent des discussions violentes et d'étranges récriminations. Un jour il plaît à un écrivain passionné de déclarer que la révocation de l'édit de Nantes fut un acte d'autorité très légitime et très méritoire, et on le réfute gravement comme s'il s'agissait d'un fait contemporain. Un autre jour, il plaît à un ecclésiastique, d'une foi trop ardente, de jeter l'anathème sur les lettres grecques et latines, et aussitôt il s'engage une véritable bataille des livres plus plaisante que celles qu'ont chantées Swift et Boileau. On se dispute un an à ce sujet; l'épiscopat français tout entier prend parti dans la querelle, le clergé français se sépare en deux camps, les représentants de la science laïque dénoncent une Saint-Barthélemy intellectuelle, on en appelle à Rome, et le représentant du catholicisme élève la voix pour décider une question qui reposait en paix depuis trois cents ans. Un autre jour encore, la presse française se divise sur les mérites du moyen âge, les uns déclarant que le moyen âge fut l'âge d'or de l'humanité, les autres refusant d'y voir autre chose que des rues mal pavées et des moines ignorants. Y a-t-il fait qui constate d'une manière plus frappante l'incertitude des esprits contemporains? Que

signifient ces discussions rétrospectives si passionnées, sinon que nous ne sommes point satisfaits de nous-mêmes, que nous regrettons beaucoup, que nous espérons peu, et, par-dessus tout, que nous n'avons pas de principe *actuel* qui nous fasse vivre et nous tienne lieu du passé? Je ne sais si l'axiome : « heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire! » est vrai; mais en revanche on peut sans se tromper le retourner ainsi : « heureuses les générations qui ne s'occupent pas de l'histoire, heureux les hommes qui ne tournent pas leurs regards vers le passé, qui n'ont rien à regretter, à qui le présent suffit, parce qu'ils y trouvent à la fois un principe d'action et un but moral! »

Sans rechercher bien loin les causes de ce chaos moral dans lequel se débat la France, ne pourrait-on pas l'attribuer en partie à la disparition d'une classe d'hommes qui depuis trois cents ans a joué un grand rôle en Europe,et en France plus encore qu'ailleurs —, les hommes qu'on appelait jadis *éclairés?* Quel est le spectacle politique que donne la France depuis un demi-siècle! Les ambitions et les passions jettent en avant un mot qui désigne un principe vrai : c'est tantôt le mot liberté, tantôt le mot égalité, tantôt le mot autorité; et le public, après l'avoir entendu résonner quelque temps à ses oreilles, finit par se persuader qu'il y croit, l'adopte et le répète jusqu'à ce que ce mot soit devenu un fait. La France passe ainsi d'un système traditionnel à un système libéral, et d'un système anarchique à un système autocratique. Entre ces ambitions qui cherchent à se satisfaire et le public qui leur prête naïvement la main, il n'y a aucun intermédiaire. Il est étonnant de voir à quel point les lumières existent peu, non seulement parmi ce public affairé qui s'agite tout le jour pour trouver ses moyens d'existence, mais encore parmi le public riche, indépen-

dant, qui possède le repos et le loisir. Les hommes en France commencent à ne se distinguer les uns des autres que par le costume; mais moralement cet homme si luxueusement couvert, si irréprochablement cravaté, n'est pas très différent du voisin plus pauvrement vêtu : ils rentrent l'un et l'autre dans la vulgaire foule humaine. Ils ne sont point séparés par les lumières, ni même par l'éducation; ils ne sont séparés que par les intérêts. L'un est généralement conservateur à tout prix, parce qu'il a beaucoup à perdre; l'autre est généralement indifférent au maintien de l'ordre, parce qu'il n'a à peu près rien à y gagner. Quant à consulter l'un ou l'autre sur une question d'intérêt politique ou moral, cela est inutile; leurs deux opinions ne valent pas mieux l'une que l'autre et ne peuvent être acceptées avec confiance. Aussi l'opinion numérique est-elle arrivée à n'avoir aucun prix, et l'on se trouve dans cette situation décrite par les anciens, où l'opinion de toute une ville ne vaut pas très souvent celle d'un seul homme, où l'opinion d'un sage reconnu pour tel par toute une nation vaut mieux que celle de cette nation tout entière.

Cette classe particulière d'hommes dont nous voyons les derniers représentants, et qui jeta son dernier grand éclat au XVIIIe siècle, a existé, dis-je, pendant trois cents ans. Il est remarquable que les *hommes éclairés* sont nés avec les partis politiques, et l'on peut prévoir qu'ils disparaîtront avec eux. L'existence des partis est un fait bien plus moderne qu'on ne le croit généralement. Il n'y avait pas, à proprement parler, de partis au moyen âge, il y avait seulement des phénomènes sociaux. De loin en loin, un fait se produit qui dérange la vie des populations et la force de s'ordonner autrement que par le passé : ce ne sont que des faits résultant tantôt de la fatalité des passions

humaines, tantôt de la condition matérielle de la société, tantôt de l'initiative individuelle. Un Pierre l'Hermite prêche les croisades et précipite l'Europe sur l'Asie, des populations pressurées et affamées se soulèvent, des intérêts naissent et demandent leur place au soleil; mais il n'existe rien qui ressemble à ce qu'on peut appeler un parti. Les partis supposent une société *intellectuelle* et non plus *instinctive*, qui est capable de transformer ses passions en principes moraux, qui n'est plus menée par les faits imprévus, mais dans laquelle les différentes classes de citoyens cherchent au contraire à tirer profit des faits en faveur de leurs idées. Aussi peut-on dire que les partis n'ont commencé à exister qu'avec le XVIe siècle, à l'époque où les intérêts ont commencé à devenir intellectuels, où la civilisation morale a été assez avancée pour que les hommes aient reconnu l'existence de plusieurs principes différents, à l'époque, en un mot, où la civilisation matérielle et la civilisation intellectuelle se sont fondues ensemble et n'ont formé qu'un tout. Alors aussi a pris naissance cette classe remarquable des hommes éclairés qui ont joué un si grand rôle, et si divers dans l'histoire des trois derniers siècles, intermédiaires entre les partis et représentants des sentiments d'humanité, de justice et de tolérance au milieu des passions en lutte pendant tout le XVIe siècle, serviteurs dévoués, respectueux et soumis des pouvoirs établis au XVIIe siècle, partisans impuissants de la modération au XVIIIe. A partir de cette dernière époque, la civilisation matérielle ayant commencé à dominer la civilisation morale, et les intérêts ayant pris le dessus sur les principes, l'influence des hommes éclairés a commencé à décliner, et aujourd'hui cette classe elle-même tend à disparaître.

Leur rôle pendant les trois derniers siècles a été,

ainsi que nous l'avons dit, très divers; il y a pourtant une certaine unité dans leur histoire. Ce sont eux qui ont le plus servi l'humanité pour elle-même, en dehors de toute idée religieuse et de toute passion de secte et d'Église. Nés au XVIe siècle, à l'époque où l'Europe se divisa en deux camps, et où l'humanité chrétienne tout entière, depuis les princes jusqu'au dernier paysan, prit parti dans la grande querelle de la Réforme, ils ne se placèrent généralement dans aucune des deux armées, et gardèrent une position neutre et intermédiaire. Ils ne furent ni catholiques, ni protestants. Ils se rattachèrent aux traditions de l'antiquité grecque et romaine, qu'ils contribuèrent à renouer, et formèrent ce qu'on peut appeler le parti de la Renaissance. S'ils servirent la Réforme, ce fut moins par zèle pour elle que par amour de la tolérance et de la modération; s'ils servirent l'Église catholique, ce fut moins par conviction que par amour pour l'ordre établi et la tradition. Ils firent de toutes les questions religieuses des questions surtout politiques et sociales; ils s'efforcèrent autant que possible d'apaiser les passions fougueuses de leur siècle et de les entraver. Le type de ces hommes fut Érasme. Luther s'indignait de la tiédeur du zèle d'Érasme, et disait en l'invectivant : « Cet homme est le plus grand ennemi de Dieu et de son Église. Il aimerait mieux voir périr l'Évangile que de voir l'Allemagne se prendre aux cheveux et l'Europe déchirée par la guerre. » Incontestablement Luther devait préférer l'Évangile même à l'Allemagne, et n'avait pas à s'inquiéter des résultats immédiats de ses prédications; peut-on blâmer cependant Érasme de sa prévoyance de sceptique? On peut certes refuser les bienfaits moraux d'une doctrine dont les fruits ne profiteront qu'aux générations futures, lorsqu'il faut sacrifier pour ces bienfaits douteux les

générations présentes et vivantes auxquelles on appartient. Et c'est là sans doute ce que pensait Erasme. Une société qui serait gouvernée par des sceptiques de la trempe d'Erasme deviendrait bientôt la plus plate et la plus vulgaire des sociétés; mais en revanche une société où les Luther n'auraient à subir aucun contrôle, et où l'initiative du génie ne rencontrerait aucun obstacle, deviendrait bien vite une société où il serait impossible de vivre. Le génie doit être forcé à la modération, et ce n'est ni le peuple, qui de sa nature est toujours excessif, ni les grands, qui en cela se rapprochent du peuple, qui peuvent le forcer à la modération : ce sont ces partis moyens un peu sceptiques et un peu froids.

L'homme éclairé n'est pas ordinairement un homme d'un grand génie. Il n'a ni grande invention, ni grande initiative, mais en revanche il est exempt de ces vices qui obscurcissent trop souvent les hautes intelligences, — l'âpreté de l'ambition, la passion et la vigueur excessive du caractère. — Quels sont les hommes éclairés du XVIe siècle? Ce ne sont pas les grands génies de cette époque, qui en compte tant et de si divers; ce ne sont point les hommes qui ont laissé un grand nom dans l'histoire et une longue trace de leur passage sur la terre. Non, ce sont bien plutôt des érudits aujourd'hui presque oubliés, des publicistes aujourd'hui dédaignés, des hommes dont les figures ne nous apparaissent plus que sur le second plan. Ils se divisent en deux groupes principaux : l'un, formé d'écrivains et de pamphlétaires, qui composent ce qu'on peut appeler le parti de la Renaissance, et dont Erasme est le prototype; l'autre, formé de politiques et d'hommes d'action, qu'on peut appeler les parlementaires, et dont L'Hôpital est le héros. Il est difficile aujourd'hui de constater d'une manière certaine le mal qu'ils ont em-

péché et le bien qu'ils ont accompli dans ce XVIe siècle si orageux et si sanglant; mais nous pouvons présumer par ce qui a été de ce qui aurait pu être. De combien de crimes, de combien de souillures n'ont-ils pas préservé les annales de l'histoire! Combien d'actions honteuses n'ont-ils pas flétries! Combien n'ont-ils pas empêché de guets-apens projetés et de trahisons en train de s'accomplir! Aucun des grands hommes de guerre et de pensée ne s'occupait au XVIe siècle de ce que souffrait la société; aucun ne pensait à cette multitude anonyme, obscure, paisible, qui cultive ses champs, qui entretient l'activité du travail dans les villes, qui vit des transactions du commerce, qui n'a pas d'intérêts intellectuels et d'ambition, et n'en connaît que de modestes. Seuls, les hommes éclairés se sont inquiétés de ces multitudes à cette époque; sans eux on peut dire que la vie n'eût pas été possible pour tous ces êtres humbles et obscurs qui composent le fond de la société civilisée. Ecrasées entre le peuple et les princes, entre les armées et les sectes, les classes moyennes n'auraient pas pu vivre, et si finalement le XVIe siècle n'a pas dégénéré en une anarchie pire cent fois que les pires anarchies du passé, c'est que la Renaissance a été contemporaine de la Réforme, et que l'amour de la culture intellectuelle a surgi dans l'esprit humain en même temps qu'il s'affranchissait des liens moraux du pouvoir religieux, qui l'avait jusqu'alors contenu et dompté.

Mais le rôle des hommes éclairés à cette époque a été plus grand encore. Ce sont eux qui, en fin de compte, triomphèrent. On peut dire que c'est à eux que nous devons, avec la monarchie de Henri IV, ce gouvernement de compromis et de véritable juste milieu qui s'appela la royauté française, et qui semble avoir été le gouvernement le mieux approprié au

génie de la France. C'est à leur influence que l'on doit le règne de Henri IV, l'édit de Nantes, la réconciliation des partis ennemis. Ils ne donnèrent raison à aucun des deux partis qui avaient divisé la France pendant le xvie siècle, et se bornèrent à établir un semi-protestantisme politique qui a duré jusqu'au moment où un grand roi, égaré par la dévotion, essaya, par un acte violent, de remonter le cours du siècle. Le véritable gouvernement français, ce sont eux qui l'ont fondé; la véritable tradition française, ce sont eux qui l'ont établie. Aussitôt que leur œuvre fut consolidée, la France monta à une élévation de grandeur et de génie qu'elle n'avait jamais atteint auparavant, et qui s'abaissa dès que Louis XIV, par la révocation de l'édit de Nantes et les sombres ardeurs religieuses de la fin de son règne, eût porté, roi révolutionnaire sans le vouloir et sans le savoir, le coup mortel à cette œuvre de compromis instituée par son aïeul. Voilà quelle fut l'œuvre de cette classe d'hommes au xvie siècle : ils empêchèrent ce siècle sanglant d'être plus sanglant encore, et contribuèrent plus que personne à fonder la société monarchique française. Au xviie siècle, au milieu de cette société même, leur attitude n'est pas moins digne d'attention.

L'homme éclairé, ainsi que nous l'avons déjà dit, n'est pas toujours, il s'en faut de beaucoup, un homme de génie, et l'homme de génie, en revanche, n'est pas toujours un homme éclairé; mais au xviie siècle on peut dire qu'il y eut une fusion complète entre le génie et les lumières, et que tous les hommes éminents de cette époque furent en même temps des hommes éclairés. Serviteurs dévoués de l'autorité, de la tradition et des pouvoirs établis, ils surent garder en même temps une liberté d'esprit et une indépendance de langage qui les préservèrent de toute bassesse. Ce sont

peut-être les seuls hommes qui aient pu être respectueux *à outrance* sans devenir jamais serviles, et qui aient toujours été soumis sans cesser d'être dignes et nobles. Jamais les idées traditionnelles de la civilisation française ne trouvèrent de tels interprètes. Sous leur plume, et en passant par leur bouche, ces idées revêtirent des formes singulièrement variées et nouvelles, et la tradition se montra plus jeune, plus belle, plus féconde que l'innovation et le changement. Conserver est souvent le propre de l'honnête homme, parce qu'il est timide et sceptique; mais ces mobiles n'eurent aucune influence sur les grands esprits du XVII[e] siècle. Ils furent conservateurs non par timidité et par scepticisme, mais par bon sens. Chez eux, rien de violent, de téméraire, de chimérique. Ils pensent non seulement avec grandeur, ce qui est le propre de tous les hommes de génie, mais avec modération : leur vie est majestueuse et toute familière cependant, si l'on peut s'exprimer ainsi. Les grands hommes de cette époque ont toutes les splendeurs du génie sans ses violences trop fréquentes, et tout le bon sens des hommes éclairés sans leur timidité et leur scepticisme.

Dans cette esquisse rapide du rôle historique des hommes éclairés, nous voilà arrivés au XVIII[e] siècle, et nous éprouvons quelque embarras pour en parler. Quelle que soit notre estime pour la culture humaine, nous ne pouvons nous cacher qu'il existe des principes, qui forment la base inébranlable des sociétés, que le XVIII[e] siècle a battus en brèche. C'est alors que cette union entre les lumières et le génie, qui avait été le principal caractère du siècle précédent, se rompit. Toutefois il est un problème historique qu'il est intéressant de se poser. Ce XVIII[e] siècle, en admettant qu'il fût fatalement amené par le cours inévitable et logique des choses, ne pouvait-il pas

prendre une autre tournure et rester modéré, même en conservant le fonds d'idées qui lui fut propre? A l'entrée du xviiie siècle se trouvent deux hommes d'un grand talent, les deux types de l'homme éclairé par excellence : un Français, Pierre Bayle ; un Anglais, John Locke. Tous deux représentent la pure intelligence humaine, tous deux sont républicains, partisans de la tolérance, révolutionnaires même, si l'on veut, dans un certain sens; mais tous deux sont en même temps circonspects dans leurs attaques contre les pouvoirs établis, les idées ou les préjugés de leur temps, indulgents pour les hommes et même pour les abus. Tous deux — fait qui n'a pas été assez remarqué et qui est digne de l'être! — ne sont point essentiellement des novateurs; ils restent dans la tradition, et ne s'en séparent pas violemment comme leurs successeurs. On peut les considérer l'un et l'autre comme les sources d'où le xviiie siècle est sorti, mais combien le fleuve est différent de la source! Que fût devenu le xviiie siècle, si l'influence de Bayle et de Locke y eût été plus forte, si elle y avait formé une tradition philosophique et des partis politiques imprégnés de leur esprit? Il est très probable que nous aurions vu se passer en France ce qui s'est passé en Angleterre, et qu'au lieu d'un siècle révolutionnaire et destructeur nous aurions eu un siècle réformateur.

Le xviiie siècle, en effet, tel que nous le connaissons, est moins un siècle éclairé qu'un siècle passionné, violent, sans scrupule moral. Ce n'est pas à dire pour cela qu'il n'ait pas existé alors d'hommes éclairés; il en existait beaucoup, mais ils n'avaient ni assez d'amour du bien ni assez de caractère pour résister aux influences qui les entouraient; ils étaient tous plus ou moins dominés par elles. Les hommes sages

du XVIIIe siècle, les modérés de la Constituante, sont fort estimables sans doute, mais ils sont inférieurs de tout point, même en bon sens pratique très souvent, aux violents et aux passionnés auxquels ils s'efforçaient de résister; leurs vertus sont d'un ordre médiocre et mesquin, leurs idées sont bornées et étroites, leur conduite timide, leur caractère sans consistance. En résumé, l'homme éclairé du XVIIIe siècle est un être peu séduisant, peu agréable à contempler. Nous voilà bien loin du XVIIe siècle, bien loin surtout de ces savants de la Renaissance ou de ces grands parlementaires qui, malgré la modération de leurs caractères, se montrèrent si souvent héroïques, et dont toutes les actions respirent une si mâle honnêteté. Ceux-là sont virils dans leur modération, tandis que les hommes éclairés du XVIIIe siècle ne sont modérés, dirait-on, que par suite d'une certaine faiblesse de tempérament et d'un certain affaiblissement de l'âme. Et pourtant c'est alors que pour la dernière fois peut-être la société française sut ce qu'était réellement un homme éclairé. Depuis on a possédé de l'esprit, du talent, de la science, surtout des passions, mais des lumières beaucoup moins.

Août 1854.

DE L'ITALIE

ET DU PIÉMONT

DE L'ITALIE

ET DU PIÉMONT[1]

Celui qui a dit le premier qu'il était impossible à un peuple chrétien de mourir entièrement, a exprimé non seulement une grande, mais une consolante vérité historique. Il est consolant, en effet, de penser que le dogme de la résurrection n'est pas uniquement un dogme religieux, mais un fait pratique vérifié par l'expérience; qu'un peuple mis au tombeau n'est point un Lazare que la parole d'un Dieu seul pourrait ranimer, mais qu'enseveli comme ce Dieu même, il ressuscitera le troisième jour. Il est consolant de penser que, chez les peuples de la moderne Europe, il n'y a point de défaite irréparable, mais simplement des vicissitudes de fortune; point d'anéantissement, mais des maladies qui durent parfois des siècles et qui font condamner le malade par de longues générations successives auxquelles il survit cependant, et

1. Quatre ans après que ces pages eurent été écrites, la délivrance de l'Italie était un fait accompli, et accompli par la politique même que j'y recommandais et l'instrument que j'y présentais comme le seul propre à une telle œuvre. Je ne changerai pas un seul mot à cet essai, mais il y a eu des moments où j'ai trouvé depuis que mes désirs avaient été trop exaucés.

sur les cendres desquelles un beau jour il danse bruyamment ses farandoles de triomphe et fait passer ses chariots de guerre. L'Italie est la preuve de cette vérité. Condamnée, tenue pour défunte, elle se réveille de loin en loin pour affirmer qu'elle ne consent pas à mourir. A mesure que le temps marche, ces preuves de vitalité deviennent de plus en plus nombreuses et se succèdent plus rapidement. Il est même à remarquer que ces mouvements perdent de leur caractère convulsif et deviennent plus réguliers. Or, comme nous sommes de ceux qui souhaitent aux Italiens bonne chance et heureux succès, nous profiterons de l'occasion qui nous est offerte par le dernier livre de l'auteur de *Lorenzo Benoni* pour dire quelques mots sur l'état actuel de l'Italie et sur la ligne de conduite que, d'accord avec bien des hommes éclairés et avec quelques-uns des esprits les plus avancés de la péninsule même, nous croyons la plus propre à remettre ce grand pays à la place qui lui est due.

Nous disons volontairement grand pays, car, outre sa grandeur historique, il est relativement grand encore aujourd'hui par le rôle qu'il joue en Europe. Il n'est guère de puissance que n'intéressent vivement les destinées de ce peuple. Un mouvement à Rome ou à Milan ébranle l'Europe entière. Nous sommes d'ailleurs de ceux qui gardent quelque reconnaissance au passé. Rien n'est attristant, lorsqu'on étudie l'histoire, comme de voir le fond d'égoïsme et de niaise ingratitude qui se rencontre au fond de l'humanité. Les contemporains n'ont jamais d'yeux que pour le vainqueur et le triomphateur du jour, ils ressemblent, pris en masse, à ces troupeaux d'intrigants que l'on a vus à toute époque assiéger les antichambres ministérielles pour saluer le lever de tout nouveau soleil

politique. L'humanité applique instinctivement les vilaines règles de conduite que formulait en ces termes, au dire du violent Saint-Simon, un cynique courtisan du temps de Louis XIV : « Tant que les ministres sont en place, on doit leur tenir le pot de chambre, et, lorsqu'ils sont renversés, le leur vider sur la tête. » C'est ainsi que l'humanité se venge des bravos qu'elle a fait éclater au récit des plus grandes actions et de l'admiration que lui ont arrachée les grandes œuvres. Un peuple est-il riche et puissant, sait-il menacer et corrompre, et surtout a-t-il le pouvoir de menacer et de corrompre; peut-il, à son gré, vous faire pendre ou vous donner des pensions; tient-il pour un instant entre ses mains la vie et la mort, la fortune ou la ruine du monde : — aussitôt les hommes s'agenouillent, les nations courbent la tête devant le commandeur des croyants, les écrivains font fumer les cassolettes de parfums, et les diplomates, habiles dans l'astronomie comme des mages chaldéens, suivent l'étoile favorable et vont porter la myrrhe et l'encens aux pieds de la sultane Angleterre ou du grand *mamamouchi* russe. — Puis la fortune change-t-elle et la tempête brise-t-elle le puissant navire, soudain on voit les hommes se précipiter sur la rive, se disputer les épaves rejetées par les vagues et dépouiller le naufragé.

Hélas! l'humanité prise en masse ne croit qu'à la force, et c'est là une triste vérité que les peuples, pas plus que les individus, ne doivent jamais oublier. Cependant, à tout prendre, je ne sais si cette lâcheté n'est point préférable encore à un certain genre d'assistance qui ne manque jamais, pas plus aux peuples déchus qu'aux individus malheureux. Lorsqu'un peuple est tombé et qu'on le voit, obéissant à la loi fatale de la gravitation, rouler d'abîme en abîme, les prêtres

et les lévites se rassemblent par milliers et viennent le haranguer, le prêcher et souhaiter bon voyage, *in nomine Domini*, à son âme immortelle; les pédants s'assemblent en conseil pour lui faire sentir son imprudence et ses fautes, et lui donner des règles de conduite pour la vie future; puis viennent les amis maladroits qui récriminent contre ses défauts et ses sottises. Tout le monde est d'accord alors pour ne plus voir que ses vices et ses erreurs, et ceux qui agissent ainsi, ce n'est pas ce vulgaire troupeau humain que nous venons de décrire et qui n'aime que le succès; non, ce sont les hommes éclairés, les philosophes, les publicistes. Ils se refusent à voir les grandes qualités qui jadis avaient fait la gloire de ce peuple et qui subsistent encore malgré tous ses malheurs. Ils se font ainsi, quoique à leur insu, les auxiliaires de tous les despotismes et les apologistes de toutes les injustices; eux dont le rôle devrait être celui du bon Samaritain, ils formulent des arrêts des pharisiens, et leur conclusion, comme celle du musulman fataliste, est toujours que cela était écrit.

L'Italie, la grande et malheureuse Italie, a fait toutes ces expériences. Admirée, enviée, flattée, imitée, pillée au temps de sa grandeur, elle s'est vue rebutée, méprisée, honnie, dès que sa fortune eut tourné, par tous les peuples qui précisément l'avaient ruinée et meurtrie. Le dédain et l'injustice dont l'Europe a fait preuve envers l'Italie ressemblent à de la lâcheté, et n'ont rien de commun avec cette froide insouciance qu'ont rencontrée parmi nous les revers de certaines autres nations, car c'est l'Europe elle-même qui a fait de l'Italie ce qu'elle est. L'Espagne, par exemple, est déchue autant que l'Italie peut l'être, et n'a d'autre avantage sur elle que d'être exempte de la domination étrangère; mais les sentiments peu sympathiques

que l'Europe a souvent manifestés à son égard ont au moins une excuse. L'Espagne a voulu elle-même sa ruine; agressive, insultante envers l'Europe, elle s'est laissée mener par ses princes à l'asservissement des autres nations, et elle a rencontré le sort qu'elle voulait leur faire subir. Elle a été punie pour avoir été trop ambitieuse et avoir caressé des rêves de coupable domination. Ses malheurs ont donc une cause, et l'on peut, en vérité, sans trop d'injustice, n'être pas charitable à son égard. L'Italie au contraire n'a jamais été agressive et n'a jamais menacé [1] l'indépendance des autres peuples, qui l'ont prise pour théâtre de toutes leurs fantaisies guerrières et pour but de tous leurs désirs de domination. Confiante à l'excès, elle a souvent appelé dans son sein l'étranger, dont le premier soin a toujours été d'abuser de son hospitalité. L'indiscipline de ses peuples a pu être la cause lointaine et première de sa décadence, mais ce n'est pas de leurs mains qu'elle a reçu le coup de la mort. Ces trésors qu'elle n'a plus, ce sont les armées de Gonzalve, de Bourbon, de Charles-Quint, qui les ont ravis; cette domination étrangère, c'est la France qui l'a permise, autorisée, sanctionnée. Valois et Bourbons, Aragonais et Castillans, soldats de l'impériale Allemagne et de la France républicaine, ont tellement traversé, sillonné, remué en tous sens cette terre; bombardé, incendié et pillé ses villes, que c'est presque un miracle qu'il y ait encore une Italie. En vérité, l'Europe doit toujours être modeste et réservée dans ses jugements sur ce malheureux pays.

La France surtout, cette sœur de l'Italie, peut se frapper la poitrine et avouer ses fautes, car c'est peut-

1. Matériellement du moins, car moralement elle a longtemps entretenu la pensée d'exercer une primauté spirituelle à laquelle ses grandes qualités semblaient d'ailleurs l'appeler.

être, après tout, le seul peuple envers lequel elle ait été coupable. Elle qui a été si souvent trahie, qui a ressenti si amèrement ces trahisons, d'autant plus amèrement que par sa nature le Français est le moins traître des peuples, elle a autorisé mainte fois l'Italie à l'accuser de manque de foi. Il appartient donc à la France, moins qu'à toute autre nation, d'être injuste envers l'Italie. Tout lui fait un devoir de la traiter comme sa sœur aînée : communauté d'origine, de race, de langage, de tradition, de religion; et si tout cela ne suffit pas, ses intérêts matériels et politiques le lui commandent. Parmi tant de raisons qui sont connues de tout le monde et qui sont autant de lieux communs politiques, il en est une moins connue, moins observée que les autres. Cette raison, la voici.

Lorsque j'entends parler légèrement en France de l'Espagne ou de l'Italie, je ne puis me défendre d'un profond sentiment de tristesse; il me semble toujours voir un insensé qui travaille à se discréditer lui-même, ou un général qui travaille à couper à sa propre armée sa ligne de retraite. Que l'Espagne s'épuise dans des guerres civiles beaucoup trop prolongées, cela est possible; mais ce qui est incontestable, c'est que l'Espagne est pour la France d'une importance géographique extrême. Que l'Italie ne soit plus ce qu'elle était autrefois, fort bien; mais qu'il y ait en Europe un autre pays où la France puisse plus librement déployer son influence, cela est douteux. L'Italie est le théâtre naturel de l'action morale de la France, et c'est pour cela qu'elle est pour nous d'un prix inestimable. Si nous ne cherchons pas à agir sur l'Italie, sur quel peuple pouvons-nous espérer agir? Ce n'est point sur l'Allemagne, ni sur l'Angleterre, qui nous comprendront toujours aussi incomplètement que nous les comprenons, qui ont une civilisation *sui generis*, qui

sentent autrement que nous et ont une autre tournure de pensée. Ce n'est point sur les nations slaves : de ce côté, nous ne pouvons agir que par l'épée; nous n'aurons peut-être jamais chez elles, et en tout cas de longtemps, que l'influence que donne la crainte. Mais en Italie nous n'avons pas à nous faire redouter, et nous sommes sûrs de ne rencontrer aucune de ces oppositions de race, de langage, de traditions, qui sont autant de barrières morales infranchissables. Là notre influence peut se déployer à son aise, et s'il est aussi nécessaire à un peuple d'avoir une action morale à exercer qu'une armée pour faire respecter ses frontières, on peut voir de quelle utilité l'Italie est pour la France.

Si l'Italie nous est utile, les règles les plus simples d'une politique, même égoïste, sont de veiller sur elle, de la protéger et de l'aider contre ses ennemis; mais ce n'est pas seulement un intérêt pour la France, c'est un devoir qui lui est commandé par la politique qui doit régir les nations chrétiennes. Précisément parce que l'Italie est le théâtre naturel de l'action morale française, et que l'esprit de la France y peut être plus facilement compris qu'ailleurs, la France a jusqu'à un certain point charge d'âmes en ce pays. Je crois sincèrement que, si l'Italie doit être régénérée, elle ne peut l'être que par la France. C'est en vain qu'elle essayera, comme elle l'a fait dans les dernières années, de s'assimiler les idées anglaises, c'est en vain qu'elle essayera de pénétrer les systèmes allemands : il y aura toujours là pour elle des énigmes qu'elle ne trouvera jamais chez nous, et ici nous touchons à un des faits les plus curieux de la politique contemporaine, c'est-à-dire à l'influence de l'Angleterre sur l'Italie.

Certes, s'il est un pays dont l'esprit soit différent de l'esprit italien, c'est bien l'Angleterre, et cependant

l'influence anglaise n'a cessé de grandir au delà des monts, pendant que l'influence de la France baissait sensiblement. Pourquoi? Parce que l'Angleterre a pris en Italie le rôle qui aurait dû être celui de la France. Pendant que nos hommes politiques s'inclinaient devant cette école de diplomates qui trouvent que la péninsule est une *belle idée géographique;* pendant que notre clergé et nos catholiques allaient en pèlerinage à Rome et revenaient sans se douter qu'il y eût dans ce pays autre chose que des prêtres, des cardinaux, une cour pontificale; pendant que nos artistes et nos poètes allaient en Italie pour n'y rien voir que des musées et des églises, les Anglais parcouraient cette terre et y découvraient que l'Italie contenait encore des Italiens. Nous rendrons volontiers cette justice à ce grand peuple anglais, que dans ces dernières années il a véritablement découvert le peuple italien et a déclaré au monde que la manière dont il était traité était réellement indigne, qu'il y avait mieux à faire de lui et de ses nobles facultés. Notre grand crime, à nous tous Européens, est d'avoir considéré l'Italie comme une *institution* européenne, et de n'avoir jamais voulu y voir un peuple et une nation. Il entre encore beaucoup de souvenirs du moyen âge dans notre manière de considérer l'Italie, et la papauté et le saint-empire occupent encore beaucoup trop peut-être nos imaginations. Dans un autre ordre de faits, depuis trop longtemps déjà notre politique au delà des monts a été plutôt une politique d'intervention qu'une politique d'influence, et lorsque nos armées sont entrées en Italie, c'était moins pour protéger les Italiens que pour nous protéger nous-mêmes. Il s'agissait avant tout d'empêcher l'Autriche d'aller trop loin. Au milieu de toutes ces luttes, nul ne songeait au peuple italien, et lorsqu'on y songeait,

c'était pour dire (on l'a déclaré à haute voix à la tribune française) que le peuple italien ne s'appartenait pas, et que le sol italien était un sol cosmopolite.

La politique anglaise a été diamétralement contraire à la nôtre. Dégagée par sa position insulaire des intérêts compliqués qui se débattent en Italie, libre par son caractère protestant des passions qui s'agitent autour de la papauté, l'Angleterre était mieux en position qu'aucune autre puissance européenne de voir des Italiens en Italie, et elle a fait réellement, nous le répétons, cette découverte. Personne n'a mieux parlé et plus affectueusement de l'Italie que les poètes modernes de l'Angleterre, personne n'a parlé plus souvent de ses souffrances que les hommes d'État de l'Angleterre. Toute consolation est bonne dans le malheur, les Italiens ont été reconnaissants. Ils se sont tournés du côté de l'Angleterre pour chercher la protection que leur refusait l'Europe, et ont appris à compter plutôt sur elle que sur toute autre nation pour leur délivrance. Ce ne sont point seulement les classes cultivées de la nation qui ont subi cette influence, les écrivains, l'aristocratie, les réfugiés politiques : des faits récents ont montré que cette influence s'était étendue jusqu'aux dernières couches du peuple. Ces monstrueuses affaires de protestants italiens condamnés pour avoir lu la Bible en sont la preuve. Que ce peuple artiste, amoureux de ses madones, en soit arrivé à accepter la Bible des mains d'un prédicant de l'Église anglicane, ce fait seul suffit pour indiquer l'intensité du mal qui ronge l'Italie, et la puissance d'action que l'esprit anglais s'est acquise sur l'esprit italien. Il y a aussi une énergie désespérée fort remarquable chez ce malade qui, pour se guérir, ne craint pas d'avoir recours à des remèdes antipathiques à ce point à sa nature. Or,

si l'Angleterre a pu se créer un tel empire sur cette nation, qui a si peu de ressemblance avec elle, quelle influence la France n'aurait-elle pas pu exercer!

Ainsi donc, que l'on discute plus ou moins vivement sur les motifs qui ont fait agir l'Angleterre, qu'on lui attribue ou non un but intéressé, un fait n'en reste pas moins évident : c'est que la politique anglaise a la première, et pour la première fois depuis des siècles, compté le peuple italien pour quelque chose en Italie. Ce fait est des plus importants, car il constitue à lui seul le commencement d'une ère toute nouvelle pour l'Italie, c'est-à-dire la constatation de l'existence d'un peuple particulier en libre possession de lui-même, ayant droit à se gouverner lui-même. C'est sur ce fait que doit s'appuyer désormais notre politique française, et c'est sur ce fait aussi que désormais les Italiens doivent régler leur politique intérieure. Ici s'élève l'importante question de savoir quelle est la meilleure ligne politique à suivre pour l'Italie.

Une nationalité se compose de deux choses, d'abord du peuple lui-même avec ses goûts particuliers, ses traditions, ses instincts, ses aptitudes spéciales, ses tendances déterminées, et puis du gouvernement né de ces goûts, qui dirige ces instincts, donne leur vraie destination à ces aptitudes. Le vice radical de l'Italie moderne est précisément le désaccord qui existe entre l'esprit du peuple et ses gouvernements, désaccord qui fait de l'Italie le pays le plus anarchique du continent. Les gouvernements italiens sont tous pour ainsi dire des gouvernements étrangers; l'Autriche gouverne en Lombardie, la Toscane n'a qu'une ombre d'indépendance, la papauté est une institution *universelle* autant qu'italienne, dont le génie est parfaitement conforme au génie italien, mais qui, en vertu de son caractère universel, ne peut se dévouer exclu-

sivement à l'Italie. Quant au gouvernement de Naples, il est trop difficile de le qualifier, et nous y renonçons, de crainte de ne pas trouver assez de ressources dans notre langue, si pauvre et si claire, où les mots à nuances et à demi-teintes n'abondent pas. Parmi tous ces gouvernements italiens, où trouver un gouvernement national? Le gouvernement pontifical l'est par un côté seulement; le gouvernement de la Toscane a la bonne volonté de l'être, bonne volonté dont l'Italie doit lui savoir gré, mais qui est incessamment effarouchée par une ombre menaçante. L'étranger a donc la main sur toute l'Italie. Où trouver un coin libre sur cette terre? Et si le seul moyen de régénération de l'Italie est un gouvernement national, où trouver les éléments d'un tel gouvernement? Un seul pays italien est libre réellement et se possède lui-même, un seul peut avoir une politique, une armée, un seul est gouverné par des princes nationaux : c'est le Piémont. C'est donc le Piémont qui renferme les éléments de la régénération future de l'Italie; s'ils ne se trouvent pas là, ils ne se trouvent nulle part.

Parlons d'abord de la dynastie. Il y a toujours pour les peuples deux choses à considérer chez les princes, d'abord leur origine, et ensuite leur esprit de famille. La plus importante des deux est, je crois, l'origine, et je suis très porté à considérer comme vrai le jugement de M. de Maistre sur la guerre d'Espagne et la lutte héroïque que soutint ce pays pour ne pas accepter de l'étranger un bon roi en place d'un roi détestable, mais représentant de la nationalité. Un peuple peut perdre sous un mauvais roi de sa race sa liberté et sa puissance; rarement il perdra son indépendance, et les nations sentent si bien instinctivement cette vérité, qu'elles ne se décident qu'à la dernière extrémité à chasser ou à remplacer leurs dynasties traditionnelles.

Or la maison de Savoie possède cet avantage, qu'elle est la plus italienne des maisons princières qui gouvernent la péninsule. Puis, outre cet avantage, qui est le premier pour une famille royale, la maison de Savoie en possède un autre : elle est nationale non seulement par son origine, mais par son histoire, de fait comme de nom. Elle est essentiellement populaire en ce sens qu'elle a toujours considéré ses intérêts comme liés à ceux de ses peuples, qu'elle ne s'est pas cru des droits différents de ceux de ses peuples et qu'elle n'a jamais cherché à retarder leurs progrès, mais à les guider. Cette petite dynastie, bien différente en cela de dynasties plus puissantes et plus célèbres, n'a jamais, je crois, produit un seul mauvais prince, et quelques-uns d'entre eux ont été, comme Félix V par exemple, animés d'un grand esprit de justice et doués d'un grand esprit politique. Le caractère de ces princes a toujours été exempt de ces vices d'âmes qui rendent les aristocraties odieuses ; ils ont tous eu, au contraire, les qualités qui plaisent au peuple et qui rendent les dynasties populaires. Ardents, courageux, chevaleresques, grands batailleurs, bons soldats, francs du collier, bons enfants en un mot, tels ont été généralement les princes de cette famille. Si grande qu'ait été déjà la destinée de la maison de Savoie, l'avenir lui en réserve encore cependant une plus glorieuse, car elle peut devenir, à un moment donné, la maison d'Orange de l'Italie. Si les Italiens sont sages, ils ne laisseront échapper aucune occasion de grandir cette famille, ils l'entoureront de leurs respects, ils l'appuieront de toutes leurs forces, et même, si cela est nécessaire, ils devront se résoudre à bien des concessions.

Au nom de l'Italie, tout homme éclairé du continent doit demander aux chefs de parti l'abandon de bien

des rêves chéris et caressés avec amour. Les partis en Italie peuvent nourrir des idées plus ou moins généreuses, mais ils n'ont aucun élément de force entre leurs mains. La monarchie piémontaise est non seulement le seul gouvernement national de l'Italie, mais elle est encore sa seule force nationale. Une des plus grandes erreurs de notre époque est de croire que la force morale peut quelque chose toute seule, de penser qu'il y a un divorce radical entre la force morale et la force matérielle réglée. Telle est l'erreur dans laquelle sont tombés notamment les révolutionnaires modernes; ils acceptent volontiers la force, mais sous sa forme anarchique; toute autre leur est antipathique. Les patriotes italiens qui comptent sur les explosions populaires pour accomplir la régénération de l'Italie sont le jouet de la plus funeste et de la plus coupable illusion. Les explosions populaires peuvent renverser un gouvernement; mais où a-t-on jamais vu qu'elles aient fondé une nationalité? Excellentes pour détruire et renverser, elles peuvent momentanément assurer le triomphe d'une cause : elles sont impuissantes à établir la durée de ce triomphe. Une cause n'est donc jamais victorieuse que lorsqu'elle a des forces régulières à sa disposition; jusque-là, c'est une âme sans corps. Mais lorsqu'une idée s'est transformée en un gouvernement régulier, lorsqu'au lieu de dons volontaires et d'aumônes privées elle a un budget régulier, lorsqu'au lieu de corps francs elle possède une armée composée d'escadrons et de bataillons soldés et recrutés par l'État, lorsqu'elle peut contracter des emprunts, qu'elle a le droit de siéger aux congrès, qu'elle peut conclure des alliances, construire des navires et fondre des canons, alors elle est réellement une puissance, et, quelles que soient les vicissitudes de sa fortune, ses revers sur les champs de

bataille, ses fautes dans les conseils des peuples, elle est sûre de se relever toujours. Au contraire, une idée qui reste à l'état moral pur, qui compte pour triompher sur l'enthousiasme et sur la force populaire, cette idée, une fois abattue, ne se relève plus. Une idée morale, lorsqu'elle s'est produite, doit donc s'incarner dans un fait destiné à durer après la disparition des générations qui l'ont adoptée, ou bien elle risque fort de passer avec elles et d'être bientôt oubliée. La Réforme offre une preuve mémorable de cette vérité. Nul doute qu'elle n'eût disparu, si elle s'était confiée à la seule force morale et à l'enthousiasme des contemporains; mais elle s'incarna en faits politiques solides et durables, elle forma des sociétés non seulement religieuses, mais politiques, et elle fut à jamais triomphante du jour où elle eut ses dynasties à elle, ses armées et ses budgets à elle. Or il existe en Italie un gouvernement qui représente ces éléments de force nécessaires à toute idée morale. Le gouvernement du Piémont représente pour l'idée de la nationalité italienne ce que la république de Genève, les Provinces-Unies et la Suède ont représenté successivement pour la réformation. Comment pourrait-il y avoir des hommes assez aveugles pour confier au hasard et aux forces du hasard, qui n'ont ni durée, ni certitude, ni continuité, l'accomplissement d'une œuvre qui demande du temps, de la suite, de la constance, et pour se fier à des hypothèses lorsqu'il existe des assurances de succès?

Non seulement la dynastie piémontaise représente plus qu'aucune autre la nationalité italienne, non seulement le gouvernement piémontais réunit seul les éléments de force nécessaire au triomphe de cette nationalité, mais dynastie et gouvernement représentent encore les idées modernes au moyen desquelles

doit s'accomplir la régénération de l'Italie. Ces idées sont celles de la France et de l'Angleterre avec lesquelles le Piémont combat et dont il est l'allié. Aucun parti italien, si enthousiaste soit-il, ne pourra jamais servir ces idées avec autant de succès que le Piémont. L'influence d'un gouvernement est plus lente sur l'opinion populaire, il est vrai, que celle d'un parti, mais elle est plus sûre. Un parti a toujours besoin de triompher, il a toujours besoin de ces grands et bruyants incidents de combat, de victoire, de lutte, qui ne sont et ne doivent être que de rares incidents dans la vie nationale des peuples. Les opinions d'un parti n'ont de force qu'autant qu'elles se manifestent au dehors, et pour cela il lui faut des efforts désespérés qui troublent la vie générale, font quelques enthousiastes, beaucoup plus de mécontents, fatiguent les esprits et les âmes, laissent les consciences troublées et la vérité des idées contestée, puis en fin de compte engendrent le scepticisme et l'indifférence. Un gouvernement n'a pas besoin de tant de tapage. Lorsqu'il est une fois reconnu qu'il représente certains principes, il peut rester immobile et laisser ces principes faire leur rayonnement. Un parti peut être toujours nié, un gouvernement ne peut jamais l'être. A ceux qui lui demandent des preuves de la vérité de ses idées, il se montre lui-même pour exemple, et renouvelle ainsi l'argument de cet ancien qui se mit à marcher pour prouver le mouvement. Le gouvernement piémontais doit donc être regardé comme le vrai et le seul représentant des idées libérales en Italie, et c'est lui seul en effet qui les représente aux yeux de l'Europe. Quelques Italiens égarés par un trop célèbre hiérophante pourront le nier, mais les ministres de l'empereur François-Joseph ne s'y trompent pas. En vérité, les Italiens,

s'il en est encore qui soient hostiles au Piémont, devraient bien ouvrir les yeux en voyant la malveillance systématique dont ce petit royaume est l'objet : — malveillance très raisonnable et on ne peut plus clairvoyante. Il serait aisé en effet de se débarrasser de tout le parti mazzinien. Pour cela, quelques coups de fusil suffiraient et quelques procès sommaires contre lesquels personne ne réclamerait, parce que personne n'aurait le droit de réclamer ; mais il est plus difficile de se débarrasser d'un royaume qui possède un gouvernement, une armée, et qui est l'allié de puissantes nations. On peut menacer, chicaner, refuser ses ambassadeurs ; mais l'anéantir, non. On a, il est vrai, la ressource de gronder et d'insulter ; mais si l'insulte va trop loin, l'affaire ne peut se terminer que par un duel réglé en bonne forme, et non plus par les vulgaires coups de bâton au moyen desquels on termine ses querelles avec un rustre grossier. Pour les idées comme pour les individus, il est toujours excellent et profitable d'être de bonne famille, et c'est heureusement la condition des idées libérales en Piémont.

Toutefois cette ligne de conduite politique telle que nous l'exposons n'est plus à l'état de désir et d'espoir, et nous sommes heureux de constater que les Italiens ont enfin compris qu'elle était la seule possible, la seule profitable, et même la seule légitime. La politique révolutionnaire inspirera toujours à l'Europe de la méfiance, et éloignera de l'Italie les sympathies qui ne demanderaient qu'à se tourner vers elle. La ligne politique que nous venons d'exposer au contraire n'a aucun de ces inconvénients ; elle aura le double avantage d'éveiller les sympathies et d'enlever toute ressource aux mauvais vouloirs. Elle recevra les encouragements, les conseils et les secours de tous les amis

de l'Italie. C'est même déjà un fait accompli. Les chefs les plus importants des partis italiens abdiquent successivement, et la lettre de M. Manin n'est point un fait isolé, car, si nous en croyons un journal anglais, un des chefs les plus fougueux de la révolution romaine a écrit une lettre empreinte de sentiments semblables, et que certes on était en droit de ne pas attendre de lui. Le Piémont devient, de plus en plus, non seulement la main, mais la tête de l'Italie ; en lui se résument, de plus en plus, toute sa force matérielle et toute sa force morale. Les hommes éminents de la péninsule s'y donnent tous rendez-vous. Là vit et écrit le violent M. Guerrazzi, le plus modéré cependant, malgré toutes ses violences, des triumvirs de la révolution toscane ; là vivent et écrivent M. Tommaseo, et l'ancien ministre du pape, Terenzio Mamiani. M. Ruffini est aussi un sujet sarde, rallié, croyons-nous, à la ligne de conduite politique que nous venons d'exposer, et nous éprouvons une satisfaction sincère, pour lui comme pour son pays, à voir les espérances qu'il laissait percer dans son charmant récit de *Lorenzo Benoni* devenir si vite des réalités.

Son nouveau livre, *le Docteur Antonio,* est une jolie histoire d'amour coupée et contrariée par les tristes incidents de la politique napolitaine, histoire dans laquelle respire un souffle italien qui tient le lecteur en éveil et l'empêche de voir que l'intérêt languit et que l'action marche trop lentement. Le fond de ce récit est évidemment historique; mais l'anecdote racontée, n'étant point personnelle à l'auteur, n'a pas ce cachet d'originalité et de passion qui caractérisait *Lorenzo Benoni.* Dans *Lorenzo Benoni,* tout était vrai, parce que tout était personnel; dans *le Docteur Antonio,* tout est vrai encore, mais d'une

vérité de seconde main, pour ainsi dire : l'auteur a *vu* peut-être, il n'a point *senti;* il n'a pas été mêlé directement aux aventures de son héros. L'amour d'Antonio pour la belle Anglaise miss Lucy Davenne, qui occupe les trois quarts du récit, est charmant et fait honneur à l'âme gracieusement courtoise de cette Italie que l'on se figure toujours sensuelle et matérielle, et qui pourtant est pleine d'une si grande noblesse naturelle. L'Italie est essentiellement au contraire une terre patricienne, et sur le visage de ses paysannes et de ses simples pêcheurs brille la tristesse sérieuse et fière des races aristocratiques, supérieures au malheur et à la misère. Cette noblesse est d'autant plus frappante que l'éducation n'a rien fait pour elle, mais qu'elle est comme le fruit spontané d'un sol vigoureux. L'amour d'un Italien pour une Anglaise, quel admirable sujet de roman ou de poème! L'amour de l'héliotrope, sorti sans préparation d'une terre fertile, pour la fraîche et éblouissante fleur de cactus qui a attendu cent ans pour s'ouvrir! L'alpha et l'oméga de la beauté qui se rencontrent et se reconnaissent! La nature sous sa forme la plus forte et la plus naïve, qui pour la première fois n'est pas en querelle avec la civilisation, et qui se courbe d'admiration devant le plus exquis de ses produits! C'est quelque chose de semblable que l'amour d'Antonio pour miss Davenne, et l'admiration de cet autre pauvre italien qui tombe à genoux devant la jeune Anglaise, en la prenant pour la madone, est certainement un des hommages les plus touchants que la nature ait rendus à la civilisation et au raffinement de la culture humaine. Malheureusement ce poème admirable, et que nous indiquons à tout poète en quête de sujets, n'a été qu'ébauché à peine par M. Ruffini; ce n'est pas cependant la bonne volonté

qui lui a manqué, car son livre indique qu'il nourrit pour la civilisation, les idées et la beauté anglaises, autant d'amour que son héros pouvait en avoir pour miss Lucy.

Antonio est un proscrit sicilien de noble naissance, qui, banni après les troubles de 1836, cherche un refuge en Piémont, retourne en Sicile, prend part aux révolutions de 1848, et finit par aller, en compagnie du duc d'Andria et de Carlo Poerio, rendre compte de sa conduite à ces fameux tribunaux napolitains dont M. Gladstone a raconté les exploits. L'amoureux de miss Davenne, le galant et vaillant médecin italien endosse la casaque du forçat et va ramer sur les galères de Sa Majesté Ferdinand II. Les détails que donne M. Ruffini sur les affaires de 1848 et les procès qui en furent la suite sont assez nombreux, mais n'apprennent rien de bien nouveau après les lettres de M. Gladstone, et d'ailleurs le cœur nous manquerait pour soulever ces tristes incidents, qui sont encore si près de nous, et dont on ne peut parler avec calme et peut-être avec justice. Pourtant, puisque nous rencontrons sur notre chemin le gouvernement napolitain, disons en passant qu'on ne lui rend pas, à notre avis, la justice qu'il mérite. Le gouvernement napolitain est bien un gouvernement italien; oui, vraiment il est après le Piémont le plus italien des gouvernements de la péninsule. Tandis que le Piémont représente les aspirations nouvelles de l'Italie, l'idée de réforme et de nationalité italienne, l'entrée de l'Italie dans l'alliance de l'Europe moderne, et en un mot tout ce qu'il y a d'excellent dans le passé et dans le présent de l'Italie, Naples semble prendre plaisir à représenter tout ce qu'il y a de fâcheux dans le caractère du peuple de la péninsule et de triste dans son passé : là nous trouvons la

superstition italienne, les puérilités italiennes, le *lazzaronisme* et le vice fatal qui a perdu ce noble pays, — l'amour de l'étranger et l'appel incessant au barbare. Ainsi donc il existe en Italie deux gouvernement réellement nationaux : c'est aux Italiens à faire leur choix ; qu'ils choisissent bien, car ils ne peuvent avoir que l'un des deux.

Comme les événements marchent vite à l'heure où nous sommes arrivés ! Il y a un an, tout dormait tranquillement en Italie, ou plutôt tout couvait sous la lave refroidie de 1848, et maintenant nous attendons impatiemment des nouvelles de chaque courrier qui arrive de Turin et de chaque paquebot qui touche à Marseille. Et quelle différence aussi entre la situation de 1848 et celle d'aujourd'hui [1] ! Après 1848, l'Italie était seule, livrée à toutes les violences révolutionnaires, sans gouvernements réguliers, sans alliances. Le Piémont était abattu, et son souverain allait mourir sur un sol étranger après une abdication volontaire. Il n'y avait plus de force italienne nulle part. L'Italie a grandi dans la défaite ; le Piémont est remonté à son rang et occupe une place plus glorieuse que celle qu'il occupa jamais, et les gouvernements despotiques raffermis luttent en vain pour conserver un pouvoir qu'ils n'ont plus la force d'exercer. Renversés, ils se présentaient aux yeux de l'Europe comme un élément d'ordre ; relevés, ils se présentent comme un élément de désordre et d'anarchie. Cependant il y a un fait plus considérable que tous ceux-là : c'est que l'Europe a compris, comme elle ne l'avait jamais compris auparavant, la solidarité qui l'unit à l'Italie ; c'est qu'elle a senti que l'état de l'Italie était

1. Ces pages furent écrites au moment où le Piémont entrait dans l'alliance occidentale pendant la guerre de Crimée.

réellement insupportable et qu'il devait être changé par tous les moyens, si elle ne voulait pas se créer à elle-même des dangers sans cesse renaissants et s'attacher au flanc un ulcère rongeur, si elle ne voulait pas, comme le disait naguère avec force un spirituel et ingénieux écrivain [1], faire de l'Italie l'Irlande du continent.

Là surtout a été le grand point gagné, et auquel ont contribué bien des événements, dont quelques-uns malheureux et même injustes que nous n'avons pas besoin de citer. Désormais la politique des puissances occidentales est toute tracée; elles ont besoin, pour se protéger elles-mêmes, de la régénération italienne, et elles ont pour allié l'instrument même de cette régénération. Les puissances occidentales ne peuvent désormais agir au delà des Alpes sans le Piémont; il est donc désirable pour les Italiens qu'elles n'agissent jamais que par lui, de manière à identifier leurs intérêts particuliers en Italie avec ceux de l'Italie même. Grâce à l'alliance du Piémont avec les puissances occidentales, il ne peut plus guère y avoir dans l'avenir aucune de ces interventions directes et armées de l'Occident qui ont été la ruine de la péninsule, car cette alliance fait tacitement du Piémont l'arbitre suprême des affaires italiennes. Mais cette alliance avec l'Occident confère encore à l'Italie un dernier bienfait, qui est le plus grand de tous : elle fait rentrer dans la politique active de l'Europe l'Italie, qui depuis si longtemps n'avait joué qu'un rôle passif, un rôle de souffrance et de misère. Chacun des succès de l'Occident est aussi un succès pour elle, chacune de nos victoires est une victoire pour elle, chacun des *Te Deum* qui se chante à Turin ébranle les voûtes des casernes ou des

1. M. John Lemoinne, dans le *Journal des Débats* de 1849.

palais de ses ennemis. De même qu'elle partage nos dangers, l'Italie partagera aussi nos triomphes, et le moment viendra où, dans nos conseils, une voix italienne s'élèvera pour stipuler en faveur de l'Italie. Puisse ce moment n'être pas éloigné, et tous les Italiens comprendre, en attendant, que le moyen de régénération pour leur pays n'est pas dans des théories nébuleuses ou dans des proclamations ridicules, et que les murailles de Jéricho tombent plus facilement, de nos jours, sous le canon que sous le son des trompettes, dont certains patriotes italiens, trop préoccupés de leurs personnes, assourdissent les oreilles des contemporains!

Novembre 1855.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

JETÉ SUR

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE 1870-71

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

JETÉ SUR

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE 1870-71.

Il semble que ce qui coûte le plus au cœur de l'homme contemporain, c'est de se rendre à la vérité. De toutes nos infortunes, celle-là est peut-être la plus grande, car c'est celle qui les engendre toutes, qui en explique l'incessante renaissance et la désastreuse succession. Avant d'être détrompés par l'expérience, nos chimères pouvaient avoir pour nous la valeur de réalités, nous pouvions en vivre naïvement, et il était innocent autant que flatteur d'y croire : elles ne nous avaient pas encore faussé secours et raison au point où nous voyons qu'elles l'ont fait; mais à cette heure les dernières illusions sont tombées. A cette patience que n'avaient pu lasser trois et quatre douloureuses expériences, a succédé le plus profond désenchantement; nous voilà pour toujours sceptiques et défiants, nous jusqu'à présent si obstinément crédules. Cependant ce mécompte ne nous rend pas plus accessibles à la vérité : comme nous n'avions pas cru en elle, elle nous est déplaisante; nous détournons les yeux pour ne la point voir, et nous gardons en sa présence

le farouche silence des vaincus. Plutôt que de lui donner accès en nous, nous préférerons y loger le vide. Il nous en coûte autant de nous sauver que de périr, et c'est ce déplorable endurcissement, qu'il vaudrait mieux nommer dureté envers nous-mêmes, qui se révèle dans le singulier état d'opinion que nous traversons aujourd'hui et qui en fait le caractère.

Cet état d'opinion est unique. C'est, croyons-nous, la première fois qu'on aura vu mentir cette loi qui appartient au monde moral encore plus qu'au monde physique : la réaction est toujours égale à l'action. Il me souvient encore de l'année 1848. Quelle marée montante d'indignation après les tristes journées de juin! quel choc en retour après ce coup de foudre! quelle vigoureuse poussée de toutes les forces sociales! La réaction non seulement suivit immédiatement l'action, mais encore la dépassa de beaucoup. Trois ans d'une colère inflêchissable répondirent à quelques heures d'alarmes, et il semblait qu'il n'y aurait jamais assez de fureurs pour venger cette agression. La menace d'un danger possible, voilà ce qui causa la réaction de 1848. — Nous sortons d'une bien autre secousse, la menace est devenue fait, le danger est devenu catastrophe. Une émeute non plus militante, mais triomphante, a pendant deux longs mois et demi déroulé son carnaval sinistre à travers la capitale, qu'on n'a pu lui arracher qu'au prix de flots de sang et par des ruines sans fin. Nos rues obstruées de décombres appellent notre pitié sur les malheurs privés de la foule anonyme de nos concitoyens engloutis sous les désastres d'une apocalypse burlesque autant que cruelle; nos monuments incendiés nous racontent les outrages qu'a subis la majesté nationale violée. Ce n'était pas assez que la catastrophe fût sanglante et ruineuse, les dieux pleins de malice ont encore

voulu qu'elle fût humiliante à l'excès. Jamais grande civilisation ne fut souffletée par d'aussi petites mains. Ce qu'il y a eu de plus minuscule au monde depuis que l'histoire existe, ce sont les héros et les acteurs de la révolution de 1871. Lilliput a eu pouvoir d'opérer des ruines colossales qui d'ordinaire sont l'œuvre de Brobdingnac en délire. Ce fameux bronze de la colonne, *deux fois impérissable* au dire de Victor Hugo, fait qu'il était de gloire et d'airain, n'a pu tenir contre un paradoxe de rapin, et le vent du cabotinage a fait flamber comme paille la résidence de nos rois. Une farce des Bouffes-Parisiens s'épanouissant en mélodrame de la Porte-Saint-Martin, voilà quelle est exactement cette révolution de la Commune qu'un artiste définissait encore assez bien devant nous en l'appelant la révolution des fruits secs. Eh bien! nulle réaction n'a suivi cet inqualifiable assaut. Les âmes n'ont eu ni sursaut, ni tressaillement; une sorte de stupeur où le désir du silence se combine avec la paralysie de l'effroi est le seul sentiment qu'elles semblent connaître. Quelques hochements de tête accompagnés de quelques timides interjections de tristesse, voilà toute la réaction de 1871. Et ce sera tout, selon toute apparence. D'où vient cela? Est-ce que nous avons tellement dégénéré en vigueur morale dans ce court espace de vingt années que nous ne sommes plus capables d'aucune indignation? Non, quelque chose de plus profond se cache sous cette stupeur silencieuse : c'est que nous n'avons plus foi en nos principes, et que les uns n'osent pas et les autres ne veulent pas avouer leur incrédulité. En 1848, nous avions encore assez de foi en nos principes pour éprouver colère et indignation contre les insensés qui les exposaient à de si grands dangers; en 1871, l'attachement qu'ils nous inspirent tient à l'embarras de les remplacer et à la honte

d'avouer qu'ils nous ont trompés. Nous en voulons moins à la Commune d'avoir détruit une confiance qui était fort mince que de la contrainte violente qu'elle a exercée sur notre orgueil. En d'autres temps, réagir c'était nous sauver sans nous condamner; dans les circonstances présentes, c'est nous sauver peut-être, mais en nous condamnant : aussi le respect humain politique cloue-t-il nos lèvres et fait-il hésiter notre décision, et voilà au vrai l'état d'opinion où nous sommes arrivés.

Mais si nous restons muets, les ruines parlent, et éloquemment. Dans le nombre, il en est deux dont le langage, plus saisissant encore que celui de toutes les autres, est fait pour tirer les larmes des yeux les plus secs et pour remuer les imaginations les plus lentes. Une tristesse glaciale remplit la belle place Vendôme, d'où l'on dirait que la vie s'est retirée depuis qu'elle est veuve de sa colonne. Ce piédestal séparé de son glorieux trophée est véritablement funèbre; on dirait un grand tombeau. Et c'est en toute réalité un tombeau avec ses bas-reliefs chargés d'uniformes vides, de drapeaux sans capitaines et d'armes sans combattants. La Prusse triomphante aurait voulu élever un monument en raillerie de nos défaites qu'elle n'aurait jamais aussi bien trouvé que cet étrange sarcophage sur lequel il semble qu'on lise écrit : « Ci-gît la gloire de la France. » Un tombeau involontairement élevé par le génie de la destruction, voilà pour la France moderne. Plus touchant encore peut-être est le vieil Hôtel de Ville, aussi gracieux encore sous ses ruines qu'il apparaissait grand lorsqu'il était debout. Avec ses légions d'évêques, de prévôts des marchands, d'hommes d'armes et de conseil qui se dressent encore sur sa façade, noircis, mutilés, décapités, il ressemble au spectre de l'ancienne France,

dont la civilisation fut à la fois si majestueuse et si douce. Quinze siècles d'efforts, de travaux, de génie, sont là déshonorés par la flamme. La France ancienne, la France nouvelle, frappées également par des mains brutales qui ne distinguent pas, gisent couchées dans la même poussière.

Pourquoi serions-nous moins hardis que ces ruines? Pourquoi nous aussi ne parlerions-nous pas ouvertement, et ne dirions-nous pas tout haut ce que nous pensons tout bas, bien mieux ce que nous avouons dans toute conversation où se rencontrent deux Français possédant le sentiment de l'histoire nationale et quelque peu soucieux des destinées futures de leur pays?

I

Ce que nous pensons tout bas, les uns en se soumettant docilement à la vérité, les autres en rechignant contre les clartés de l'évidence, c'est que la banqueroute de la Révolution française est désormais un fait accompli, irrévocable. Il n'est pas une seule de ses promesses que la Révolution n'ait été impuissante à tenir, il n'est pas un seul de ses principes qui n'ait engendré le contraire de lui-même, et produit la conséquence qu'il voulait éviter. La liberté! elle n'a jamais pu nous la donner qu'avec intermittence, et elle nous l'a toujours donnée sans franchise. L'égalité! elle l'a compromise par une interprétation brutalement matérialiste qui, renversant les rôles, reconstruit au profit de la pauvreté et de l'ignorance les privilèges de la science et du rang. Pour toute fraternité, elle ne nous a fait connaître jusqu'à présent que celle de Caïn pour Abel, et il ne semble pas qu'elle

se dispose à enchaîner prochainement nos cœurs de sympathies plus douces. Le règne de la loi, seule souveraine absolue selon ses doctrines! nous avons vu vingt fois la révolte l'interrompre. La souveraineté nationale! nous avons vu comment s'en jouent les minorités factieuses qui ont créé en leur faveur un nouveau droit tout aussi redoutable, mais beaucoup moins net et moins intelligible que le vieux droit à l'insurrection. Les droits de la conscience! nous savons avec quel respect ils ont été traités. L'unité nationale, cette œuvre patiente des siècles achevée par la Convention, cette unité par laquelle la Révolution française, quelle que fût l'étendue des gouffres creusés par elle, se rejoignait et se soudait sans effort à la tradition séculaire de la France, nous l'avons vu nier et menacer par cette doctrine soudainement sortie de terre sous le nom de Commune, qui ne demandait rien moins que la désagrégation de toutes les molécules nationales. L'idée de patrie, naguère si puissante! la prédominance des nouveaux intérêts créés par la Révolution, et qui sont d'ordre trop exclusivement économique, l'a singulièrement affaiblie, le cosmopolitisme des nouvelles doctrines populaires la nie, ou l'ignore, ou se tait sur son compte, ou n'a l'air d'y tenir que médiocrement. La suprématie politique de la France! la Révolution l'a perdue pour avoir trop voulu l'étendre, tantôt par une propagande armée à outrance, tantôt en se proposant à l'imitation des peuples et en leur soufflant à l'oreille le mauvais conseil d'une funeste émulation. Prenez n'importe laquelle de ses idées les meilleures, les plus célébrées, et vous trouverez qu'elle a produit des résultats infiniment plus désastreux que le mal qu'elle se proposait de guérir. Par exemple elle a voulu affranchir la personne humaine des servitudes de la condition et

du despotisme de la famille, et elle a créé cet état monstrueux de l'individualisme où l'homme, atome égoïste autant que faible, libre, mais impuissant, sans autre loi que lui-même, mais sans secours contre lui-même, tourbillonne autour des autres atomes, ses frères, se heurtant fréquemment à eux, ne s'y agrégeant jamais qu'accidentellement ou passagèrement. Justement préoccupée d'empêcher que l'autorité dégénérât jamais en tyrannie individuelle, elle a voulu réserver à l'État la souveraineté entière, et elle a créé une hiérarchie mobile de fonctionnaires dont le déplacement perpétuel compromet la bonne administration du pays et ruine les moyens d'action du pouvoir. Jalouse de substituer les droits du mérite et du travail aux privilèges de la naissance, elle n'a voulu admettre que des fonctions salariées, et elle s'est créé une race de serviteurs tièdes ou calculateurs qui lui ont donné juste autant qu'ils recevaient, et dont le zèle a presque toujours été en proportion des espérances. Elle a voulu soumettre le pouvoir ecclésiastique au pouvoir civil, et son fameux Concordat, vanté comme une œuvre de sagesse et d'habileté, n'a abouti qu'à nous donner une Église soumise et tolérée, encore plus haïe du préjugé populaire que si elle était une Église d'État. De quelque côté qu'on regarde, l'avortement est complet, et l'enfant qu'elle a mis au monde, allaité par des doctrines d'une santé si douteuse, suçant le pus avec le lait, meurt de ce qui le fait vivre et vit de ce qui le fait mourir.

Aucun de ses principes n'a tenu ce qu'il promettait; mais ce n'est encore là que la moitié de la banqueroute; le pire de la ruine, le voici : c'est que nous sommes désormais incapables de satisfaire, au moyen de ses doctrines, aux exigences de notre peuple. Bons ou mauvais, ces principes ont aujourd'hui épuisé leurs

dernières conséquences; on peut défier la tête pensante la plus ingénieuse d'en tirer le plus petit corollaire ayant quelque valeur. Disons en toute assurance que le cycle de doctrines ouvert par le XVIIIe siècle a maintenant accompli sa dernière évolution; une nouvelle période s'ouvre, dont les doctrines sont peut-être nées déjà, mais dont le souffle dirigeant est encore incertain. Les marges sont pleines, le texte a tout envahi; il n'y a plus place pour le moindre iota. Cela étant, comment ferons-nous pour parer aux exigences des situations, lorsque notre peuple, toujours docile aux habitudes que lui a données la Révolution française, viendra nous demander réformes et progrès? Comment lui ferons-nous comprendre que les doctrines les plus fécondes ont leurs limites tout comme les plus maigres, que l'esprit humain atteint très vite ces limites, si lointaines qu'elles soient, et qu'une fois qu'elles sont atteintes, il faut de toute nécessité ou s'y tenir ou rétrograder, par conséquent qu'il n'y a plus de possible que le *statu quo* le plus immobile ou le voyage en sens inverse de celui qu'on a parcouru? Par exemple, quel est le progrès politique possible après le suffrage universel? Notre peuple aura beau venir nous demander des droits, nous serons bien forcés de lui répondre qu'il n'y en a plus, et que nous lui avons tout donné. Nous relevons tous de lui, nous dépendons tous de ses choix et de ses caprices; il peut remplir de ses enfants les sièges de la représentation nationale et les conseils de nos villes; le sort de la nation est à la merci de ses lubies. Quant à l'égalité sociale, je ne sais trop quel pas en avant on peut faire sans reconstituer sous de nouvelles formes l'ancienne inégalité. Il existait encore, il y a peu d'années, quelques lois de police sociale qu'on pouvait regarder comme restrictives de la liberté du tra-

vail; on se rappelle comment ces entraves furent écartées d'une main légère par un homme politique dont le cœur léger est devenu célèbre depuis. Tous peuvent donc librement défendre les conditions de leur existence, tous peuvent débattre librement les conditions de leur travail et faire triompher leurs prétentions, parfois contre la justice, souvent contre l'intérêt général, toujours contre l'ordre public. Qu'est-ce donc qu'on pourra bien promettre au peuple aux prochains mouvements révolutionnaires, et si par malheur on lui promet quelque chose, qu'est-ce qu'on pourra bien lui tenir? Cette situation est extrêmement sérieuse, car la loi d'un État démocratique étant la mobilité et le changement, le jour où l'aliment manque à cette mobilité, où le changement ne trouve plus de prétexte, je ne dirai pas légitime, mais seulement spécieux, cet État doit, ou bien se fixer dans l'immobilité du *statu quo*, ce qui est contraire à sa nature, ou bien se précipiter dans une anarchie aveugle et furieuse qui est nécessairement sa fin. Ainsi non seulement nous sommes engagés dans une voie que la vérité nous oblige à reconnaître mauvaise, mais nous ne pourrions, le voulussions-nous, faire un pas de plus dans cette voie, toute mauvaise qu'elle est. La Révolution française est donc obligée de s'arrêter, non faute de désir, mais parce que le chemin lui manque, et qu'elle est allée jusqu'au bout d'elle-même.

Mais ce fait, qui pour tout individu pensant est aujourd'hui irrévocable, nous parviendrons difficilement, si nous y parvenons jamais, à en persuader nos multitudes. La Révolution, qui pour nous est lettre close, est à peine commencée selon elles. Comme pour nous, la Révolution est pour elles une déception; mais, tandis que cette grande expérience manquée nous a conduits par degrés à une sage désespérance

et nous a placés en face des lois de l'inexorable nature, qui ne tient compte des illusions et des désirs de l'homme, les multitudes au contraire n'ont pas lâché prise et se sont raidies contre l'évidence qu'elles ne voient même pas et contre la force des choses dont elles ne veulent pas admettre l'inéluctabilité. Il en résulte un phénomène unique dans l'histoire du monde, c'est que l'irritation révolutionnaire grandit toujours davantage à mesure que la Révolution a moins de raisons d'être. D'ordinaire, les mouvements politiques s'apaisent de plus en plus à mesure qu'ils s'éloignent de leur point de départ et qu'ils ont reçu satisfaction; mais nous semblons marcher au rebours de cette loi, car plus le temps s'écoule, plus les colères bouillonnent; plus les satisfactions données sont complètes, plus les passions sont irréconciliables. Nous avons vu nos contemporains entasser en quelques jours plus de ruines que la Révolution française n'en a fait en dix années, et cependant les meneurs de la Commune n'avaient pas les excuses des hommes de 93: ils ne s'attaquaient pas à un ordre de choses séculaire; la société sur laquelle ils se sont rués avec une fureur qui leur a fait trouver le crime chose naturelle et légitime est une société ouverte de toutes parts, nivelée jusqu'au ras du sol, désarmée contre elle-même, sans distinctions de classes, sans magistratures puissantes, sans influences protectrices, sans lois rigoureuses, une société où le visage sévère de la religion n'a pas même le privilège du masque de croquemitaine sur les enfants, où la justice a consenti à émousser son âpreté, qui ne connaît aucun genre d'obéissance, où nulle domination n'a pu pousser la moindre racine. Quant aux prétentions qu'ils élevaient sur cette pauvre société, quant aux tyrannies qu'ils avaient à lui reprocher, aux bienfaisantes institutions qu'ils avaient à leur

substituer, ils n'ont jamais pu s'en expliquer clairement, et il est douteux qu'ils eussent à cet égard une explication quelconque à donner. Ils sont montés à l'assaut de portes ouvertes avec la même force que s'il s'était agi d'emporter des tours d'airain. Ainsi voilà une société absolument démocratique qui est attaquée au nom de la démocratie comme aucune société aristocratique ne le fut jamais, et dans laquelle les mauvaises passions de l'envie, de la haine et de la colère se sont alimentées des satisfactions mêmes qui auraient dû les éteindre! Faut-il renoncer à chercher l'explication d'une situation si anormale dans des causes morales, pour s'adresser à la médecine, qui nous apprend que dans les maladies nerveuses l'agitation est d'autant plus extrême que le malade est plus près du terme fatal?

Cette situation relève en effet de la physiologie, car c'est un fait d'imagination, une véritable hallucination mystique qui nous conduit à l'abîme. Pour nous tous lettrés, la Révolution française est chose d'ordre rationnel; pour le peuple, c'est un fait d'imagination, un mirage magique où il voit distinctement un nouveau ciel et une nouvelle terre qu'il salue de cris de joie dans ses bons jours, qu'il s'irrite de ne pouvoir atteindre dans ses jours de désespoir. C'est donc à l'imagination qu'il faut s'adresser, et non à la raison, si l'on veut avoir la clef véritable de notre périlleuse situation.

Nos philosophes du dernier siècle ont mal connu la nature de l'homme en général lorsqu'ils crurent qu'il suffisait de faire appel à la raison pour que l'empire de la vérité fût à jamais assuré. Hélas! la raison entre bien pour une partie dans la composition de l'homme moral; mais cette partie n'est tout au plus qu'un tiers de son être, et ce tiers même n'a quelque force

que chez l'homme élevé au-dessus de sa nature originelle par la méditation, l'étude et la sagesse. Nos philosophes ne s'aperçurent jamais de ce fait si considérable et pourtant encore fort mal connu, c'est que les pensées et les sentiments, par conséquent l'âme morale de chacun de nous, sont déterminés par notre condition. Nous pensons selon le hasard de notre naissance ; nous sentons selon notre profession ; nous appelons vérité non ce qui est vrai en soi, mais ce qui flatte notre ambition ; nous appelons erreur ce qui contrarie nos convoitises. Ce qui est juste, ce n'est pas pour nous ce qui est conforme à la nature générale des choses, c'est ce qui est conforme à la nature locale, qu'on me permette cette expression, des circonstances au milieu desquelles nous nous agitons ; ce qui est injuste, ce n'est pas ce qui est contraire au bon ordre des sociétés, c'est ce qui est contraire à l'arrangement de notre petit monde. Presque tous nous avons un esprit de paroisse, de clocher, de métier, soit que nous soyons des ruminants ruraux, soit que nous soyons de beaux esprits urbains. Cette fatalité est tellement celle de notre nature, que les classes même qui ont le plus de puissance pour y échapper, les aristocraties par exemple, en portent elles-mêmes le poids. Les prétentions que les diverses catégories d'hommes mettent en avant sont de véritables préjugés qui ne relèvent que fort rarement de la raison, ou, pour parler plus nettement encore, ce sont autant d'erreurs qui sont filles de la passion ou de l'intérêt. Il est donc impossible d'amener d'emblée les hommes à la raison et à la justice, à moins de supposer une humanité composée d'ascètes et de gymnosophistes qui se soient élevés au-dessus de toutes les circonstances où vivent enveloppés leurs frères plus charnels, parce que, lorsque ces mots

adorables seront prononcés, chacun les entendra dans le sens des rêves que lui aura suggérés sa condition, des ressentiments qu'il en aura gardés, des espérances qu'il y aura puisées, c'est-à-dire dans autant de sens erronés. C'était fort justement que les philosophes du dernier siècle prétendaient que les sociétés n'avaient jamais été fondées sur la raison. Si elles avaient dû attendre cette base, elles n'auraient jamais pris naissance; mais elles furent établies pour que toutes ces erreurs fissent bon ménage ensemble, pour qu'une vérité relative naquît de leur pondération et de leur équilibre, et que l'antagonisme forcé de ces sentiments pleins de partialité s'endormît dans un esprit d'amour, s'il était possible, ou sinon de paix contrainte et imposée par la force.

On a fait appel à la raison, et c'est la passion qui a répondu. Il n'en pouvait être autrement, puisqu'en vertu de sa nature l'homme ne pense que selon ce qu'il sent, et qu'il sent selon la tyrannie du sort et la fatalité de la condition. Les hommes n'ont pu se dépouiller d'eux-mêmes pour remplir l'attente de nos philosophes, et cependant les espérances de la Révolution française étaient de telle sorte qu'elles ne pouvaient se réaliser que si la raison seule répondait à l'appel de la raison. La Révolution ne voulait pas de l'homme imaginatif, dont elle se défiait comme du créateur de toutes les superstitions, elle voulait encore moins de l'homme des appétits, qu'elle rejetait comme le complice de tous les genres de despotisme; mais voyez la déception, ce sont les deux seuls hommes qui soient accourus, en sorte que l'imagination et l'intérêt se sont chargés comme devant de la besogne d'une société dont l'idéal premier les excluait absolument. Chaque condition a mis le bien public dans la satisfaction de ses intérêts propres, et toutes ont placé

le but à atteindre dans l'accomplissement de leurs rêves.

Si les philosophes du dernier siècle se trompèrent sur la nature de l'homme en général, ils ne soupçonnèrent même pas celle du peuple. Comment d'ailleurs l'auraient-ils connue? Pendant les deux siècles qui séparent la Révolution française des guerres de religion, cette âme populaire était restée profondément cachée, ensevelie qu'elle était sous les splendeurs de la monarchie. On avait oublié entièrement ce mélange effrayant et presque monstrueux de grandeurs et de faiblesses également dangereuses, de beauté parfois divine et de bestiale misère. On ne savait pas que le peuple fait une apocalypse de toutes les scènes où il est appelé à prendre part, et qu'il n'y a que ces spectacles gigantesques qui répondent à ses instincts. Quand je vois la légère sérénité avec laquelle ces hommes du XVIIIe siècle, si éclairés, mais de lumières si froides, si humains, mais d'une humanité si purgée de tout atome du puissant limon dont nous fûmes formés, évoquèrent ce formidable élément, il me semble voir le génie de la prose correcte, méthodique, fille de l'abstraite intelligence, solliciter imprudemment l'alliance de la plus redoutable poésie. Et la poésie frénétique eut bien vite noyé la prose raisonnable. Quelques mois ne s'étaient pas écoulés que les principes du XVIIIe siècle étaient devenus absolument méconnaissables. Constitutionnels, girondins, philosophes, ne comprirent plus leurs propres paroles quand elles leur revinrent transformées par la puissante sonorité de l'écho populaire. Fidèle à sa nature éternelle, le peuple, dès le premier jour, accepta la Révolution comme un *credo*, et fit une religion de la transformation politique qu'on le conviait à réaliser. Révolution, raison, fraternité, justice, furent autant

de mots magiques, autant de *Sésame, ouvre-toi*, autant de charmes contre la misère, de formules contre l'inégalité, qu'il se prit à réciter avec une sombre ferveur; il crut à cette seconde *bonne nouvelle* comme il avait cru dix-huit siècles auparavant à la première, avec la même ardeur naïve, la même foi parfaite, la même docilité à mouler son âme sur le patron de sa croyance. Il rejeta le christianisme avec le même esprit qui le lui avait fait aimer; il transporta à la Révolution la même obéissance sans discussion qu'il avait accordée à la monarchie, et sa foi sans partage se plut à la revêtir de la même majesté sacro-sainte qu'avaient revêtue ses rois oints de la sainte ampoule. Quelque chose de terrible et de grand, qui dépassait de beaucoup les horizons du XVIIIe siècle, apparut tout à coup aux hommes de cette époque, et les éblouit sans les éclairer. Ils furent surpris et irrités; ils ne comprirent pas. Un seul, le gai girondin Riouffe, dans les mémoires qu'il écrivit en attendant la mort, qui heureusement ne vint pas, eut assez de présence d'esprit au milieu de l'effroyable crise, assez de pénétration malgré la légèreté de ses principes, pour reconnaître, définir et nommer l'étrange phénomène, mais sans se rendre compte du jour soudain qu'il ouvrait sur l'éternelle nature humaine.

Il nous est arrivé d'écrire, il y a quelques années, que le peuple était toujours de nature millénaire. En tout temps, en tout lieu, il l'a été, mais nulle part au degré où il l'est en France depuis 89. La Révolution a été pour lui en toute réalité ce grand jugement des nations qui devait précéder le règne des mille années, et depuis lors il attend l'apparition du Messie promis avec une constance que les plus cruels démentis n'ont pu ébranler. Comme les disciples de Papias, il prend toutes les figures dans le

sens le plus strict et le plus charnel, et accepte toutes les promesses vagues qu'on lui fait comme des paroles données. Les droits métaphysiques le touchent peu, les bienfaits moraux portent un visage trop abstrait pour qu'il puisse les reconnaître ; quand on lui annonce la liberté, il ouvre les yeux pour la voir : quand on lui parle d'égalité, il étend les bras pour l'étreindre ; mais ses yeux n'ont rien vu, mais ses bras n'ont étreint qu'un air insubstantiel, et il se détourne en grondant sourdement. On lui a dit que le règne de la justice allait arriver, et il s'est mis sur le pas de sa porte pour attendre cet auguste avènement. La justice n'a point paru, et il est rentré déçu en criant qu'on la lui cachait. Cependant il ne perd point courage : sa confiance dans cet avènement promis est aussi robuste que son irritation contre les intrigants et les trompeurs qui l'empêchent de s'accomplir. Trois fois, quatre fois, la même scène se renouvelle ; mais voyez la méchante aventure : il y a toujours là quelque magicien malfaisant qui retarde l'arrivée de la reine ou lui cache la vue de son peuple. Alors l'irritation grandit avec chaque déception. Ce fut d'abord un abattement taciturne et un mutisme soupçonneux, puis une scène de violents reproches mêlés de menace, puis une horrible crise nerveuse avec accompagnement de blasphèmes et de poings levés vers le ciel, puis la résolution furieuse d'un espoir *désespéré,* s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, et c'est à cette dernière scène que nous venons d'assister. Voilà comment les années, loin de calmer cette agitation bientôt séculaire, ne font au contraire que lui ajouter de nouveaux vents et de nouvelles trombes, — voilà comment la Révolution continue toujours alors qu'elle est depuis longtemps parachevée et complète. Elle ne peut plus être dans les faits, elle est toujours dans

les cerveaux, et elle y est d'autant plus puissamment que la réalité se refuse davantage à ses exigences. L'imagination s'est éprise d'un mirage, et que peuvent, pour lutter contre les promesses de cette illusion, les biens acquis et les oasis découvertes? La terre de bénédiction est là, devant nos yeux; encore quelques heures, et nous y touchons. — Et l'on se met en marche par les déserts sans eau, à travers les plaines arides où blanchissent les ossements des caravanes qui nous ont précédés, à travers les vallées solitaires où gisent les ruines des villes mortes et des nations disparues.

De cette disposition millénaire avait découlé tout naturellement cette croyance que la Révolution était éternelle et invincible comme Dieu, dont elle avait pris la place. Elle avait vaincu définitivement tous ces monstres si froids, sans entrailles devant la souffrance, sans sympathie devant nos efforts et nos aspirations humaines, que nous, philosophes, nous nommons nécessité, force des choses, logique des idées, êtres en effet sans humanité, et qui s'inquiètent de nos misères à peu près comme la foudre s'inquiète du clocher sur lequel elle s'abat, ou la mer des continents qu'elle recouvre. Par un privilège tout divin, la Révolution devait échapper à ces vicissitudes de la durée qui atteignent toutes les choses de ce monde; née tout armée de la raison comme Minerve du cerveau de Jupiter, elle devait jouir d'une jeunesse éternelle que la lassitude n'atteindrait pas. Partout où elle serait attaquée, elle n'aurait qu'à se montrer, et ses ennemis seraient dispersés. Partout où l'on comploterait, elle n'aurait qu'à faire un geste pour changer en confusion leurs trames ourdies. Quant à sa beauté, il va sans dire qu'elle était irrésistible, et qu'en tous lieux les peuples, comme autant de Pâris,

devaient tomber à ses pieds et la déclarer la seule souveraine digne de régner sur leurs cœurs. La force surhumaine de Pallas Athéné, la beauté de Vénus, l'acuité d'ouïe de la princesse Fine-Oreille, l'esprit délié du Petit-Poucet, s'unissaient dans cette personne incomparable. Hélas! il y a eu un moment où cette croyance si caressée a reçu des démentis terribles. Cette Révolution qui ne devait pas connaître la défaite, elle était vaincue. Loin d'entendre l'herbe pousser comme la princesse Fine-Oreille, elle n'avait pas même entendu les coups de tonnerre redoublés qui lui annonçaient ses futurs désastres. Loin d'égaler le Petit-Poucet en dextérité, elle était venue se placer d'elle-même sous la dent de l'ogre. Loin de démêler ses ennemis, elle n'avait fait presque depuis son origine que leur prêter main-forte et frapper ses véritables amis. Enfin, dernière déception, la plus douloureuse de toutes, elle se croyait aimée, et il lui fallait reconnaître que les sentiments qu'elle inspirait universellement étaient fort différents de ceux de l'adoration. La déception a été douloureuse pour nous tous, mais elle a dû être terrible à un degré que nous ne soupçonnons pas dans ces régions où l'on vit de confiance, où l'on ignore les différents degrés de puissance et les limites des choses. Il faut être juste envers tous, même envers la triste commune, et on ne peut méconnaître que le sentiment qui a donné force et surtout appui à ce mouvement, c'est l'effarement produit par cette déception. Hélas! pitié au nom de la justice même : la Révolution, ce n'est pour nous qu'une grande expérience politique manquée, mais pour le peuple c'est une religion qui tombe.

Pour résumer en quelques mots tout ce qui précède, voici l'exposé net de notre situation : une révolution qui ne peut plus avancer d'un seul pas et qui

ne peut plus nous fournir aucune ressource pour nous protéger contre les fureurs qu'elle déchaîne; une constitution de société dont la mobilité est nécessairement la loi, puisqu'elle est démocratique, et qui ne peut plus rien accorder à la mobilité sous peine de se suicider violemment; enfin un peuple dont l'imagination est hantée par un fantôme, et qui nous demande avec frénésie de faire marcher cette révolution condamnée désormais à rester immobile. Une telle situation dans toutes les langues du monde s'appelle une impasse. Comment faire pour en sortir?

Plus triste que cette situation elle-même est l'état moral dans lequel elle nous laisse. La Révolution n'était une religion que pour le peuple sans doute; cependant elle faisait une très grande partie de la vie morale de notre nation, même dans les classes les plus éclairées. Tous nous vivions partiellement de ses espérances : si les racines de l'arbre paraissaient à quelques-uns plonger dans un terrain aride et ingrat, ceux-là espéraient arriver à changer la nature de ce maigre sol par des transports de bonnes terres et de riches engrais; d'autres, sans rien espérer de l'arbre en lui-même, comptaient avec assurance sur le succès d'une opération de greffage intelligemment faite pour obtenir les fruits savoureux que la sève à la fois rare et corrosive du XVIII[e] siècle ne pourrait jamais à elle seule lui donner; d'autres enfin se raccrochaient à telle ou telle branche dont le feuillage plus touffu contrastait avec la stérilité des rameaux voisins. Celui-ci se consolait de voir rester si malingre le principe de liberté en contemplant la santé robuste du principe d'égalité; celui-là se contentait de ce certain esprit vague d'humanité qui nous distingue comme tenant lieu de la fraternité absente. J'accorde — comme le veut une opinion inflexible chez quel-

ques personnes et admise sans discussion par une foule trop affairée pour avoir le temps de peser la portée de ses négations — que nous avons perdu sans retour toute foi en cette monarchie et en cette Église dont les œuvres séculaires, tout entamées qu'elles sont, constituent néanmoins le meilleur de ce qui nous reste; mais au moins à défaut de cette foi nous avions la Révolution française. Elle ne remplissait point, il est vrai, fort étroitement nos âmes, elle y laissait des vides assez nombreux pour que bien des hôtes pussent s'y loger; cependant elle suffisait pour occuper en partie nos intelligences et satisfaire nos imaginations. Si tout cela fait défaut, qui donc en France pourra se vanter de posséder une vie morale? qui, si ce n'est quelques milliers de chrétiens obstinés qui n'ont pas besoin de la Révolution parce qu'ils la retrouvent dans la religion, et quelques centaines de philosophes, c'est-à-dire d'hommes dont les principes existaient longtemps avant que la Révolution fût née, et subsisteront encore lorsque son nom sera depuis longtemps effacé de la mémoire humaine.

Ah! s'il est quelque part quelque révolutionnaire dont l'âme soit susceptible d'autres flammes que des flammes desséchantes de l'ambition, d'autres émotions que des fiévreuses émotions de la rauque dispute, il me semble que celui-là, dans ses heures de patriotique tristesse, peut s'écrier : « O heureux ceux qui sont morts en pleine Restauration ou après juillet 1830! Ceux-là ont pu s'endormir en toute confiance et avec leurs illusions entières. Et heureux aussi ceux qui sont morts après Waterloo! Le deuil dont leur âme fut assombrie ne flétrit pas leur foi, et ce deuil lui-même fut au moins consolé par la perspective d'une paix brillante et féconde et l'espoir d'une concorde durable. »

II

Si le révolutionnaire mélancolique et sensible dont je viens de supposer l'existence joint à ces aimables qualités une toute petite dose de cette bonne foi qui est la mère des salutaires inquiétudes de conscience, il me semble qu'à ces deux interjections il pourrait encore ajouter celle-ci : « Mais plus heureux que ces deux hommes est celui qui a pu s'endormir dans l'éternité en se disant : Je n'ai participé à février 1848 ni de fait ni d'intention ».Ah! que la terre doit être légère à celui-là, et que ses os doivent mollement reposer!

La date à jamais néfaste de février 1848, voilà le point de départ véritable de nos malheurs; ce fut dans la plus triste réalité le Waterloo intérieur de la France. Ce jour-là, la Révolution française fut véritablement vaincue par son triomphe même, car ce jour commence l'ère de sa phase descendante et de ses déviations. Jusqu'alors l'histoire de la Révolution française était claire et parfaitement intelligible. C'était bien toujours, il est vrai, un phénomène excessif; mais les phases de ce phénomène s'étaient déduites en droite ligne, avec logique, avec suite; la Révolution tenait encore dans les grandes routes de la nature et de la raison. A partir de février 1848 s'ouvre pour elle une carrière d'aventures excentriques où elle se lance sans pouvoir dire ni où elle va ni ce qu'elle veut, et en brisant le trône de Juillet elle perd le seul moyen qui lui restât de se sauver, de durer et peut-être de grandir encore.

Les sociétés ne se comportent pas autrement que les individus. Il leur faut longtemps pour grandir, longtemps pour faire l'apprentissage de leurs forces

et pour s'assurer qu'elles pourront vivre; seulement ce temps d'éducation et de croissance, qui se compte par années pour l'individu, se compte par siècles pour les sociétés. Que de soins, que de sollicitude prudente ne faut-il pas pour les conduire jusqu'à l'adolescence; quelles longues générations de précepteurs dévoués, ingénieux et savants pour faire leur éducation! Plus que toute autre, la jeune société issue de la Révolution avait besoin de tous ces appuis. Sa naissance avait été sanglante et douloureuse à l'excès, l'enfant s'échappait avec peine des flancs d'une mère épuisée par une trop longue fécondité; alors un chirurgien de génie l'avait délivrée en renouvelant la célèbre opération césarienne, et au risque de tuer la mère, qui dut en partie la vie à la sollicitude bienveillante qu'elle inspirait aux voisins parmi lesquels elle avait si longtemps vécu. L'enfant ainsi sauvé par miracle avait beaucoup à faire pour dissiper les préventions qu'inspirait sa physionomie ardente, mais farouche : on le trouvait taquin, exigeant, méchant à l'occasion, et on ne se gênait pas pour le dire; mais la protection de sa mère le couvrait encore; elle avait répandu tant d'éclat, semé tant de bienfaits, reçu tant d'hommages, elle était si riche de nobles souvenirs, elle tenait une si grande place dans la mémoire des hommes, qu'on pardonnait aisément à son rejeton. Cette société acceptée avec tant de peine et après de si violentes disputes avait à prouver qu'elle pouvait vivre, que les pronostics fâcheux de sa naissance étaient de pures superstitions, que les dangers menaçants qu'elle avait fait courir à l'ordre politique européen, que les outrages qu'elle avait fait subir à l'ordre moral de nos antiques civilisations n'étaient après tout que les brusqueries légitimes d'un enfant qui croit qu'on veut lui ravir la lumière et l'air, et qui

joue des poings pour ne pas se laisser priver de ces biens précieux, mais qui, une fois rassuré, retrouvera le calme et le sang-froid. Il lui fallait vivre avec sagesse pour dissiper ces préventions, rassembler et développer ses forces, fonder sa richesse future et ses futurs moyens de défense, surtout pour se créer ce bénéfice du temps, plus précieux que les plus belles conquêtes, et sans lequel il n'est point d'établissement définitif. Une société qui a vécu deux ou trois siècles sans que son existence ait été sérieusement mise en question est une société à peu près inébranlable, l'habitude lui crée des titres au respect que toutes les ambitions du monde n'oseront jamais violer ouvertement : mais lorsqu'une société se remet périodiquement en question, à de courtes distances, l'habitude ne peut se fonder, parce que, l'espèce de prescription par laquelle elle s'acquiert ne pouvant jamais être atteinte, cette interruption périodique laisse toujours l'avenir incertain. Enfin une société n'est fondée réellement que lorsqu'elle s'est créé des mœurs conformes à ses principes, parce qu'alors elle a pris corps et chair, que ses désirs sont devenus faits, et que ses idées, après avoir triomphé de tous les dissolvants de la discussion et de la critique, se sont incarnées en coutumes. Pour s'établir d'une manière inattaquable, il fallait donc la durée à la Révolution, et la durée elle ne pouvait l'obtenir qu'en consentant à se fixer dans un moyen terme où elle trouverait son équilibre; sa politique pendant un siècle au moins devait être le repos à outrance, la paix à outrance. — Condition impossible, nous dira-t-on peut-être; comment obtenir d'un peuple aussi mobile et aussi rebelle que le peuple français ce long repos d'un siècle? A cela nous répondrons que la nature n'a nul souci de savoir si le peuple français est ou n'est pas

mobile, et que la logique des choses veut que ses lois soient exécutées, que ces lois nous plaisent ou non. La sagesse d'une nation consiste précisément à reconnaître quelles sont les conditions qui lui sont nécessairement imposées par les circonstances de son origine et de son âge, le caractère de ses éléments, et à s'y conformer; mais, si par hasard elle refuse d'obéir à ces lois parce qu'elles contrarient ses passions et qu'elle préfère en établir d'arbitraires qui flatteront davantage ses caprices, ces lois nécessaires n'en recevront pas moins leur exécution, dût tout un peuple leur être contraire. Les puissances métaphysiques qui gouvernent le monde n'ont rien à craindre des multitudes hostiles : il n'y a pas de minorité factieuse qui puisse les intimider, ni de majorité dont l'ordre leur fasse suspendre leurs résolutions.

En renversant le trône de Juillet, la Révolution française se retira donc à la fois toute sécurité et tout moyen d'affermissement. Elle agit à peu près avec la prudence d'un homme qui, pour assurer à son action plus de liberté, commencerait par se retrancher le toit qui abrite sa tête et le plancher qui soutient ses pieds. Elle avait cause gagnée aux yeux du monde, elle se remit volontairement en question; les hostilités qu'elle avait soulevées étaient les unes éteintes, les autres endormies, elle ressuscita les premières et réveilla les secondes; les contradictions et les critiques qu'elle avait eu à subir s'étaient usées à force de se répéter ou s'étaient tues à force d'être démenties, elle leur donna raison rétrospectivement et leur rendit une valeur en quelque sorte posthume. Dans la vie réelle, nous taxerions d'insensé l'homme qui, sous prétexte de rester fidèle à son origine, voudrait revenir à son point de départ en se privant de tous les bénéfices acquis depuis le moment où il se serait mis

en route; c'est cependant à peu près ainsi qu'agit la Révolution française lorsque pour la seconde fois elle proclama la république, morte jadis sans avoir éveillé un seul regret. Cette origine, dont elle se rapprocha tout à coup si violemment, la prudence cependant lui aurait conseillé de laisser au temps le soin de l'embellir par ces procédés de transformation dont il partage le secret avec la distance. Le temps aurait adouci de ses teintes délicates les couleurs trop crues, attendri ce qui était trop violent, changé en mélancolie ce qui était amertume; tout ce qui était crime, il l'aurait effacé; tout ce qui était vertu, il l'aurait au contraire fait resplendir. Ajoutez enfin que toute société issue d'une révolution a le plus grand intérêt non seulement à faire oublier ses origines, mais à s'en éloigner le plus possible, car pendant qu'elle en est encore trop près, elle est toujours menacée par les passions mêmes qui lui ont donné naissance; elle se sent à leur merci, sans autorité légitime pour les réprimer, sans logique pour leur répondre. Une société révolutionnaire doit être immanquablement renversée par la révolution, si elle ne manœuvre pas de façon à se rendre légitime à son tour, et elle ne peut se rendre légitime que par le bénéfice de la durée.

Même à l'heure où nous sommes, il peut sembler paradoxal de dire que le moyen terme de juillet 1830 était la dernière planche de salut pour la Révolution française, et cependant rien n'est plus vrai. C'était la dernière planche de salut, car l'établissement de juillet méritait à peine le nom de moyen terme, tant il confinait au radicalisme. Au fond, qu'avait fait la Révolution en 1830? Elle avait rompu cet équilibre qui doit toujours exister entre les différentes parties d'une société, cet équilibre que la Restauration avait merveilleusement représenté dans ses bons jours, et

était seule capable de maintenir. Elle avait porté la société tout entière sur un seul point d'elle-même, comme un conquérant qui transporterait tous les habitants d'un royaume dans une seule province. Elle avait éliminé tous les éléments qui n'étaient pas strictement siens, et s'était réduite à ses propres ressources. La substitution de la république à la monarchie constitutionnelle ne changeait rien aux conditions essentielles qu'elle s'était créées en juillet 1830. Qu'était cette substitution, en effet? Un changement dans le nom de la forme, non dans les choses. En passant de la Restauration à la monarchie de Juillet, la société française avait subi un changement considérable, aussi considérable qu'il y en ait dans l'histoire d'aucun peuple; mais en passant de la monarchie de Juillet à la République elle se retrouvait dans la même situation que la veille; il n'y avait rien de changé en France, sinon qu'elle contenait quelques Français de moins. La monarchie constitutionnelle de 1830, n'ayant pouvoir et action que par les parties démocratiques de la société, n'était donc autre chose que la république avec un frêle garde-fou pour préserver contre l'abîme. Le mot de Lafayette montrant Louis-Philippe au peuple : « Voilà la meilleure des républiques », était mieux qu'un mot de politique désireux de dorer la pilule pour faire accepter ses projets; c'était un mot de philosophe qui constate le caractère vrai d'une situation. Substituer la république au gouvernement de Louis-Philippe, ce n'était rien faire absolument qu'une puérile simplification de forme. Le bon sens populaire ne s'y trompa point, et refusa de croire qu'une pareille conquête valût le jeu si sérieux d'une révolution. Puisqu'on s'est décidé à renverser un gouvernement, il faut qu'il y ait à cela une cause importante, pensa-t-il, et cette cause importante, ce doit

nécessairement être nous. Si les mêmes éléments doivent gouverner, à quoi bon une révolution, puisqu'ils gouvernaient déjà? J'oserai dire qu'il y eut un certain degré de force dans la logique instinctive qui poussa le peuple à l'insurrection.

Eh quoi! me dira-t-on, pourrez-vous nier que février 1848 ne soit un développement nouveau de la Révolution? et le suffrage universel, n'est-ce donc pas une conquête de la démocratie? Le suffrage universel, voilà en effet la grande innovation de 1848; elle est précieuse, car c'est ce que la Révolution française pouvait inventer de plus efficace pour se détruire. En proclamant le suffrage universel, elle a fait l'action la plus impolitique ou la plus généreuse du monde, car ou bien elle a placé des armes entre les mains de ses ennemis sans savoir ce qu'elle faisait, ou bien elle a eu l'intention d'abdiquer en faveur de la nation et de s'en remettre enfin à ses décisions. L'action généreuse n'ayant point été dans ses intentions, reste l'action impolitique; mais, impolitique ou généreuse, cette action n'en devait pas moins tourner contre elle; c'était son suicide qu'elle décidait. Elle détruisait ainsi la domination exclusive qu'elle s'était assurée en juillet 1830, puisqu'elle reconnaissait des droits à tout ce qui n'était pas elle, et qu'en conséquence elle déclarait apte à la renverser ou à lui succéder tout élément qui pourrait s'assurer du nombre. Ce n'est point ce qu'elle voulait faire, mais la logique est inexorable, et les faits se chargèrent bientôt de le lui démontrer. Chacun des éléments qui composent la société parla non plus pour les intérêts de la république, mais pour les siens qu'il avait seul mission de défendre. Les déceptions se multiplièrent, et alors on vit ce spectacle étrange, le suffrage universel attaqué et nié par le seul parti qui l'ait jamais réclamé. Tardives récri-

minations! *patere legem quam ipse fecisti*, c'est l'axiome irréfutable par lequel on répondra toujours aux partis qui auront forgé des armes qui se retourneront contre eux-mêmes. Vous aviez mis en avant le suffrage universel, non parce que vous lui reconnaissiez la valeur d'un principe, mais parce qu'il vous paraissait la plus meurtrière des machines de guerre; votre bélier sape votre propre forteresse et vous punit de votre tactique en la retournant contre vous, cela est de toute équité et justifie la Providence. C'était le gouvernement de juillet qui était révolutionnaire en ne s'adressant pas au suffrage universel, et c'est vous qui avez été réactionnaires sans le savoir en le proclamant. Ainsi même dans ce qu'il a fait de plus favorable en apparence à la révolution, 1848 l'a fait encore dévier de sa ligne de conduite logique, et l'a remise à la protection du hasard.

Cependant la déviation la plus énorme fut dans la manière dont le mot démocratie devait être entendu en France. On sait comment le second empire sortit du suffrage universel inauguré par la république. Rien n'était plus logique, et je n'ai jamais bien pu comprendre l'opposition violente des républicains au gouvernement de Napoléon III. Il nous aurait semblé au contraire que la démocratie entendue à la façon impériale devait être le but de leurs désirs, car sans cela à quel propos renverser le gouvernement de Louis-Philippe? Je ne connais en effet que deux manières d'entendre la démocratie : ou bien la démocratie est constituée par la direction perpétuellement changeante des classes moyennes, ou bien elle est constituée par le pouvoir d'un souverain qui pèse également sur tous. Il y a bien une troisième forme de démocratie, le pouvoir théocratique, la république telle qu'elle exista chez les Juifs de Moïse à Saül, telle qu'elle

fut instituée par Calvin, méditée par Knox, appliquée par les fondateurs de la Nouvelle-Angleterre, c'est-à-dire l'homme libre sous la monarchie invisible de Dieu; mais par ce temps de Caussidière et de Sobrier ce n'était pas cette démocratie qui préoccupait les esprits, pas plus qu'elle ne les préoccupe par ces jours de Raoul Rigault et de Ferré. Il faut donc s'en tenir aux deux premières : or nous venons de voir que la monarchie de juillet était aussi près de la république que possible, si elle n'était pas la république même. Le peuple français conclut avec raison que, puisqu'on n'avait pas voulu du pouvoir de Louis-Philippe, on ne pouvait pas vouloir davantage de la république, les deux gouvernements ayant exactement la même manière de comprendre la démocratie. Il fallait donc de toute nécessité avoir recours à la seconde interprétation, à celle qui fut autrefois inventée par le plus intelligent de tous les hommes, Jules César, et ressuscitée dix-huit siècles plus tard par un homme de race italienne qui en avait le secret dans le sang, et qui sut la fondre avec génie dans les traditions monarchiques de la France,

Je sais bien que le peuple en général, surtout le peuple socialiste, ne l'entendait ni de cette manière, ni de cette autre; mais c'est tant pis pour les docteurs qui se sont chargés de faire son éducation politique, et qui lui ont donné des idées si peu nettes des choses. Pauvre peuple! l'éducation politique qu'il reçoit ne vaut pas mieux, la plupart du temps, que l'éducation d'un chimiste qui serait faite de nos jours par un chercheur de la pierre philosophale, ou l'éducation d'un astronome par un partisan de l'astrologie. Qu'on lui enseigne que la société française est une société essentiellement démocratique, on lui enseignera un fait de toute évidence; mais qu'on lui enseigne que

la république est le gouvernement naturel de la démocratie, on lui enseignera un fait de toute fausseté. Ce n'est pas la république, c'est bien plutôt la monarchie qui est le gouvernement naturel aux démocraties. La république est une des plus nobles formes de gouvernement qui existent, peut-être la plus noble; mais elle est par excellence la forme politique propice aux aristocraties. Elle est d'essence tellement aristocratique qu'on peut prédire que dans tout pays démocratique où elle s'établira, ou bien elle aboutira au bout d'un temps plus ou moins long à une oligarchie très sévèrement exclusive, ou bien elle sera renversée par le peuple, qui lui substituera la monarchie. Ce double fait, qui se reproduit invariablement dans l'histoire des républiques, et qui ne peut pas ne point se reproduire, car il est dans la nature fatale des choses, se laisse lire surtout en caractères d'une précision toute classique dans la double histoire de Venise et de Florence. A Venise, la république a reposé longtemps sur des bases toutes démocratiques; cependant, par le seul jeu des institutions, cette démocratie s'usa de siècle en siècle, et finit par aboutir au coup d'État nocturne qui élimina des magistratures de la république les trois quarts des citoyens. A Florence, le fait contraire a lieu, le peuple, soupçonneux comme l'est le nôtre, ne croit jamais la démocratie assez protégée, et procède par larges voies d'exclusion; il use trois ou quatre couches successives d'aristocraties afin de rapprocher de plus en plus la république de ses rangs; il use et proscrit d'abord l'aristocratie militaire d'origine germanique, puis la noblesse citoyenne d'origine plus strictement florentine, puis celle des hautes classes moyennes, les Albizzi. Quand il a successivement tout éliminé, comme il ne reste plus rien que lui, alors il s'élimine à son tour, et, embarrassé qu'il

est de lui-même, il remet le poids de son propre fardeau sur les épaules des Médicis. Dans les Provinces-Unies, société démocratique s'il en fut, le peuple n'a jamais pu supporter la république, et toutes les fois qu'elle y a dominé, il a toujours conspiré pour remettre le pouvoir aux héritiers de la maison d'Orange. En Angleterre, le parti républicain ne fut jamais populaire; c'est le parti whig, exclusivement composé des éléments les plus oligarchiques de la nation. L'exemple le plus frappant peut-être de l'antipathie naturelle au peuple pour la république, c'est un des plus anciens, celui de Rome. La république romaine n'était point exclusivement aristocratique : c'était un véritable gouvernement mixte où les divers éléments sociaux avaient été pondérés avec une sagesse admirable. Ce fut dans l'ordre des républiques ce que le gouvernement anglais est dans l'ordre des monarchies; pourtant, même sous cette forme mixte, où tous ses droits étaient garantis, où il possédait ses magistratures propres, la république fut toujours pesante au peuple, et il n'eut de soulagement à l'antipathie qu'elle lui inspirait que lorsqu'il eut créé l'*imperator*. Je n'insiste pas sur le caractère à la fois théocratique et oligarchique de la Genève de Calvin. Restent les États-Unis, le grand argument des théoriciens qui voient dans la république la forme naturelle à la démocratie. Je pourrais faire remarquer d'abord que cet exemple, fût-il heureusement choisi, ne détruirait aucun des précédents; mais il se trouve que cet exemple lui-même confirme l'universelle expérience de l'histoire. Dans les États du Sud, jusqu'à nos jours, la république a été une aristocratie aussi véritable qu'il y en ait eu chez aucun peuple, aristocratie d'origine, de fait, de principes et de mœurs. Les États du Nord sont démocratiques, mais cette démo-

cratie a eu pour fondement le terrible élément du calvinisme, et qui ne sait ce que cet élément a donné de régularité méthodique et de discipline volontaire au peuple américain? Une seconde cause s'est unie à cette première pour assurer l'avenir de la démocratie du Nord : la prédominance exercée pendant deux siècles par les populations rurales aux mœurs simples et fortes sur les populations des villes encore dans leur enfance. Eh bien! malgré des conditions si avantageuses, qui oserait dire que la république aux États-Unis ait traversé toute sa période d'épreuves? Les États-Unis n'ont que quatre-vingts ans d'existence, et qu'est-ce qu'un laps de temps si court dans la vie d'une nation? Ce qui est certain déjà, c'est que la grande république n'est plus ce qu'elle était il y a seulement vingt ans; nous l'avons vue s'altérer sous nos yeux mêmes. Ceux qui vivront dans cinquante ans pourront dire si elle a démenti la loi établie par l'expérience historique, et qui peut se formuler à peu près ainsi : lorsque la république sera la forme politique d'une société de substance démocratique, il arrivera invariablement un de ces deux phénomènes : ou bien la république disciplinera cette société, et alors elle engendrera l'aristocratie, ou bien la substance de cette société fera éclater sa forme, et on verra la démocratie aboutir à la monarchie.

République et démocratie ne sont pas deux termes nécessairement corrélatifs; voilà ce qu'on aurait dû enseigner au peuple, et c'est le contraire qu'on lui a prêché. De cette fatale confusion viennent une grande partie de nos désastres. Le peuple s'est habitué à prononcer avec amour un mot qui exprime précisément toutes les choses dont il ne veut pas chez nous, toutes les choses qui l'indignent et l'effarent, c'est-à-dire le règne de l'individualité humaine, le triom-

phe légitime des privilégiés de la nature, les droits de l'intelligence et de la science, le jeu libre des influences sociales, le pouvoir inflexible et presque cruel de la loi, en sorte que, lorsqu'il crie : *Vive la République!* il faut entendre tout le contraire de ce qu'implique ce mot. Vive la république, pour lui cela signifie! *A bas les bourgeois!* tandis que pour tout homme sensé ce même mot signifie : *Vivent les bourgeois* et tout ce qui leur ressemble de près ou de loin.

Cette singularité nous conduit à poser cette question : voici quatre-vingts ans que la Révolution française est venue au monde, et cependant le peuple ne connaît pas encore la valeur exacte des termes qu'elle emploie. A qui la faute en revient-elle? Comment le peuple est-il si mal instruit, et d'où sortent toutes les formules fausses qu'il a engrangées dans son cerveau comme la plus précieuse des moissons? Par exemple, lorsqu'il prononce le mot de démocratie, le peuple entend par là un gouvernement issu des couches inférieures de la nation, fait par elles toutes seules et à leur profit exclusif, interprétation puérile encore plus qu'erronée, car elle repose sur une équivoque. Il s'agit de s'entendre sur le sens qu'on doit donner au mot peuple. Comment se fait-il que ses docteurs jurés ne lui aient pas encore expliqué que ce mot peuple doit s'entendre dans le sens de *populus* et non dans le sens de *plebs*, et par conséquent que souveraineté du peuple signifie souveraineté de la nation et non pas souveraineté des couches inférieures de la population? S'ils le lui ont dit, comment se fait-il qu'après quatre-vingts ans d'éducation le peuple n'ait pas encore compris un principe aussi évident? Et s'il l'a compris, comment expliquer des révoltes comme celles de mai et de juin 1848, comme celles de la Commune de 1871? Si au contraire ils ne

lui ont pas expliqué ce principe, quel jeu jouent-ils donc, et quel but poursuivent-ils? Nous avons bien le droit de le demander, car certainement ce but ne peut être la démocratie; mais, s'il consiste à précipiter les citoyens les uns contre les autres et à les faire s'égorger, nul moyen n'est mieux trouvé qu'un tel absurde malentendu. Nous savons combien les querelles de mots sont terribles, que de disputes peut soulever une diphtongue, et que de flots de sang peuvent couler pour la différence qui sépare *omousios* d'*omoiousios*. Rien qu'une pareille erreur suffit pour perdre à jamais une doctrine. Comment veut-on que la Révolution française engendre autre chose que des ruines lorsque ceux qui se prétendent ses dépositaires en expliquent si bien le sens aux multitudes?

Autre exemple de formule fausse et encore plus dangereuse que la précédente. La révolution jusqu'à présent accomplie n'est qu'une première étape. Les classes moyennes sont *arrivées* par cette révolution, le peuple doit arriver à son tour. Parmi les sottises sans nombre dont on a bourré les oreilles du peuple, il n'y en a pas qui ait pénétré dans son cerveau avec plus de force, et qui s'y soit logée avec plus de ténacité. Si par *arriver* le peuple entendait la conquête de droits politiques, la formule qui l'enivre pourrait se soutenir; mais comme il entend surtout par là la conquête des biens sociaux, l'exercice du pouvoir et les avantages qui en résultent, la prise de possession soudaine d'une vie morale supérieure et des voluptés qui en découlent, il faut bien lui dire qu'il n'y a jamais eu de classe qui soit *arrivée* dans le sens qu'il donne à ce mot, pas plus les classes moyennes que d'autres. Ce sont les individus qui arrivent à ces avantages sociaux que sous-entend la formule, et non les classes en bloc. Sous ce rap-

port, le peuple n'a pas à porter envie aux classes moyennes, ces dernières prises en masse n'étant pas et ne pouvant pas être plus avancées que lui. Çà et là, grâce aux étoiles propices, on voit par exemple un teinturier devenir riche; cet homme pourra se dire *arrivé,* mais tous les teinturiers en bloc resteront comme devant dans la médiocrité de fortune. De temps à autre il se trouve qu'un épicier est un très bel esprit; s'ensuit-il que le corps général des épiciers soit arrivé au bel esprit, puisse y arriver ou ait la prétention d'y arriver? Faut-il au contraire donner à ce mot *arriver* un sens plus modeste, l'entendre dans le sens de la conquête des droits politiques, de l'égalité sociale, alors le peuple est aussi avancé que les classes moyennes, car il est arrivé à ces biens le même jour qu'elles et à la même heure, et dès lors sa formule reste sans objet. Et puis ce mot de *classes moyennes*, qui présente un sens dans une société aristocratique, n'en a plus aucun dans une société démocratique, et si l'on continue à l'employer, c'est plutôt par habitude que pour toute autre cause. Les classes moyennes désignent non une caste, mais une collection numérique d'unités humaines : c'est une expression en quelque sorte arithmétique. Aucun des caractères qui constituent la caste ne distingue cette collection d'individus venus de tous les points de l'horizon, sortis des conditions les plus différentes, divers d'aptitudes et d'inclination, d'inégale éducation, sans mœurs communes, sans liens étroits. Les classes moyennes ne connaissent pas la stabilité, car aucune loi ne leur confère le privilège d'immobiliser les biens qu'elles ont acquis; elles ne connaissent pas davantage la solidarité, chacun est responsable de ses propres actes, s'élève par son mérite, tombe par ses fautes. Parfois on voit un individu se détacher du

groupe d'hommes dont il fait partie, parvenir à la richesse, au renom, à l'influence; quelquefois son éclat dure de longues années, d'autres fois il ne fait que briller un instant et disparaît de nouveau dans la nuit : voilà le bourgeois. Or d'où sort-il à l'origine? Du peuple. Et où rentrera-t-il à la fin? Dans le peuple. Ce que le peuple oppose à la démocratie, c'est la démocratie même.

La république serait à jamais fondée parmi nous, si le peuple était disposé à admettre cette doctrine qui s'impose avec la clarté de l'évidence : la démocratie, ce sont les classes moyennes. Qu'est-ce que les classes moyennes en effet, sinon la végétation naturelle du peuple, sinon le peuple trié, classé, arrivé à éclosion et à floraison? Ces végétations populaires établissent des différences considérables entre les citoyens, mais aucune inégalité essentielle; il y a bien des degrés entre le cèdre superbe qui peut fournir à lui seul la matière de tout un vaisseau et l'humble graminée qui pousse à ses pieds, mais l'un et l'autre appartiennent également au même règne de la nature. Il y a bien des différences entre un savant magistrat et l'artisan dont il juge les procès; appartiennent-ils pour cela à deux classes séparées? Évidemment non, à moins qu'on n'admette que l'inégalité résulte de la différence des occupations. La Révolution française croyait assez justement avoir fondé l'égalité lorsqu'elle avait dit que tous les citoyens étaient également aptes à remplir les fonctions publiques, et elle pensait que ces mots se comprenaient assez d'eux-mêmes. Tous les Français sont également aptes à remplir les fonctions publiques, cela veut-il dire que tout Français pris à tort et à travers doit être porté à n'importe quelle charge, qu'un maçon peut administrer, quoique maçon, ou

un charpentier rendre la justice, quoique charpentier? Non, cela veut dire que, s'il se rencontre dans les rangs des maçons ou des charpentiers un homme que ses études personnelles, son mérite, son grand sens, rendent apte à exercer de telles fonctions, sa naissance et sa profession ne lui seront point des obstacles insurmontables. Cet homme ainsi séparé de la foule sera une de ces végétations populaires dont je parlais; mais en quoi différera-t-il du peuple? Tous ceux qui se trouveront dans le même cas que lui arriveront bien peut-être, par suite de la nature de leurs fonctions et des habitudes qu'elles engendreront, à faire bande à part, mais on peut les défier de faire jamais caste à part. De tels hommes ne seront-ils pas le peuple même, jugeant, administrant, gouvernant? Et si cela est, en quoi l'état de choses que je décris diffère-t-il de l'état même de notre société? Dans les démocraties les plus absolues, la partie du peuple à qui reviendra la direction des affaires générales ne pourra donc jamais être d'autre nature, le bon sens le dit assez. J'ai presque honte d'insister sur des choses si évidentes par elles-mêmes; mais puisque notre peuple n'admet qu'avec peine ces vérités trop vraies, et même qu'il les nie, il faut bien en conclure que sa manière d'entendre la démocratie n'est rien moins que républicaine, et se tourner pour la comprendre du côté de la monarchie.

Si la direction de la démocratie n'appartient pas aux classes moyennes, il faut de toute nécessité qu'elle appartienne à la dictature monarchique. Or c'est là, il faut bien nous l'avouer, la forme de gouvernement qui se rapproche le plus du triste idéal démocratique rêvé par notre peuple, et qui lui donne satisfaction dans une assez juste mesure sans offenser la justice et le sens commun. Ce peuple en effet est

profondément monarchique même dans ses erreurs et ses folies, surtout dans ses erreurs et ses folies. La monarchie est toujours en lui à son insu, sinon comme un élément de santé, au moins comme une maladie; elle fait partie de son sang, et il ne peut pas s'en débarrasser; il a voulu l'expulser hors de lui comme principe de vie, et elle y est restée comme principe de mort. Il n'en a plus voulu comme inspiration de ses vertus et de sa raison, elle s'en est vengée en se dissimulant pour inspirer ses dérèglements et ses fièvres. Examinez l'une après l'autre ses pires erreurs, et dans toutes vous trouverez l'esprit de l'antique monarchie et de l'antique Église, mais leur esprit dépouillé de tout ce qui l'ennoblissait, leur esprit dégénéré et tombé en putréfaction, ou réduit à ses éléments d'ordre inférieur. Il crache sur l'autorité, mais il adore la force, qui est l'élément terrestre de l'autorité. Il prétend rejeter toute hiérarchie, mais il marche au commandement d'un obscur sectaire avec une obéissance passive dont les armées les plus disciplinées n'offrent pas d'exemple. Il refuse sa croyance à l'Église, mais il n'a pas abdiqué pour cela son aptitude à la foi aveugle, et il ne refuse rien de sa raison au plus infime prédicateur de clubs. Il pense sur l'individualité humaine et la liberté comme pensait l'Église : l'Église s'en méfiait comme d'éléments d'orgueil et de révolte; il les redoute et les hait comme germes possibles d'aristocratie et comme éléments d'usurpation. Tout lui porte ombrage, il regrette le pouvoir qu'il est obligé de déléguer, et à peine l'a-t-il délégué, qu'il croit l'avoir perdu, et qu'il lui semble s'être donné des maîtres. Pour être partisan effréné d'une chimérique égalité, ne croyez pas qu'il soit ennemi des gouvernements de faveur et de privilège; il veut bien de l'égalité pour le reste de

la nation, mais à la condition que le pouvoir soit constitué par lui seul et pour lui seul. Un gouvernement de prolétaires qui dicterait des lois à la nation tout entière ne lui semble un rêve ni trop audacieux ni trop monstrueux. C'est à ces instincts d'absolutisme que répond la dictature monarchique. Nous avons appris par une expérience récente et prolongée ce qu'est cette dictature. Le souverain élu par le vote populaire concentre en lui les pouvoirs de la nation entière, en sorte qu'il peut agir au nom de cette délégation contre toute fraction opposante, quelque nombreuse qu'elle soit. Ce que le pouvoir général de la loi est dans une république, le pouvoir du souverain l'est dans cette forme de monarchie, mais avec plus de force encore. Cette dictature est nécessairement démocratique, même avec excès, car, le souverain pouvant peser également sur tous, cette pression générale a pour conséquence une égalité presque absolue, et comme il est toujours forcé de se souvenir qu'il est la créature du plus grand nombre, il se trouve par nécessité encore plus que par politique le protecteur des petits. Eh bien ! cette seconde manière d'entendre la démocratie, nous en sortons à peine, et nous n'avons qu'à consulter nos souvenirs pour dire si elle a mieux réussi que la première.

Ainsi voilà maintenant quatre-vingts ans que dure la Révolution française, et nous savons moins qu'au premier jour où il faut placer la démocratie et quelle forme politique lui convient naturellement. Les deux grandes manières de l'entendre et de la pratiquer, tour à tour essayées, n'ont pas mieux réussi l'une que l'autre à fixer un mouvement qui paraît être indisciplinable. On s'est efforcé de faire vivre la Révolution française en bonne intelligence avec les parties de la société qui se réclamaient d'une autre origine

qu'elle ; ce fut l'entreprise de la Restauration : on sait combien elle fut laborieuse et comment elle échoua. En juillet 1830, la Révolution prit le parti de vivre sans compromis et sans alliance embarrassante, elle s'interdit de chercher désormais appui ailleurs qu'en elle-même, et cette hardiesse n'a pas eu un meilleur sort que la prudente entreprise qui l'avait précédée. La république fut proclamée, mais la république, qui n'était autre chose qu'une extension du gouvernement qu'elle venait de renverser, succomba bien vite à son tour, en partie sous l'effroi que son nom a toujours inspiré en France, en partie sous l'action de la même antipathie mal raisonnée qui avait armé le peuple contre la monarchie de juillet. Le gouvernement mixte de la Restauration ayant sombré, la démocratie par les classes moyennes ayant échoué sous ses deux formes, le gouvernement constitutionnel et la république, restait la démocratie par la dictature monarchique. Nous l'avons vue s'effrondrer à son tour en ne nous laissant que des ruines. Ainsi, de quelque côté que nous nous tournions, nous n'apercevons que des mécomptes : aussi hésitons-nous à espérer pour l'avenir dans les moyens de salut qui nous ont si mal réussi dans le passé. Voici donc qu'aujourd'hui la sagesse consiste pour nous à vivre au jour le jour, à nous interdire de penser trop sévèrement au lendemain, à ne pas retourner la tête en arrière par crainte d'effaroucher les passions ombrageuses, à ne pas regarder trop en avant par crainte d'enflammer des espoirs trop présomptueux. Si la démocratie nous avait réduits simplement à ne vouloir qu'elle-même, tout serait bien encore ; mais elle nous a conduits à ce point, que nous ne savons quelle forme lui donner, et que même nous n'osons pas lui en choisir une,

toutes les formes connues ayant été essayées sans succès. Nous voilà forcés de faire halte dans le provisoire tout en sachant qu'il ne peut être définitif, amenés à redouter une solution définitive, comme une nouvelle aventure dont les désastres possibles nous effrayent à bon droit. L'honnêteté autant que la prudence nous commande de prendre l'empirisme pour guide, sans prévoir ni regretter, de ne vouloir que pour l'heure présente. Tenons donc, même sans grande confiance, la république pour fondée ; mais la Révolution va-t-elle s'arrêter là, et se fixera-t-elle par hasard dans le provisoire, elle qui n'a pu se fixer dans aucune des solutions qu'on avait tenues pour définitives? Est ce cette surprise qu'elle nous réserve? L'équilibre si longtemps cherché va-t-il enfin sortir de ce qui ne semblait devoir être d'abord qu'un temps d'arrêt? S'il en était ainsi, la dernière de ses aventures en serait aussi la plus originale et la plus bienfaisante : notre devoir est de l'espérer sans y trop compter, et d'y travailler comme si la réalisation en devait être infaillible.

Août 1871.

LA DÉMOCRATIE

ET L'IDÉE DE PATRIE

LA DÉMOCRATIE

ET L'IDÉE DE PATRIE

I

Nous avons exposé dans une précédente étude la dangereuse et bizarre situation dans laquelle la Révolution nous a fait verser; nous avons expliqué comment elle nous forçait à marcher encore, alors qu'elle était allée jusqu'au bout d'elle-même, et qu'elle avait produit toutes ses conséquences jusqu'à la dernière. Or la situation qu'elle a fini par nous créer à l'extérieur, vis-à-vis de l'Europe, est encore plus anormale et périlleuse s'il est possible, car elle nous oblige à la prendre encore pour cocarde et pour drapeau, alors qu'elle ne peut plus rien pour protéger notre indépendance nationale.

Elle ne peut plus rien pour notre défense, parce qu'elle a perdu tout pouvoir de propagande. Qu'ils sont récents et cependant qu'ils sont lointains déjà les jours où la France révolutionnaire se dressait en face de l'Europe absolutiste comme une menace pour les rois et un exemple pour les peuples! C'était non seulement par les armes que cette propagande s'exer-

çait, mais par chacun des mouvements intérieurs de la France, chutes de cabinets, émeutes ou changement de dynastie. La révolution de juillet eut pour théâtre les rues de Paris, et non tel ou tel champ de bataille de Flandre ou d'Allemagne, et cependant la grande majorité des Français considéra ce mouvement tout intérieur comme l'équivalent d'une bataille gagnée. C'est beaucoup moins comme une extension des libertés publiques que comme un soufflet appliqué sur la joue de la vieille Europe et une revanche de Waterloo que la masse de notre nation interpréta cet événement, et les gouvernements étrangers, tout en affectant de n'y voir qu'une affaire exclusivement française, nous prouvèrent trop par une longue bouderie de dix-huit années que cette interprétation était aussi la leur. Si grande était la force que la France tirait de cette opposition tranchée entre son état politique et celuï de l'Europe, que son attitude seule constituait une menace. Que dis-je, son attitude? son silence même alarmait. Rappelez-vous, si vous avez l'infortune de faire remonter vos souvenirs jusqu'à cette époque, les jours du roi Louis-Philippe. Que la paix était profonde, et cependant comme cette atmosphère pacifique était parcourue en tous sens par les courants de l'électricité libérale! Sans faire passer la frontière à un seul soldat, sans distribuer clandestinement des pamphlets de propagande révolutionnaire aux sujets des États despotiques, sans encourager la plus petite société secrète, le gouvernement de juillet gagnait chaque jour du terrain, sinon sur l'antipathie des cabinets étrangers, au moins sur l'opinion publique de l'Europe; la contagion de notre exemple gagnait lentement, mais sûrement, les peuples, et c'est peut-être une des seules époques de notre histoire dont on puisse dire, sans

paradoxe aucun, que la paix y était conquérante à l'égal de la guerre. A quel point ce rayonnement pacifique de notre influence révolutionnaire avait déjà pénétré l'espace, on le vit, lorsque les journées de février firent éclater prématurément à leur suite tant d'insurrections avortées, d'émeutes boiteuses, de réformes contrefaites et de plans mal conçus. Si cette paix révolutionnaire eût continué encore vingt années, l'Europe entière se trouvait renouvelée à notre exemple, sur notre modèle, et renouvelée sans danger pour notre puissance; mais les alarmes que suscita partout l'œuvre inutile de patriotes trop pétulants, — les réactions et répressions qui s'ensuivirent changèrent alors pour jamais la direction des événements en faisant regagner aux gouvernements tout le terrain conquis par l'opinion publique européenne. Dès lors, nous fûmes menacés au lieu de menacer, en sorte que la première responsabilité de nos récents désastres remonte de la manière la plus authentique à cette impatiente révolution de février, qui, par les réactions qu'elle suscita, délivra les gouvernements de la paralysie que l'influence française étendait peu à peu sur eux, et leur rendit leur puissance et leur liberté d'action.

L'Europe cependant ne s'en est pas moins renouvelée entièrement, mais elle s'est renouvelée par des moyens contraires à notre puissance, tantôt par l'initiative des gouvernements eux-mêmes, tantôt par l'accord plus ou moins étroit des gouvernements et des populations. Une chose triste à dire, mais qui n'est que trop vraie, c'est que ce renouvellement général de l'Europe — auquel nous poussions avec tant d'ardeur — n'était sans danger pour notre puissance que dans le cas où il pouvait être en même temps un affaiblissement pour les divers peuples. La liberté

laisse les peuples bien faibles quand elle s'obtient par les luttes intestines, aux dépens de l'autorité légitime, et autrement que sur l'étranger. Or ce moyen d'action était au pouvoir de la Révolution française, et c'est elle-même qui l'a fait tomber de ses mains par les fatales journées de février, car elle y a perdu de s'adresser directement aux peuples et de les mettre en opposition avec leurs gouvernements. Tous autres changements que ceux opérés par une émulation révolutionnaire et une imitation scrupuleuse de notre histoire contemporaine devaient nécessairement nous être néfastes, et c'est ce que nous ont si durement démontré en un si court laps de temps le rajeunissement de l'Italie et l'unification de l'Allemagne. Que le résultat eût été différent pour nous, si les Allemands eussent cherché leur unité par les moyens de la démagogie, et si les Italiens avaient de préférence choisi pour agents de leur résurrection Garibaldi et Mazzini!

Eh bien! dans ce nouvel état de l'Europe, quelle est, je le demande, la vertu de propagande qui demeure à la Révolution française? Tous les droits dont elle nous a vendu à un taux ruineux la possession incertaine, incomplète, trop souvent passagère, en nous en retenant usurairement la moitié comme escompte de ceux qu'elle voulait bien nous laisser, — par exemple en nous confisquant la liberté comme gage de l'égalité, — les autres peuples les ont obtenus à bien meilleur marché, ou même les ont acquis pour rien. Point n'a été besoin chez eux d'exécutions sauvages, de déportations réitérées, de guerres sans trêve ni merci; quelques légers procès en cour civile, sans coups ni blessures, et la plupart du temps une habile transaction consentie entre les parties plaidantes y ont suffi. Quelquefois même il est arrivé

que tel ou tel de ces fameux droits avait éclos de lui-même, lorsque l'heure en était venue, sur l'arbre antique de leur civilisation, ou qu'ils en héritaient tout à coup comme d'un legs des siècles dont les titres avaient été soit égarés, soit obscurcis, mais n'avaient pas été prescrits. La Révolution fera donc en vain appel aux peuples, les peuples ne lui répondront pas, car on ne se dérange point pour acquérir ce qu'on possède, et elle ne peut leur offrir aucun bien dont ils n'aient déjà l'usage. La Russie exceptée, l'Europe entière est gouvernée par des parlements issus du suffrage populaire. En tout pays, l'unité politique a succédé au morcellement féodal. Partout une administration régulière, uniforme, responsable, a été substituée à la routine indolente et paresseusement abusive des autorités locales, ou à l'arbitaire capricieux des délégués du pouvoir politique. Liberté de conscience, tolérance religieuse, liberté de penser, liberté individuelle, indépendance municipale, tous ces droits dont l'ensemble constitue les conquêtes de la Révolution française, il n'est pas aujourd'hui un peuple en Europe qui ne les possède tous en bloc, et qui n'en pratique quelques-uns en particulier avec une supériorité marquée. De bonne foi, est-ce que la Révolution se chargera d'enseigner aux Anglais la pratique du gouvernement parlementaire et la liberté individuelle, aux Allemands la régularité administrative et la liberté de penser, aux Italiens la liberté municipale? En proposant ses bienfaits à l'acceptation des autres peuples, la Révolution n'imiterait elle pas la conduite d'un négociant qui proposerait à ses collègues des marchandises dont leurs magasins regorgent, et en vantant telle de ses conquêtes devant tel ou tel peuple ne jouerait-elle pas bien souvent le rôle de l'écolier qui offre à son maître de lui donner

les leçons qu'il oublie en avoir reçues? En parcourant la liste des pays de l'Europe, je n'en vois guère qu'un seul qui pût encore apprendre quelque chose de nous, l'Espagne; mais, par un guignon particulier, il se trouve que c'est précisément de tous celui qui se soucie le moins de nos leçons, et qui les repousse avec le plus d'énergie. Ce que l'Espagne a fait payer à la Révolution française ses brusqueries et ses caresses, nous en savons le compte; il se solde par la ruine de deux empires, le naufrage d'une monarchie libérale, et la perte de deux provinces. C'est pour la Révolution une écolière peu désirable que l'Espagne, particulièrement dans les jours difficiles et dangereux que nous avons à traverser. Si par hasard c'était elle qui nous donnait des leçons, alors que nous croyons l'instruire, et si, en échange de la pratique des journées révolutionnaires que nous lui avons apprise, elle nous enseignait l'art des *pronunciamentos!*

La nouvelle constitution de l'Europe ne permet donc plus à la Révolution de nous assurer sur le continent cette suprématie politique que nous y avons exercée si longtemps. Cette suprématie, elle ne l'avait point créée, elle l'avait trouvée dans l'héritage du passé, et c'était le seul legs qu'elle en eût voulu conserver; mais elle nous l'avait maintenu, et à certains égards nous l'avait agrandi dans des proportions tout à fait exceptionnelles. Si ce rôle grandiose lui échappe, si elle est obligée d'en accepter un plus modeste, saura-t-elle s'en contenter et en tirer profit? C'est en tremblant que je pose cette question. La Révolution française, ne l'oublions pas, est encore plus un *élément* qu'une doctrine : or les seuls rôles qui conviennent aux éléments, ce sont les rôles gigantesques, inattendus, spontanés, — soubresauts de feux souterrains, explosions de volcans, inondations de fleuves,

surgissements d'îles nouvelles, apocalypses de tout genre! Les doctrines peuvent être calmes, patientes, modestes, compter sur le temps pour se fonder, regagner avec lenteur ce qu'elles ont perdu, s'amender sagement par l'expérience et la controverse; — les éléments ne connaissent d'autres principes d'action qu'un orgueil sauvage et une irrésistible furie. Ils sont aveugles et ne s'appartiennent pas; ils ne choisissent pas leur jour et leur heure, c'est le jour et l'heure qui viennent les surprendre, ils ne se modèrent que par leur propre épuisement, et ne s'apaisent que par leur mort. Nous en avons fait vingt fois l'expérience, et la dernière n'est que d'hier. Parler de modération et de patience à l'élément révolutionnaire, l'engager à compter avec le temps et sur le temps, c'est une entreprise à peu près aussi sage que le serait la tentative d'empêcher l'explosion d'un volcan lorsque, battu des flots de la mer, il s'enflamme sous la pression des eaux, ou que ses matières ardentes emprisonnées au sein de la terre cherchent une issue pour s'échapper. Lorsqu'elle trouvera des digues partout autour d'elle, et qu'au lieu d'avoir sa libre expansion elle sera obligée de remonter vers sa source et d'épancher ses eaux entre les limites du sol natal, comment prendra-t-elle ce refoulement et cette diminution d'elle-même? Après avoir aspiré à représenter l'univers et avoir proposé ses doctrines comme celles du genre humain, consentira-t-elle à ne plus représenter que la France et à n'être qu'une doctrine d'origine française? Après avoir été le fait européen par excellence, consentira-t-elle à n'être plus qu'un fait local? Si le passé peut faire présumer de l'avenir, il est difficile de croire qu'elle se résigne à ce rôle si humble, elle dont la devise a été jusqu'à présent tout ou rien, et qui n'a pu supporter le plus

petit partage de domination. Alors, irritée des obstacles que rencontrera son expansion et ne pouvant les franchir, épargnera-t-elle ses fureurs au pays dont elle porte le nom, ou se vengera-t-elle de son impuissance en le condamnant à une guerre intestine sans trêve comme sans but? Ne pouvant plus nous assurer la prépondérance européenne, pourra-t-elle au moins nous assurer la possession de la patrie? Toute âme française doit attendre avec une curiosité sans empressement la réponse que le temps apportera à cet inquiétant dilemme.

II

Hélas! non, la Révolution française ne fut jamais faite pour couler dans un lit aussi resserré que celui de l'idée de patrie, au sens étroit, mais précis et robuste, où la France l'entendit pendant plus de dix siècles de sa longue histoire. En bien examinant son caractère, en bien écoutant ses prétentions, en bien surveillant ses mouvements, souvent involontaires sans doute, mais d'une nature à laquelle elle est obligée d'obéir quand même, en la suivant dans toutes les phases qu'elle a parcourues jusqu'à ce jour, on arrive à se convaincre qu'elle ne peut être et qu'elle n'est en effet que la parfaite antithèse et l'ennemie encore inconsciente de l'idée de patrie, qu'elle devra nécessairement emporter dans son cours sous peine de disparaître elle-même. Je dis l'ennemie encore inconsciente, parce que jusqu'à ce jour les meneurs de la révolution n'ont jamais bien nettement aperçu les conséquences de l'idée qu'ils avaient embrassée, ou, quand ils les ont aperçues, n'ont jamais osé les

confesser ouvertement, soient qu'ils aient craint, en les avouant, de compromettre leur cause, soit que l'idée séculaire de patrie leur ait paru trop redoutable pour être attaquée de front, soit qu'un sentiment de piété pour le passé de la nation ait attendri leur logique. Quant à la masse du peuple, elle a toujours été si loin de se douter du chemin où elle marchait, que l'idée de révolution s'est identifiée dans son esprit avec l'idée de patrie qu'elle tenait de son éducation, et que, transportant à des choses nouvelles dont elle comprenait imparfaitement les tendances, les mots qui lui servaient à désigner des choses anciennes, elle a fait de patriote le nom par excellence de tout révolutionnaire. Tant qu'un vestige de tradition a uni la France nouvelle à la France ancienne, tant que le présent n'a pas été à une trop longue distance du passé, ces conséquences n'ont pu se faire jour; mais lorsque la roue du temps a eu assez tourné pour qu'il ne subsistât plus aucun débris de ce qui fut, l'heure de la logique a sonné, et les générations contemporaines, élevées dans une société où la révolution seule est debout, ont écouté sans trop d'étonnement des paroles qui, trente ans plus tôt, les auraient remplies d'horreur et d'effroi. Ce n'est que d'hier qu'on a pu entendre murmurer à voix basse (bien basse et bien timide encore malgré la violence des actes) ces mots sinistres : périsse la patrie, et que la révolution soit sauvée! mais nos oreilles n'ont pas été tellement sourdes qu'elle n'aient pu distinctement les entendre.

Qu'est-ce que la patrie? Je commence par prendre la question par son côté le plus étroit peut-être, mais le moins contesté, et je réponds avec l'antiquité : La patrie, c'est le pays des pères, et ce qui la constitue, c'est le lieu où nous sommes nés, les foyers, les autels

et les tombeaux. Si cette définition est exacte, il faut avouer que la révolution, tout en prononçant très haut le nom de patrie, a peu ménagé tout ce qui la compose. Je dirai peu de chose des autels; on sait la haine toute particulière que leur a vouée la révolution, haine tellement tenace qu'au bout de quatre-vingts ans elle est aussi enflammée qu'au premier jour. Je n'insisterai pas davantage sur les tombeaux; on sait le respect avec lequel elle les a traités, qu'ils fussent anciens ou nouveaux, qu'ils enfermassent des rois ou des révoltés, la cendre de Louis XIV ou la cendre de Mirabeau. Bien différente de ce vieux *père la mort* de Walter Scott qui s'était donné la tâche pieuse de protéger les sépultures héroïques contre l'oubli des vivants et la mousse du temps, la révolution française en a brisé le plus qu'elle a pu. Je n'ai nulle envie de m'élever contre la constitution nouvelle qu'elle a donnée à la famille; il faut bien reconnaître cependant que le sentiment qui l'a inspirée n'est point précisément le respect du foyer, que les dieux lares n'ont obtenu d'elle aucun culte superstitieux. Reste enfin ce que les Bretons appelaient la petite patrie, qu'ils aimaient à opposer à la grande, la province, le district, le lieu natal. C'est là surtout que l'œuvre de la révolution a été radicale et complète. Elle a donné à la grande patrie, il est vrai, la plus forte, la plus compacte unité que jamais nation ait connue; mais elle a tué toutes les petites patries, et on peut dire qu'elle a effacé pour chacun de nous le lieu de naissance. Certes, lorsqu'elle opéra cette réforme si hardie, elle n'avait point la pensée de porter atteinte à la patrie, et pourtant que faisait-elle, sinon la dépouiller de tout caractère concret et matériel, la réduire à l'état de pure abstraction, de généralité métaphysique? Oui, la grande unité qu'elle

créa peut arracher l'admiration du philosophe, le respect du lettré, inspirer l'amour à quiconque sait aimer par l'intelligence, mais non pas faire battre le cœur d'un pauvre homme, et révéler à l'ignorant les émotions de cette piété nationale sans laquelle il n'est point véritablement de patrie. La patrie telle que la révolution la fit, c'est une philosophie, ce n'est pas une religion : or il faut qu'elle soit une religion pour la plus grande partie des hommes, sans quoi elle n'est point. « Ma province m'est plus chère que ma famille, ma patrie que ma province, et l'humanité que ma patrie, » disait Fénelon. Ce sont là de nobles paroles, mais qui ne sont vraies que pour Fénelon et ceux qui lui ressemblent. Pour la plupart des hommes, tout amour s'éteint quand son objet est trop général. Rien n'est plus froid pour eux qu'une idée abstraite. Dites au premier venu d'aimer Dieu, il vous comprendra, et peut-être vous obéira; dites-lui d'aimer l'*être en soi*, et cherchez ensuite si son cœur bat bien fort. Il en est de même d'une patrie trop vaste et réduite à l'état d'abstraction politique saisissable seulement par l'intelligence. Elle est alors inaccessible au cœur, elle inspire à l'homme ordinaire un amour aussi tiède que celui qu'inspirerait à des paysans une maîtresse toujours absente et qu'ils ne pourraient jamais voir. Ce résultat s'est peut-être déjà fait sentir. Le cœur de l'homme est fort et chaud, mais il est singulièrement étroit et borné dans ses affections; il n'aime bien que de près et ce qui est près. Or, comme l'amour est le suprême régulateur de toutes nos facultés, ce qui est compris est seulement ce qui est aimé. Posséder une petite patrie est donc pour l'homme le plus sûr moyen d'en aimer une plus grande, car la grande patrie cesse d'être une abstraction pour quiconque en contemple l'image

dans une plus petite : c'est une réalité tout comme la petite, il la voit, il la touche, il pourrait en faire le tour; pour s'élever jusqu'à elle, son cœur n'a pas d'effort douloureux à faire, il n'a qu'à monter d'un degré. Lorsque cette première patrie lui manque au contraire, il se sent comme perdu au milieu d'un vaste et monotone océan d'hommes; il ne sait plus où accrocher ses racines, et alors, se repliant sur lui-même, il s'isole égoïstement, se fait centre du monde et se constitue à lui-même son univers. C'est ainsi que par degrés insensibles une société en arrive à cet état d'individualisme stérile et impuissant dont les ravages ont pu frapper tous les yeux clairvoyants. Ce besoin d'une petite patrie au sein d'une plus grande est tellement dans la nature humaine, que partout où le pouvoir échappera aux classes éclairées, où le peuple sera libre d'agir à sa guise, on le verra immédiatement renouveler l'histoire des Flandres ou de l'Italie du moyen âge, se façonner des patries grandes comme de bonnes paroisses dont il connaîtra tous les habitants, dont il pourra faire le tour en une journée. Pour prendre notre histoire d'hier, n'est-ce pas cette tendance confusément dévoilée qui a fait pour l'observateur le seul intérêt de ce singulier capharnaüm de doctrines qui s'est appelé la commune? Politiques, politiques! ne dédaignez jamais trop décidément les obscurs mouvements d'action et de réaction de cette versatilité populaire qui a fait de tout temps accuser les masses d'inconstance : ils sont difficiles à comprendre parce qu'ils ne parviennent presque jamais à se formuler d'une manière à peu près nette, et qu'il faut les deviner par intuition; mais, attentivement observés, ils vous révéleront bien souvent les erreurs par lesquelles vous ou vos prédécesseurs avez péché.

On vient de voir quelques-unes des offenses que la

révolution dirigea contre l'idée de patrie ; sans entrer dans plus de détails, disons que dès le premier jour la révolution à son insu se mit en opposition directe avec cette idée. Si la patrie est l'héritage des pères, si ce sont les autels, les tombeaux, les habitudes prises en commun, transmises de génération en génération, qui la constituent, il faut bien conclure que l'élément du passé entre pour à peu près tout dans sa formation. Sans passé donc, pas de patrie ; or, dès son début, la révolution rompit ouvertement avec le passé, afficha l'ambition non seulement de s'en séparer, mais de l'effacer entièrement, et déclara par tous ses actes qu'elle ne voulait s'en souvenir un instant encore que pour l'outrager et le maudire. Certes les hommes de la révolution établissaient aisément dans leur esprit une distinction entre la patrie et le passé ; mais, comme la distinction n'était pas fondée sur la nature, le mot survécut, tandis que la chose recevait une atteinte mortelle. Qu'importe que vous prétendiez épargner un tout, si vous attaquez successivement chacune de ses parties? qu'importe que vous prétendiez respecter un nom, si vous faites dérision et mépris de toutes les choses qu'il exprime? De cette rupture ouverte avec le passé, l'idée de patrie devait donc recevoir une blessure profonde, dont les effets, comme ceux du poison nommé *curare*, pouvaient bien attendre longtemps avant d'éclater, mais qui devaient infailliblement se révéler lorsque le mal aurait eu le temps de cheminer sourdement dans toutes les parties du corps social.

J'entends bien l'objection : et l'enthousiasme guerrier de la république, et les merveilles de l'empire, et cette héroïque défense du sol, et cette irrésistible expansion qui a duré tant d'années, est-ce que tout cela n'est pas le patriotisme par excellence? J'en con-

viens bien aisément; mais à cette objection je donnerai une réponse qui paraîtra paradoxale, et que cependant vous pourrez vérifier facilement par l'étude de tout autre grand phénomène historique : c'est que tout cela, enthousiasme républicain, victoires impériales, défense du sol, appartient à l'ancien régime beaucoup plus qu'à la révolution. Quand vous voudrez juger des vertus d'une doctrine, d'un principe politique, d'un mouvement national, ce n'est pas tant aux vertus des générations qui poussent en avant cette doctrine, ce principe, ce mouvement, qu'il faut regarder qu'à celles des générations qui leur succèdent. C'est beaucoup plus par ce que nous valons nous, en cette année 1871, où ces lignes sont écrites, qu'il faut juger de la valeur de la révolution, que par ce qu'ont valu les hommes des vingt-cinq années de luttes qui ouvrent notre histoire contemporaine. L'initiateur possède l'idéal de sa doctrine, il n'en possède pas la réalité; rarement il a le temps d'en voir se dérouler les lentes conséquences, et la mort l'enlève toujours heureusement avant qu'il ait connu ce qu'il imagine devoir être une grande joie et ce qui ne serait d'ordinaire qu'une amère douleur. Ce n'est pas sa doctrine qui lui fournit les instruments nécessaires pour la réaliser, — comment le pourrait-elle, puisqu'elle n'est pas née encore? — mais bien cette doctrine antérieure même qu'il se propose de remplacer. Bon gré mal gré, aussi partisans du progrès, aussi détachés du passé et enthousiastes de l'avenir que nous soyons, il ne se peut pas faire que nous n'ayons pas vécu dans une société façonnée de telle ou telle façon, et qu'elle ne nous ait pas assouplis à ses habitudes, donné son langage et ses mœurs. Il y a dans les mémoires de Chateaubriand un détail insignifiant en apparence, mais qui arrête l'imagination par sa

singularité excentrique, et qui fait bientôt réfléchir. « Je me rendis à la convention, dit-il, et j'y vis M. Marat ; sur ses lèvres flottait ce sourire banal que l'ancien régime avait mis sur les lèvres de tout le monde. » A combien de choses plus importantes que le sourire de M. Marat ne pourrait-on pas appliquer la phrase de Chateaubriand! Qui n'a entendu parler, s'il n'en a pu juger par lui-même, de la courtoisie de manières et de la politesse accomplie des hommes de la révolution? Si Marat avait pris son sourire à l'ancien régime, où donc Barrère avait-il pris son art des mielleuses perfidies, Robespierre sa froide impassibilité et sa domination sur lui-même, Saint-Just sa tenue stricte et sans naïf abandon? Tous montrèrent devant la mort une tranquillité qui fait encore aujourd'hui notre surprise; où donc tant d'hommes, sortis de rangs si divers, avaient-ils appris cet art de *la mort sans phrase*, pour employer le mot attribué à Sieyès, si ce n'est dans les leçons acquises par fréquentation de tous les jours d'une société où dominait cet aristocratique dédain de la mort si contraire aux instincts de la nature? Et d'où vinrent, je vous prie, cette énergie d'action et cet honneur militaire qui sont la véritable gloire de cette époque, sinon des habitudes imprimées à l'homme par la longue éducation monarchique? Que sont ces vertus, sinon le tout à fait dernier éclat de la civilisation chevaleresque? Un philosophe américain rapporte que les habitants des îles Sandwich croient que la force d'un ennemi mort passe dans son vainqueur. L'histoire de la révolution a réalisé à la lettre cette remarquable superstition. Ce fut l'âme de l'ancien régime qui sauva et défendit la révolution qui le tuait; c'est par cette âme qu'elle vainquit, c'est par cette âme qu'elle s'est maintenue jusqu'à une époque très rapprochée, dont

tous ceux d'entre nous qui sont arrivés seulement au milieu de la vie pourraient donner la date exacte. D'où sortaient donc tous ces hommes, sinon des institutions du passé, et où avaient été élevés ceux qui n'en sortaient pas directement, sinon à leur ombre et sous leur férule? En bien, en mal, les hommes de la révolution ne savaient pas autre chose que ce que leur avait appris l'ancien régime, et malheureusement nous le voyons trop aujourd'hui. Aussi peut-on dire que la révolution n'est que l'image exagérée de ce passé qu'elle répudia si absolument. Un publiciste que l'on peut presque nommer un homme de génie, Alexis de Tocqueville, a prouvé de la façon la plus serrée et la plus concluante que cette unité administrative dont on fait gloire à la révolution avait été beaucoup moins une création qu'une continuation violente des errements de la monarchie. Nous irons plus loin que Tocqueville : doctrines, méthodes, voies et moyens, tout cela appartient à l'ancien régime; partout je trouve la marque de son esprit. Cette doctrine implacable du salut public, je la reconnais; c'est la caricature sanglante de cette vieille, ferme, souvent inique doctrine de la raison d'état, si bien formée à l'image de l'âme dure, froide et impérieuse du grand cardinal qui en fit l'instrument régulier de la monarchie [1]. Cet idéalisme révolutionnaire qui compte pour

1. Si nous n'avions crainte de nous détourner trop longuement de notre sujet, cette doctrine de la raison d'état, que nous rencontrons sur notre chemin, nous serait une excellente occasion de montrer à nos modernes novateurs, qui rêvent un monde tout neuf, comment le passé ne se laisse jamais détruire, et comment le présent n'est presque jamais que le passé sous un nouveau nom. La doctrine du salut public n'est que le nom révolutionnaire de la vieille raison d'état inaugurée *régulièrement* par Richelieu; nous disons régulièrement, parce que le coup de génie de Richelieu à cet endroit fut de donner une

rien le monde des faits, à qui suffit la logique, et qui, lorsqu'il rencontre la réalité, la brise ou se laisse briser par elle, je le reconnais aussi : c'est l'antique idéalisme des doctrines de l'Eglise catholique, qui n'admet que l'absolu et ne connaît pas les transactions dans l'ordre de la pensée. Ce mot de patrie enfin que les hommes de la révolution firent retentir plus bruyamment qu'aucune génération, ce n'est autre chose que le nom de l'idée sur laquelle toute l'histoire de France s'est bâtie pièce à pièce pendant les huit cents ans de règne de cette maison royale qui représenta l'ancien régime en face de la révolution. L'idée de patrie avait donc un sens pour nos révolutionnaires, alors même que leurs doctrines la niaient implicitement. Ils la portaient vivante en eux comme un sentiment héréditaire, ils en prononçaient le nom avec une chaleur émue, parce que l'éducation leur avait enseigné qu'il était celui d'une chose sacrée, parce qu'une longue habitude l'avait rendu doux à leurs lèvres. Naïvement ils transportèrent à l'idée nouvelle dont ils s'étaient épris le nom du fait qui leur était familier et cher, sans chercher à s'enquérir si l'idée nouvelle et le fait ancien n'étaient pas en désaccord.

forme officielle, morale, absolue, à une doctrine jusqu'alors purement empirique. Cette doctrine avait régné pendant tout le XVIe siècle sous les derniers Valois, mais sans afficher de prétentions absolues, et à l'état d'*expédient*, de scélératesse utile. Cependant, sous cette forme empirique même, cette doctrine avait une longue histoire. Elle n'est point un fruit du terroir français; elle fut importée chez nous par les Italiens venus à la suite de Catherine de Médicis et mêlés à notre histoire. Cinquante ans avant nos Birague et nos Strozzi, Machiavel l'avait exposée dans ce parfait bréviaire de la scélératesse politique qui a le nom que vous savez. Lui-même n'en était point l'inventeur, et n'en avait fait une philosophie qu'après l'avoir vue tout naïvement pratiquée par les Borgia, les Della Rovere, les Cibo et les Médicis.

Patrie et révolution se confondirent ainsi et devinrent synonymes pour un temps, celui de la période héroïque. Ils ne distinguèrent pas, emportés qu'ils furent dans le feu d'une action sans relâche, et n'eurent aucun soupçon qu'ils portaient en eux deux choses différentes. Là est le secret du si rapide et si complet triomphe de la révolution; elle n'est allée si loin que par la confusion que nous venons de décrire, et si cette confusion, bienfaisante à beaucoup d'égards, a été possible, c'est parce qu'il y avait dans tout révolutionnaire un homme de l'ancien régime.

III

Ce n'est donc pas aux générations qui ont lancé la révolution dans le monde qu'il faut s'adresser pour savoir si ses doctrines sont ou ne sont pas favorables à l'idée de patrie, parce que ces générations, étant nées et ayant grandi dans un autre milieu social, avaient les habitudes de cet état de choses antérieur et non pas les habitudes de leurs doctrines. Tant que ces générations ont vécu — et leur existence s'est prolongée longtemps — et tant que les nouvelles générations ont été assez rapprochées d'elles pour recevoir par l'éducation, par la conversation, par les mille voies de communication morale des sociétés civilisées, une partie de la tradition de ce qui fut, pour conserver à ce reste de tradition une sorte d'existence de mânes au milieu de l'état social actuel, les choses ont pu marcher honnêtement. L'ancien régime nous protégeait encore par ce souvenir transmis. Cependant il est arrivé un moment où cette tradition, un peu plus affaiblie d'année en année, a disparu tout

à fait, noyée dans le flot sans cesse renouvelé des générations survenantes. Le fait est d'hier ; c'est entre les années 1848 et 1850 qu'on a pu s'apercevoir que toute trace du passé avait disparu, que la révolution restait seule debout. C'est aujourd'hui seulement que commence son régime, et qu'on peut juger véritablement de ses tendances, car les nouvelles générations ne connaissent qu'elle, ne rencontrent qu'elle, et peuvent être dites par conséquent ses représentants sans mélange. Eh bien! l'idée de la patrie tient-elle dans cette société entièrement formée à cette heure sur le modèle de la révolution une place aussi grande que dans la société passée?

Tous ont fait parmi nous, en quelques mois, de cruelles expériences; cependant, il faut le dire, nulle déception n'a dû être aussi cruelle que celle du parti qui s'est toujours posé comme le représentant le plus pur de la révolution. Ignorant ou voulant ignorer la source d'où sortait véritablement l'enthousiasme patriotique des précédentes générations, il s'était plu à rapporter à la révolution l'honneur d'un sentiment qui revenait au régime précédent; mais, lorsque l'heure a été venue de faire appel à cet enthousiasme ancien qu'il croyait en son pouvoir de ressusciter, la révolution ne lui a répondu qu'en lui ménageant certaines occasions de réfléchir sur les causes cachées de ses conquêtes. « Je ne suis plus la révolution, leur a-t-elle répondu, je suis la démocratie, sa fille et son héritière, et, bien que je sois sa descendante en ligne directe, je vous prie de remarquer les notables différences qui existent entre nous. La révolution, c'était une société qui cherchait à s'établir; moi, la démocratie, je suis une société établie. La révolution fut guerrière, ardente, âpre à la dispute, et cela est bien naturel; elle se fit avec, par et contre des nobles, des

soldats, des prêtres, des écrivains, tous gens dont la gloire est l'âme, le tapage le plaisir, et la dispute le gagne-pain. C'est dans les rangs de ces gens-là que ma mère trouvait à la fois ses ennemis et ses défenseurs; ils sont tous morts, sauf cependant les avocats, dont la race est assurée de ne pas périr tant que les hommes auront des yeux pour convoiter le bien d'autrui et des mains pour s'en saisir. Pour moi, la démocratie, je suis pacifique, laborieuse, ingénieuse; mes rangs se composent non pas de gentilshommes aventureux, de prêtres subtils et d'écrivains retors, mais de commerçants, d'industriels et de laboureurs. Ma mère avait sa fortune à faire, et risqua tout pour la faire; ma fortune à moi est faite, et il me déplairait de l'exposer. Lorsque la révolution prit les armes en 1792, c'est qu'elle représentait des classes entières qui, arrivant pour la première fois à l'égalité civile, avaient tout intérêt à ne pas laisser reprendre par une réaction les concessions déjà faites; moi au contraire, je n'ai pas à trembler pour des biens que je possède par acte authentique. L'enthousiasme que vous me demandez n'est donc ni dans mon tempérament, ni dans mon caractère, ni dans mes intérêts, ni au nombre des moyens d'action dont je dispose. Vous vous trompez de trois quarts de siècle, et vous cédez vous-mêmes à une passion de tête en me prêchant une énergie qui ne peut naître de la nature de ma situation. »

Ainsi a parlé la démocratie sérieuse, honnête, celle qui considère la révolution comme accomplie, — commerce, industrie, classes rurales, artisans indépendants, c'est-à-dire les trois quarts de la nation française. Et à son tour comment a parlé la démocratie aventureuse, celle qui prétend, à cette heure, représenter seule la révolution, et pour qui la nouvelle

société ne vaut pas mieux que le régime du passé, et même vaut moins encore? « Nous vous accordons que ces étrangers sont pour vous des ennemis, mais sont-ils les nôtres au même degré? N'avons-nous pas d'autres ennemis que ceux-là, de plus impitoyables, de plus détestés, des ennemis que nous n'avons pas besoin d'aller chercher bien loin, car c'est vous-mêmes? Partout où il y a un homme vivant dans la richesse et le loisir en face d'un homme vivant de sa peine au jour le jour, partout où il y a un maître en face d'un serviteur, il y a deux ennemis en présence. Et qu'importe qu'ils soient enfants du même pays, s'ils sont aussi étrangers les uns aux autres que s'ils habitaient sous des latitudes différentes? Dites-nous, si vous le pouvez, où est la patrie commune entre des hommes qui n'ont pas les mêmes habitudes, qui n'adorent pas les mêmes dieux, qui ne croient pas aux mêmes principes? Nous nions tout ce que vous admettez, comment vous étonnerez-vous que nous brûlions tout ce que vous adorez? Nous regardons vos lois comme des embûches, vos institutions comme une tyrannie, vos mœurs comme des abus. Nous sommes donc en état de guerre depuis bien plus longtemps que vous ne le croyez, car en quoi des embûches, des tyrannies et des abus diffèrent-ils des manœuvres de la tactique militaire, de la contrainte de la force et des excès de la victoire? Ce mot de patrie est tellement un leurre, et vous êtes si bien assimilables aux étrangers, que, si nous remportions la victoire sur vous, les conséquences en seraient absolument pour nous celles que vous donnerait une victoire sur l'ennemi. Vaincus, vous subiriez nos conditions comme il subirait les vôtres si vous étiez vainqueurs; nous profiterions d'une partie de vos richesses comme vous profiteriez d'une partie des siennes. S'il faut tout vous dire, nous

avons dans les rangs de nos ennemis une foule de compatriotes : ce sont tous ceux qui pensent comme nous, qui partagent les mêmes désirs et qui tiennent les mêmes raisonnements. Nous voyons au contraire devant nous une foule d'étrangers : ce sont ceux qui nient tout ce que nous admettons. La patrie est peut-être quelque chose pour vous; pour nous, elle n'est rien, car qu'est-ce qui la constitue? Le foyer? et si nous n'avons pas de toit? Le sol? et si nous n'en possédons pas une motte? Les tombeaux? et si nous n'avons que la fosse commune? Les autels? et si nous n'en approchons pas plus que vous-mêmes? Les souvenirs? et si, vous étant chargés de les effacer tous, vous ne nous en avez pas laissé qui remonte plus haut que les premières taloches de nos mères? Les mœurs? et si nous n'avons aucune habitude en commun, aucune fête qui nous réunisse? La patrie est où l'on trouve tout cela, et, si nous ne le trouvons pas parmi vous, dites-nous un peu si nous en avons une? Poussons plus loin le raisonnement : posséder tout cela, c'est le bonheur; ne pas le posséder, c'est le malheur. L'heureux seul a une patrie, mais où est-elle pour le malheureux? Concluons donc que la patrie est partout où se trouve le bonheur, et que l'exil est partout où se trouvent la servitude et la misère. » — Je résume les paroles que nous avons tous pu entendre; que ceux qui les ont écoutées avec attention disent si l'interprétation que nous en faisons est fausse, si nous y ajoutons quelque chose. N'est-il pas clair d'ailleurs pour tout esprit doué seulement d'une dose moyenne de pénétration que ces principes, avoués ou non, doivent de toute nécessité composer la doctrine ésotérique de la fameuse association dont l'existence a été révélée à la France d'une manière si lugubre?

Au fond, les deux démocraties parlent le même lan-

gage et aboutissent aux mêmes conclusions, la prédominance absolue des intérêts matériels. Il est un fait qui s'impose à l'intelligence de tous avec une clarté tellement impérieuse qu'il en prend pour ainsi dire les caractères d'une loi : c'est que, sous le régime social inauguré par la Révolution, la question économique prime toutes les autres. C'est là le fait vital, on peut dire unique, qui a l'honneur de ses soucis, le fait dont elle attend la transformation du monde. Il est merveilleux de voir avec quelle rapidité sa philosophie s'est dégagée des doctrines négatives, mais vastes et complexes, qui l'avaient engendrée, pour se réduire à un simple examen des conditions économiques de la société. Cela commença de très bonne heure, le lendemain même du jour où la Révolution eut échappé à ses longues convulsions et aux guerres incessantes qui en furent la suite. Jusqu'alors, elle n'avait pas eu le loisir de se nommer de son vrai nom; mais, dès qu'elle eut une heure pour respirer en paix et se reconnaître elle-même, elle fit hautement les aveux que voici. « La nouvelle société subordonne la morale à l'intérêt, elle n'attend ses vertus que du bonheur matériel de ses membres, car la morale est une conséquence engendrée et non une source génératrice. Toutes les doctrines critiques, historiques, politiques, mystiques, auxquelles mon nom se trouve accolé ont servi à me pousser dans le monde, mais ne me représentent en aucune manière. Ce sont les doctrines de mes patrons, de mes parrains et de mes auxiliaires; ce ne sont pas les miennes. Mettant donc de côté toute cette défroque du XVIII[e] siècle, je me présente nue devant vous pour vous révéler en quoi consiste la nouveauté que j'apporte dans le monde. Tout ce que l'homme cherchait péniblement en lui-même, où il ne rencontrait que les rêves nés d'un effort fiévreux, tout

ce qu'il établissait plus péniblement encore sur des abstractions sans réalité, tirées des suppositions arbitraires de son cerveau, je le demande hardiment au monde extérieur. Je charge la matière de nous apporter ces biens que l'âme était chargée de nous procurer, et qu'elle n'a jamais pu nous donner qu'avec parcimonie, obligée qu'elle était, la pauvre Arachné, de tout tirer de sa substance, pour ne dévider en fin de compte qu'une toile où nous trouvions notre tombeau. Je transpose sans vergogne l'ordre des notions établies et les noms acceptés des choses, et je vous dis : La vertu, c'est la santé, car la santé, c'est le parfait équilibre de notre être, et le vice n'est jamais qu'une perte d'équilibre ; — la morale, c'est la richesse ; — la religion, c'est le bonheur. La vertu, la morale, le bonheur, sont des choses faciles à acquérir, si on les demande à la matière ; impossibles à atteindre, si on les demande aux anciennes notions qui régissaient les sociétés, car ces notions n'étaient que des conséquences que, par une erreur singulière, on s'est obstiné pendant des siècles à prendre pour des principes. Les sociétés qui acceptaient la discipline de telles notions ne furent jamais en réalité fondées sur elles : si elles n'avaient pas eu d'autres bases, elles n'auraient pu logiquement se soutenir vingt-quatre heures. Aussi étaient elles assises sur le plus violent, le plus brutal des faits, la conquête. C'est autour de ce fait qu'elles s'étaient organisées, qu'elles avaient échelonné leurs hiérarchies ; c'est sous la contrainte de ce fait que les hommes groupés violemment, mais groupés cependant, avaient établi leurs relations. Telle est la force de l'instinct de sociabilité qui est dans l'homme que ce fait, tout inique et brutal qu'il soit, avait fini par engendrer une certaine douceur. Que serait-ce donc d'un fait tout humain, bienfaisant par nature ! C'est sur

un fait de ce genre, le travail, que la nouvelle société est fondée, qu'elle doit logiquement s'organiser avec le secours du temps et les efforts de toutes les intelligences pendant plusieurs générations. » — Je résume ici sommairement la doctrine choquante et profonde que développa Henri Saint-Simon avec une franchise qui touchait presque au cynisme; mais, que sa doctrine fût choquante ou non, personne n'a marqué avec plus de génie le point de séparation des anciennes et des nouvelles sociétés, personne n'a mieux dégagé la Révolution de tout ce qui lui était étranger, et ne l'a présentée plus nettement dans ce qui fait son originalité propre et sa vie essentielle : la Révolution, c'est un fait d'ordre économique, et c'est autour de ce fait que la nouvelle société devra forcément s'organiser. — Nous disions tout à l'heure que la Révolution pouvait être appelée une création de l'ancien régime, car elle s'était faite avec les vertus et les vices de la vieille société; voici un bien autre exemple de la force du passé. Lorsque la doctrine de Henri Saint-Simon apparut pour la première fois, elle ne fut comprise de personne, des révolutionnaires moins que de tous les autres, en sorte qu'on peut dire que ceux qui avaient mis au monde le terrible enfant ne savaient pas plus que ses adversaires quel était son tempérament, sa nature véritable. Ils en étaient tous, non à l'enfant qu'ils avaient fait, mais à celui qu'ils avaient voulu faire. Il a fallu une longue succession de doctrines de plus en plus accentuées et de mouvements de plus en plus violents pour leur ouvrir enfin les yeux sur la nature du monstre qu'ils ont engendré; encore n'est-il pas bien sûr que la plupart y voient clair.

« Nous vivons dans un temps où la nécessité économique prime toute autre question »; dans cette formule si simple, si peu contestable, est implicite-

ment renfermée la destruction de l'idée de patrie. De toutes les choses de ce monde, la plus cosmopolite par nature, c'est l'intérêt matériel. Comme l'activité est leur essence, les intérêts sont sans cesse mouvants, et n'ont rien de cette fixité qui est propre à la patrie. Ils ont des résidences, des campements nommés comptoirs; ils n'ont pas de demeure. Pour qu'ils aient leur libre expansion, il faut qu'ils ne rencontrent aucun obstacle; or la patrie n'est composée que de barrières. Qui dit intérêt dit rapide circulation, qui dit patrie dit étroit resserrement. Les intérêts n'ont point d'âme; ils ne connaissent pas leurs propres clients, qui se succèdent en nombre plus rapide que les passants dans une rue populeuse, et ces clients sont non pas des hommes, mais des chiffres, des raisons sociales, des valeurs momentanées. Ils sont donc isolés au milieu de la plus bruyante affluence; aussi peut-on dire qu'il n'y a rien en ce monde qui dépasse la liberté des intérêts et qui soit plus profondément démocratique. Une égalité extraordinaire règne dans leur empire; ils font des vainqueurs, non des maîtres, — des victimes, non des sujets et des esclaves. Comme ils reposent sur la régularité et la sûreté, ils n'ont d'amis et d'ennemis que ceux qui satisfont ou manquent à ces lois; un compatriote insolvable est pour eux l'ennemi véritable, puisqu'il les ruine; un étranger solvable est pour eux l'ami, puisqu'il les sauve. Un commerçant de Bordeaux ou de Marseille fait toutes ses affaires à Barcelone ou à Londres; la France peut bien être la patrie de cet homme, mais certainement celle de ses intérêts est en Espagne ou en Angleterre, ou, pour mieux dire, il a deux patries, la France, où il fabrique et achète ses produits, l'Espagne ou l'Angleterre, où il les vend. Or de ces deux patries quelle est la véritable? La France, répondez-vous résolument.

Oui certes, si l'idée de patrie prime toutes les autres; mais la chose est au moins douteuse, si la primauté appartient à l'intérêt économique, et nous disons que telle est la loi de ce temps-ci. Cette situation étant donnée, je suppose un désastre national, par exemple une guerre longtemps incertaine se terminant par une paix malheureuse ou même par une défaite complète, mais qui rende aux intérêts leur liberté d'action : notre négociant aura beau être le plus honnête homme du monde, je soutiens qu'il se trouvera, bon gré mal gré, dans l'embarras de Gargantua à la naissance de son fils Pantagruel, — que tantôt son cœur saignera parce que sa patrie aura été écrasée, et que tantôt il se réjouira parce que celle de ses intérêts aura été délivrée. Cette fameuse hausse des fonds publics après Waterloo, qu'il a été de mode pendant si longtemps de citer comme un scandale, n'a point d'autre cause. Ce n'étaient pas les intéressés qui se réjouissaient, c'étaient les intérêts qui, se sentant débarrassés de la paralysie que l'incertitude des événements faisait peser sur eux, manifestaient leur satisfaction d'être rendus à la liberté.

Remarquez enfin que plus les intérêts matériels sont multipliés et les transactions entre les peuples rapides, moins la patrie nous est nécessaire. Cela est si vrai que les meilleures et les plus vraies réformes économiques nous conduisent à ce résultat. A Dieu ne plaise que je veuille prendre parti dans l'interminable querelle des libre-échangistes et des protectionnistes! Je crois que les libre-échangistes ont raison; mais, s'ils sont meilleurs démocrates que les protectionnistes, les protectionnistes sont certainement meilleurs patriotes. Il y a une grande différence entre dépendre de la patrie seule pour tous les besoins de la vie et dépendre de tous les peuples de l'univers.

Il est certainement absurde de vouloir me faire payer à un taux trop cher et même de me forcer à me priver tout à fait d'un objet que l'étranger peut me donner à meilleur compte que mes compatriotes, mais il est fort certain aussi qu'en me refusant à ce sacrifice je m'insurge en quelque sorte contre mes compatriotes et que je lèse leurs intérêts pour satisfaire les miens. Le vrai patriotisme voudrait que je consentisse à acheter trop cher l'objet que je peux avoir à meilleur compte de l'étranger, car qu'est-ce que je fais lorsque j'ai recours à l'étranger en pareille circonstance? Je déclare implicitement que je refuse d'associer ma fortune à celle de mes compatriotes, et que je n'ai souci des conditions défavorables dans lesquelles ils produisent l'objet dont j'ai besoin. Or en quoi consiste le patriotisme, s'il vous plaît, sinon dans un consentement joyeux et une ferme volonté de partager toutes les circonstances favorables et défavorables du pays où l'on est né? Si telle est la tendance des intérêts matériels pris sous leur forme la plus respectable, la plus morale, je vous laisse à penser ce qu'elle peut être lorsque ces intérêts sont pris sous leur forme la plus sauvage et la plus cynique, et qu'ils n'ont égard qu'à la satisfaction d'appétits et de convoitises.

Ces exemples et ces détails, que nous pourrions multiplier si nous voulions faire autre chose que de simples et rapides aperçus, nous conduisent à cette conséquence, qui sera, je le crains, peu du goût de ce temps-ci : point de patrie forte sans une pauvreté relative. J'ai cependant à présenter une proposition qui agréera moins encore, s'il est possible, à nos contemporains : point de patrie invincible sans une inégalité relative entre les citoyens. C'est une très sérieuse question que de savoir si les démocraties peuvent se défendre longtemps, et si même elles ont

les ressources nécessaires pour se défendre. Ce ne sont point les leçons de l'histoire qui nous inspirent ce doute, et Dieu sait pourtant si ces leçons sont instructives. On n'aurait qu'à comparer la stabilité des États aristocratiques et l'existence souvent brillante, mais toujours si rapide, des démocraties, pour être déjà édifié à cet égard. Ce n'est pas davantage la mobilité, l'inconstance, la versatilité bien connues des démocraties, ni même cette dangereuse présomption subitement suivie d'une abdication désespérée et complète dont nous avons vu si souvent le triste spectacle, qui nous effrayent pour leur avenir. Le fait qui cause notre inquiétude, ce sont les ravages que l'exagération de l'idée d'égalité opère si rapidement dans les sociétés démocratiques, surtout dans une société aussi fortement centralisée que la nôtre. En temps de paix, ces ravages ne se distinguent pas, et même quand on les remarque, si l'on a tant soit peu de penchant pour la démocratie, on est tenté de les regarder comme des bienfaits; mais vienne la guerre, surtout la guerre sur le sol de la patrie, et aussitôt on s'aperçoit du peu de force qu'une démocratie absolue laisse à une nation. Voyez un peu le spectacle que présente la France au bout de moins de quatre-vingts ans de révolutions; ce n'est pas assez de dire, selon la métaphore depuis si longtemps en usage déjà, que c'est une société nivelée jusqu'au ras du sol, il faut ajouter que ce sol lui-même a été retourné, hersé, broyé jusqu'au tuf. Tous les éléments sociaux, c'est-à-dire ce qui donne à un pays fixité et continuité, ont été tour à tour déracinés; il n'y a plus rien qu'un amas de poussière humaine désagrégée et impuissante. Dans un tel milieu social, l'État seul a volonté, faculté de commander et chance d'être obéi; malheureusement, dès que le ressort de l'État se brise, toute direction

disparaît, et les destinées de la nation sont remises à l'intelligence du hasard. On ne trouve nulle part de centre de résistance, et comment en trouverait-on, puisque sous prétexte d'égalité toutes les influences personnelles ont été détruites? Où est dans cette société l'homme assez puissant pour réunir vingt individus autour de lui, et surtout pour se flatter de les faire obéir? Non seulement personne dans notre société n'a le pouvoir de mener à fin une entreprise aussi mince, mais j'ajoute, ce qui est bien plus grave, que personne n'en a le droit. Tout acte personnel, quelque généreux qu'il fût, ne serait qu'une usurpation d'une partie de la souveraineté générale et une violation du principe d'égalité. Aussi dans de pareilles crises ceux qui devraient logiquement commander, sentant leur isolement, se résignent à l'inaction, et ceux qui voudraient obéir ne savent à qui rapporter honnêtement leur obéissance. Toute possibilité de grouper les forces nationales avec ordre, méthode, efficacité, discipline, disparaît ainsi, et il ne reste plus que la direction de l'État, qui dans de pareils moments est singulièrement inefficace, d'abord parce que son existence est incertaine et précaire, ensuite parce que cette direction de l'État, tout anonyme qu'elle se flatte d'être, est cependant exercée par des hommes en chair et en os qui, participant aux faiblesses de l'humanité, gagnent facilement le vertige à regarder une situation aussi vaste, et enfin par le peu d'auxiliaires réellement sérieux qu'il rencontre dans un pays où l'égalité a réduit tous les citoyens à la même taille. Personne qui ait autorité suffisante pour lui servir de porte-voix auprès des masses, pour les rassurer et les encourager, les animer à la résistance, car ceux qui se chargent de ce rôle sont trop près des populations pour qu'elles

les écoutent. Je ne fais nul doute que la crise effroyable d'où nous sommes sortis mutilés n'aurait jamais eu la même gravité, si une démocratie malavisée dans sa jalousie n'avait détruit jusqu'à la possibilité des influences personnelles et s'il fût resté parmi nous un certain nombre d'hommes ayant le droit d'être obéis et le devoir de commander.

Quelle est l'importance politique du citoyen dans une démocratie comme la nôtre? Elle est nulle, peut-on répondre hardiment. La Révolution nous a délivrés de toute contrainte, mais c'est en nous enlevant toute participation à une existence générale quelconque. Autrefois l'individu, à quelque sphère qu'il appartînt, rentrait dans un centre d'activité collective dont il ne pouvait se séparer, magistratures, ordres religieux, corporations, que sais-je encore? Ses intérêts se rapportaient de la manière la plus étroite aux intérêts de ce groupe, ou, pour mieux dire, ils étaient les mêmes. Chacune de ses affaires privées, aussi petite qu'elle fût, avait une importance générale, et rien que pour vivre en simple particulier, il était obligé de vivre comme un être collectif. Nous pouvons en convenir facilement aujourd'hui, c'était là une manière de comprendre la personnalité humaine qui valait bien la nôtre. La plus humble existence n'avait rien de chétif, puisqu'elle était rehaussée jusqu'à une existence d'ordre général; elle n'était pas impuissante, puisqu'elle ne connaissait pas l'isolement. Il ne faut pas chercher d'autre raison au nombre infini d'individualités éminentes que nous voyons se succéder dans les trois derniers siècles de notre histoire avec une si vivace fécondité, de même qu'il ne faut attribuer qu'à la raison contraire l'étrange disette d'hommes remarquables qui nous afflige à cette heure, et sur laquelle nous en sommes tous venus à nous

lamenter après l'avoir niée si longtemps contre toute évidence. Voilà ce qu'était autrefois l'individu; qu'est-il aujourd'hui? La démocratie moderne, qui parle beaucoup de solidarité, mais qui en est au contraire la plus absolue négation, nous place en face de nous-mêmes, et nous contraint de rapporter à nous-mêmes toute notre activité. Le seul souci qu'elle nous laisse donc, c'est le soin de nos affaires; or, par le fait de notre émancipation les uns des autres, ces affaires n'intéressent pas plus autrui que celles d'autrui ne nous intéressent. Des habitudes contractées dans cet isolement égoïste où le soin de nos intérêts est notre seul souci, il résulte deux conséquences également funestes toutes les fois que nous considérons les affaires générales : ou bien, effrayés de la distance qui sépare ces affaires collectives des nôtres, nous nous sentons trop petits sires pour nous en occuper, ou bien, nous armant d'effronterie, nous traitons ces affaires comme les nôtres propres, et nous faisons des entreprises politiques comme nous ferions des spéculations commerciales; aussi les citoyens de toute démocratie se divisent-ils invariablement en deux classes, les indifférents et les démagogues. Des premiers la nation n'a rien à espérer, des seconds elle a tout à redouter, en sorte qu'on arrive à cette conclusion singulière, que dans une démocratie l'État ne doit pas compter sur le concours des citoyens pour son salut, parce que le plus grand nombre considère les affaires générales comme trop éloignées et trop distinctes des siennes, et que le petit nombre, le groupe des audacieux, les considère au contraire comme trop proches. Une société démocratique est ainsi toujours à la veille de se trouver à la merci non de ce qui peut la sauver, mais de ce qui peut la perdre.

Et maintenant quel peut être, je le demande, le

caractère d'une activité qui n'a forcément rien de général? Cette activité doit, de toute nécessité, être strictement matérielle. Des affaires privées ne peuvent se réduire qu'à deux choses, vendre et acheter, et c'est en effet en ces deux choses que consiste la véritable activité d'une démocratie. La création et la rapide circulation de la richesse, voilà le génie de la démocratie, et il faut avouer qu'en cela elle est véritablement merveilleuse. Est-il une question parmi celles qui nous agitent qui n'ait sa source dans l'industrie et le commerce, ou qui ne s'y rapporte plus ou moins directement? Dans la vie intellectuelle, trouve-t-on encore beaucoup d'hommes qui aient le goût de penser sur autre chose que sur les questions d'intérêt matériel, et avons-nous d'autres métaphysiciens et d'autres théologiens que les théoriciens de l'économie politique? Dans la vie sociale, rencontrons-nous d'autres sujets de dispute que des questions de salaires et de répartitions de bénéfices? Et dans la vie politique, est-ce que toutes les notions, même de l'ordre le plus relevé, celle de patrie comme les autres, ne pâlissent pas à côté de la notion de richesse? Et dans la vie individuelle, y a-t-il une autre préoccupation que celle de vivre, et, parlons sans hypocrisie, de vivre le mieux possible? Toute démocratie est donc avant tout une affaire d'industrie et de commerce, et la loi que nous avons énoncée en commençant ce chapitre — l'intérêt économique prime en ce siècle toutes les autres questions — revient ainsi pour en faire la conclusion. Eh bien! c'est à cette société dont la création de la richesse est fatalement l'unique préoccupation qu'il faudra cependant venir démontrer un jour que la conservation de l'idée de patrie exige le maintien d'une armée permanente qui devra absorber le tiers de la fortune

publique et réclamer de tout citoyen valide le sacrifice d'un tiers de son temps. J'avoue qu'on peut hésiter avant de poser une pareille question, mais enfin il faudra en venir là, et alors, selon l'accueil qui sera fait à cette nécessité, selon les objections et les obstacles qui lui seront opposés, nous saurons si la démocratie attache à l'idée de patrie autant d'importance que les sociétés passées.

IV

Qui dit patrie dit contraction et resserrement des éléments de vie commune épars entre certaines bornes géographiques, droit à l'indépendance, à l'autonomie, triomphe du *particularisme*, pour employer une expression de nos vainqueurs teutoniques, et en un mot le contraire même d'universalité. Son histoire chez nous répond exactement à cette définition; formée d'un débris du vaste empire de Charlemagne, c'est à un fait d'ordre universel qu'elle s'était substituée. Elle mit des siècles à rassembler ses membres disjoints, et elle le fit avec une patience et une continuité admirables, mais qui lui furent faciles cependant, grâce à l'hérédité monarchique, qui fixa pendant huit cents ans la couronne sur les têtes des princes d'une même famille, en sorte qu'il n'y eut pas plus d'interruption dans la poursuite de ce long labeur qu'il n'y en eut dans l'ordre même de l'État. L'œuvre était enfin parfaite, lorsque la Révolution française vint annoncer au monde qu'elle apportait la charte, non plus d'une nation, mais du genre humain tout entier, que sa morale était universelle, qu'elle considérait toute division entre les peuples comme des

inventions intéressées de la tyrannie. La nation ne s'aperçut pas du démenti qu'elle infligeait à son histoire; mais l'invisible logique qui préside aux combinaisons des choses d'ici-bas s'en aperçut, elle, et se chargea immédiatement d'en déduire les conséquences. Remarquez, je vous prie, les deux curieuses coïncidences que voici. Le jour même où la France sacrifia l'idée de patrie à l'idée d'humanité, l'ancienne maison royale tomba. Rarement la logique fut plus cruellement judicieuse, et plus poétiquement tragique; le dernier représentant de cette maison disparaissait au moment même où l'idée de patrie était menacée, comme son premier fondateur était né en même temps que cette idée avait demandé à venir à la vie, comme sa longue succession de princes avait régné sans contestation pendant que cette idée n'avait pas été contestée, en sorte que, par une fatalité d'une unité admirable, l'histoire de la patrie et celle de cette famille n'en composaient qu'une seule, l'œuvre et l'ouvrière ayant absolument les mêmes siècles d'existence sans une minute de plus ni de moins. La seconde coïncidence est plus curieuse encore s'il est possible. Au moment même où tombait le dernier représentant de la monarchie française, un jeune lieutenant d'artillerie d'origine italienne arpentait fiévreusement les rues de la capitale. Puisque l'idée exclusive de patrie n'est plus l'évangile du peuple français, il faut donc que ce soit son contraire, conclut la logique; immédiatement elle décréta la résurrection de la conception politique à laquelle l'idée de patrie s'était substituée, c'est-à-dire la monarchie universelle, c'est-à-dire l'empire, et pour nouveau Charlemagne elle fit choix de ce jeune lieutenant italien, qui, en vertu de cette musique du sang dont parle un grand poète espagnol, possédait d'instinct la tradition de ce système, et n'eut

aucune peine à comprendre les décrets dont le chargeaient les puissances d'en haut. Le jour où la Révolution vint proclamer les droits de l'humanité, y eut-il quelqu'un en France qui eût soupçon de cette si prompte et si grandiose résurrection de l'empire d'Occident? Évidemment personne ne s'avisa d'un tel rêve apocalyptique, et cependant ce rêve extravagant se serait réduit simplement à la divination sagace d'une conséquence toute naturelle de la métamorphose que la France subissait alors. Les nations peuvent à leur aise déraisonner ou même ne pas raisonner du tout; cela en fin de compte n'a pas grande importance, parce que la logique, qui est chargée de raisonner pour l'univers entier, ne commet jamais de semblables erreurs, et n'a pas de peine à ramener à la rectitude les faux jugements et les opinions à courte vue des hommes.

La Révolution mena droit à la monarchie universelle. C'est qu'en effet, par la fatalité même de sa nature, son ambition ne peut être réalisée que par l'une de ces deux alternatives qui sont également contraires à l'existence de la patrie : ou bien elle doit s'imposer aux peuples en conservant simplement la patrie comme centre et pivot, et alors la patrie change de caractère et s'efface dans cette expansion exagérée d'elle-même; c'est l'ancienne idée de l'empire, sous laquelle s'engloutit la civilisation de l'ancien monde, sous laquelle sombrèrent les vastes conceptions de Charlemagne, sous laquelle succomba l'Espagne, sous laquelle enfin la Révolution elle-même fit son premier naufrage avec Napoléon Ier; — ou bien elle doit renoncer à la patrie pour elle-même afin de conserver son caractère d'universalité, et c'est à cette seconde alternative qu'elle en est arrivée aujourd'hui. Nous n'exagérons en rien ni sa situation, ni ses pensées;

c'est elle-même qui le dit, et nous ne faisons que constater ses aveux.

Lorsque la Révolution enfanta la monarchie universelle, ce fut à son insu, et, sauf l'homme puissant qui tenait alors ses destinées entre ses mains, personne ne se douta des voies dans lesquelles elle s'engageait. Aujourd'hui les choses ont bien marché, et il n'est si petit démocrate de club qui n'ose faire pour elle l'aveu que, l'idée de patrie lui étant une gêne, elle peut et doit s'en passer. Une sorte d'émulation *patricide* règne dans le camp de la démocratie; c'est à qui ira le plus loin dans le sens contraire, à qui poussera le plus à un cosmopolitisme fatal, à qui effacera le plus les frontières qui protègent notre nationalité. Il n'y a plus de Pyrénées, dit un jour Louis XIV; mais la Révolution, qui semble avoir puisé dans sa haine des tyrans le goût de les imiter, ne se contente pas d'aussi peu que le roi-soleil; il n'y a plus ni mers, ni fleuves, ni montagnes qui l'arrêtent. Écoutons un peu ses paroles; quel est l'avenir qu'elle se promet, quels sont les plans qu'elle caresse, quelles sont les prophéties qu'elle émet? Sans compter plus longtemps les débris des anciennes sectes socialistes, humanitaires et autres, qui n'eurent jamais qu'un médiocre souci de l'idée de patrie, voyons les nouvelles doctrines enfantées par la démocratie. Il y en a jusqu'à quatre qui se sont fait jour récemment : or toutes quatre déclarent hautement que l'idée de patrie a fait son temps, que l'ère des nationalités a cessé, que l'heure est venue où la vaste humanité doit enfin entrer en scène et se substituer à toutes les démarcations arbitraires entre lesquelles ses enfants, parqués en peuples distincts, ont eu le tort de patienter tant de siècles.

Nous avons vu à l'œuvre la première de ces doctrines, et nos rues porteront longtemps encore les

marques de ses fureurs. C'est la Commune, un des plus singuliers mouvements de colère qu'il y ait eu dans l'histoire de l'humanité. Avez-vous jamais rencontré un enfant essayant d'attraper sa ressemblance dans un miroir, et, dans son impatience de ne pouvoir y parvenir, jetant le miroir à terre et le brisant en mille pièces? Ou bien vous rappelez-vous ce chef barbare qui, pour s'assurer de la puissance de je ne sais quelle divinité, approcha l'idole de son oreille en l'invitant à lui parler, et, n'ayant rien entendu, la lança loin de lui avec fureur? Voilà l'image de la Commune. Désespérant de trouver dans la patrie un auxiliaire pour la réalisation de ses lubies, elle a eu recours à l'expédient facile, mais inefficace, de l'enfant et du barbare; elle a tâché de la mettre en pièces. Les sergents et les lieutenants teutoniques qui connaissent leur Hegel auront pu vérifier une des lois de sa philosophie de l'histoire en assistant à cette entreprise mémorable de la démocratie française, qui, de propos délibéré, essayait de remettre la société dans l'état que le célèbre penseur appelle l'état atomistique, c'est-à-dire cette désagrégation par laquelle chaque molécule sociale, rendue pour son malheur à sa liberté absolue, tourne de ci, de là, en aveugle, dans le vide, à la recherche d'un nouveau centre d'attraction. Cette désagrégation ou état atomistique ne se présente dans l'histoire que comme un fait de fatalité; elle ne s'opère qu'à la suite de longs malheurs, réitérés pendant des siècles à des distances trop rapprochées pour que le pouvoir réparateur de la société puisse égaler le pouvoir de destruction de la force ennemie. C'est ce qui a eu lieu dans le monde romain lors de l'invasion des barbares, c'est ce qui a eu lieu encore à la destruction de l'empire de Charlemagne. Ainsi la Commune, comme moyen de progrès, nous proposait sérieuse-

ment de nous mettre d'un cœur léger dans l'état où nous serions, si vingt invasions allemandes, comparables à celle que nous avons dû subir, avaient pendant deux siècles brisé parmi nous tout lien social par leurs efforts réitérés. Comme perspective de bonheur et de grandeur, une fois échappés à ce chaos, nous avions la chance de revenir sans doute soit aux divisions des clans celtiques, soit au morcellement féodal; favorisés eussions-nous été si le hasard des circonstances propices nous avait élevés jusqu'au degré de puissance des mille petites républiques de l'Italie du moyen âge. Je n'ai pas besoin de beaucoup insister pour montrer comment une doctrine semblable est la négation la plus enfantine de l'idée de patrie, et je passe à une autre opinion.

La seconde opinion n'est pas sortie jusqu'à présent des sphères de la discussion, et, espérons-le, n'en sortira pas. Modérée dans la forme, elle ne prouve cependant qu'une chose, c'est que la Révolution porte à ses propres doctrines un médiocre intérêt, et qu'il ne lui en coûte rien de se déjuger lorsque les faits semblent aller à l'encontre des dogmes politiques qu'elle a émis. S'il fut jamais en effet une opinion qui eût pour elle force de dogme, c'est bien celle de l'unité et de l'*indivisibilité* de la patrie, qui dans les conciles de la vieille montagne fit prononcer tant de sermons fiévreux et de prônes furibonds aux pères et aux pontifes de la démocratie. Ce fut le premier article du *credo* de la Terreur, le *shibboleth* dont la prononciation faisait reconnaître immédiatement l'orthodoxie révolutionnaire. Vous vous rappelez cette terrible accusation de fédéralisme qui envoya les girondins à la mort, promena l'échafaud dans tant de provinces, et fit couler tant de sang. Eh bien! voilà qu'au bout de quatre-vingts ans une fraction de la démocratie, et

non la moins jacobine, s'apercevant enfin que cette centralisation excessive qui fut leur idole rend toute liberté sérieuse fort difficile, et ne vaut rien surtout pour des hommes qui sont plus souvent dans l'opposition qu'au pouvoir, s'avise de reprendre à son compte le système que les girondins n'avouèrent jamais expressément, le dépasse même, et parle d'organiser la France par groupes géographiques. Ainsi voilà la Révolution qui rêve de relever les provinces après les avoir abolies radicalement. Pour une telle œuvre, il est trop tard ; le fédéralisme girondin aurait pu réussir sans trop de peine à une époque où l'esprit provincial était encore entier, où le rouleau égalitaire d'une administration uniforme n'avait pas fait de tout le pays une immense Champagne politique. A l'époque où les girondins le proposèrent, ce système ne portait aucune atteinte à l'idée de patrie, continuait la vieille France dans la nouvelle, et permettait aux populations de rattacher sans peine leurs anciennes habitudes à leurs nouveaux devoirs; mais l'unité absolue, ayant prévalu, a donné maintenant sa forme définitive à la patrie, et ce serait la blesser plus mortellement peut-être qu'on ne le pense que d'essayer de rendre une indépendance même relative à chacun des membres de ce vaste corps. L'unité, voilà pour le moment tout ce qui nous reste; cette unité, la Révolution nous l'a donnée en partie, et quand aujourd'hui elle parle même avec bonne intention d'y porter atteinte, elle choisit mal son heure.

La troisième opinion ne se contente pas d'ambitions si mesquines. Portant résolument ses vues au delà de la patrie, qu'elle abandonne décidément comme centre de vie distincte, elle ne fait plus qu'une seule nation de tous les peuples de l'Europe, qu'elle relie dans une vaste fédération. C'est le système dit des

États-Unis d'Europe : il a trouvé récemment quelque faveur auprès des démocrates qui, ayant voyagé ou guerroyé en beaucoup de pays, ont fini par ne plus tenir bien décidément à aucun, et des esprits à visées étendues qui disposent des peuples pour la paix sans plus de façons que Napoléon I[er] pour la guerre. Cette opinion séduisante n'est pas, on le voit, à la veille de devenir un fait, et, si elle a une importance immédiate, ce n'est que par la bonne grâce avec laquelle la démocratie fait enfin l'aveu que la patrie lui semble une institution surannée, insuffisante à satisfaire aux nouvelles aspirations des peuples; mais, devînt-elle une réalité, elle resterait encore une chimère : seulement la chimère courrait risque d'être sanglante, et ici nous parlons non pas du sang qu'il en coûterait pour l'établir, mais de celui qui coulerait à flots en conséquence de la réalisation d'un tel rêve. Tremblez, si jamais cette fédération fraternelle se réalise; ce jour-là, empruntez leurs ailes aux aigles, allez vous abattre dans un hémisphère où les peuples seront encore parqués en nations ennemies. C'est pour assurer à l'humanité les bienfaits de la paix que cette opinion rêve une fédération européenne analogue aux États-Unis d'Amérique; mais le jour où un tel système prévaudrait sur ce vieux continent, où tant de peuples, tous séparés par la langue, les habitudes, les religions, les traditions, les différences de génie et d'âme, les divers degrés de civilisation, se trouvent réunis, et ne sont retenus de se précipiter les uns sur les autres que par la force de contrainte des gouvernements qui les isolent assez pour qu'ils ne puissent se nuire, et les rapprochent juste assez pour leur faire croire qu'ils s'aiment, la guerre aurait trouvé un élément inépuisable, et sévirait avec une fureur que l'humanité n'a pas encore connue. La fraternelle concorde

que nous voyons régner entre la Croatie et la Hongrie serait l'image en miniature de la concorde qui régnerait au sein de cette fédération. Les peuples libres de tout frein d'autorité, se trouvant alors en présence les uns des autres, s'apercevraient bientôt qu'ils sont plus irréconciliablement divisés par leurs manières différentes de sentir et de comprendre les mêmes choses qu'ils ne l'étaient par leurs diverses formes de gouvernement, et qu'il y a plus de distance entre les manières dont un Saxon et un Latin comprennent la démocratie qu'il n'y en a entre la république et la monarchie. Quelle bataille par exemple que celle qui éclaterait le jour où la démocratie des citoyens de l'ex-France et la démocratie des citoyens de l'ex-Allemagne reconnaîtraient qu'elles ne pensent sur rien de la même façon, et qu'en conséquence il y en aurait une de trop dans le monde! Depuis le jour où les 800 000 hommes de Tamerlan rencontrèrent à Ancyre les 600 000 hommes de Bajazet, le monde n'aurait rien vu d'aussi horriblement beau. Si, comme je serais presque tenté de le croire, ceux qui rêvent une telle fédération ont un goût prononcé pour les apocalypses, ils auraient chance d'être satisfaits, et, après s'être délectés de ce spectacle, ils en seraient quittes pour proposer comme remède et préservatif le retour à l'idée de patrie.

La quatrième doctrine enfin — est-ce bien doctrine qu'il faut dire? — est celle que représente la fameuse société dont l'existence révélée récemment a été une surprise pour le plus grand nombre, mais n'a étonné aucun esprit habile à reconnaître à mille symptômes fugitifs les variations prochaines de l'atmosphère politique. C'est la plus sérieuse, en ce sens que c'est la plus menaçante, et aussi parce que son ambition va directement beaucoup plus loin que l'ambition

d'aucune autre. Nous avons eu dans la Commune un commencement de réalisation de cette doctrine, bien faible commencement, mais par le prologue il est aisé de préjuger la nature de la pièce. Quel est l'Attila secret, quel est le Tamerlan inconnu qui a rêvé une semblable conception? Ces noms sont ici parfaitement à leur place, car il ne s'agit de rien moins cette fois que de la conquête même du monde civilisé. C'est la guerre, la guerre déclarée ouvertement, non point pour telle ou telle cause isolée ou pour tel ou tel pays, mais pour toutes les causes et tous les pays à la fois. Remarquez ici le pas gigantesque que la Révolution vient de faire dans cette voie fatale d'universalité où elle s'est engagée. Ici non seulement les prétentions sont universelles, mais la stratégie et la tactique sont universelles aussi. Autrefois dans les luttes que livrait la démocratie, il n'y avait jamais qu'un point de l'espace qui fût intéressé à l'issue de la bataille; cette fois le repos de l'Europe entière est enveloppé dans les chances de chacun de ses combats. Cette doctrine nous déclare nettement qu'il n'y a plus de démocraties nationales, qu'il n'y a qu'une seule et même démocratie régie par un seul et même désir, un même vouloir, un même intérêt, — qu'Angleterre, Allemagne, France, Belgique, ne sont que les noms des localités où elle se propose de livrer ses futures batailles, les expressions géographiques qui lui serviront seulement à rappeler les chances heureuses ou malheureuses qu'elle rencontrera dans le cours de la lutte. Ce n'est rien moins qu'une moitié de l'humanité civilisée qui se propose de se jeter sur l'autre, et qui en fait nettement l'aveu. Si cela n'est pas grand, c'est au moins aussi gigantesque qu'on puisse le souhaiter; en tout cas, cela dépasse, et de beaucoup, les rêves des ambitions les plus hautaines et des imaginations les

plus effrénées. Ainsi voilà la démocratie qui prend à son compte le rôle des grands conquérants contre lesquels ses docteurs se sont élevés autrefois avec tant de violence, et qui aspire ouvertement à l'empire universel! Elle ne se contente pas de rejeter tout ce qui n'est pas elle, elle annonce qu'elle n'acceptera rien qu'elle-même, et qu'elle ne nous laissera pas même la liberté des *giaours* dans les pays musulmans. Elle s'arme non pour se défendre, mais pour conquérir, et elle veut conquérir pour éviter qu'aucune autre puissance lui dispute la domination. Un islamisme matérialiste, voilà la forme nouvelle que revêt la démocratie. Elle ne nous propose plus d'affranchir l'humanité de toute tyrannie, elle nous apporte la sienne; elle ne nous propose plus de tolérer toutes les croyances, elle nous apporte l'intolérance de sa loi; elle ne réclame plus de nous la reconnaissance de sa liberté, elle nous demande l'obéissance à sa domination. Elle est entrée dans la voie qu'ont traversée toutes les puissances enivrées d'elles-mêmes, et au bout de laquelle elles ont toujours trouvé la défaite et le tombeau. En commençant ces pages, j'avais presque peur d'énoncer cette vérité trop vraie : « La Révolution est le contraire de l'idée de patrie », et je n'avançais qu'en tremblant; mais remarquez-vous comme d'étape en étape l'examen de ses tendances nous a menés loin de la patrie, et avions-nous tort de douter que nous pussions compter sur elle pour nous la conserver?

Octobre 1871.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Coulommiers. — Typog. P. BRODARD et GALLOIS.

BIBLIOTHÈQUE VARIÉE A 3 FR. 50 LE VOLUME

FORMAT IN-16

Études littéraires.

Albert (Paul) : *La poésie*, études sur les chefs-d'œuvre des poëtes de tous les temps et de tous les pays. 1 vol.
— *La prose*, études sur les chefs-d'œuvre des prosateurs de tous les temps et de tous les pays. 1 vol.
— *La littérature française des origines à la fin du* XVIe *siècle*. 1 vol.
— *La littérature française au* XVIIe *siècle*.
— *La littérature française au* XVIIIe *siècle*. 1 vol.
— *La littérature française au* XIXe *siècle*. 2 vol.
— *Variétés morales et littéraires*. 1 vol.
— *Poètes et poésies*. 1 vol.

Berger (Adolphe) : *Histoire de l'éloquence latine*, depuis l'origine de Rome jusqu'à Cicéron, publiée par M. V. Cucheval. 2 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Bersot : *Un moraliste; études et pensées*.

Bossert : *La littérature allemande au moyen âge*. 1 vol.
— *Gœthe, ses précurseurs et ses contemporains*. 1 vol.
— *Gœthe et Schiller*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Brunetière : *Études critiques sur l'histoire de la littérature française*. 2 vol.

Caro : *La fin du* XVIIIe *siècle; études et portraits*. 2 vol.

Deltour : *Les ennemis de Racine au* XVIIe *siècle*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Deschanel : *Études sur Aristophane*. 1 vol.

Despois (E.) : *Le théâtre français sous Louis XIV*. 1 vol.

Gebhart (E.) : *De l'Italie*, essais de critique et d'histoire. 1 vol.
— *Rabelais, la Renaissance et la Réforme*.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
— *Les origines de la Renaissance en Italie*.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Girard (J.), de l'Institut : *Études sur l'éloquence attique* (Lysias, — Hypéride, — Démosthène). 1 vol.
— *Le sentiment religieux en Grèce*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Janin (Jules) : *Variétés littéraires*. 1 vol.

Laveleye (E. de) : *Études et essais*. 1 vol.

Lenient : *La satire en France au moyen âge*. 1 vol.
— *La satire en France, ou la littérature militante au* XVIe *siècle*. 2 vol.

Lichtenberger : *Études sur les poésies lyriques de Gœthe*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Martha (C.), de l'Institut : *Les moralistes sous l'empire romain*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
— *Le poème de Lucrèce*. 1 vol.
— *Études morales sur l'antiquité*. 1 vol.

Mayrargues (A.) : *Rabelais*. 1 vol.

Mézières (A.), de l'Académie française : *Shakespeare, ses œuvres et ses critiques*.
— *Prédécesseurs et contemporains de Shakespeare*. 1 vol.
— *Contemporains et successeurs de Shakespeare*. 1 vol.
Ouvrages couronnés par l'Académie française.
— *Hors de France*. 1 vol.
— *En France*. 1 vol.

Montégut (E.) : *Poètes et artistes de l'Italie*. 1 vol.
— *Types littéraires et fantaisies esthétiques*. 1 vol.
— *Essais sur la littérature anglaise*. 1 vol.

Nisard (Désiré), de l'Académie française : *Études de mœurs et de critique sur les poètes latins de la décadence*. 2 vol.

Patin : *Études sur les tragiques grecs*. 4 vol.
— *Études sur la poésie latine*. 2 vol.
— *Discours et mélanges littéraires*. 1 vol.

Pey : *L'Allemagne d'aujourd'hui*. 1 vol.

Prévost-Paradol : *Études sur les moralistes français*. 1 vol.

Sainte-Beuve : *Port-Royal*. 7 vol.

Taine (H.), de l'Académie française : *Essai sur Tite-Live*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française
— *Essais de critique et d'histoire*. 2 vol.
— *Histoire de la littérature anglaise*. 5 vol.
— *La Fontaine et ses fables*. 1 vol.

Tréverret (de) : *L'Italie au* XVIe *siècle*. 2 vol.

Wallon : *Éloges académiques*. 2 vol.

Chefs-d'œuvre des littératures étrangères.

Byron (lord) : *Œuvres complètes*, traduites de l'anglais par M. Benjamin Laroche. 4 vol.

Cervantès : *Don Quichotte*, traduit de l'espagnol par M. L. Viardot. 2 vol.

Dante : *La divine comédie*, traduite de l'italien par P. A. Fiorentino. 1 vol.

Ossian : *Poèmes gaéliques*, recueillis par Mac-Pherson, traduits de l'anglais par P. Christian. 1 vol.

Shakespeare : *Œuvres complètes*, traduites de l'anglais par M. E. Montégut. 10 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
Chaque volume se vend séparément

Coulommiers. — Imp. P. Brodard et Gallois

